

correspondance de presse internationale
inprecor

CHILI

**VICTOIRE ANTIFASCISTE
À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**



janvier-février 2022 n° 693/694



**KAZAKHSTAN
RÉVOLTE
POPULAIRE**

10,00 € / 14 CHF

- Martinique & Guadeloupe ● Cuba ● Russie & Ukraine ● Grèce ●
- Alternative en débat ● Petr Uhl ● Révolutions et papier-monnaie ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la Peci Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
 Peci-INPRECOR, 27 Rue Taine,
 75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
 Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
 93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
 prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

janvier-février 2022 n° 693/694

Chili

- *Quand le peuple devient plus fort* Karina Nohales et Javiera Manzi 3
- *Gabriel Boric, dernier président du vieux système ou premier président du nouveau ?* Pablo Abufom 8

Les Nôtres : Maria Piña Valenzuela dite Helena

- *Notre Helena (1942-2022)* Michael Löwy 11
- *Helena internationaliste !* Norman 12
- *Souvenirs* propos d'Helena, recueillis par Olivier Besancenot 13

Notes de lectures

- *N. FLAKIN, Un juif berlinois organise la résistance dans la Wehrmacht* M. Löwy 14

Cuba

- *2021, l'année du choc* Frank Garcia Hernandez 15

Martinique & Guadeloupe

- *Les deux territoires coloniaux français retiennent leur souffle* Patrice Mhidi 19

Kazakhstan

- *Grèves et manifestations populaires de masse* socialismkz.info 21
- *Solidarité avec le soulèvement au Kazakhstan* Appel collectif 24
- *Des manifestations aux émeutes* – *Le peuple en lutte pour la justice et une vie meilleure* Dmitryi Mazorenko et Almas Kaiser 25

Notes de lectures

- *M. CHOLLET, Réinventer l'amour...* Didier Epszajn 30

Russie / Ukraine

- « *Nous sommes dans une situation pire que durant la guerre froide* » Entretien d'Ervin Hladnik Milharčič avec Ilya Boudraitskis 31

Ukraine

- *L'heure est à la solidarité internationale contre la guerre* Sotsyalnyi Roukh 36
- *Pour la paix et la désescalade* Mouvement socialiste russe 37
- *Contre l'escalade militaire de l'OTAN et de la Russie en Europe de l'est* B.E. IV^e Internationale 38

Les Nôtres : Petr Uhl

- *Notre camarade Petr Uhl (1941-2021)* Catherine Samary et Hubert Krivine 41

Alternative en débat

- *De l'organisation de la société – Résultat du processus révolutionnaire transitoire* Petr Uhl 42
- *La revanche du chien enragé. Pour la liberté, le communisme et l'autogestion* Pierre Cours-Salies 51

Grèce

- *Nouveau mouvement féministe jeune et radical, à l'avant-garde des résistances* Sonia Mitralias 57
- « *Rencontre* » de mouvements sociaux et politiques, « *Confrontation* » avec nos propres lacunes Antonis Faras et Tassos Anastassiadis 59

Notes de lectures

- *C. LE MAGUERESSE, Les pièges du consentement* Didier Epszajn 61

Histoire

- *Révolutions et papier-monnaie* Serge Aberdam 63

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Quand le peuple devient plus fort

Par
Karina Nohales et Javiera Manzi*

Le dimanche 19 décembre, Gabriel Boric Font a été élu président du Chili. Lors d'une élection avec des niveaux de participation sans précédent, le candidat des partis de gauche regroupés dans la coalition *Apruebo Dignidad* l'a emporté par près de douze points de différence (56 % contre 44 %) sur le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, devenant, à 35 ans, le plus jeune président et aussi celui qui a reçu le plus de suffrages dans l'histoire du pays. En mars 2022, Sebastián Piñera devra céder le pouvoir à la génération d'étudiants qui s'est mobilisée pour l'éducation publique pendant son premier mandat (2010-2014).

Le cycle électoral de la révolte

La présidentielle au Chili était l'avant-dernier épisode d'un cycle d'élections très dense dans le contexte ouvert par les mobilisations des lycéens, qui ont débouché sur une révolte. Depuis le 18 octobre 2019 ont eu lieu : le référendum pour une nouvelle Constitution, l'élection des constituants ainsi que le renouvellement de tous les postes élus – maires et conseillers municipaux, gouvernorats et conseils régionaux, parlementaires et présidence du pays. Il ne reste plus, l'année prochaine, que le référendum pour ratifier la nouvelle Carta Magna. Dans une telle avalanche électorale, la centralité de cette forme de traduction de la contestation sociale était inévitable.

Au cours de la dernière décennie, une dimension essentielle pour comprendre le comportement politique local a été le niveau élevé d'abstentionnisme électoral. Depuis la mise en place du suffrage volontaire en 2012, l'abstention n'a cessé d'augmenter, une tendance qui s'est inversée pour la première fois en octobre 2020, à l'occasion du référendum pour une nouvelle Constitution. Et depuis, la courbe de la participation électorale n'a pas été lisse.



Après l'annonce des résultats, rassemblements massifs dans tout le pays pour célébrer la victoire

De 50,9 % de participation au référendum (dans lequel « *j'approuve* » [un changement de Constitution] l'emportait par 79 % contre 21 % de « *je rejette* »), nous sommes passés à 47 % de participation au premier tour de la présidentielle, un niveau d'abstention très similaire à celui de la dernière élection avant le soulèvement.

Tout indique que les secteurs populaires en tant que force de vote ont été sélectifs dans leurs efforts. Cela a parfois conduit à des résultats électoraux difficiles à déchiffrer, mais ce qui est certain, c'est que la faible participation des électeurs a été favorable aux forces conservatrices (le meilleur exemple est celui des élections législatives) et que le peuple a choisi le second tour de la présidentielle comme son propre combat, façonnant ainsi son issue.

Les compétitions électorales, et surtout l'élargissement de la participation populaire à celles-ci, ont été guidées par les deux coordonnées fondatrices de la révolte qui a éclaté au Chili, qui sont sans doute intimement liées : la contestation du néolibéralisme ainsi que de ceux qui l'ont administré et la contestation de l'héritage dictatorial. Tant le référendum pour une nouvelle Constitution que le récent scrutin, qui a rapidement adopté une forme plébiscitaire, ont actualisé ces deux axes :

● En 2019, par le biais d'une mobilisation de masse, qui s'est ensuite exprimée dans

le débordement du vote référendaire, ce qu'aucun des partis de la transition démocratique n'a fait en 30 ans a été réalisé en quelques semaines : mettre fin à la Constitution de Pinochet.

● Au second tour de l'élection présidentielle, on a fermé la porte à la candidature qui cherchait à restaurer l'héritage dictatorial, sauvegardant ainsi l'espace institutionnel à partir duquel on aspire à le démanteler : la Convention constitutionnelle.

L'expérience de recomposition du tissu social, d'articulation et de mobilisation soutenue (même malgré l'interruption causée par la pandémie) a donné lieu à un cycle de politisation de masse, au milieu duquel de larges secteurs ont vérifié qu'il y a une relation entre la rue et les élections, que les deux ne marchent pas séparément et que, à certains moments, le fait de lâcher l'un peut compromettre l'autre. Dans un contexte d'abstentionnisme marqué et en même temps d'un secteur de la gauche qui a historiquement assumé son éloignement de la voie de la contestation institutionnelle, cela marque un tournant pour la recomposition des forces transformatrices.

* Karina Nohales et Javiera Manzi sont militantes de la *Coordinadora Feminista 8M de Chile* (Coordination féministe 8M du Chili). Cet article a été publié le 7 janvier 2022 par *Jacobin América Latina* : <https://jacobin-lat.com/2022/01/07/chile-cuando-el-pueblo-se-empodera/> (Traduit de l'espagnol par JM).

Chili

Le premier tour de l'élection présidentielle

Le 18 juillet a eu lieu l'élection primaire pour la présidentielle au cours de laquelle les coalitions *Chile Vamos* et *Apruebo Dignidad* ont défini par le vote populaire leur candidat définitif : Gabriel Boric l'emportant sur le candidat du Parti communiste, Daniel Jadue. Ensemble, les deux ont mobilisé 1,7 million de suffrages. D'autre part, parmi les candidats de *Chile Vamos*, c'est Sebastián Sichel, un indépendant soutenu par le parti conservateur Union démocrate indépendante (UDI), qui l'a emporté et 1,3 million d'électeurs ont pris part à ce choix. En résumé, il s'agit de la plus grande participation à une primaire dans l'histoire. Et c'est *Apruebo Dignidad* qui, en tant que coalition, a le plus mobilisé.

Quatre mois plus tard, le 21 novembre, lors du premier tour de la présidentielle, Boric obtenait 1,8 million de voix, ne parvenant à mobiliser que quelque 100 000 électeurs de plus que ceux ayant participé à sa primaire. Bien sûr, cette fois, il était opposé à de nombreux candidats d'autres secteurs ; néanmoins, il est arrivé derrière le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, qui n'avait pas participé aux primaires et est arrivé en tête. La faible participation populaire à cette élection, ainsi que la dispersion des projets, le rôle insaisissable du monde des affaires à l'égard de son candidat (Sebastián Sichel) et la faible participation de secteurs plus larges ont laissé le porte-étendard de l'aile gauche dans une position qui ne pouvait être remise en cause que par une inversion de la participation électorale.

L'un des éléments les plus notables du premier tour de la présidentielle, c'est que les principales coalitions politiques qui ont gouverné le Chili de l'après-dictature (les « centres » autoproclamés de gauche et de droite) ont perdu leur hégémonie historique et ont été écartées du second tour. Un deuxième fait, c'est que, pour la première fois, ce sont des coalitions comme *Apruebo Dignidad* et le *Frente Social Cristiano* (alliance du Parti républicain de Kast et du Parti conservateur chrétien), fondés dans le cadre de ce même cycle de contestation post-révolte, qui sont parvenus au second tour. Alors que le premier avait déjà un groupe parlementaire (avec des députés du *Frente Amplio* et du Parti communiste), le second exprime ouvertement le phénomène international de l'émergence des droites extrêmes.

Un troisième élément à noter a été la surprise du score de Franco Parisi et de

son *Partido de la Gente* (Parti du peuple) qui, avec près d'un million de voix, a pris la troisième place, faisant irruption comme le grand outsider du premier tour avec un récit qui fait revivre la promesse néolibérale du succès par l'effort individuel à partir d'une position supposée anti-élite et anti-abus. Le « phénomène Parisi », avec un candidat qui a fait campagne entièrement depuis l'extérieur du pays, est intéressant à analyser parce qu'il est révélateur du champ de contestation que constitue aujourd'hui le processus de politisation de masse en cours.

En effet, Parisi joue un rôle sensible dans cette conscience qui reste rivée à l'idée néolibérale de mérite personnel, mais qui s'efforce d'expulser le marché du champ des droits sociaux. Ce récit de l'inter-règne, qui met l'individu au centre, critique la corruption des élites mais omet les droits sociaux, se heurte à l'horizon installé par la gauche, et surtout au féminisme, qui affirme le caractère social de l'existence et la responsabilité de socialiser le travail qui la fait vivre. Contrairement aux partis des conglomerats historiques des trente dernières années, qui se sont alignés peu ou prou derrière Boric et Kast, Parisi ne s'est initialement aligné sur aucun d'entre eux, laissant ouverte la compétition pour ce million de voix à un moment crucial.

Après le premier tour, le *Partido de la Gente* a de plus en plus incarné une politique de restauration du patriarcat, qui s'est exprimée tant dans la campagne électorale que par le masculinisme de sa base électorale et, très concrètement, par son candidat, qui a une dette d'un million de dollars au titre de pensions alimentaires non payées. De manière inédite, cette question s'est politisée, ouvrant un débat public inévitable, où Boric et Kast ont dû non seulement se positionner, mais aussi définir la forme du dialogue avec le vote des femmes. Alors que le premier a soutenu le vote des femmes, le second a relativisé la violence économique et a serré les rangs avec ce « père sans cœur ».

Le second tour et ses résultats

Le second tour de la présidentielle a pris une forme plébiscitaire (et même épique). En moins d'un an, le Chili a été de nouveau confronté à une décision : soit la possibilité de poursuivre un cycle de transformation, soit la menace de la régression la plus radicale. Cela s'est exprimé non seulement dans la campagne mais aussi – et avec une précision spectaculaire – dans le résultat final, qui a répété les pourcen-

tages de vote du référendum de 1988, lorsque le pays a décidé s'il voulait ou non que Pinochet reste au pouvoir. À l'époque, le « non » l'avait emporté avec 56 % contre 44 % pour le « oui ». Comme le dirait Mark Fisher, plus de 30 ans après, nous sommes confrontés aux fantômes qui hantent la démocratie, recomposant ses clivages historiques et sa corrélation politique.

Depuis que le scrutin existe, l'élection présidentielle chilienne a toujours été remportée par le candidat qui arrivait en tête au premier tour. Cette fois-ci, ce comportement historique a été bouleversé par un facteur décisif : 8 % des électrices et électeurs qui se sont abstenus au premier tour ont décidé de se rendre aux urnes, dépassant ainsi tous les records de participation électorale de notre histoire récente pour atteindre 55,6 % : 1,2 million de votants de plus.

Ce facteur a littéralement renversé la situation. Alors qu'en novembre, Kast a battu Boric dans onze des seize régions du pays, en décembre, Boric a battu Kast dans onze des seize régions, obtenant plus de 60 % des voix dans quatre d'entre elles, dont la région métropolitaine de Santiago, située au centre, celle d'Atacama à l'extrême nord et celle de Magallanes à l'extrême sud du pays. D'où sont venus ces 1,2 million de nouveaux votants et qu'est-ce qui les a motivés pour voter ?

Femmes et féminisme à l'initiative

Après que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont été connus, une sonnette d'alarme a été tirée. Il avait toujours semblé probable que José Antonio Kast atteigne le second tour mais, tant dans le camp des organisations populaires que dans celui d'*Apruebo Dignidad*, personne ne semblait avoir envisagé la possibilité qu'il arrive en tête. Bien que certains sondages aient prévu que cela se produirait, la crédibilité de ces instruments de mesure est depuis longtemps mise à mal et, de plus, une telle projection était contre-intuitive à bien des égards. Comment se peut-il que, dans le Chili de la révolte, le candidat de l'extrême droite arrive premier ?

Alors que lors des élections précédentes, le pacte *Apruebo Dignidad* ne faisait qu'augmenter ses performances électorales, se positionnant ainsi comme l'alternative la plus viable pour faire face à l'émergence de Kast dans les urnes, cette fois-ci les mouvements sociaux et les organisa-



tions populaires en général ne l'ont pas soutenu publiquement et n'ont pas fait campagne pour lui. Il était clair que beaucoup de ceux qui font partie de ces mouvements allaient voter pour Boric, mais l'exercice de délibération collective et de prise de position organisée n'a pas eu lieu.

La confusion qui a accompagné la nuit du 21 novembre a également laissé place à différentes formes d'initiatives avec des prises de position collectives et individuelles appelant à faire campagne depuis l'extérieur d'*Apruebo Dignidad*, ce qui n'avait pas eu lieu auparavant. En quelques heures, un sentiment d'urgence s'est rapidement répandu qui – contrairement à toute paralysie face aux résultats – a entraîné les premières réponses des secteurs organisés.

Le soir même, la *Coordinadora Feminista 8M* a convoqué une plénière extraordinaire pour discuter des résultats et des orientations à adopter. Un accord a été trouvé sur une déclaration, intitulée « *Aujourd'hui et non demain* », pour soutenir la candidature de Gabriel Boric tout en appelant à une Assemblée féministe antifasciste. Ce fut le premier des jalons massifs, réalisé seulement trois jours après le premier tour, avec près de deux mille participants, incluant celles et ceux qui étaient en présentiel à l'Université de Santiago du Chili (USACH) et à distance – l'assemblée virtuelle a eu lieu en parallèle. À cette occasion, sont intervenues des militantes de la *Red Chilena Contra la Violencia Hacia Las Mujeres* (Réseau chilien contre la violence envers les femmes), de l'*Organización de Trans Diversidades* (Organisation de la trans-diversité), des associations de soignant-es comme *Yo Cuido* (je soigne), du collectif *Autoras de Chile* (Autrices du Chili), de la *Red de Actrices de Chile* (Réseau des actrices du Chili), de la *Federación de Estudiantes*

(Fédération des étudiantes) de la USACH, le réseau d'avortement *Con Amigas y en la Casa* (Avec des amies et dans la maison), le *Red de Profesionales por el Derecho a Decidir* (Réseau de professionnels pour le droit à la décision), *Negrocéntrixs*, *Familia es Familia* (La famille est la famille), *Pedaleras Antipatriarcales y Bisidencias* (Pédaleurs et bissidencias antipatriarcales), la *Cátedra* (Chaire) Amanda Labarca, *Anamuri*, *La Morada* et des assemblées territoriales comme celle du métro La Granja et les *Mujeres Autoconvocadas* (Les femmes autoconvocadas) de *Macul*. Toutes ces organisations – dont beaucoup n'avaient jamais participé à des processus électoraux ni n'avaient opté pour la participation institutionnelle – ont fait référence à la nécessité de faire un pas en avant en lançant un appel transversal et affirmatif non seulement à voter pour Gabriel Boric, mais à mobiliser tout ce qui serait nécessaire pour amplifier la participation des secteurs qui n'avaient pas participé jusque là.

Il y avait un accord sur l'urgence de vaincre le projet de restauration patriarcale, néolibérale et autoritaire que nous percevions si proche. Dans ce contexte, l'expérience des féministes au Brésil a occupé une place centrale dans les interventions de la journée : la clé de la négation (*Ele Não – Pas Lui*) ne suffit pas pour s'imposer dans les élections, la campagne à mener en dehors des partis politiques doit être claire dès le départ dans la communication de son choix et de son appel. Comme l'ont dit les organisations d'aidant-es, l'enjeu était bien plus important qu'une élection : il s'agissait de défendre les droits obtenus et la vie des femmes, des jeunes filles et des LGBTIQ+. Toutes les personnes présentes savaient que Kast devait être vaincu et que cette défaite devait être écrasante. Il en fut ainsi.

Alors que le Parti républicain a remis en question le droit de vote des femmes, les droits sexuels et reproductifs, a ouvertement discriminé les mères célibataires et a dû présenter des excuses publiques pour sa revendication initiale de mettre fin au Ministère des femmes et de l'égalité des genres, le mouvement féministe et LGBTIQ+ a franchi une étape clé pour imposer son autorité. Les mêmes qui avaient dit que nos vies ne sont pas un problème politique ont fait de nos vies, de nos désirs et de nos droits leur question programmatique centrale. « Notre urgence pour vaincre » a constitué une étape centrale de cet appel transversal et unitaire du mouvement féministe. Ce rassemblement s'est tenu dans les derniers jours de la campagne et y ont participé des féministes de la génération des années 1980, membres historiques du groupe *Mujeres por la Vida* (Femmes pour la vie), ainsi que des artistes, des activistes et des militants de diverses organisations et également des partis de *Apruebo Dignidad*. L'hétérogénéité et l'unité de cette instance constituent un précédent indiscutable.

Affirmer une place dans la campagne contre les ennemis des femmes et l'extrême droite signifiait aussi, nécessairement, affirmer la vigilance et la méfiance face à leur insistance à déployer une communication haineuse et des *fake news*. À un niveau plus intime, de très nombreuses personnes ont considéré leur choix de vote comme un geste de protection pour elles-mêmes, mais aussi pour leurs amis, leur famille et les personnes qu'elles savaient être en danger. Le vote est devenu, à des échelles différentes, l'expression de la sollicitude. Cet appel, qui n'était pas un vote de confiance, a nécessité le déploiement d'une campagne ouverte et sans retenue.

Au fil des jours, de plus en plus de secteurs organisés ont rendu public leur appel à voter pour Gabriel Boric, certains comme un vote antifasciste, d'autres faisant allusion à un programme de transformation qui inclut les aspirations des luttes historiques, et certains en reconnaissant également que sa victoire était la condition pour continuer à construire et affirmer leur propre alternative politique.

Aux côtés des organisations féministes, des organisations syndicales et des mouvements sociaux ont également pris l'initiative : l'association des enseignants, le syndicat portuaire chilien, la coordination nationale des travailleurs de No+afp (plus jamais de fonds de pensions), l'association nationale des employés du fisc, les travailleurs du cuivre ; des organisations

Chili

socio-environnementales telles que le mouvement pour l'eau et les territoires (MAT) et le mouvement pour la défense de l'eau, de la terre et de la protection de l'environnement (MODATIMA) ; des organisations de gauche en dehors d'*Apruebo Dignidad*, telles que *Solidaridad*, *Movimiento Anticapitalista*, *Convergencia 2 de Abril*, *Lista del pueblo* ; des organisations des Églises évangéliques ; des personnalités éminentes de la révolte et des victimes de la terreur d'État, telles que la sénatrice récemment élue Fabiola Campillai et Gustavo Gatica ; des étudiants militants tels que Víctor Chanfreau.

À cela s'ajoute le large soutien à la candidature de Boric parmi les constituants des différents secteurs d'indépendants (indépendants non neutres, peuple constitutif, mouvements sociaux constitutifs et les anciens de *Lista del pueblo*) et des élus pour les sièges réservés aux peuples originaires. Toutes ces organisations et acteurs, qui n'avaient pas pris de position publique pour le premier tour, ont fait des déclarations, des activités et des campagnes pour le second tour.

Les bastions du second tour

La participation électorale a augmenté dans tous les coins du pays. Le pourcentage de croissance le plus élevé a été observé dans la région métropolitaine de Santiago (qui concentre 40 % des inscrits), avec 11 % de participation supplémentaire pour une moyenne nationale de 8 % d'augmentation. Elle provenait principalement des quartiers marginalisés et populaires de la grande agglomération. Sur les 52 communes qui composent la capitale, ce sont les plus pauvres, celles qui avaient souvent les taux d'abstention les plus élevés, qui ont voté en masse pour Boric. Il a obtenu plus de 70 % de voix dans des endroits comme La Pintana, Los Espejo, Cerro Navia, Puente Alto, La Granja, Renca, San Joaquín – bien au-dessus de la moyenne nationale de 55,8 %.

Tout cela malgré l'obstruction flagrante du gouvernement au fonctionnement des transports publics, qui a rendu l'accès au scrutin et son déroulement difficiles, notamment dans les zones les plus isolées des villes. Les distances habituellement parcourues en quinze minutes ont pris deux heures le jour des élections. L'objectif était clairement de rendre difficile le vote des périphéries.

La commune rurale de Paine, d'où est originaire la famille Kast et qui constitue pour lui une sorte de fief, mérite une men-

tion spéciale. Contrairement au premier tour, Boric a gagné à Paine avec 54,6 % des voix, infligeant une défaite au « nazi » (comme on l'appelle là-bas). Par contraste, José Antonio Kast, à quelques exceptions près, n'a dépassé les 70 % des voix que dans les trois communes du 1 % le plus riche du pays, les seules communes dans lesquelles le « rejet » d'une nouvelle Constitution avait été majoritaire.

Un autre secteur clé où Boric a remporté plus de 70 % des voix est celui des zones de dévastation socio-environnementale qui, marquées par l'extractivisme, ont été déclarées « zones de sacrifice ». Petorca, Puchuncaví, Huasco, Freirina, porteurs de longues batailles et de résistance écologiste, se sont mobilisés pour fermer la voie au négationnisme de Kast face à la crise climatique.

Un troisième point fort a été la participation massive des femmes au vote pour le candidat d'*Apruebo Dignidad*. Nous ne disposons pas encore des données du service électoral ventilées par âge et par sexe, mais selon l'estimation de la plateforme *Decide Chile*, de l'entreprise de big data Unlhoster, « les femmes de moins de 50 ans ont été le moteur de la victoire de Boric », ce qui indique que la participation a explosé dans ce segment et qu'elles ont apporté leur soutien à Boric en nombre supérieur à la moyenne. Alors qu'au premier tour, 53 % des femmes de moins de 30 ans ayant le droit de vote et 58 % des femmes entre 30 et 50 ans ont participé, au second tour la participation est passée respectivement à 63 % et 67 %, faisant de ce secteur le « bastion incontesté de la victoire ». Boric a obtenu 65 % des voix des femmes de moins de 30 ans et 61 % des femmes entre 30 et 50 ans.

Les 1,2 million de voix qui ont déterminé la victoire de Boric sont issues de l'auto-organisation, de la mobilisation et de la décision politique des quartiers pauvres, des zones d'extractivisme, de la jeunesse populaire et des femmes ; en d'autres termes, des secteurs qui ont assumé la tâche de mettre un terme à la menace certaine qui pesait sur leur vie et leurs droits. La question qui reste ouverte est la suivante : sur quelles forces Boric va-t-il s'appuyer et pour qui va-t-il gouverner ?

Aucune naïveté

Nous ne pouvons pas être certain-es de l'avenir, mais nous pouvons reconstituer les étapes franchies qui nous ont mis sur la scène du présent. La plupart des secteurs sociaux qui ont rompu avec l'ab-

stention électorale, rendant possible la victoire de Boric, se sont mobilisés avant tout par conviction qu'il fallait battre Kast dans les urnes, plutôt qu'en ayant confiance dans l'actuel président élu. De nombreuses organisations sociales ont mené la campagne en affirmant leur indépendance vis-à-vis de la coalition *Apruebo Dignidad*. La place incontournable qu'occupe la mémoire dans la dynamique politique n'a cessé d'être mise en jeu à chaque instant : la mémoire du passé qui dit « plus jamais ça » à Pinochet et la mémoire récente qui s'est forgée dans le feu de la révolte.

Gabriel Boric a signé l'Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution le 15 novembre 2019, seul et sans tenir compte de l'avis de son parti. Un accord qui a permis le processus constituant dans des termes que de larges secteurs populaires ont critiqués et qui a également été perçu comme une capitulation face à la demande massive de la rue de destituer Sebastián Piñera pour ses violations systématiques des droits humains. Cela a provoqué une rupture de la propre coalition de Boric et une fuite de ses militants, ainsi que l'interpellation publique de divers mouvements et secteurs mobilisés. Par la suite, la décision de Boric lui-même et de plusieurs de ses collègues parlementaires d'approuver le projet général de la loi qui punit de peines sévères diverses formes de protestation, dans un contexte de la révolte, a eu un effet gravitationnel. Ces parlementaires ont ensuite présenté des excuses pour cette décision, mais ces excuses n'ont pas suffi pour défaire la méfiance qui s'était installée.

Ce n'est pas un hasard si la centralité qu'occupe aujourd'hui la revendication de la liberté des prisonniers politiques a été fortement ressentie dans la nuit du 19 décembre lorsque, après la victoire, Boric a prononcé son premier discours au pays en tant que président élu. Parmi les plus de cent mille personnes qui se sont rassemblées à l'Alameda, le cri de « libérer les emprisonnés pour avoir lutté » a éclaté bruyamment, avant que Boric n'interrompe ses propos en disant « nous sommes déjà en train de parler à leurs familles ». Le lendemain, la première mesure officielle annoncée par le futur président a été de retirer toutes les poursuites judiciaires contre les prisonniers politiques du soulèvement en vertu de la loi sur la sécurité de l'État. Bien que cela ait plus un caractère symbolique que des effets pratiques (dans la mesure où tous les prisonniers ne sont pas privés de leur liberté par cette loi, et dans le cas de ceux qui le sont, ce n'est

pas la seule loi qui leur est appliquée), cela semble être un bon signal, sans aucun doute.

Après le résultat du premier tour de l'élection présidentielle, *Apruebo Dignidad* a rapidement cherché à approcher les partis de l'ancienne *Concertación*, en particulier les démocrates-chrétiens (qui ont décidé de soutenir la campagne pour devenir ensuite l'opposition) et le parti socialiste (qui a dès le départ rendu public son soutien). Du côté de sa direction de campagne, l'effort initial s'est concentré sur la captation des votes du « centre ». Cependant, au fil des jours, le réveil de l'initiative populaire a commencé à se faire sentir, remplissant les événements dans les villes et les villages lors des déplacements du candidat dans le pays. Des milliers de gestes de soutien populaire et d'affection pour Boric sont devenus viraux sur les réseaux sociaux et dans la presse, transformant la campagne en une épopée créative et autonome qu'elle n'était pas auparavant. Kast, lui, n'a jamais réussi à rassembler des foules et, redoutant son électorat, s'est rendu visible plutôt en repoussant le contact physique de ses partisans.

Au fur et à mesure de cette affirmation, *Apruebo Dignidad* a semblé reconnaître que la clé de la victoire au second tour ne se limitait pas à l'addition des voix de l'ancienne *Concertación*, mais qu'il était nécessaire d'atteindre ceux qui n'avaient pas adhéré auparavant. Ce qu'elle a su faire. Mais elle l'a également fait en revivifiant la figure de Michelle Bachelet, qui bénéficie d'un large soutien au sein de la population et qui est venue au Chili pour exprimer son soutien au candidat. Pendant un moment, le pays, qui a sanctionné l'ancien bloc dirigeant dans les urnes, a été à nouveau teinté d'un « bacheletisme » qui évoquait une inquiétante continuité. Au fil des premières semaines, une articulation sans précédent a été réalisée, mêlant à la fois les principales figures des 30 années de post-dictature et ceux qui en avaient été les principaux détracteurs pendant la révolte.

Apruebo Dignidad a remporté l'élection présidentielle avec un programme de réformes qui comprend des demandes populaires importantes et profondes, notamment en ce qui concerne l'extension des droits sociaux aux groupes historiquement exclus ; toutefois, il ne s'agit pas d'une coalition majoritairement populaire, à l'exception du Parti communiste. Désormais, ayant été établie comme gouvernement précisément grâce à ces sec-



teurs, qui se sont mobilisés pour le rendre possible, elle a de grandes possibilités pour le devenir. Il reste à voir si la coalition de Boric gouverne à partir et grâce à la force du peuple ou si elle se limite à offrir une répétition complaisante du scénario de transition. Dans cette question ouverte se joue la réponse sur l'espace plus ou moins grand qui existera dans la période immédiate pour la construction de forces politiques émergentes avec des horizons anticapitalistes, basés sur l'articulation d'organisations populaires qui ont assumé dans ce cycle une voie de confrontation institutionnelle en dehors des partis traditionnels. Tant que *Apruebo Dignidad* ne s'avance pas sur des faits concrets, nous nous permettons d'exercer délibérément notre droit au doute.

La place de l'opposition

Indépendamment des positions plus ou moins critiques à partir desquelles divers secteurs populaires ont apporté leur soutien à Boric, ce qui est certain, c'est que la place de l'opposition lors de la prochaine présidence sera essentiellement occupée par l'extrême droite. Il s'agira également d'une place très différente de celle qu'elle a occupée au cours des mandats précédents, puisqu'elle bénéficiera de la machinerie de communication hégémonique – qui a déjà été mise à sa disposition pour discréditer la Convention constitutionnelle – et du discours « anticommuniste » qu'elle déploie contre toute idée de réforme.

La veille de l'élection, l'élue constituante et militante du Parti républicain de Kast, Teresa Marinovic, a publié un article intitulé « *Kast a déjà gagné* ». Anticipant la défaite électorale de son secteur, elle a déclaré : « *L'élection présidentielle n'est plus très loin, mais nous connaissons déjà les résultats de ce second tour : Kast a*

gagné. Il a gagné même s'il obtient un nombre de voix inférieur à celui de Gabriel Boric, Kast a gagné. Il a démantelé la thèse selon laquelle son discours n'était pas viable, qu'il était condamné à représenter une niche trop petite ». Elle n'a pas tort : Kast est passé de 7,9 % à la présidentielle de 2017 à la consolidation d'un leadership qui a entraîné même une droite qui se dit libérale et a pu consolider la formation de son propre groupe parlementaire.

Cependant, contrairement à ce qu'elle prétend dans le même article, la différence entre Trump, Bolsonaro et Kast n'est pas une question de caractère. L'extrême droite chilienne s'est limitée à répéter un scénario international, une formule, mais ni les États-Unis de 2016 ni le Brésil de 2018 n'étaient le Chili des horizons politiques ouverts par la révolte. Dans un scénario marqué par la mobilisation et la politisation des masses, Kast n'a pas réussi à développer une force mobilisatrice propre, ni à proposer quoi que ce soit au pays. Sa campagne a consisté en un effort pour dépolitiser le débat et lui ôter toute profondeur programmatique. Il pensait pouvoir parler au Chili d'antan. Kast est très révélateur d'une bourgeoisie qui prend ses désirs pour des réalités et qui voudrait que cette révolte n'ait jamais eu lieu.

Aujourd'hui, nous poussons un soupir de soulagement pour avoir empêché de gouverner Kast et son programme anti-femmes, anti-LGBTIQ+, anti-immigrés et anti-pauvres ; pour avoir préservé le développement du processus constituant ; pour avoir confirmé une fois de plus que lorsque le peuple entreprend une bataille, il la gagne. Mais nous savons bien que la lutte contre le néofascisme ne commence ni ne se termine dans les urnes. Bien au contraire, nous débutons à peine. Nous savons aussi que ce sont les partis autoproclamés de gauche ou de centre-gauche qui, avec

leurs politiques de précarisation, ont ouvert la voie à l'émergence de ces extrêmes droites.

Ce n'est pas en nous subordonnant à ces partis, au nom du moindre mal ou des limites du possible, que nous pourrions vaincre ces droites, non seulement électoralement mais aussi socialement. Face au grand moment historique actuel, la tâche indispensable d'affirmer une alternative propre à partir du peuple reste à l'ordre du jour, qu'elle émerge de ces voix qui ne sauraient être délégués comme de ce désir d'une vie différente, celle que nous commençons déjà à imaginer et à écrire en multitudes.

Une tâche qui dépasse les frontières

Nous profitons de ces derniers mots pour transmettre un message aux camarades des autres parties du monde, en particulier de l'Amérique latine. Nous sommes conscient·es de l'importance internationale tant de ce résultat électoral que du processus constituant en cours, qui se déroule dans un contexte d'aggravation de la crise mondiale du néolibéralisme prédateur. Nous savons que cette voie ouverte par les peuples en révolte implique des aspirations populaires qui dépassent les frontières et qu'il ne suffit pas d'adopter la position défensive du « *No pasarán* » mais qu'il faut affirmer une alternative de transformation vitale et urgente.

Nous voulons que vous sachiez que, au moins du point de vue du mouvement féministe chilien, chaque étape franchie – avec leurs succès et leurs erreurs – a été accompagnée par les luttes et les leçons de nombreux peuples. Les luttes féministes en Pologne, en Espagne et en Argentine qui se sont levées en grève, la lutte et la résistance à l'extrême droite négationniste du peuple au Brésil, les protestations en Équateur et en Colombie, les révoltes à Hong Kong, au Liban et au Soudan. Il est impossible de les énumérer toutes. Et si ici aussi nous avons pu rejoindre cette constellation de soulèvements, et si nous avons pu vaincre l'alternative néofasciste dans les urnes, c'est parce que nous avons délibérément décidé de nous laisser guider et accompagner par ces expériences. Notre souhait est que, tout comme nous continuons à vous regarder, vous puissiez nous accompagner aujourd'hui pour prendre dans cette expérience collective ce qui est utile sur ce chemin vers la vie, qui vous appartient et qui défie les frontières. ■

Gabriel Boric, dernier président du vieux système ou premier président du nouveau ?

Par
Pablo Abufom*

La nuit du 21 novembre a été l'une des plus douloureuses de ces dernières années au Chili. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont placé en tête José Antonio Kast, candidat du pinochétisme et porte-parole de ceux qui se sont opposés à la révolte populaire, de cette droite percutee par la révolte d'octobre 2019 et qui ne supportait pas l'insoumission des pauvres, des féministes et des indigènes. En deuxième position, Gabriel Boric, un leader étudiant devenu parlementaire, représentant du *Frente Amplio*, une alliance politique qui a simultanément rompu avec les partis de la transition néolibérale et avec la gauche radicale coincée dans une marginalité coûteuse. C'est ce même Boric qui avait signé en son nom personnel, sans l'aval de son parti, l'Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution en novembre 2019, laissant place à un processus constitutionnel restreint, et donc l'objet de grandes critiques de la part de l'ensemble du mouvement populaire.

L'élection présidentielle la plus importante depuis 1970 semblait nous conduire vers une barbarie trop imaginable pour qui-conque a un peu de mémoire. Les secteurs mobilisés du Chili, ouvertement critiques à l'égard de l'orientation plutôt modérée de Boric, ont pris la décision rapide de se joindre à la campagne pour assurer son triomphe et, surtout, une défaite écrasante de la candidature pinochétiste. C'est devenu une réalité le soir du dimanche 19 décembre, avec un résultat électoral sans précédent à bien des égards.

* Pablo Abufom, militant du mouvement politique anticapitaliste *Solidaridad feminista comunista libertaria*, est rédacteur de la revue de débat stratégique *Revista Posiciones* et membre du collectif éditorial de la revue *Jacobin América Latina*. Cet article a été publié par la revue espagnole *Viento Sur* : <https://vientosur.info/chile-gabriel-boric-ultimo-presidente-de-lo-viejo-o-primer-presidente-de-lo-nuevo/>



Premièrement, Boric (55,9 %) a été élu avec une avance de plus de 11 points sur Kast (44,1 %). Deuxièmement, la participation a augmenté de manière significative par rapport au premier tour (55,7 % des listes électorales, contre 47,3 % au premier tour), dépassant tous les taux de participation depuis la mise en œuvre du vote volontaire en 2012. Enfin, Boric est le président élu avec le plus grand nombre de voix de l'histoire du Chili (4 620 671). Il s'agit d'une combinaison sans précédent dans un pays qui a connu une longue période de forte abstention, à l'exception du plébiscite pour la nouvelle Constitution en octobre 2020. 8 364 534 personnes ont participé au vote le 19 décembre 2021 soit près d'un million de personnes de plus que pour ce référendum (le 25 octobre 2020, 7 562 173 ont pris part au vote, soit 50,9 % de l'électorat).

Dans un beau contraste, le sentiment de victoire inonde la nuit du dimanche 19 décembre de cette année 2021 qui a été trop longue pour le peuple chilien. Des centaines de milliers de personnes marchent dans les rues de tout le Chili pour célébrer en direct ce qu'elles ressentent comme leur propre triomphe : avoir vaincu le pinochétisme et pouvoir maintenir ouvert le cycle de transformations qui a motivé la révolte

populaire d'octobre 2019. Ce n'est pas seulement de la joie, mais surtout un soulagement. La menace néofasciste de Kast – qui s'est déjà matérialisée dans les gouvernements de Trump, Bolsonaro et Orbán – a été très clairement perçue par le mouvement féministe et la communauté LGBTQI+, qui, bien qu'ils ne se fassent guère d'illusions sur Boric, sont les secteurs qui se sont le plus rapidement mobilisés pour œuvrer à sa victoire au second tour. Certaines analyses initiales soulignent déjà l'importance considérable du vote des femmes et des jeunes dans cette victoire.

De la révolte à la contre-révolte

Comment en est-on arrivé à ce scénario risqué ? Il n'y a pas de réponses simples, mais il y a des éléments incontournables. Comme d'autres pays de la région et du monde, le Chili traverse une longue période de politisation polarisée, fondée sur une instabilité sociale et politique causée par de multiples crises écologiques, économiques et sociales. L'administration néolibérale de la transition vers la démocratie s'est maintenue de manière stable pendant un cycle de croissance économique entre les années 1990 et la fin de la décennie 2000. Mais avec la chute du prix des matières premières vers 2009, cette perspective s'est diluée aux yeux des secteurs populaires, qui commencent à voir leur vie se précariser inexorablement. Le Chili est un pays sans accès garanti et universel à la santé, aux retraites, à l'éducation et au logement, où la vie reproductive est privatisée, soit entre les mains d'entreprises privées, soit simplement sur les épaules de la sphère familiale privée, en particulier des filles, des jeunes femmes et des femmes responsables des soins. Dans ce cadre, les changements des conditions macroéconomiques sont très rapidement ressentis dans la vie quotidienne des secteurs populaires.

Ce processus d'augmentation de la précarité est complété par une démocratie extrêmement restreinte, délimitée par la Constitution frauduleusement approuvée par la dictature en 1980. Il s'agit d'un cadre réglementaire qui concentre le pouvoir politique dans l'exécutif et le Congrès, sans aucune place pour les communautés et les territoires, et qui pose des conditions très restrictives en matière de changements, dont beaucoup sont bloqués par des quorums supra-majoritaires au Parlement. Il s'agit d'une démocratie d'exclusion, taillée sur mesure pour les grands

partis bourgeois, et comprenant des mécanismes qui tendent à exclure les femmes, les peuples indigènes et les indépendants.

C'est cette combinaison explosive qui a conduit à la révolte de 2019, au cours de laquelle une étincelle d'insurrection étudiante contre la hausse des tarifs de transport a mis le feu à une prairie en proie au ressentiment, à la dette et au désespoir. La révolte était un portail vers le nouveau, chargé de la violence politique qui caractérise les émergences du peuple. Mais ce fut aussi un choc pour la classe dirigeante, qui a rapidement activé ses mécanismes de combat autoritaires et idéologiques pour freiner ce réveil populaire. Le président Sebastián Piñera a déclaré la guerre au peuple, faisant intervenir l'armée pour réprimer la révolte. Sur le plan politique et dans les médias, un récit a été articulé, opposant la violence destructrice de la rue à un nouveau pacte social qui avait été négocié au sein du Congrès. Le premier moment de la révolte s'est soldé par l'accord du 15 novembre. Commence alors la consolidation institutionnelle de la contestation anti-néolibérale de la révolte, qui se traduit par la création d'un espace politique pour la contre-révolte, désormais organisée dans la campagne pour l'option « *rejet* » lors du plébiscite sur une nouvelle Constitution, ainsi que par l'introduction d'une tension dans le camp populaire : pour ou contre cet accord et son institutionnalisation. Ce sont des scènes familières pour le mouvement populaire dans le monde : de longs et vifs débats sur les risques et les opportunités qu'ouvre le passage du statut d'instituant à celui d'institué.

Deux ans après la révolte, il est clair que le processus de politisation que connaît la société chilienne n'est pas un simple scénario d'évolution à gauche. L'intégration de milliers de personnes dans l'activité politique a lieu tant à gauche qu'à

droite. Cela ne signifie pas que le pays est simplement divisé en deux. Les secteurs populaires ont adopté une activité politico-sociale suivant des orientations féministes et de gauche, en participant à des assemblées territoriales pour organiser la défense des droits humains ou pour débattre du contenu d'une nouvelle Constitution, ou en s'impliquant dans des campagnes pour élire des représentants à la Convention constitutionnelle, ou en rejoignant des organisations sociales et politiques pour jouer un rôle actif dans les processus de changement. De son côté, la droite a organisé sa base dans des communautés de contre-information conservatrices et anti-communistes, dans des églises évangéliques réactionnaires avec une présence territoriale, dans des groupes de choc néofascistes qui descendent dans la rue avec une présence jamais vue depuis l'Unité populaire, que ce soit pour attaquer les symboles de la révolte ou pour mener des actions d'intimidation. L'activité des secteurs populaires est massive, ouverte, autogérée, participative et constructive, avec une voix multiple, tandis que la politisation de la droite est réactionnaire, de petits groupes financés par des hommes d'affaires, et avec des voix politiques plus traditionnelles. L'un d'entre eux est José Antonio Kast, ancien militant et député de la droite catholique conservatrice, autoritaire et nationaliste, qui est devenu le leader du nouveau parti républicain, qui rassemble aujourd'hui les membres les plus éminents du pinochetisme et du néofascisme, et qui existe en dehors de la coalition de droite *Chile Vamos*.

Kast avait déjà été candidat à la présidentielle en 2017, avec une piètre performance électorale. Depuis lors, il s'est consolidé comme la voix de la réaction aux aspirations refondatrices de la gauche, visant principalement le Parti communiste



Chili

et le *Frente Amplio*, mais aussi les mouvements féministes et LGBTQI+, les organisations mapuches et socio-environnementales. La révolte, et en particulier le cycle électoral 2020-2021, lui a donné l'occasion de consolider son leadership en tant que porte-parole du « *rejet* » et articulateur d'une alternative électorale pour les secteurs contre-révolutionnaires. La pandémie a confirmé sa position anti-scientifique et anti-mondialiste, même s'il l'affiche moins que d'autres dirigeants d'ultra-droite dans le monde.

Ces opportunités conjoncturelles, couplées à la faiblesse des candidats de *Chile Vamos*, ont placé Kast en tête des choix électoraux de la droite pour ces élections présidentielles. Alors comment en est-on arrivé là ? Les multiples crises du capitalisme au Chili ont non seulement donné naissance à une alternative transformatrice, anti-néolibérale, féministe et plurinationale, mais ont également ouvert un portail aux monstres du pinochétisme et de l'autoritarisme, qui offrent une alternative de poigne de fer anti-migrants, de nostalgie de la discipline patriarcale de la dictature et de certitude économique présumée pour les grandes entreprises.

Les deux pôles du camp de la transformation : Boric et le processus constituant

Dans cette réarticulation du terrain politique au Chili, où les forces traditionnelles de la droite et du centre-gauche ont montré leur maximum d'épuisement et de manque de projet, un espace de transformation s'est ouvert, dans lequel deux secteurs coexistent : d'une part Boric et la coalition *Apruebo Dignidad* (qui comprend le *Frente Amplio* et le Parti communiste), et d'autre part les forces des mouvements sociaux et des peuples indigènes qui ont obtenu un espace sans précédent dans la Convention constitutionnelle, autour des listes des mouvements sociaux constituants, de la *Lista del pueblo* et des constituants des peuples indigènes. Il s'agit d'une coexistence qui n'est pas sans tensions, mais qui aborde au moins le terrain commun des aspirations à un changement structurel du régime de 1980.

Si Boric obtient le soutien de masse hétérogène que j'ai décrit au début, le secteur populaire constituant trouve sa force dans le fait que le débat pour une nouvelle Constitution apparaît aujourd'hui comme le centre du cycle politique chilien actuel. Les récentes élections sont un indicateur de ce phénomène, dans la mesure où chaque

fois que le processus constituant a été en jeu, la participation a été élevée et a surtout penché vers le pôle transformateur. C'est ce qui s'est produit lors du vote référendaire, avec 80 % de voix en faveur du changement de la Constitution, lors de l'élection des membres de la constituante, où les forces ouvertement anti-néolibérales ont obtenu une majorité au sein de la Convention constitutionnelle, et lors du second tour de la présidentielle, où on a vu la possibilité d'un gouvernement Kast qui détruirait les avancées en matière de droits et bloquerait l'élan pour le changement de Constitution ouvert par la révolte. Cela n'a pas été le cas lors des élections législatives, où les mêmes garanties démocratiques n'ont pas été données pour la participation des indépendants, des combattants sociaux et des peuples originaires. Il est possible d'affirmer aujourd'hui que les secteurs populaires, principaux garants du processus constituant, sélectionnent judicieusement leurs batailles électorales dans le cadre d'une démocratie restreinte.

Un gouvernement Boric présente un scénario favorable pour le processus constituant, qui donnera la priorité aux forces populaires constituantes qui maintiennent leur indépendance politique vis-à-vis du gouvernement, mais partagent certains aspects programmatiques clés. L'enjeu pour les forces populaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Convention est de saisir l'opportunité d'un gouvernement favorable pour déployer tout le potentiel du processus constituant et ouvrir un long cycle de transformations structurelles du modèle économique, du système politique et de la garantie des droits sociaux.

Pour sa part, le principal défi du gouvernement Boric sera de gérer l'impasse représentée par un Congrès sans majorités claires et une crise économique qui s'aggrave. Dans ce contexte difficile mais pas sans précédent, Boric a l'opportunité de ne pas être un nouveau gouvernement de *Concertación*. Le succès de son gouvernement dépend clairement de la réalisation de la promesse de changement faite au peuple qui a fait la fête dans les rues le soir des élections, et non aux mandarins renouvelés qui aiguisent leurs dents en attendant les erreurs et qu'ils puissent dire qu'ils auraient fait mieux.

À court terme, nous assisterons à la réorganisation de la droite : les partis de *Chile Vamos* et le Parti républicain chercheront à tirer profit du vote, se disputant la direction du secteur pour le nouveau cycle. Étant minoritaires au sein de la Convention constitutionnelle, ils cherche-

ront à donner le plus de pouvoir possible à leur bloc au Congrès, et continueront à insister sur leur récit selon lequel, lors de cette élection, « *c'est le Boric modéré qui a gagné* », afin de le pousser vers le centre. Nous verrons également la vieille *Concertación* épuisée se faire une place dans le gouvernement Boric avec un mélange de fausses flatteries et de menaces sournoises. Ils s'offriront comme une garantie de gouvernabilité, mais ils demeureront l'avant-dernière tranchée de la Transition. Ils partageront avec la droite la tâche de tirer Boric vers le centre, compte tenu de ses antécédents bien connus de conciliation et de compromis dans les moments cruciaux.

Le premier défi pour Boric et *Apruebo Dignidad* sera de décider s'ils profiteront de la victoire électorale pour affirmer leur programme de réformes structurelles, ou si la peur d'être rejetés par le duopole de transition les poussera à se modérer et à s'éloigner de la base sociale qui leur a donné une victoire qu'ils n'ont pas obtenue par eux-mêmes au premier tour.

Nouvelles tâches pour la gauche anticapitaliste

Contrairement à la thèse selon laquelle le gouvernement de Boric ne peut être qu'un gouvernement modéré et conciliant, les résultats électoraux montrent qu'il existe un peuple prêt à défendre le moment constituant avec toute sa créativité et son désir de rompre avec le régime actuel. Le récit de la modération installé par la droite, qui sera repris par les secteurs libéraux d'*Apruebo Dignidad*, cherche à transmettre un message dissuasif : il vaut mieux faire taire la gauche radicale et les mouvements sociaux, de peur qu'ils ne finissent par être responsables d'une nouvelle défaite, ou pire encore, d'un nouveau coup d'État. Nous sommes appelés à laisser Boric faire son travail, sans critique qui lui désarmerait les flancs.

Mais l'accent mis sur la réalisation effective du programme n'est pas, comme certains pourraient le croire, un obstacle à la concrétisation des transformations, mais plutôt sa meilleure garantie. Ces transformations ne seront possibles que si elles sont impulsées par une large coalition de mouvements sociaux et politiques qui maintient sur la table les aspects inavouables du programme, le caractère inacceptable de la répression et l'urgence de dépasser dès aujourd'hui le scénario transitionnel qui se limite à des changements « *dans la mesure du possible* ».

Face à un gouvernement sensible à la pression populaire, il sera essentiel de maintenir l'indépendance politique des mouvements sociaux et de la gauche anticapitaliste vis-à-vis du gouvernement, leur volonté de soutenir les avancées et de critiquer les reculs, afin de ne pas s'empêtrer dans la vaine tentation toujours présente d'avoir le pouvoir dans les couloirs du palais en échange de l'abandon de l'horizon de transformation.

Quels sont ces points incontournables du programme ? Dans l'immédiat, une réforme fiscale qui permette de contenir la crise économique des ménages de la classe ouvrière par l'annulation de la dette scolaire et un revenu universel d'urgence. À moyen terme, une réduction du temps de travail, un nouveau système de retraite sans les institutions financières privées qui gèrent les fonds de pension, un fonds de santé universel et un système national de soins, ainsi que la modification des conditions de négociation collective par les syndicats et la garantie du droit de grève. À long terme, jeter les bases d'une transition écologique où la renationalisation des matières premières est complétée par une réorientation de la matrice productive dans un cadre de solidarité et d'intégration régionale.

Mais parallèlement, le nouveau gouvernement devra répondre à deux deman-

des urgentes de secteurs extérieurs à sa coalition, qui l'ont soutenu au second tour : libération des prisonniers politiques mapuches et de ceux emprisonnés lors de la révolte, ainsi que le droit à un avortement libre, légal, sûr et gratuit. Les deux revendications ont fait l'objet d'initiatives parlementaires qui ont été bloquées par la droite et le centre-gauche. Le gouvernement Boric a la responsabilité historique de réparer les violations systématiques des droits humains passées et présentes, et d'établir un cadre pour la liberté sexuelle et la justice reproductive qui représente des avancées claires pour le mouvement féministe et les communautés LGBTQI+.

Il devient donc inévitable que les diverses forces politiques et sociales, à l'intérieur et à l'extérieur de la Convention constitutionnelle, se réunissent dans une alliance qui rassemble les mouvements qui ont soutenu les mobilisations féministes, étudiantes, territoriales et syndicales de ces dernières décennies, et qui intègre l'archipel de la gauche radicale dans une activité de masse qui convertit son potentiel militant – qui a tant contribué à ces mêmes mouvements sociaux – en capacité politique du peuple et pas seulement de petits groupes.

Cette alliance populaire aura une tâche difficile : affronter la nouvelle droite radica-

lisée et sa revanche antipopulaire. Cette confrontation aura lieu dans la rue et s'appuiera sur les leçons d'autodéfense apprises il y a plusieurs décennies, et plus récemment pendant la révolte. Mais la manière la plus durable de stopper l'ultra-droite est de gagner sa base populaire potentielle à un projet de transformation anticapitaliste et féministe. Cela passe par la conquête de meilleures conditions de vie et de lutte, en bloquant la voie à l'offre d'une sortie de crise conservatrice. Le fascisme peut également être combattu sur le terrain de la vie quotidienne de la classe ouvrière plurinationale au Chili.

Mais surtout, cette confluence politique et sociale a la possibilité de devenir la force qui donnera un appui territorial à la rédaction et à l'approbation de la nouvelle Constitution lors du référendum en 2022, et qui pourra corriger les hésitations du nouveau gouvernement dans les moments cruciaux de la réalisation du programme. Avec un Congrès bloqué, sans majorité claire, ce qui fera pencher la balance à ces moments-là, ce sera, comme le dimanche 19 décembre 2021, la mobilisation populaire. L'indépendance politique et l'orientation programmatique de cette mobilisation seront la clé de ce nouveau cycle. ■

21 décembre 2021

Notre Helena (1942-2022)

« *La gentillesse, le courage, la modestie* » – ce sont les mots par lesquels notre ami Serge Aberdam décrit Maria Piña Valenzuela, notre Helena.

J'ajouterais encore un mot : la fidélité.

La fidélité de toute une vie aux idéaux du socialisme et au mouvement qui lutte pour les réaliser, la IV^e Internationale.

Helena n'a jamais oublié les rêves de sa jeunesse au Chili, qui l'on conduit à militer dans les rangs du Parti socialiste révo-

lutionnaire (section chilienne de l'Internationale). Trop modeste, elle parlait rarement de son engagement au moment du coup militaire de septembre 1973. Grâce à l'interview par Olivier Besancenot, dans une vidéo tournée il n'y a pas longtemps par des camarades dans les locaux du NPA, nous savons qu'elle s'est chargée de transporter des armes pour la résistance. Arrêtée par les militaires, dans une opération spectaculaire qu'elle décrit avec ironie, elle fut interrogée, déshabillée, humiliée, torturée à l'électricité : « *Je ne savais rien, donc je n'ai rien dit* », c'est son seul commentaire. Elle fut aussi internée au Stade de Santiago, avec des milliers d'autres prisonniers politiques. Transportée par la suite dans une prison avec des femmes « *droits communs* » (surtout prostituées), elle se lia d'amitié avec elles. Ces femmes l'admiraient beaucoup



* Témoignage lors des obsèques au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le 13 janvier 2022.



comme militante révolutionnaire et l'ont choisie comme porte-parole.

Après un séjour de deux ans en Irlande – choix imposé par les restrictions dans la plupart des pays – elle finira par arriver en France en 1976. Établie à Paris, elle va adhérer, avec son compagnon Norman, à la Ligue communiste révolutionnaire. C'est à ce moment que nous nous sommes rencontrés et nous avons décidé de créer la cellule latino-américaine de la LCR. Pendant des dizaines d'années elle fut une des principales animatrices de ce travail, notamment en contribuant à créer le Centre d'études marxistes José Carlos Mariategui, qui organisait des conférences sur l'actualité latino-américaine, à la Maison de Cuba ou à la Maison du Mexique de la Cité universitaire. Notre cellule fut un lieu de rencontres inoubliables entre militant-es exilé-es – chiliens, argentins, brésiliens... – et des camarades français de la LCR. On discutait, dans une atmosphère d'amitié et de partage, tantôt en français, tantôt en castillan, et on essayait de prendre en main des tâches de solidarité, de propagande, de réflexion. Tout cela aurait été impossible sans l'engagement actif d'Helena.

Je n'ai pas besoin de vous raconter comment Helena a été l'âme vivante infatigable de la librairie La Brèche, pendant toute l'année et au cours des Universités d'été de la Ligue et ensuite du NPA. Une activité qu'elle a menée, dans un esprit solidaire et chaleureux, jusqu'aux derniers mois de sa vie, et qui l'a fait connaître, et aimer, de milliers de camarades, français ou visiteurs étrangers. Ce travail comme libraire était pour elle beaucoup plus qu'un métier : un engagement militant pour la culture révolutionnaire.

Nous avons partagé pendant presque un demi-siècle les joies et les déceptions du combat en France et en Amérique latine. Ses derniers jours ont été éclairés par les nouvelles du Chili, la défaite du fascisme pinochétiste aux élections présidentielles.

Merci Helena ! Hasta Siempre ! Nous ne t'oublierons pas...

Michael Löwy

Helena internationaliste !

Nous nous sommes connus, Helena et moi, fonctionnaires du Service national de la santé au Chili, et nous étions aussi des syndicalistes. L'action syndicale fut sa première expérience, dans la voie d'une prise de conscience aiguë sur les inégalités qui divisent la population des sociétés capitalistes et de la nécessité de se battre pour y mettre fin.

Embrassement

L'époque où la rencontre entre Helena et sa prise de conscience s'est produite n'était pas une époque normale. Un processus de radicalisation embrasait l'Amérique latine. Au Chili, l'expérience de la Démocratie chrétienne avait un temps caché cette évolution et déformé l'appréciation de ce processus de radicalisation. Mais malgré l'effort financier de l'impérialisme américain pour aider à la réussite de cette expérience réformiste, proposée comme alternative pour neutraliser les vents du changement qui soufflaient depuis les Caraïbes, les exigences des changements radicaux se confirmèrent durant l'année 1970.

Mais la radicalisation, naturellement accompagnée de l'aspiration à plus de démocratie, se heurta aussi au comportement bureaucratique des organisations traditionnelles.

Notre petite organisation avait réussi un bon début d'implantation dans notre secteur d'activité. En plus, nous venions de recevoir un apport très important de nouvelles énergies. Avec la scission du MIR, provoquée par les déviations militaristes et la totale absence de démocratie, la Tendance révolutionnaire Octobre décida de rejoindre la IV^e Internationale, et fusionna avec la section existante.

Parallèlement, Helena et moi décidions de partager nos vies.

C'est dans ce cadre, une organisation encore de taille modeste, mais susceptible de se développer, un capital politique ancré dans l'histoire du mouvement ouvrier, que, quand le moment est venu, elle a pu choisir la IV^e Internationale comme l'organisation où elle désirait militer.

Nos origines respectives, rejetant caté-

goriquement le climat qu'imposaient les méthodes de fonctionnement bureaucratiquement déformé, stimulant le développement d'une franche camaraderie et vivacité critique, vont façonner les débuts de son expérience militante et ne la quitteront jamais.

Prison

Nous militions, percevant le danger.

L'aveuglement de directions traditionnelles, opposant toutes des obstacles à la mobilisation, à l'accomplissement du programme dont elles étaient porteuses, provoqua le sanglant avortement du processus en septembre 1973.

La répression s'abattit, féroce, cherchant à extirper jusqu'à la racine les causes de la peur éprouvée par les classes possédantes.

Nous n'avons pas été épargnés.

Helena a eu ainsi – dramatiquement – dans cette nouvelle expérience l'occasion de mettre à l'épreuve la solidité des convictions acquises. Et elle a su montrer un courage, une dignité exemplaires.

Ni la prison ni la torture ne réussirent à entamer sa confiance dans la validité du combat auquel elle avait choisi de participer. Ni la brutalité ni les vexations dont étaient prioritairement victimes les femmes n'ont entamé ses certitudes. Au contraire, elle devint un soutien, une source d'encouragement pour ses codétenues.

Elle libérée, moi envoyé dans un camp de concentration, au milieu du désert réputé être le plus sec au monde, Helena devint ma seule voie de communication avec le monde existant au-delà des barbelés et champs de mines.

Plus de 2000 kilomètres nous séparaient. Et elle a réussi à vaincre cette distance pour m'apporter son réconfort et le ravitaillement qui pouvait faciliter notre vie de prisonniers. Et ce plusieurs fois.

Irlande

Un programme de libération et d'exil d'un certain nombre de prisonniers politiques fut alors élaboré par des organisations humanitaires, avec le soutien de



l'ONU. Nul ne sut pourquoi les uns et pas les autres se trouvèrent dans la liste de ceux et celles qui devaient s'exiler en échange de leur libération.

Nous avons déjà dû regretter la « *disparition* » de la mère de ma fille Natalia, qui avait entraîné la rupture de tout lien avec Natalia. Nous ne savions pas où elle était. Pour sa mère nous nous en doutions. Mais elle, nous n'avions que des hypothèses.

Je savais Helena inclinée à rester. Les raisons abondaient. Mais le danger était trop présent. Mon exigence de ne pas partir sans elle fut finalement acceptée. Après, la question était : où aller. Les choix étaient limités vu le nombre de candidats au départ.

Et ce fut l'Irlande : choix inespéré, sous pression.

Dès nos premiers balbutiements en anglais, nous avons proposé d'avancer vers la construction d'un mouvement de solidarité avec les victimes de la répression au Chili. Le Irish Communist Party et ses alliés du Official Sinn Fein préféraient les méthodes bureaucratiques qui permettaient de faire la promotion des leaders responsables de la débâcle chilienne, sans rendre de comptes. Nous avons alors entamé une très fructueuse collaboration avec nos camarades du Revolutionary Marxist Group, section de la IV^e en Irlande, mais aussi avec des forces comme le Socialist Workers Movement, qui nous a permis de contrer et, dans bien des cas, de battre l'orientation des bureaucraties réformistes.

Limerick, Shannon, Cork, Galway, Dublin, Belfast, et j'en oublie, virent se créer des structures démocratiques, où le

Souvenirs d'Helena*

Après le coup d'État, nous n'avions pas de quoi nous défendre. J'ai dû transporter des petites armes de l'hôpital, quelqu'un m'en avait amené. On les appelait les *matagatos* car c'était des petits pistolets, je crois qu'ils ne pouvaient tuer personne, ils étaient dans une boîte et je les ai mis dans un petit sac pour les ramener chez moi. J'ai pris un microbus, où on ne pouvait tenir debout que penchés... et mon sac s'est ouvert laissant tomber tous ces pistolets par terre. Je vois que le chauffeur me regarde, il a ouvert les grands yeux et il a freiné. Je me suis dit, mince, qu'est-ce qu'il va faire. Alors j'ai calmement ramassé tous mes pistolets, je les ai mis dans le sac et je suis descendue. Et là, tout ce que j'avais écouté dans les cours de formation m'est revenu : que lorsque tu essayes de t'échapper il ne faut pas que tu prennes le même bus, que tu ailles dans la même direction, qu'il faut reculer, changer de direction... C'est ce que j'ai fait. Je savais qu'il y avait un coup d'État militaire, mais pas encore ce qui se passait vraiment. Je croisais des camions de militaires et je leur disais des gros mots. J'ai eu de la chance, ils ne m'ont pas arrêtée à ce moment.

J'ai été arrêtée fin septembre. J'étais chez moi et j'ai vu passer devant la fenêtre des casques de militaires. Je regarde derrière la maison – c'était un grand terrain – et il y avait plein de militaires, avec des mitraillettes. Et devant, deux camions, énormes... Ils venaient pour moi. Ils m'ont questionné sur Miguel [Enriquez], sur tous les gens du MIR... Comme je ne savais rien, j'étais bien contente car je ne pouvais rien dire. Ils m'ont interrogée. Très durement. C'était l'interrogatoire. Ils m'ont complètement déshabillée. J'étais dans une pièce où ce n'était que des murs, avec des fenêtres juste là-haut, complètement vide, pas de chaises, rien. Quand tu te retrouves dans une pièce comme ça, à poil, c'est quelque chose... Derrière ces fenêtres, je voyais les yeux des militaires, ils me regardaient. Alors je me suis assise repliée. Et après c'était l'électricité...

Le lendemain, j'étais avec les autres femmes et je vois arriver Norman, que les militaires amènent. Là, ce n'était pas drôle... Norman s'est dit que c'était lui qui était recherché et

que s'il se présentait, ils allaient me relâcher. C'était la pire connerie qu'il ait fait dans sa vie ! Là ils l'avaient et n'allaient plus le lâcher.

La nuit ils sont venus nous chercher, ils nous ont dit que nous partions au stade. À nouveau l'interrogatoire, bien sûr. Et ils m'ont interrogée, moi plus que Norman. Ils pensaient qu'une femme, c'est plus facile de la faire parler.

Après, du stade ils m'ont amenée dans des bus avec d'autres femmes dans un endroit, où il n'y avait que des prostituées. Quand elles ont su que je venais du stade, elles m'ont dit « *Ah, toi tu es une révolutionnaire, tu connais le judo, le jiu-jitsu, toutes ces choses-là...* » Après, on est devenues copines.

Et puis, quelqu'un m'a sortie de là où j'étais avec les prostituées. Je n'ai jamais su qui c'était...

Il fallait que je m'occupe de mon fils Andrés et des enfants de Norman aussi, car il est resté 14 mois au nord, dans le camp de concentration. Et quand il a été choisi pour l'exil, j'ai eu 24 heures pour faire mes papiers.

C'était très dur de voir ça avec Andrés. Il avait 7 ans, mais tout était clair dans sa tête. Lorsque j'ai été sortie de prison, la première fois qu'on mangeait ensemble avec la famille, Andrés sa première question c'était : « *Dis-moi la vérité, tu étais cachée ou tu étais en prison ?* » Et tout le monde est resté bouche bée...

Lorsque j'ai su que je devais partir, je lui ai dit « *Il faut que je parte, je ne veux pas mais il le faut... On part, ensemble...* ». Et lui : « *Non, parce qu'on ne peut laisser mon oncle et ma tante. Donc tu y vas et puis après tu reviens nous chercher tous les trois* ». Pour moi, la seule chose de ma vie que je regrette, c'est d'avoir été séparée d'Andrés. Je crois qu'on ne doit jamais se séparer de son enfant, quoi qu'il arrive... Je pensais que ce serait pour une courte période. Et cela a duré 9 ans. C'est quelque chose que tu ne récupères jamais, c'est la connerie de ma vie. Je crois que cela a eu aussi une influence dans sa vie, malgré le fait qu'il l'a bien vécu, qu'il riait toujours. Mais bon, je pense que c'est ce qu'on ne doit pas faire. C'est mon regret. Voilà.

* Nous reproduisons ici la transcription d'une vidéo réalisée par Olivier Besancenot, pour qui Helena raconte quelques souvenirs <https://www.facebook.com/npa2009/videos/487664432691279>.

débat était ouvert à toutes et tous.

Là encore, c'est Helena qui a fait pratiquement tout le travail de coordination des actions en cours.

Ménages

Et l'expérience de l'exil se poursuivra en France où, après une longue année sans papiers, nous avons réussi à obtenir la reconnaissance de notre condition de réfugiés politiques. Une année où nous avons travaillé comme tous les sans-papiers dans des métiers réservés à cette catégorie de personnes : elle femme de ménage, moi bricoleur.

Mais pas n'importe quelle femme de ménage. Une proposition d'embauche collée à la vitre chez le boucher amena une amie à proposer à Helena d'aller voir. C'était le 22 de la rue de Bièvre. L'entretien donnant un résultat positif, Helena obtint le poste. Ni elle, à peine arrivée en France, ni l'amie, sûrement pas très politisée, ne savaient que la femme qui venait d'embaucher Helena était Danielle Mitterrand et que cette adresse était le domicile officiel de François Mitterrand. Et la principale activité d'Helena allait être, justement, le ménage du bureau de François Mitterrand.

Et voilà une carrière de femme de ménage réussie. Le temps passa, son

français s'améliora, facilitant sa communication avec la famille Mitterrand. Et, quand elle quitta ce travail, elle a pu garder des relations d'une très bonne qualité avec cette famille, notamment avec Danielle, en toute connaissance de cause, pour leur part, du militantisme d'Helena.

Mais cette rutilante carrière (elle faisait tout briller !) ne se justifiait plus une fois notre situation régularisée. Désormais, nous pouvions reprendre une vie normale. Et militer ouvertement. Ce qui fut fait.

La Brèche

Et voilà, la future librairie La Brèche fait circuler une proposition d'embauche. Helena postule et est acceptée. Et, l'année 1979, elle commence une nouvelle carrière.

Rapidement, sa formation de bibliothécaire et statisticienne l'amena à proposer des nouvelles méthodes de travail, qui, s'insérant dans un véritable plan de sauvetage, permettront à la librairie de surmonter une très grave crise, qui faisait craindre sa disparition.

Et depuis lors, jusqu'à sa mort, elle fut attachée à faire vivre cette expérience.

Des associations, groupes et organisations diverses, même des partis politiques, n'ayant pas à leur disposition l'expertise accumulée par La Brèche, purent en bénéficier.

Les succès de la librairie, lors des universités d'été, de la LCR puis du NPA, furent, en grande partie, le résultat de son flair dans la sélection des titres à proposer. Flair présent aussi dans les propositions qu'elle faisait aux divers-es client-es.

Non pas qu'il s'agisse là d'un succès individuel. C'était un travail d'équipe, où ses qualités contribuèrent au succès collectif.

Jusqu'à sa mort, la librairie fut pour elle un poste de combat, un outil dans la lutte pour changer la société. Combat qu'elle n'a pas abandonné, sauf forcée par la maladie, qui l'a tuée.

Helena a rejoint les rangs de notre organisation, souffert les conséquences de ce choix, participé directement aux efforts pour construire un monde meilleur dans des pays dont elle n'était pas originaire, parce que, internationaliste, pour elle l'humanité était une.

Et elle l'a fait par amour. Pour les démunis, pour ceux et celles qui souffrent de toutes sortes de privations.

Pour ses camarades, pour ses enfants et ses petits-enfants.

Pour ses amis et amies.

Norman

« Arbeiter und Soldat »

Il faut être reconnaissant aux éditions Syllepse d'avoir traduit ce remarquable livre sur Martin Monath, dit « Victor », dit « Widelin », militant juif allemand de la IV^e Internationale, organisateur d'une téméraire tentative de résistance antifasciste dans les rangs même de l'armée d'occupation allemande en France. Né à Berlin en 1913, le jeune Martin milita d'abord dans les rangs de l'Hashomer Hatzair, mouvement de jeunesse sioniste de gauche, partisan d'une Palestine socialiste binationale (juive et arabe). Il est intéressant d'observer qu'en octobre-novembre 1933 la revue de l'Hashomer Hatzair publia, en hébreu, un article de Léon Trotsky sur la situation en Allemagne. Le jeune berlinois va s'éloigner en 1936 de ce mouvement, et en 1939, quand la situation en Allemagne devient intenable, il s'exile en Belgique. C'est là qu'il va rencontrer le mouvement trotskiste, dont un des jeunes dirigeants, Abraham Léon, était lui aussi originaire de l'Hashomer Hatzair ; à partir de 1940, Monath milite dans les rangs de la IV^e Internationale, d'abord à Bruxelles, et, à partir de 1943, à Paris.

Dès son arrivée en France, « Victor » (un de ses pseudos) va entreprendre un travail de « démoralisation » à l'intérieur de la Wehrmacht. Un dirigeant trotskiste français, Robert Cruau, avec l'aide d'André Calves, avait déjà réussi à publier une petite feuille destinée à des soldats allemands cantonnés à Brest. Monath va prendre la suite, en éditant, à partir de juillet 1943, une publication clandestine se réclamant de la IV^e Internationale, *Arbeiter und Soldat* (Ouvrier et Soldat) – titre inspiré par un périodique bolchevik de 1917, *Rabotchi i Soldat* – autour de laquelle s'organisent quelques dizaines de soldats allemands. Parmi ses collaborateurs : Roland Filiâtre, un des dirigeants trotskistes français, et Paul Thalmann, un communiste de gauche allemand (dissident du trotskisme).

Comme le reconnaît Nathaniel Flakin, ce ne fut pas un journal bien écrit, mais il était plein de ferveur révolutionnaire. D'un optimisme sans bornes, parfois aveuglant, il croyait à une imminente révolution prolétarienne en Allemagne, et appelait à la constitution d'une République socialiste allemande des conseils. Prônant le défaitisme révolutionnaire – « *Nous voulons la défaite de notre classe capitaliste dans cette guerre* » – le journal reprenait le célèbre mot d'ordre de Karl Liebknecht en 1914 : « *L'ennemi est dans notre pays* ». Si son objet principal était la dénonciation de Hitler et du nazisme, il n'épargnait pas pour autant Churchill-Roosevelt et Staline. Comme l'observe Michel Dreyfus dans sa préface, beaucoup de trotskistes, comme Monath et ses camarades, se trompaient en assimilant la Deuxième Guerre mondiale à la Première, et croyant que, comme en 1917-19, elle allait se terminer avec une révolution sociale.

Hélas, un des soldats allemands du réseau autour du journal, Konrad Lepow, les a dénoncés, et un coup de filet de la police nazie en octobre 1943 a conduit à l'arrestation de dizaines de soldats allemands et de plusieurs trotskistes français. Robert Cruau fut tué, une dizaine de soldats allemands furent fusillés, et plusieurs militants et dirigeants trotskistes français furent arrêtés – dont

Marcel Hic, Roland Filiâtre et David Rousset – et déportés à Buchenwald. Martin Monath réussit à s'échapper, se réfugiant en Belgique.

Cependant, en février 1944 il revient à Paris, en compagnie d'un jeune dirigeant belge, un certain Ernest Mandel, pour la première conférence européenne de la IV^e Internationale. Bien décidé à reprendre son combat internationaliste, il publie, à partir de mai 1944, une nouvelle version du *Arbeiter und Soldat*, cette fois-ci imprimée (dans l'imprimerie clandestine des trotskistes français) et destiné à l'agitation parmi la masse des soldats allemands. Un nouveau coup de filet de la Gestapo conduit à son arrestation en juillet 1944 ; torturé, gravement blessé, laissé pour mort, il est hospitalisé, mais finalement, à la veille du départ des occupants de Paris, assassiné par les gestapistes, dans des circonstances encore peu connues.

Comme le reconnaît Nathanael Flakin, cette tentative de « démoralisation » de la Wehrmacht s'est soldée par un échec ; mais elle ne laisse pas moins un héritage précieux, un extraordinaire exemple d'internationalisme militant.

Il serait intéressant de comparer la tentative de Martin Monath avec celle de Claude Cahun, l'artiste surréaliste juive française – sympathisante du trotskisme – établie dans l'île de Guernesey. Avec sa compagne Suzanne Malherbe, elle va éparpiller dans l'île des tracts en allemand destinés à démoraliser les troupes d'occupation, avec des mots d'ordre comme « *Liebknecht-Frieden-Freiheit* » (Liebknecht-Paix-Liberté). Après quatre années de cette activité subversive à la barbe des occupants, elles furent arrêtées en juillet 1944 et condamnées à la mort ; la défaite du Troisième Reich les sauva de l'exécution.

Pour revenir au livre de Nathaniel Flakin : on ne peut qu'être impressionné par cet émouvant récit, par l'incroyable courage, force de conviction et héroïsme militant de Martin Monath et ses camarades. Les illusions optimistes, les erreurs d'analyse, les aveuglements sont indéniables, mais n'enlèvent rien à la grandeur morale et politique de cette tentative internationaliste d'organiser, dans les rangs mêmes de la Wehrmacht, une résistance antifasciste.

Cela dit, il me semble qu'il faut éviter de tomber dans l'erreur, partagée par nombre de trotskistes, encore aujourd'hui, de croire que ce travail de « fraternisation internationaliste » avec des soldats allemands était une alternative (et non simplement un complément) à l'action militaire de la résistance : actions de guérilla, exécution d'officiers de la Wehrmacht et d'indicateurs, déraillement de trains, etc. De même, il me paraît faux de réduire l'histoire de la résistance communiste à l'occupation à un mot d'ordre du PCF en août 1944, « *À chacun son boche !* ». Certes, des aspects chauvins étaient bien présents dans la presse et l'agitation du PCF, mais c'était loin de résumer l'esprit de ce combat : est-ce que Missak Manouchian et ses camarades de « *l'Affiche Rouge* » étaient des « chauvins » ? On pourrait multiplier les exemples. Comme l'écrivait Ernest Mandel, dans *Sur la Seconde Guerre mondiale***, « *une juste guerre de libération nationale a été menée par les populations des pays occupés de l'Europe* ».

En conclusion : malgré son tragique échec, la tentative héroïque de Martin Monath et de ses

2021 L'ANNÉE DU CHOC

Par
Frank Garcia Hernandez*

Cette année a commencé à Cuba avec une économie à son plus bas niveau, sans aucun Castro au pouvoir, avec une gauche critique émergente et les premières manifestations dans les rues. Le 1er janvier 2021, Cuba n'a pas seulement célébré le 62^e anniversaire du triomphe de la Révolution. Sans le savoir, l'île commençait à vivre une année qui allait marquer son histoire et provoquer un choc pour sa classe ouvrière.

Habitée à vivre très lentement les processus politiques, la société cubaine a affronté en un an à peine la succession de scénarios graves allant d'une réforme économique ratée, en passant par la fin du mandat de Raúl Castro à la tête du Parti communiste – et donc la retraite du dernier Castro –, à la plus grande protestation sociale depuis le triomphe de la Révolution.

C'est dans ce contexte que Cuba affronte une crise économique d'une gravité surpassée seulement par celle des années 1990. À cette époque, après la disparition de l'Union soviétique et du prétendu camp socialiste d'Europe de l'Est, ce pays des Caraïbes avait perdu 85 % de ses partenaires commerciaux. Cependant, il ne s'agissait alors que de réorienter son marché extérieur.

Maintenant, la situation est plus com-

plexe : Cuba dépend principalement du tourisme alors que l'industrie des loisirs s'est effondrée à l'échelle internationale. Pour que le produit intérieur brut cubain de 2020 progresse ne serait-ce que de 1 %, il aurait fallu 4,5 millions de touristes étrangers. Mais en 2020, Cuba n'en a accueilli qu'un peu plus de 1,3 million, et au cours de l'année 2021 pas plus de 500 000. Si on ajoute à cela le renforcement des sanctions étatsuniennes et une inflation que le gouvernement n'avait pas su prévoir, l'économie cubaine s'est effondrée : en 2020 le PIB a chuté de 11 %, et en 2021 il a encore chuté de deux points supplémentaires, dégringolant de 13 %.

Mais l'impact de l'effondrement du tourisme a été aggravé par un ensemble de mesures économiques antipopulaires appliquées par le gouvernement dès le premier jour de 2021. Le « *train de réformes* » (*Tarea Ordenamiento*) a démarré le jour même où l'on célébrait le 62^e anniversaire du triomphe de la Révolution et dans l'année marquant six décennies après l'adoption du socialisme et la défaite des États-Unis à la Baie des Cochons.

1^{er} janvier : *Tarea Ordenamiento* ou l'inflation pour pimenter la pénurie

Le 16 juillet 2020, le président cubain Miguel Díaz-Canel a annoncé à la télévision que le pays entamerait une série de profondes réformes économiques. Cinq mois plus tard, dans la nuit du 10 décembre 2020, Díaz-Canel a fait une autre apparition, avec un Raúl Castro silencieux, informant que, le 1^{er} janvier 2021, un ensemble de mesures économiques appelé *Tarea Ordenamiento* serait mis en œuvre.

Fondamentalement, ces réformes avaient pour objectif principal d'unifier le taux de change officiel. Depuis 1994, à Cuba, deux monnaies avec deux taux de change différents étaient officiellement en circulation. Le peso convertible (CUC) équivalait à un dollar et chaque CUC valait



24 pesos (monnaie nationale). Le taux de change d'un CUC pour un dollar n'était utilisé que pour les transactions entre les entreprises d'État. Mais la plupart des magasins d'État proposaient leurs produits en CUC, bien que les salaires soient payés en pesos.

Mais *Tarea Ordenamiento* ne s'est pas seulement traduit par l'unification du taux de change. Pour unifier les monnaies en faisant disparaître le CUC, le gouvernement avait prévu une « *inflation nominale* », ce qui s'est traduit par une hausse considérable des prix des services publics et de presque toutes les offres étatiques. Rien qu'à La Havane, les transports publics ont augmenté de 500 %. L'ajustement a même touché le prix des cantines pour les familles vulnérables. L'impact du train de réformes a généré un tel mécontentement que certains analystes s'attendaient à des manifestations en février ou mars.

Pour compenser cette augmentation des prix, *Tarea Ordenamiento* prévoyait également des augmentations salariales substantielles. Toutefois la durée de vie effective de cette solution n'a pas dépassé deux mois. La forte inflation générée a aggravé l'impact de la pénurie subie par la classe ouvrière en raison de la baisse du tourisme et des sanctions étatsuniennes. Enfin, après une année de catastrophe économique, Díaz-Canel a reconnu publiquement en décembre dernier, devant le Parlement, que le paquet de mesures avec lequel avait commencé 2021 avait échoué : « *Il faut remettre de l'ordre dans le train de réformes* », a-t-il dit.

Notes de lectures

camarades mérite d'être inscrite en lettres de feu dans la mémoire vivante du mouvement ouvrier international.

Michael Löwy

* Nathaniel Flakin, *Un juif berlinois organise la résistance dans la Wehrmacht – « Arbeiter und Soldat »*, Préface de Michel Dreyfus, Syllepse, Paris 2021, 140 pages, 15,00€.

** Ernest Mandel, *Sur la Seconde Guerre mondiale : une interprétation marxiste*, Paris, La Brèche éditions, 251 pages, 12,00€.

* Frank García Hernández est sociologue et historien cubain. Cet article a d'abord été publié par le site de la revue CTXT : <https://ctxt.es/es/20220101/Politica/38372/cuba-protestas-miguel-diaz-canel-coronavirus-crisis.htm> (Traduit de l'espagnol par Laurent B.)

Cuba

27 janvier et 27 avril : l'opposition culturelle génère des petites crises politiques

Le 27 novembre 2020, plus de 300 personnes s'étaient rassemblées devant les portes du ministère de la Culture – ce qui a poussé le vice-ministre Fernando Rojas à dialoguer avec des intellectuels et des artistes liés à l'opposition. Et le 27 janvier 2021, une autre petite manifestation a eu lieu devant la même institution.

Cette fois, le ministre de la Culture lui-même, Alpidio Alonso, est allé à la rencontre des manifestants. Contrairement au dialogue instauré le 27 novembre, le fonctionnaire s'en est pris au téléphone portable d'un journaliste qui l'enregistrait en train de se disputer avec les manifestants. Ce qui dans un autre pays aurait juste un peu agité la presse tabloïd, a provoqué suffisamment de tensions politiques à Cuba pour que les autorités coupent Internet. Les événements ne se sont pas limités à la violente altercation entre un ministre et un jeune journaliste : les forces de police ont chargé les dizaines de personnes qui manifestaient pacifiquement devant le ministère de la Culture, les arrêtant toutes pendant près de 24 heures.

Exactement trois mois plus tard, une autre petite crise politique a eu lieu au niveau national, mais cette fois d'une bien plus grande importance que les événements du 27 janvier. Le 27 avril, Luis Manuel Otero Alcántara – un artiste plasticien handicapé devenu opposant politique – a entamé une grève de la faim et de la soif, qu'il a arrêtée à la mi-mai, qui a provoqué plusieurs manifestations dans la capitale du pays.

Depuis le 27 novembre 2020 – date à laquelle on peut situer le début d'une crise politique toujours ouverte – les manifestations dans les rues n'ont pas cessé. Dans un pays où il n'y a même pas de loi sur les manifestations et où toute dissidence est considérée comme contre-révolutionnaire, c'est un phénomène politique inédit que tous les trois mois des manifestations éclatent, avec plus ou moins d'ampleur, générant une atmosphère de tension politique au niveau national.

15-17 avril : le VIII^e Congrès du Parti communiste a fini par être le premier sans Castro

Le seul capable d'arrêter les réformes économiques (initiées par Raúl Castro en 2011) n'était que Raúl Castro lui-même. En avril 2021, lors du VIII^e Congrès du Parti

communiste, alors qu'on s'attendait à un grand bond vers la mise en œuvre d'un modèle économique très proche du « *socialisme du marché chinois* », Raúl Castro, utilisant des termes tels que « *restauration capitaliste* », s'en est pris à « *ceux qui rêvent (...) de la privatisation massive de la propriété du peuple des principaux moyens de production* ».

Raúl a également averti que « *l'égoïsme, la cupidité et l'envie de revenus plus élevés incitent certaines personnes à désirer (...) un processus de privatisation qui balayerait les fondements et l'essence de la société socialiste* ». L'aile prochinoise qui s'était fortement renforcée dans la direction du Parti et du Gouvernement allait subir un autre coup : l'une de ses principales figures, Marino Murillo, qui avait également été l'auteur de la *Tarea Ordenamiento*, a été exclu du Comité central.

Toujours durant ce congrès, Raúl Castro a tracé la ligne de ce que doit être la politique face à d'autres manifestations possibles de l'opposition : « *La rue appartient aux révolutionnaires* », a déclaré le secrétaire général sortant du PCC. Díaz-Canel allait se conformer rigoureusement à cette ligne de conduite lorsque les manifestations désormais historiques ont éclaté le dimanche 11 juillet.

Cependant, ce qui a été remarqué dans le monde, c'est le retrait de Raúl Castro de la direction du PCC. Avec Raúl, deux autres des dernières figures de la vieille garde révolutionnaire ont quitté la direction du parti : le commandante Ramiro Valdés et le deuxième secrétaire du PCC de l'époque, Ramón Machado Ventura. Pour la première fois depuis 1959, aucun Castro n'occupe une position décisionnelle dans la direction du Parti et du Gouvernement. Bien que Raúl Castro continue de chapeauter les décisions politiques au niveau national, le VIII^e Congrès a marqué nominalement la fin d'une étape historique.

Le nouveau Bureau politique élu par le conclave du parti avait une autre caractéristique qui définit le scénario actuel : aucune personnalité ni aucun groupe politique ne dispose d'une hégémonie dans le parti. Bien que Díaz-Canel ait été élu secrétaire général du PCC, il est loin de contrôler les décisions du parti ou du gouvernement. En tant que contre-poids de Díaz-Canel, est arrivé au Bureau Politique un personnage qui, en raison de sa faible visibilité conjuguée à un pouvoir politique notoire, était jusqu'à présent pratiquement un mythe : le général López Callejas, qui contrôle la grande branche d'entreprises de l'armée cubaine et qui est également le gendre de Raúl Castro.

21 juin : Cuba ne veut pas de dollars ou la monnaie numérique du marché noir

Aux pénuries que subit la classe ouvrière s'ajoute une autre mesure économique impopulaire du gouvernement cubain : la création de magasins où l'on ne peut acheter qu'avec des cartes en devises étrangères. Une quantité importante des produits de base offerts par l'État ont été concentrés dans ces magasins en devises librement convertibles (MLC). Cette situation s'est aggravée lorsqu'en mars 2021, le gouvernement cubain a publié un décret annonçant que les banques n'accepteraient plus de dollars en espèces. Fondamentalement, cette surprenante mesure est due au fait que les principaux partenaires commerciaux de Cuba et le Club de Paris – avec qui La Havane a contracté une dette de 11 milliards de dollars en 2016 – ne veulent pas accepter de dollars du gouvernement cubain. La raison en est la persécution financière des États-Unis contre ceux qui acceptent des dollars du gouvernement de La Havane. À cela s'est ajouté que la Russie et la Chine, deux autres principaux créanciers de Cuba, démantèlent l'utilisation du dollar dans leurs économies respectives. Paradoxalement, le gouvernement cubain s'est retrouvé face à un excès de dollars.

L'impact de cette mesure a provoqué la naissance d'une monnaie virtuelle sur le marché noir cubain : le MLC ou dollar numérique. Le principal flux d'envois de fonds vers le pays provenait des États-Unis. Washington a interdit les transactions vers Cuba, même par l'intermédiaire de Western Union, de sorte que les dollars des émigrants cubains arrivent sur l'île en espèces. N'étant plus acceptés par les banques cubaines, les dollars en espèces de la diaspora ont perdu de leur valeur d'usage, s'effondrant sur le marché noir.

Cependant, la valeur d'usage des dollars des cartes MLC a augmenté, donnant naissance cette fois, en plus du taux de change officiel d'un dollar pour 25 pesos cubains, à deux autres taux de change : le dollar en espèces sur le marché noir équivaut aujourd'hui à 70 pesos cubains et un dollar numérique – communément appelé MLC – est coté à un taux de change de 80 pesos. En pratique, était ainsi brisé l'objectif principal de la *Tarea Ordenamiento* : unifier le taux de change.

La naissance d'une crypto-monnaie volatile régulée uniquement par le marché noir a eu un impact encore plus important sur la crise de l'économie familiale.

Désormais, le secteur de la classe ouvrière qui ne reçoit pas d'envois doit également acheter des dollars numériques afin de pouvoir acquérir des produits de base tels que le poulet, l'huile ou le savon dans les magasins MLC. Paradoxalement, le gouvernement cubain ne peut contrôler le MLC ou dollar numérique que d'une seule manière : en faisant disparaître les magasins à monnaie librement convertible. Toutefois, alors que les magasins MLC sont extrêmement impopulaires même parmi les partisans du gouvernement, ils ont réussi à attirer une part considérable de devises et cela a légèrement compensé le grave impact de la faillite du tourisme à Cuba.

11 juillet : les plus grandes manifestations depuis le triomphe de la Révolution

Les manifestations qui ont eu lieu à Cuba le 11 juillet ont rendu visible au niveau international que ce pays des Caraïbes traversait une crise non seulement économique mais aussi politique. À la lumière d'aujourd'hui, la question « *pourquoi le 11 juillet ?* » devrait être remplacée par « *comment n'est-ce pas arrivé avant le 11 juillet ?* »

La pénurie de vivres a été aggravée par plusieurs facteurs : l'impact de la *Tarea Ordenamiento* et de l'inflation incontrôlée correspondante, la concentration des produits de base dans les magasins MLC, des coupures d'électricité prolongées dues à la forte diminution des barils de pétrole que Cuba a pu acheter pendant la crise, et enfin une grave pénurie de médicaments à un moment où le coronavirus atteignait son plus haut niveau sur l'île.

Bien que tout au long de 2020, Cuba ait réussi à gérer la pandémie, le ministère cubain de la Santé a signalé le 10 juillet 2021 que 6 750 nouvelles contaminations au coronavirus avaient été enregistrées dans le pays en seulement 24 heures. La vague de covid-19 a atteint un tel point que le gouvernement a envoyé des brigades de médecins dans les villes où le système de santé local s'était effondré. Face à cette situation, les autorités ont décidé de n'admettre dans les hôpitaux que les personnes infectées par le covid-19 qui risquaient de mourir. Cette décision a durement frappé l'imaginaire de la société cubaine qui s'était toujours sentie protégée par le système de santé. Par conséquent, la plupart de celles et ceux qui ont contracté le coronavirus ont été confinés à domicile. La pénurie de médicaments provoquée par le blocus imposé par les États-Unis aggravait la situation de celles et ceux qui ont

contracté le coronavirus et n'étaient pas hospitalisés.

En même temps l'opposition cubaine a lancé une campagne de déstabilisation sur les réseaux sociaux, imputant au gouvernement le manque de médicaments et la pénurie de bouteilles d'oxygène dans les hôpitaux. Sous le hashtag #SOSCuba, un état d'insécurité a été créé, ce qui, dans une certaine mesure, a servi à stimuler les manifestations.

Dans ce scénario de crise, la popularité du président Díaz-Canel a commencé à chuter de manière significative. Cependant, à l'instar des bureaucraties des pays ex-socialistes, la direction du Parti communiste n'a pas enregistré le déclin politique du président. Ce déphasage avec la réalité a conduit Díaz-Canel – imitant Fidel Castro lors des émeutes du 5 août 1994 – à se rendre aux manifestations qui ont eu lieu à San Antonio de los Baños, la ville où ont débuté les événements du 11 juillet. Cependant, le résultat a été très différent de celui de Fidel Castro en 1994 : Díaz-Canel a été accueilli par des huées et des bouteilles en plastique ont été lancées sur lui.

Suivant les conseils de Raúl Castro au VIII^e Congrès du Parti, à son retour des manifestations à San Antonio de los Baños, Díaz-Canel a appelé « *les révolutionnaires et les communistes à descendre dans la rue (...). L'ordre de combat est donné* ». L'appel de Díaz-Canel a accru le mécontentement de nombreux manifestants, car ils ont vu dans le message du président un appel à la confrontation entre Cubains. Ainsi, « *l'ordre de combat* » a mobilisé à la fois « *les révolutionnaires et les communistes* » et des centaines de personnes qui ont rejoint les manifestations dans les rues.

À La Havane, il y a eu principalement une marche pacifique de cinq kilomètres, traversant les principales localités de la capitale et rassemblant environ 3 000 participants. La marche a fini par être réprimée aux alentours de la Plaza de la Revolución, où se trouvent les principaux organes du pouvoir exécutif.

Cependant, alors que la marche pacifique se déroulait, de violents affrontements ont éclaté entre des partisans du gouvernement et des manifestants à la périphérie de la capitale et d'autres régions du pays. Lors de la marche qui a eu lieu à La Havane, de nombreux manifestants ont été arrêtés sans autre raison que leur présence dans une manifestation. Actuellement le nombre officiel de personnes arrêtées le 11 juillet dépasse les

500 et il n'existe aucune estimation du nombre de blessés. Cinq mois après le 11 juillet, un nombre inconnu de manifestants sont toujours emprisonnés.

Fin juillet : une nouvelle gauche critique émerge

La crise générée par les manifestations du 11 juillet a accéléré la radicalisation politique de la jeunesse, stimulant la consolidation d'une nouvelle gauche critique cubaine. Les positions idéologiques de ce secteur politique émergent, composé d'intellectuels, de médias et de groupes étudiants, vont de l'anarchisme à des positions proches du trotskisme, en passant par le socialisme républicain. Avec une base majoritairement jeune et un état organisationnel encore embryonnaire, la gauche critique soutient de manière générale que le gouvernement cubain s'est éloigné voire abandonné la construction d'une société socialiste. En même temps, la gauche critique cubaine s'identifie largement aux manifestations du 11 juillet, comprenant que les revendications des manifestants ont un caractère populaire, même si elles ne sont pas spécifiquement socialistes.

7 août : feu vert pour les PME

L'une des revendications entendues parmi les manifestants le 11 juillet était l'expansion du secteur de l'économie privée – quelque chose de paradoxal, puisque la plupart des manifestants étaient des travailleurs à faibles revenus, vivant dans des quartiers pauvres. Bien que le gouvernement ait déjà prévu de mettre en œuvre en 2021 la loi réglementant et développant les petites et moyennes entreprises, il est évident que les manifestations du 11 juillet ont accéléré son approbation. Cependant, conformément au discours de Raúl Castro au VIII^e Congrès du Parti communiste, l'expansion du secteur privé a été beaucoup moins forte que prévu et Cuba a reporté un peu plus la concrétisation de la voie chinoise.

Septembre et octobre : renouveau, montée et chute de l'opposition (pas si) culturelle

Après le 11 juillet, l'idée que d'autres manifestations étaient possibles est restée dans l'imaginaire politique de certains secteurs de la société. Le 23 septembre, le jeune dramaturge Yunió García a appelé sur les réseaux sociaux à une marche pacifique contre la « *violence politique* ». Dans une démarche sans précédent, il a

Cuba

présenté une demande formelle d'autorisation au gouvernement de La Havane.

Afin d'organiser la marche, Yunió García – issu du front culturel de l'opposition 27N – a fondé le groupement Archipelago, réussissant à capitaliser une partie du mécontentement apparu après le 11 juillet. Cependant, le mot d'ordre lancé par Archipelago n'a pas mobilisé la majorité, son impact se limitant à un secteur de l'intelligentsia critique et de l'opposition en général. Yunió García a oublié que la principale revendication des manifestants du 11 juillet était « *de la nourriture et des médicaments* » : des besoins objectifs et non un slogan politique abstrait.

Quelques jours après le lancement de cet appel, Yunió García a accepté de s'allier au Conseil pour la transition démocratique, une organisation qui avait ouvertement présenté un programme néolibéral. La décision d'Archipelago de se joindre au CTD a fait que, d'une manière ou d'une autre, des collectifs et des personnalités de la gauche critique cubaine ont retiré leur soutien politique à Yunió García.

12 octobre : début de la confrontation médiatique et naissance d'un ennemi intérieur

Le 12 octobre, le gouvernement cubain a rendu public son refus d'autoriser la marche convoquée par Yunió García, qui devait avoir lieu le 15 novembre. Le principal argument avancé par les autorités était qu'Archipelago n'appelait pas seulement à la fin des violences politiques, mais aussi à la « *chute de la dictature* ». Par la suite, lors du II^e Plénum du parti, une campagne médiatique contre la marche du 15 novembre a commencé, visant essentiellement Yunió García. Du statut d'un phénomène politique limité aux réseaux sociaux, à certains spectres politiques et à l'intelligentsia, la manifestation et son principal instigateur sont passés à celui du principal ennemi interne du moment. La presse officielle a réussi à construire l'idée que, contrairement à l'appel d'Archipelago, la manifestation du 15 novembre se limiterait à une succession d'événements violents.

15 novembre : comment le gouvernement et la droite ont fait échouer la manifestation

Le lundi 15 novembre, Cuba a connu un climat de tension nationale qui se faisait sentir depuis le dimanche 14. Le Parti communiste avait ordonné la création de

groupes qui défendraient les institutions, les usines et les entreprises d'éventuelles attaques. Pour sa part, Yunió García a été encerclé à l'aube, non seulement par les autorités, mais aussi par des militants du Parti communiste et des sympathisants du gouvernement qui ont organisé des manifestations politiques devant la maison du coordinateur de la marche du 15 novembre. Parallèlement, à partir du 14 et pendant toute la journée du 15, des opposants notoires étaient arrêtés dans tout le pays ou se voyaient interdire de sortir de leurs domiciles.

S'il est vrai que le gouvernement a créé le climat nécessaire pour dissuader presque tous les manifestants potentiels, il est également évident qu'Archipelago n'a pas compris quels avaient été les facteurs mobilisateurs le 11 juillet. Les manifestations du 11 juillet étaient essentiellement un appel au gouvernement pour qu'il améliore les conditions de vie et non pour revendiquer des droits politiques. Le caractère élitiste d'Archipelago et l'hégémonie que la droite a fini par y imposer ont entraîné leur incapacité à comprendre que les revendications du 11J étaient des revendications économiques pour le bien-être de la majorité. Deux jours après le 15 novembre, Yunió García – qui avait tenu le discours classique « *je ne suis ni de gauche ni de droite* » – a décidé de quitter le pays et a entamé un parcours politique en rencontrant en Espagne le Parti populaire ou l'opposant vénézuélien Leopoldo Lopez. La dernière tentative de protestation dans les rues a été défaite par le gouvernement et liquidée par la droite.

Possible conclusion d'une longue année

Cinq aspects politiques ont caractérisé 2021 comme une année charnière dans l'histoire de Cuba :

- Le fait principal est que, pour la première fois, un secteur important de la société cubaine a assumé la protestation dans les rues comme une pratique politique viable. Cela a conduit à une série de manifestations qui ont atteint leur point culminant le 11 juillet et leur dernière apparition le 15 novembre.
- Le deuxième trait distinctif, c'est la mise en œuvre d'un ensemble de mesures économiques

impopulaires qui ont renforcé l'impact de la crise sur la classe ouvrière, créant ainsi un climat de tension politique.

- La troisième caractéristique – qui englobe la seconde et définit la première – c'est qu'en 2021 Cuba a atteint le fond de sa crise économique depuis 30 ans. Et le pire de la pandémie.

- Comme composante historique, il y a un quatrième aspect : la fin des Castro à la direction du pays, avec la fin du mandat de Raúl à la tête du Parti communiste.

- En même temps, comme cinquième aspect, se détache l'émergence d'une gauche cubaine critique avec un discours contre le gouvernement.

Bien que tout ce scénario se situe dans le cadre de la pandémie de coronavirus, le covid-19 est un héritage de 2020.

Le 2022 cubain pourrait être marqué par une légère reprise économique, quoique presque imperceptible. Cette amélioration serait le produit de la discrète augmentation des visites touristiques dans l'île des Caraïbes ainsi que de la possible commercialisation internationale des trois vaccins contre le covid-19, brevetés par Cuba.

La diminution progressive du coronavirus dont bénéficie Cuba, à la suite de la vaccination massive contre le covid-19, contribuerait également à la stabilité économique. Au 30 décembre, le ministère de la Santé a indiqué que sur les 11 330 000 habitants qui composent ce pays des Caraïbes, 8 944 229 avaient reçu trois doses de vaccins cubains contre le coronavirus.

« *Personne ne sait à quoi ressemblera 2022* », a déclaré le président cubain dans son message de fin d'année, rappelant également que « *le grand défi en suspens est la reprise économique* ». Cette fois, Díaz-Canel a raison : au-delà de la situation internationale instable et du blocus étatsunien, la possibilité d'un autre 11 juillet dépend des dirigeants cubains. ■

La Havane, 2 janvier 2022



Les deux territoires coloniaux français retiennent leur souffle

Par
Patrice Mhidi*

Comme la Guyane, dont nous ne traiterons pas ici, ces deux territoires coloniaux français d'Amérique occupent les médias dits « nationaux ».

Crises à répétition et crise du système

Les turbulences qui les secouent, suivent un rythme de plus en plus fréquent. Cela traduit la crise systémique du système colonial qui y sévit sous un camouflage sophistiqué. Ces « vieilles colonies » baptisées « outremers » dans le vocabulaire d'antan, sont dites « Régions ultrapériphériques » sous la plume des technocrates (l'Europe ne peut être que « LE centre ! »).

La crise a pour soubassement l'épuisement du modèle économique hérité de la période esclavagiste : « isles à sucre », puis à banane pour le marché européen. Ce système ne fait plus recette même s'il nourrit de gros planteurs Békés habiles à capter les subventions. L'élargissement de la base sociale du régime s'est pourtant réalisé, suite à la « départementalisation », par la constitution d'une petite bourgeoisie administrative, pilier d'un mode de consommation spécifique. La dépendance économique et sociale qui en résulte n'est que le reflet d'une dépendance politique extrême.

Les dernières décennies ont impulsé l'activité touristique, ont donné un essor nouveau à la production de rhum de prestige et ont implanté un secteur agro-alimentaire encore maigrelet.

Ces nouveautés économiques et ces mutations sociales montrent leurs limites et leurs contradictions : le chômage explose, le coût de la vie flambe, 3 000 jeunes en moyenne annuelle ont quitté le pays dans la dernière période, la délinquance progresse sur fond de trafic de drogues.

La colère sourde qui en résulte dans la population se mêle à un sentiment d'impuissance dont « les Politiques » sont vécus comme le symbole. La structuration



du champ politique s'en trouve affectée.

L'assimilation (nom donné à la transformation des colonies en « Départements d'outre-mer » réalisée dans un climat d'euphorie populaire en 1946 sous l'égide d'Aimé Césaire et des communistes dont il est un des leaders) est rapidement entrée en crise donnant naissance à un clivage passionné entre droite « départementaliste » et gauche « autonomiste ». À gauche de celle-ci une « extrême gauche indépendantiste » a vu le jour dans les années 1960 et surtout 1970. Les difficultés des anticolonialistes à gagner une forte adhésion populaire ont conduit à des « adaptations » le plus souvent inavouées.

La domination à gauche, pendant les décennies 1960-1980, du courant autonomiste (PCM, Parti communiste martiniquais, et PPM, Parti progressiste martiniquais d'Aimé Césaire suite à sa rupture avec les premiers) a été battue en brèche dès la décennie 1990 par un « camp patriotique » subissant rapidement l'hégémonie du MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais) d'Alfred Marie-Jeanne, leader dont le charisme dépassa très largement la sphère indépendantiste. Son orientation électoraliste l'a conduit à la tête du Conseil régional (1998) puis de la Collectivité territoriale de Martinique (2015) : son adversaire principal étant devenu le Parti progressiste martiniquais (PPM de feu Aimé Césaire).

La rivalité électoraliste PPM-MIM a conduit ce dernier à une « alliance de gestion » avec la droite très officielle grâce à laquelle il est resté « au pouvoir » de 2015 à

2020, avant d'être délogé à nouveau par le PPM et alliés (dont font également partie des éléments connus de la droite locale). Certaines organisations indépendantistes se sont placées derrière la locomotive électorale d'Alfred Marie-Jeanne tel le CNCP (Conseil national des comités populaires) et une de ses scissions, le Palima (Parti de la libération de la Martinique), mais aussi le PCM autonomiste qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut dans notre histoire.

D'autres courants radicaux (le PKLS, Parti Kominis pou libérasyon ek sosyalism, scission indépendantiste du PCM ; le CNCP-Comités populaires, autre scission du CNCP originel...) sont hors des institutions et plus liés à la contestation anticolonialiste.

Le Groupe Révolution socialiste (GRS), section de la IV^e Internationale, est passé du propagandisme et des luttes idéologiques de ses débuts à une intervention significative dans le mouvement de masse syndical, féministe, décolonial où ses responsabilités sont reconnues.

Combat ouvrier, organisation de Lutte ouvrière aux Antilles, concentre ses forces sur le travail syndical où il dirige la CGT (Confédération générale des travailleurs) de Martinique comme de Guadeloupe.

Martinique, Guadeloupe : même combat mais avec des différences

Les différences les plus fortes entre les mouvements populaires de Martinique et de Guadeloupe résultent de la bifurcation issue de la tuerie de 1967 en Guadeloupe. Le rejet du colonialisme qui en a résulté, a atteint une dimension de masse plus forte qu'en Martinique. On l'a constaté en 2009. On le revoit aujourd'hui. L'hégémonie de l'UGTG (Union générale des travailleurs guadeloupéens), qui s'inscrit dans une sorte de syndicalisme révolutionnaire à contenu nationaliste et de classe, facilite la cohésion unitaire et provoque une coupure

* Patrice Mhidi est militant du Groupe Révolution socialiste, section antillaise de la IV^e Internationale.

Martinique & Guadeloupe

beaucoup plus nette en Guadeloupe entre mouvement social et représentation politique globale.

Les expressions politiques contestataires en Martinique hors des champs plus classiques y sont de ce fait moins fortes en Guadeloupe.

Le tournant électoraliste du MIM, enclenché après sa première entrée au Conseil régional et accentué avec la prise de contrôle de cette institution a entraîné sa confrontation sans fard avec les réalités coloniales et capitalistes.

Comme la gauche après la victoire de Mitterrand, son adhésion à la gestion néolibérale le rendit incapable de porter la moindre solution aux problèmes qui taraudent le pays et expliquent son élection. L'absolutisme colonial ne diminua en rien. La stigmatisation des « *Politiques* » se généralisa. Impuissance à résoudre les problèmes du quotidien, népotisme, corruption devinrent des accusations courantes, augmentant le vieux fond abstentionniste de la politique des « *vieilles colonies* ».

La gauche plus radicale fut maintenue hors des institutions par un système électoral avec un seuil d'éligibilité de 10 % pour barrer la route aux petites formations et une prime conséquente accordée au « *premier* ». Son dynamisme militant indiscutable ne lui permet pas de surmonter le sentiment d'impuissance globale attisé par ses divisions légendaires. Elle est donc elle aussi concernée par l'interpellation de nouvelles forces contestataires.

Forces et contradictions d'une nouvelle mouvance contestataire

Très attachée à la question des symboles, cette mouvance nationaliste à connotation africaniste ethnique s'est signalée dans la dénonciation des Békés et du rôle de certains d'entre eux dans l'empoisonnement des Antilles au chlordécone, dans l'exigence de réparations de ce crime, dans la bataille pour éradiquer tous les symboles esclavagistes persistant dans l'espace public, dans le bris de statues de Victor Schœlcher puis de l'impératrice Joséphine et de Belain Desnambuc et aujourd'hui dans la contestation de la politique sanitaire du pouvoir avec une forte imprégnation de la culture antivax.

Près d'un demi-siècle de recul de la pensée marxiste explique que les aspirations légitimes de cette militance, son courage, sa juste volonté de procéder au bilan critique de tout ce qui est, ne suffisent pourtant pas pour poser les problèmes stratégiques et tactiques du combat pour l'émanci-

pation à la lueur des leçons d'une immense richesse des luttes pour la transformation sociale d'hier et d'aujourd'hui.

Elle est donc, elle aussi, travaillée de vieux démons dont les « *anciens* » n'ont pas le monopole, le drame des égos et une certaine suffisance n'étant pas les moindres.

L'urgence est bien là !

L'impatience n'est pas bonne conseillère mais est légitime. Car l'urgence est là. Depuis des décennies, des penseurs parmi les plus perspicaces des réalités antillaises (Aimé Césaire, Édouard Glissant parmi d'autres) évoquent le risque de notre disparition en tant que peuple sous l'effet combiné de facteurs historiques, économiques, sociaux, culturels, démographiques.

Pour conjurer ces sombres présages, il est vital de redonner ses lettres de noblesse à la politique révolutionnaire. Elle nous enseigne à nous méfier des prédictions fatalistes qui nient le rôle de l'initiative politique des masses.

L'histoire n'est pas un enchaînement sans fin de complots obscurs. Elle est affaire de classes sociales et de leurs luttes et donc de rapports de forces changeants, de conjonctures, de pulsions profondes et de choix conscients de chaque instant. L'une des tâches du moment martiniquais est de construire dans la fusion des expériences et de l'énergie des masses populaires et des générations militantes, le sujet politique capable d'attaquer sans tergiverser le système dominant et ses suppôts.

Il s'agit pour les marxistes de répondre à l'urgence sans dénaturer en l'édulcorant le projet émancipateur. En agitant, pour faire diversion, le hochet autonomiste, le ministre des colonies montre indirectement qu'il sait bien la tâche historique des dernières colonies aujourd'hui. L'autonomie et l'indépendance de nos terres sont un horizon évident. Cela suffirait au bonheur de certaines fractions nationalistes. Mais l'émancipation ne serait qu'une caricature d'elle-même si la décolonisation ne signifiait pas la conquête du pouvoir par les travailleuses et les travailleurs qui sont le cœur et le sang des nations antillaises.

Cette tâche serait sans doute une lubie si le prolétariat et les peuples des dernières colonies ne travaillaient pas à une lutte commune à la fois décoloniale et anticapitaliste avec le soutien internationaliste des travailleurs et travailleuses de la métropole dont c'est l'intérêt.

Les dernières semaines montrent que le système est, sinon aux abois, du moins fortement préoccupé. L'arrestation puis la libé-

ration immédiate de Élie Domota, personnage clé de la mobilisation guadeloupéenne contre l'obligation vaccinale et le pass sanitaire (ou vaccinal ?) à l'occasion d'une manifestation pacifique est un exemple de cet affolement. Le pouvoir combine la répression brutale avec les reculs tactiques.

Il y avait déjà la répression qui a conduit 4 militants martiniquais en prison où ils purgent une peine pour de simples manifestations sur la voie publique. Et après l'envoi du GIGN et du Raid pour mater la mobilisation, la grève et les barrages et quelques casseurs, il renvoie à trois reprises en Martinique l'échéance des sanctions contre le personnel soignant et autres non-vaccinés. Il annonce que la transformation du pass sanitaire en pass vaccinal est différée pour les colonies afin d'éviter les troubles. Le fait est qu'il est confronté à une défiance envers sa politique vaccinale bien au-delà de ce qu'il imaginait. L'opinion majoritaire considère le vaccin comme une + quand ce n'est pas un poison à visée génocidaire. L'explication de cette défiance n'est pas à chercher principalement dans la propagande en sourdine des sectes évangélistes actives des États-Unis au Brésil. Elle ne vient pas uniquement de la gestion chaotique et, chez nous, coloniale de la crise. Ni même seulement du scandale du chlordécone, crime colonial d'État que Macron a dû partiellement reconnaître. La défiance puise ses racines dans les profondeurs d'une histoire faite de part en part de mensonges, le premier étant celui de la négation de notre humanité dans la traite et l'esclavage.

Dans un tel contexte, nos camarades ont suivi une ligne très difficile : s'opposer fermement à l'obligation vaccinale et au pass sanitaire, participer à la lutte contre le passage en force gouvernemental, contre les sanctions programmées à l'encontre des opposant-e-s aux vaccins, sans manifester la moindre complaisance à l'égard des bobards abondamment diffusés par l'extrême droite qui n'a jamais été autant lue dans nos territoires.

L'année 2022 commence sous des auspices très particuliers. Le pouvoir réussira-t-il à mettre à exécution sa mise à mort sociale de milliers de non-vaccinés en portant atteinte dangereusement à la continuité des soins dans un système hospitalier déjà délabré, bien plus que dans la « *métropole* » ?

Comme nous l'écrivons dans nos tracts : la messe n'est pas dite ! Les manifestations se poursuivent entre la Noël et le jour de l'an. Les Antilles retiennent leur souffle. ■

Fort-de-France, le 31 décembre 2021

Grèves et manifestations populaires de masse

Par
socialismkz.info*

Le soulèvement social avait mûri depuis assez longtemps. Car le Kazakhstan est devenu une colonie des pays capitalistes développés, réduit à n'être que leur fournisseur de matières premières.

Les raisons des soulèvements

Pendant trente ans, une direction composée d'anciens dirigeants du Parti communiste et du Komsomol, avec Nazarbaïev à leur tête, a entrepris des réformes économiques vigoureuses, visant à privatiser les grandes branches industrielles et en premier lieu les secteurs extractifs, tandis que le système de protection sociale était dépeçé avec une augmentation de l'âge de départ à la retraite. Pour ce qu'il a réalisé, l'ancien premier secrétaire du Comité central du PC du Kazakhstan a reçu les éloges de Margaret Thatcher et le titre de meilleur élève parmi les présidents post-soviétiques.

Des millions de personnes ont été poussées sous le seuil de pauvreté et ont perdu leur emploi du jour au lendemain en raison de la liquidation des industries manufacturières et de la liquidation forcée des fermes collectives et d'État au milieu des années 1990. La grande industrie a fini par se concentrer à l'ouest du Kazakhstan – les régions productrices de pétrole où les entreprises américaines et européennes sont implantées depuis 1993, contrôlant deux tiers de la production – ainsi qu'au centre du pays, où les principales entreprises sont Arcelor Mittal Temirtau du milliardaire britannique Lashmi Mittal et Kazakhmys.

Toutes les contradictions sociales et le mécontentement qui a provoqué les grèves et les manifestations populaires de masse étaient le plus concentrés dans le canton de Mangistau et dans les régions du Kazakhstan occidental. C'est donc là que les manifestations ont commencé le 2 janvier 2022.



4 janvier 2022, rassemblement à Aktau

❶ Les régions de Mangistau, d'Aktobe, d'Atyrau, du Kazakhstan occidental et de Kyzylorda connaissent un chômage de masse. Il n'y a pratiquement pas d'emplois en dehors du secteur du pétrole et du gaz. L'industrie manufacturière soviétique y a été presque entièrement détruite dans les années 1990. À Zhanaozen et Aktau, où les premiers rassemblements et grèves ont eu lieu, dans la famille de chaque salarié du pétrole il y a 7-8 adultes au chômage. C'est pourquoi les grévistes et les manifestants ont présenté la demande de construction de nouvelles usines.

Dans des conditions aussi difficiles et un climat aussi rude – ce sont des régions semi-désertiques – les travailleurs, ainsi que la population locale, ont été capables de tisser de véritables liens de solidarité. Cette solidarité et leur cohésion ont été les clés du succès des nombreuses grèves qui ont eu lieu depuis le début des années 2000.

❷ L'inflation et la hausse du coût de la vie au cours de l'été et de l'automne derniers ont entraîné une dévaluation du tenge et une réduction du pouvoir d'achat des salaires. Cette situation a particulièrement touché la région de Mangistau, qui est une région « *cul-de-sac* », tous les aliments et les biens y sont importés et les prix y sont deux ou trois fois plus élevés que dans le reste du pays. En plus de cela, les prix du

carburant et de toute sorte de services publics augmentaient. Naturellement, le doublement du prix du GPL le 1^{er} janvier n'a été que le déclencheur d'une explosion de mécontentement – pas seulement pour les automobilistes, car cette hausse des prix a également entraîné une forte augmentation du prix de tous les produits transportés par la route.

❸ Ne croyez pas ceux qui disent que ces manifestations étaient absolument inattendues et accidentelles, car toute l'année 2021, le canton de Mangistau et toutes les régions du Kazakhstan occidental ont été agités en permanence par des rassemblements et des grèves des travailleurs du pétrole et des sociétés de services, principalement dans les entreprises à capitaux étrangers. Il s'agissait en grande partie de grèves d'occupation : des tentes et des yourtes étaient installées dans les locaux de l'entreprise ou devant les portes pour empêcher le déménagement des machines et l'accès des briseurs de grève. La population locale et les collectifs de voisins

* Cet article a été publié le 24 janvier 2022 par le site socialismkz.info du Mouvement socialiste du Kazakhstan (<http://socialismkz.info/?p=26989>). Sa rédaction précise : « *Nous publions une première analyse préliminaire de ce qui s'est passé. D'autres articles contenant des conclusions et des précisions seront publiés dans les semaines à venir.* » (Traduit du russe par JM).

Kazakhstan

ont également apporté de la nourriture, de l'eau, des vêtements et ont même collecté des fonds, comme ils l'avaient fait lors des rassemblements de début janvier.

④ Malgré le fait que les grèves aient abouti à une augmentation des salaires, leurs revendications les plus importantes ont été ignorées par les autorités. En particulier l'abandon des politiques dites de rationalisation et la réintégration des salariés des entreprises sous-traitantes, celles de la garantie de la liberté syndicale et de la légalisation des syndicats indépendants créés par les travailleurs eux-mêmes. Il faut savoir que des centaines de milliers de travailleurs du pétrole ont perdu leur salaire et leurs avantages sociaux à cause de la rationalisation de la production réalisée par les managers occidentaux.

⑤ En décembre 2021, la joint-venture Tengizchevroil, qui exploite le gisement de Tengiz dans la région d'Atyrau et dont les sociétés américaines Chevron et Exxon Mobil détiennent 75 %, a licencié 40 000 travailleurs des entreprises sous-traitantes et de construction avec effet immédiat, sans qu'aucun autre emploi ne leur soit fourni. La même menace de licenciements plane sur les travailleurs des autres entreprises prestataires de services de la région de Mangistau.

Il faut également tenir compte du fait que les gisements de la région de Mangistau sont déjà en déclin, ayant été explorés à l'époque soviétique, et que nombre d'entre eux seront épuisés d'ici 2030. Tous les travailleurs du pétrole sont donc confrontés ici à la perspective d'une perte d'emploi imminente. La menace de licenciements et de la fin prochaine de cette industrie ont donc également créé une impasse.

Explosion sociale

L'explosion du mécontentement a été provoquée par la décision du gouvernement de « faire flotter librement » à partir du 1^{er} janvier le prix du GPL vendu au comptant. C'était une victoire des monopolistes, qui dès le premier jour ont fait grimper le prix de manière spéculative. Le prix du carburant est passé de 60 à 120 tenge par litre. Le lendemain, dimanche 2 janvier, les habitants et les travailleurs des compagnies pétrolières locales, qui tous utilisent des voitures au GPL, se sont spontanément rassemblés et ont fait des barrages routiers à Zhanaozen.

Ils ont été immédiatement soutenus par les habitants et les travailleurs de tous les centres des districts de la région, et

dans la soirée, le rassemblement était déjà en cours à Aktau, capitale régionale. La police a tenté en vain d'éloigner la foule de la place Yntymak, au centre-ville. Alors toutes les rues centrales ont été occupées et les gens ont catégoriquement refusé de se disperser.

Il y avait donc deux centres de protestation : Zhanaozen et Aktau. Les participants ont décidé de maintenir un rassemblement jusqu'à la réalisation de leurs revendications : réduction du prix du GPL à 50 tenge par litre et augmentation des salaires de 100 %. Par la suite, au cours de la nuit, puis dans la matinée et l'après-midi du 3 janvier, des collectifs de travailleurs ont fait des déclarations de soutien aux manifestants et ont commencé à se rejoindre à eux. Des tentes et des yourtes ont été dressées sur les places, la population locale a organisé des repas chauds et commencé à collecter des fonds. Ce n'était pas quelque chose de nouveau : au cours de l'été et de l'automne 2021, les habitants avaient également manifesté leur solidarité avec les grévistes en apportant de la nourriture et de l'eau dans les tentes des travailleurs. Les mobilisations actuelles peuvent donc être considérées comme la continuation des grèves de masse de l'année dernière contre la politique d'optimisation imposée par les directions occidentales, qui a conduit à ce que de nombreuses entreprises auxiliaires et de services soient séparées des entreprises principales.

Le 3 janvier, des informations concernant le redéploiement d'avions de transport et des troupes militaires ont également suscité la colère des manifestants. La mobilisation s'est encore élargie et les habitants et les travailleurs de la capitale régionale ont bloqué tous les accès à l'aéroport. Cette réaction était également prévisible, car tout le monde a encore le souvenir de la fusillade des grévistes à Zhanaozen en décembre 2011. Face à ces actions du pouvoir, une grève générale des travailleurs du secteur pétrolier de la région de Mangistau a débuté dans la nuit et le matin, et les travailleurs du gisement de Tengiz, dans la région voisine d'Atyrau, ont également arrêté la production. Ce sont les travailleurs du pétrole de Tengizchevroil (75 % de capitaux américains) qui se sont mis en grève. Chevron en possède 50 %, ExxonMobil 25 % et la société kazakhe KazMunayGas seulement 20 %. C'est là, juste avant le Nouvel An, que 40 000 travailleurs ont été licenciés d'un coup – en fait jetés à la rue.

Puis les grèves se sont élargies non

seulement à tous les producteurs de pétrole de cinq régions de l'ouest du Kazakhstan, mais aussi à l'ensemble de l'industrie minière du pays et à la métallurgie. Ainsi, le 4 janvier, les mineurs et métallurgistes d'Arcelor Mittal dans la région de Karaganda, ainsi que les mineurs des mines et fonderies de cuivre de la société britannique Kazakhmys Corporation, ont fini par se mettre en grève. Les sidérurgistes en grève ont pris le contrôle de la ville de Khromtau, dans la région d'Aktobe.

Les principales revendications sociales des grévistes étaient la baisse des prix de certaines marchandises, une augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail, la fin des licenciements, la liberté syndicale et la construction de nouvelles usines – pour créer une industrie manufacturière moderne qui garantira l'avenir de la région.

Le 5 janvier, à Zhanaozen – devenu le véritable quartier général politique de tout le mouvement ouvrier –, des revendications politiques ont été également formulées : démission du président Tokaïev et de tous les fonctionnaires de l'entourage de Nazarbaïev, libération des prisonniers et détenus politiques, retour à la Constitution de 1993 qui garantissait la liberté de former des syndicats, de faire grève et de créer des partis. Un « Conseil des anciens » a été élu parmi les représentants de toutes les industries, devenant l'organe de coordination du mouvement dans la région et servant d'exemple pour la création de comités et de conseils similaires dans d'autres régions en grève.

Dans ces événements le rôle du mouvement ouvrier a donc été décisif, puisque ce sont les collectifs ouvriers qui ont été au cœur des actions de protestation dans les régions industrielles, qui ont donné lieu à des rassemblements de masse dans toutes les villes du Kazakhstan.

Événements à Almaty et loi martiale

En même temps, le mardi 4 janvier, des rassemblements indéfinis ont commencé à Atyrau, Uralsk, Aktobe, Kyzyl-Orda, Taraz, Taldykorgan, Turkestan, Shymkent, Ekibastuz, dans les villes du canton d'Almaty et à Almaty même, où le blocage des rues avait conduit dans la nuit du 4 au 5 janvier à des affrontements ouverts entre les manifestants et la police, entraînant l'occupation temporaire des locaux de la mairie. Cela a permis à Kassym-Jomart Tokaïev de déclarer l'état d'urgence le matin du 5 janvier.



16 février 2022, les grèves se poursuivent dans la région de Mangistau

Il convient de noter que les manifestants à Almaty étaient principalement des jeunes sans emploi et des migrants internes vivant dans les banlieues de la métropole et occupant des emplois temporaires, mal payés. Les tentatives du pouvoir pour les apaiser en promettant de réduire le prix du GPL à 50 tenges, annoncés séparément dans la région de Mangistau et à Almaty, n'ont satisfait personne. La décision de Tokaïev de limoger le gouvernement et d'écarter Noursoultan Nazarbaïev de la présidence du Conseil national de sécurité n'a pas non plus mis un terme aux protestations. Dès le 5 janvier, des rassemblements de protestation de masse ont commencé dans les centres régionaux du nord et de l'est du Kazakhstan : à Petropavlovsk, Pavlodar, Ust-Kamenogorsk, Semipalatinsk. Au même moment, à Aktobe, Taldykorgan, Shymkent et Almaty, des tentatives ont été faites pour prendre d'assaut les bâtiments des administrations régionales.

Le 5 janvier, de nombreux militants ont observé que les autorités se sont servies de provocateurs, lorsque les protestations ont déferlé sur le tout le pays et que la police de même que l'armée n'étaient plus en mesure de les contenir. Ainsi, dans la nuit du 4 au 5 janvier et tout au long du 5 janvier, à Almaty, mais aussi dans la région de Mangistau, à Shymkent, à Taldykorgan, à Taraz et dans d'autres villes, de nombreux cas de policiers et de militaires ordinaires passant du côté des rebelles ont été constatés.

Les services de sécurité (le Comité de sécurité nationale) ont alors utilisé des groupes armés formés depuis longtemps dans des bases et des camps fermés pour organiser des « zones de chaos » à Almaty et dans le sud du Kazakhstan. Ces groupes de jeunes hommes entraînés, ainsi que des criminels subordonnés aux servi-

ces de sécurité, se livraient à des pogroms, des pillages, des attaques contre les institutions de l'État. Et ils disposaient d'armes.

La prestation de ces provocateurs visait à accuser ensuite de « terrorisme » et à permettre de tirer sur les manifestants et les grévistes pacifiques. La télévision et les journaux ont ainsi tenté de dépeindre tous les manifestants comme des pillards, des voleurs, des meurtriers et même des terroristes. Le 6 janvier, des unités de l'armée et de la garde nationale sont entrées dans Almaty et ont abattu de nombreux manifestants non armés, ainsi que les jeunes chômeurs qui, ayant désarmé la police et les troupes locales la veille, avaient pris des armes pour renverser le régime de Nazarbaïev.

En conséquence, le Kazakhstan connaît aujourd'hui un régime strict de loi martiale, imposé sur ordre de Kassym-Jomart Tokaïev, afin de réprimer par l'armée les soulèvements populaires et les grèves des travailleurs de l'industrie minière et de la métallurgie, appartenant à des sociétés américaines et européennes.

À ce jour, selon les chiffres officiels, plus de 10 000 personnes ont été arrêtées et 227 personnes ont été tuées à Almaty et dans certaines villes du sud du Kazakhstan. Mais en réalité, le nombre de morts est sans doute bien plus élevé, car il y avait de véritables batailles contre le peuple rebelle. Des fusillades ont eu lieu à Kyzylorda, Aktobe, Atyrau et dans d'autres villes, où il n'y avait pas d'incidents de pogroms. Le président a qualifié les manifestants de terroristes et a déclaré que 20 000 guerriers armés avaient infiltré le territoire depuis l'extérieur. Mais ce n'est pas vrai !

Pour éviter une effusion de sang, les travailleurs du secteur pétrolier de l'ouest du Kazakhstan, ainsi que les métallurgis-

tes, les sidérurgistes et les mineurs du charbon et du cuivre de la région de Karaganda ont organisé des assemblées et ont décidé de suspendre la grève le samedi 8 janvier. Mais dès le 2, dans les régions industrielles où la classe ouvrière était au centre des mobilisations, les travailleurs avaient réussi à empêcher que leurs manifestations ne dégénèrent.

Influence extérieure ?

Les médias et les réseaux sociaux, ainsi que de nombreux partis de gauche et communistes, diffusent des théories du complot sur l'intervention des États-Unis, de l'Ukraine, de la Grande-Bretagne, de la Turquie et d'autres États qui auraient tenté d'organiser une « révolution de couleur » au Kazakhstan.

En fait, dès le 6 janvier, le Département d'État américain s'est prononcé en faveur du régime existant au Kazakhstan, tout comme les autorités de l'Union européenne, ainsi que les dirigeants de la Russie et de la Chine. C'était une véritable preuve de la solidarité de la classe bourgeoise dans la lutte contre le mouvement de masse des ouvriers et des couches populaires.

De même, il n'y avait pas 20 000 terroristes islamiques, comme l'a dit le président Tokaïev dans sa déclaration. Ils auraient envahi le Kazakhstan, a-t-il dit. À ce jour, pas un seul originaire des pays arabes n'a été retrouvé parmi les morts, blessés ou emprisonnés. Ce mythe de l'invasion extérieure était nécessaire pour justifier l'utilisation de chars et d'armes lourdes contre les manifestants et les grévistes et, d'autre part, pour expliquer la nécessité de déplacer au Kazakhstan les troupes de l'Organisation au traité de sécurité collective. En outre, il s'agissait également d'une tentative de diaboliser l'image des manifestations ouvrières et des protestations populaires de masse aux yeux des travailleurs des autres républiques de l'ex-Union soviétique.

Jusqu'à présent, aucune force organisée n'a eu un rôle dans ce mouvement de protestation et dans les manifestations de travailleurs, car le champ politique a été complètement nettoyé. Tous les partis et mouvements d'opposition, y compris le parti communiste, ont été dissous. Tous les syndicats indépendants ont été interdits. Après l'adoption de la loi anti-syndicale en 2014, plus de 600 syndicats du pays ont été liquidés par la justice. La dernière Confédération des syndicats indépendants du Kazakhstan a été interdite par décision de justice en 2017, et quatre de ses diri-

geants ont été condamnés à diverses peines d'emprisonnement.

Bien sûr, il y aura par la suite des tentatives des forces bourgeoises pour s'approprier ce mouvement de protestation. Mais jusqu'à présent, cela ne s'est pas produit et il n'y a pas de leaders ni d'organisations politiques pouvant parler au nom de ces masses. Cela prouve une fois de plus que ce qui s'est produit est une explosion sociale et un mouvement populaire de masse qui a mis en avant une série de revendications économiques, sociales et politiques justes, tout en exigeant le départ du régime actuel.

Pour le moment, le président Tokaïev a réussi à stabiliser temporairement la situation en instaurant un régime militaire. Mais c'est temporaire, car malgré le populisme national de ses derniers discours, toutes les divisions de classe et le système politique lui-même ainsi que la domination des sociétés transnationales restent intacts. Fait remarquable, les entreprises américaines et européennes ont été les premières à demander au président d'imposer l'ordre, et celui-ci a déclaré le 5 janvier que les biens et les investissements des sociétés étrangères seraient protégés par la force de l'État. En effet, des troupes ont été déployées dans le gisement de pétrole de Tengiz afin de protéger les biens des sociétés américaines Chevron et ExxonMobil. Des travailleurs en grève y avaient précédemment bloqué la voie ferrée et l'autoroute.

Nous ne voyons pas ce qui s'est passé comme étant une destruction du mouvement ouvrier. Au contraire, les travailleurs du pétrole, les mineurs et les métallurgistes ont acquis une expérience inestimable de la lutte des classes et, pour la première fois, une grève générale a eu lieu dans les industries extractives. Les autorités n'ont pas réussi à fusiller et à écraser les manifestations et les grèves des travailleurs dans l'ouest et le centre du Kazakhstan. Là, les travailleurs se sont organisés pour suspendre le mouvement. Cela signifie que la grève générale pourrait reprendre, mais avec des revendications plus élaborées et des tactiques de lutte mieux conçues.

Notre tâche principale est de soutenir la formation de syndicats de classe. Et nous devons aussi obtenir l'annulation de la décision de la Cour suprême de 2015 de liquider le Parti communiste, tout comme nous devons exiger la légalisation du Mouvement socialiste du Kazakhstan. Nous devons montrer à la classe ouvrière que le socialisme est la seule alternative qui reflète ses intérêts. ■

Solidarité avec le soulèvement au Kazakhstan

Appel collectif*

Nous, socialistes, syndicalistes, militants des droits humains, militants et organisations anti-guerre, avons suivi le soulèvement au Kazakhstan depuis le 2 janvier avec un sentiment de profonde solidarité envers les travailleurs. Les travailleurs du pétrole et les mineurs en grève ainsi que les manifestants ont été confrontés à une répression incroyable. La police et l'armée se sont déchaînées contre eux avec l'ordre de « *tirer pour tuer sans sommation* ». Plus de 160 manifestants ont été tués à ce jour et plus de 8 000 ont été arrêtés.

Nous rejetons la propagande de la dictature selon laquelle ce soulèvement serait le produit des « *radicaux islamiques* » ou de l'intervention de l'impérialisme américain. Il n'y a aucune preuve de cela. C'est le recours habituel d'un régime impopulaire : accuser des agitateurs « *extérieurs* ».

Au lieu de cela, le déclencheur des protestations a été la hausse des prix du carburant. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, dans un pays où l'immense richesse pétrolière côtoie une pauvreté et une exploitation terribles. C'est aussi le résultat du poids écrasant d'une dictature brutale sur le dos de la population. Ce régime a liquidé tous les partis d'opposition, emprisonné et torturé des syndicalistes et des militants des droits humains, et a été responsable d'un massacre de travailleurs pétroliers en grève à Zhanaozen il y a dix ans.

La position de toutes les grandes puissances capitalistes est claire. Poutine soutient sans réserve le régime. L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dirigée par la Russie a envoyé 3 000 soldats au Kazakhstan pour intimider les manifestants. Le président chinois Xi Jinping a également annoncé son soutien au gouvernement du Kazakhstan et a affirmé que les troubles étaient le résultat délibéré de « *forces extérieures* ».

L'administration étatsunienne a appelé « *les autorités et les manifestants à faire preuve de retenue* ». L'Union européenne a de même appelé les manifestants à

« *éviter toute incitation à la violence* » et demandé aux autorités de « *respecter le droit fondamental à manifester pacifiquement et la proportionnalité dans l'usage de la force lorsqu'elles défendent leurs intérêts légitimes de sécurité* » !

Sans surprise, ils privilégient tous la « *stabilité* » pour leurs compagnies pétrolières qui bénéficient de l'exploitation des ressources naturelles et des travailleurs kazakhs.

En réponse à la solidarité de classe des régimes capitalistes, nous répondons par la solidarité de la classe ouvrière et nous nous engageons à faire valoir les demandes suivantes dans nos syndicats, parlements et organisations :

- Solidarité avec ceux qui se soulèvent contre la dictature au Kazakhstan !
- Arrêt de la répression des manifestations !
- Libération de tous les manifestants et prisonniers politiques détenus !
- Non à l'intervention de la Russie et de l'OTSC – retrait immédiat des troupes !
- Non à l'hypocrisie de l'Union européenne et des États-Unis qui assimilent la révolte des masses à la violence brutale du régime !
- À bas la dictature !
- Soutien à l'appel des travailleurs du pétrole pour la nationalisation de la richesse pétrolière et des principales industries sous le contrôle des travailleurs !
- Soutien à la construction d'un mouvement syndical indépendant et d'un mouvement socialiste au Kazakhstan ! ■

12 janvier 2022

* Cet appel rédigé à l'initiative de l'organisation irlandaise RISE a été signé des militant·es d'Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angleterre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Chypre, Corée du Sud, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Écosse, État espagnol, États-Unis, France, Grèce, Inde, Iran, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Nigeria, Nouvelle-Zélande, Pays de Galles, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Russie, Suisse, Suède, Syrie, Taiwan, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe ainsi que par des organisations internationales. *Inprecor* ainsi que la IV^e Internationale ont pris part à la rédaction de cet appel. La liste complète des signatures peut être consultée sur ce site : <https://www.letusrise.ie/featured-articles/solidarity-with-the-uprising-in-kazakhstan>

Des manifestations aux émeutes

Le peuple en lutte pour la justice et une vie meilleure

Par
Dmitry Mazorenko et Almas Kaisar*

Le 2 janvier, des rassemblements publics contre une forte augmentation du prix du GPL (1) ont commencé dans l'ouest du Kazakhstan. Quatre jours plus tard, des troupes russes sont arrivées dans la capitale commerciale du pays, Almaty, pour participer aux opérations de maintien de la paix. Alors que l'ordre était rétabli le 7 janvier, le président Kassym-Jomart Tokaïev a déclaré que « 20 000 terroristes et bandits » avaient attaqué la ville dans le cadre d'un apparent coup d'État. Quelque 227 personnes sont mortes dans les affrontements, selon des sources officielles. La majorité d'entre elles ont péri à Almaty. Ces événements tumultueux ont laissé beaucoup de gens perplexes quant à ce qui s'est réellement passé au Kazakhstan et quant au lien entre les manifestations initiales et la violence.

À Almaty, le 4 janvier, la mobilisation civique était exultante et perçue positivement. Tout a changé du jour au lendemain, après que les forces de l'ordre ont fait usage de la force contre les manifestants. Le 5 janvier, l'ambiance était tendue et, à la fin de la journée, elle est devenue apocalyptique. En raison d'un arrêt des communications et d'Internet au plus fort du

chaos, peu de détails ont pu être recueillis à l'époque, laissant les agences d'État et les médias orienter le récit. Un compte rendu plus détaillé de la façon dont les événements se sont déroulés à Almaty, l'épicentre de la violence, peut donc éclairer ce que les manifestants ont pu vouloir. Mais on ne sait toujours pas qui est à l'origine de ces épisodes de violence, ni qui y a participé exactement.

En tant que journalistes basés dans la ville, nous étions présents lors des événements des 4 et 5 janvier et nous tentons de fournir ici un premier aperçu des événements que nous avons pu vérifier.

Mécontentement généralisé

Le soir du 4 janvier, un groupe de jeunes du mouvement politique Oyan-Kazakhstan (Réveille-toi, Kazakhstan) a commencé à se rassembler à Almaty, près du parc du Premier Président, l'un des nombreux « lieux sacrés » créés par le régime autoritaire de Noursoultan Nazarbaïev au cours des trente dernières années. Les militant-es politiques se sont tenus sous une pluie battante, espérant que les citoyen-es répondraient à leur appel de soutenir les manifestant-es de la région de Mangistau, à l'ouest du pays.

En attendant les autres manifestants, ils regardaient avec anxiété l'homme qui les

prenait en photo, le soupçonnant d'être un membre du Comité de sécurité nationale. Même à ce moment, les gens sentaient que la police n'était pas là pour les protéger.

Au bout d'un moment, ces militant-es ont été rejoints par un grand groupe d'autres, certains connus comme de jeunes patriotes nationaux, qui étaient auparavant opposés à Oyan-Kazakhstan. Ce soir-là, les différences idéologiques avaient perdu de l'importance.

Ensemble, les deux groupes ont défilé dans une petite rue et ont été rapidement arrêtés par la police. Dans l'affrontement une partie de la foule a réussi à s'enfuir, un autre groupe a été délaissé par la police, alors que ceux qui restaient étaient arrêtés, battus ou traînés sur l'asphalte par les policiers.

Celles et ceux qui ont réussi à échapper à la police ont ensuite rejoint un autre groupe de manifestant-es à la périphérie d'Almaty. Ce rassemblement, près d'Arena, le complexe sportif d'Almaty, était organisé par le Parti démocratique du Kazakhstan, une organisation non officielle.

Néanmoins, une partie de celles et ceux qui étaient rassemblés là n'appartiennent à aucune organisation ou mouvement politique. De plus, le leader du Parti démocratique du Kazakhstan, Zhanbolat Mamay, n'est pas apprécié par tout le



Almaty, manifestation pacifique le 4 janvier 2022

* Dmitry Mazorenko et Almas Kaisar sont journalistes, basés à Almaty, capitale économique du Kazakhstan. Cet article a été publié par *Open Democracy*, d'abord le 14 janvier 2022 en russe (<https://www.opendemocracy.net/ru/kazakhstan-ot-protesta-k-smute-mazorenko-kaisar/>), puis dans une version un peu différente le 27 janvier 2022 en anglais (<https://www.opendemocracy.net/en/odr/what-really-happened-kazakhstan-protests-january/>). La traduction publiée ici tient compte des deux textes (traduit du russe et de l'anglais par JM). 1. En quelques jours, le prix du litre de gaz de pétrole liquéfié (GPL) avait doublé pour atteindre 120 tenges (0,24 €), conséquence de la libéralisation du marché et de la suppression du plafond du prix du GPL. Or, ce carburant est très utilisé dans l'ouest du pays, d'où est parti le mouvement social et qui est la principale zone d'exploitation pétrolière du pays. Une hausse très mal perçue par les habitants : si le Kazakhstan est riche en pétrole et en gaz, le salaire mensuel moyen est d'un peu plus de 500 euros (<https://reporterre.net/Le-petrole-au-coeur-de-la-revolte-au-Kazakhstan>).

Kazakhstan

monde : certains manifestants ont expliqué leur scepticisme par des considérations concernant de possibles liens de Mamay avec le pouvoir. Mamay lui-même, qui a récemment perdu une plainte en diffamation contre l'ancien maire d'Almaty, Bauyrzhan Baybek, a toutefois nié ces allégations à plusieurs reprises.

Après plusieurs heures d'un rassemblement stationnaire, une marche de 18 kilomètres, vers le bâtiment de l'administration de la ville, a commencé. La colonne semblait interminable – on ne pouvait voir ni son début ni sa fin. Les gens se mêlaient aux voitures. Des drapeaux flottaient sur de nombreuses voitures, et parfois des manifestants montaient sur les voitures. Ils chantaient l'hymne national et scandaient « *Alga, Kazakhstan !* » (En avant Kazakhstan !) Les habitants des immeubles sur le passage les soutenaient depuis leurs balcons et leur apportaient de l'eau et des masques chirurgicaux.

Une nuit d'affrontements

Tout au long du trajet, les manifestants discutaient avec enthousiasme. Ils partageaient leurs préoccupations et se sont solidarisés autour de la demande principale : seule une réduction des prix du GPL ne suffira pas, c'est un changement total du système politique qu'il faut obtenir.

Pendant des années, l'élite dirigeante, préoccupée uniquement par son propre enrichissement, n'a pu offrir aux citoyens que privation de droits, vulnérabilité sociale et pauvreté. « *La famille Nazarbaïev nous vole tout le temps ! C'est comme si nous ne vivions que pour les nourrir. Vous n'êtes pas heureux non plus, n'est-ce pas ?* » s'indignait l'un des marcheurs.

Plusieurs milliers de personnes voulaient exprimer leur mécontentement sur la place devant l'akimat (administration muni-

cipale). Parmi eux se trouvaient des membres de mouvements politiques, des travailleur-es des secteurs de services, des jeunes chômeur-es de la périphérie de la ville, des migrant-es internes et quelques membres de la classe moyenne urbaine. Selon le sociologue Serik Beisembayev, chercheur sur les manifestations au Kazakhstan, le noyau principal des manifestant-es était constitué de jeunes hommes, âgés de 20 à 40 ans (Beisembayev est parvenu à ces conclusions à la fois à partir de ses recherches antérieures dans les régions où se déroulaient les manifestations et en étudiant les séquences vidéo et les photos prises lors du mouvement).

Lorsque les marcheur-es ont atteint la place de la République, ils l'ont rempli entièrement. La police a immédiatement repoussé le rassemblement à l'aide de boucliers et de matraques. En outre, les forces de sécurité ont lancé des grenades assourdissantes ainsi que des gaz lacrymogènes ressentis à plusieurs pâtés de maisons de la place.

Certains des manifestants ont commencé à riposter en arrachant les bannières érigées pour célébrer le trentième anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan. C'est alors que sont entrés en jeu des bâtons, des boucliers pris aux forces de sécurité et des pavés somptueusement installés par les deux précédents akims (maires) dans le centre de la vieille ville.

La nouvelle s'est vite répandue que l'armée était en route vers les manifestants. « Ne fuyez pas ! Pourquoi êtes-vous venus ? », ont lancé certains à ceux des manifestants qui battaient en retraite. Quelqu'un a lancé un ordre et la foule a commencé à prendre d'assaut les cordons de la police. D'autres ont commencé à se diriger vers la place Astana, où à l'époque

soviétique se trouvait le gouvernement de la République soviétique du Kazakhstan. Pendant plusieurs heures, ils ont rassemblé leurs forces, avant de se heurter à nouveau à la police.

Après minuit, un groupe de plusieurs jeunes hommes a pris un camion et s'est dirigé vers l'avant-garde de la manifestation, concentrée près de l'akimat. Des gens sont montés sur le toit, tenant un drapeau kazakh. Presque immédiatement, un groupe de manifestant-es munis de pancartes s'est avancé : « *Le peuple s'est réveillé !* », « *Démission du gouvernement !* », « *Les banques spolient le peuple !* » « *Non à la hausse des prix !* ». Les manifestant-es applaudissaient.

Durant toute la nuit les manifestant-es ont résisté aux forces de sécurité. Ils étaient constamment repoussés, ce qui les amenait à se disperser dans différentes parties de la ville. Les explosions de grenades assourdissantes se multipliaient, tout comme la force de la résistance : des groupes de jeunes hommes ont commencé à défoncer les voitures de police. Il y a eu des blessés, certains ont été arrêtés et emmenés par les policiers. Mais les révolté-es n'ont pas songé à se disperser et ont continué à tenir la place.

Dans la nuit du 5 janvier, le président Kassym-Jomart Tokaïev a imposé l'état d'urgence à Almaty, qui restera en vigueur jusqu'au 19 janvier à minuit. Tokaïev a également ordonné une réduction du prix plafond du gaz, afin de commencer à réguler le coût des carburants et lubrifiants et des produits de base essentiels. Il a également imposé un moratoire de six mois sur les augmentations des tarifs des services publics. En outre, le matin du 6 janvier, on annonçait la démission du gouvernement.

Une place enflammée

Tout cela n'a pas satisfait les manifestant-es qui ont décidé de poursuivre l'offensive au cours de la matinée. La plupart des magasins, cafés et agences bancaires du centre d'Almaty n'ont pas ouvert. Les transports publics n'ont pas repris le travail et en raison du blocage d'internet les taxis continuaient à être indisponibles. La place de la République a été bouclée par des véhicules blindés de transport de troupes et des militaires. Des traces de sang étaient visibles sur le sol.

Dans l'après-midi, un autre grand cortège s'est formé, dans une autre artère, la rue Tole Bi. Cette marche spontanée a été lancée par des habitants des immeubles et des quartiers voisins. Ceux qui avaient



La police entre en action contre les manifestants à Almaty sur la place de la République le 4 janvier 2022



Soldats arméniens envoyés par l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) à Almaty le 11 janvier 2022

participé aux affrontements près de l'administration de la ville la veille se sont joints à eux. Les revendications étaient variées : certain-es étaient descendus dans la rue en raison de problèmes de logement et des prêts impossibles à rembourser, d'autres pour réclamer des augmentations de salaires.

Des personnes en uniforme militaire ou policier sont apparues dans la foule. De nombreuses rumeurs émanant de témoins oculaires circulent sur les médias sociaux, selon lesquelles des policiers et des militaires seraient passés du côté des manifestants. Ils auraient partagé leurs habits avec d'autres marcheurs pour moins se distinguer, spéculaient ces observateurs. Nous n'avons pas été en mesure de déterminer le degré de fiabilité de telles informations.

Certains manifestants ont suscité l'indignation et la crainte des autres par leur apparence : il était facile de les prendre pour des adhérents de mouvements religieux radicaux : « *On dirait un wahhabite [un adepte d'un mouvement fondamentaliste de l'islam sunnite] ? Qu'est-ce qu'il transporte ?* », ont demandé les manifestants. Il n'y avait pourtant rien de problématique dans le sac du personnage questionné. En tout, une dizaine d'hommes ayant une telle apparence ont défilé parmi les marcheurs.

En chemin, un petit groupe de manifestant-es s'est précipité pour briser la vitre d'un local du parti Nur Otan au pouvoir, qui a rapidement pris feu. Plus tard, des marcheurs ont décidé de bloquer la route afin de rendre plus difficile le déplacement des forces de l'ordre. Ils ont parfois bloqué des ambulances soupçonnant qu'elles pouvaient transporter secrètement des forces de sécurité. Comme ils n'y ont pas trouvé

de policiers, ils les ont laissé repartir.

Puis les manifestant-es ont commencé à construire des barricades avec des dalles, des pavés et d'autres moyens improvisés dans la rue Tole Bi. « *Cela ne s'est pas produit depuis 1986 !* », s'émerveillèrent des témoins oculaires. Cette année-là les manifestant-es avaient contesté avec tout autant d'ardeur la décision des autorités centrales de nommer Gennady Kolbin – un Russe qui n'avait jamais vécu au Kazakhstan – à la tête de la République soviétique. Il y a eu des cris « *Oyan, Kazakhstan !* », empruntés au slogan du mouvement politique du même nom. Plusieurs groupes se sont détachés et ont pris d'assaut divers sites, brisant des fenêtres et désactivant les caméras de surveillance. Les manifestants pacifiques ont tenté de contenir leur ardeur, mais n'y sont pas toujours parvenus. Des gaz lacrymogènes ont été répandus à proximité. Une rumeur s'est répandue selon laquelle ils auraient été lancés depuis les toits des bâtiments environnants.

La manifestation a atteint la place de la République, déjà occupée par d'autres manifestant-es. Des pétards, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes ont jailli de l'akimat. Alors plusieurs groupes d'hommes ont brisé des fenêtres et des portes, puis sont entrés à l'intérieur.

Les soldats ont quitté le bâtiment les mains en l'air, immédiatement entourés par la foule. Certains exigeaient qu'ils soient battus, tandis que d'autres ont empêché le recours à la violence. « *Nous ne sommes pas ici pour détruire le bâtiment, nous voulons un changement politique, une vie meilleure !* » expliquaient-ils.

À plusieurs reprises, des manifestants ont saisi des soldats qui avançaient sur

eux, les arrachant au reste de la troupe et les désarmant.

Des documents, des dossiers et des papiers ont été jetés hors de l'akimat. Les locaux ont commencé à être saccagés. Quelque chose a provoqué un incendie dans l'un des bureaux du rez-de-chaussée. Certains des manifestants ont essayé de l'éteindre. Autour du monument de l'indépendance il y eut des applaudissements. Les gens scandaient « *Shal, ket !* » (« *Dehors vieillard !* »).

Des protestations aux émeutes armées

Plus tard, des tirs de mitrailleuse ont été entendus en provenance de la résidence présidentielle. Un pâté de maisons plus bas, un groupe d'hommes dans un camion militaire s'est arrêté. Ils ont recruté un groupe de jeunes et se sont dirigés vers la résidence en tapant sur le camion avec leurs armes. D'autres manifestants se sont précipités à leur suite. Le feu des mitrailleuses n'a pas cessé.

Il y avait des blessés qui ont été transportés loin des tirs. Quelqu'un a parlé de la mort de plusieurs personnes. Certaines personnes sur la place étaient sûres que les forces de sécurité tiraient à balles réelles dès que vous approchiez. D'autres disaient que c'étaient des balles en caoutchouc tirées sur les jambes. Une fumée dense englobait de plus en plus les rues avoisinantes.

Dans la soirée, des barricades ont commencé à apparaître près de l'akimat. C'est probablement à ce moment que la manifestation s'est transformée en une émeute armée. Des témoins oculaires ont fait état de pillages d'armureries et d'attaques de postes de police. Des personnes munies d'armes à feu ont commencé à repousser les manifestants pacifiques hors des rues. Les premiers rapports faisaient état de tuées, mais il était impossible de les vérifier : le service de police de la ville ne répondait pas au téléphone.

De jeunes hommes débordaient les abords de la résidence présidentielle à Almaty. Le feu prenait de l'ampleur dans l'immeuble de l'administration de la ville. Bientôt, d'autres incendies se sont déclarés dans les bâtiments des chaînes de télévision publiques situés en face. On avait l'impression que toute la zone était noyée dans les flammes.

Un peu plus tard, on a appris que le bâtiment du bureau du procureur avait été incendié. Au cours de la nuit, des inconnu-es se sont emparés de divers

Kazakhstan

sites, dont des hôpitaux et l'aéroport d'Almaty. Le poste de police de la ville a également été attaqué. Le nombre d'hommes armés devant les bâtiments administratifs était de plus en plus important.

On ne sait pas exactement de qui se composaient les groupes armés. Selon le ministère de l'Intérieur, des extrémistes, des bandes criminelles et des pillards opéraient à Almaty. On ne sait pas non plus qui les dirigeait et dans quelles conditions, ni si ces groupes étaient en contact entre eux. L'administration mène actuellement une enquête pour établir ces faits.

Les médias sociaux ont été inondés de photos et de vidéos du pillage des boutiques, des restaurants et des banques. Il y avait de moins en moins de policiers et de militaires dans les environs. Des témoins oculaires ont noté qu'il y avait peu ou pas d'opposition aux pillages. Le 10 janvier, le président Kassym-Jomart Tokaïev a déclaré que les émeutes armées avaient causé des dommages de 2 à 3 milliards de dollars à l'économie.

Des émeutes similaires ont éclaté dans de nombreuses autres régions du Kazakhstan.

Une opposition active à la violence est apparue dans plusieurs régions : Zhambyl, Kyzylorda et Almaty. À Taraz, une ville du sud du Kazakhstan, un local du parti Nur Otan a été incendié ainsi que trois bâtiments de la police et l'administration régionale. Dans la ville d'Aktobe, dans l'ouest du Kazakhstan, trois étages du bâtiment de l'administration régionale ont été détruits. À Taldykorgan, non loin d'Almaty, un groupe armé non identifié a tenté de s'emparer de la prison de la ville, mais il a échoué.

Contre l'intervention étrangère

Dans la nuit du 6 janvier, l'état d'urgence a été étendu à l'ensemble du Kazakhstan. Parallèlement, Tokaïev s'est adressé aux chefs d'État de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui repose sur la Russie, pour leur demander d'envoyer des troupes au Kazakhstan. Les premiers à réagir ont été les présidents de la Russie et de la Biélorussie. Des troupes d'Arménie, du Tadjikistan et du Kirghizistan les ont rejoints rapidement.

Les militaires étrangers ont été déployés pour une période limitée afin de protéger les installations de l'État. De nombreux citoyens ont perçu cela comme une menace pour la souveraineté et un facteur de conflit entre les deux principaux groupes ethniques, les Kazakhs et les Russes.

Cette crainte était justifiée. Malgré une recrudescence de la violence à Almaty et dans plusieurs autres régions, les rassemblements dans d'autres parties du Kazakhstan sont restés pacifiques jusqu'au 8 janvier. Les 6 et 7 janvier, des milliers de personnes – hommes et femmes de tous âges – sont restées sur les places centrales des villes et cités. Ils craignaient que les unités de l'OTSC ne commencent à utiliser la force contre eux. Cela pourrait être dû au récent scandale infondé sur l'oppression présumée des Russes au Kazakhstan.

Toutes et tous ne voulaient qu'une chose : mettre fin au régime de Nazarbaïev et essayer de commencer une nouvelle vie prospère. *« Il n'y a ici personne qui ne veuille pas travailler. Tout le monde a des familles. Beaucoup de gens survivent difficilement. Les prix des logements sont insupportables, la nourriture est chère, les salaires ne sont pas versés, il y a le chômage. Cela ne devrait pas arriver, les autorités devraient contrôler cela »*, disaient les manifestant-es au troisième jour du rassemblement à Aktau.

Personne n'a soulevé la question nationale.

Les habitants de la partie occidentale du pays, point de départ des protestations, ont fait preuve d'une retenue particulière. Les tentatives d'affrontements ou de pogroms dans les villes d'Aktau, Atyrau et Zhanaozen ont été résolument réprimées par les manifestants. À Aktobe, selon les témoins oculaires et les vidéos qu'ils ont fait circuler, même la police a brièvement pris leur parti.

Dans la nuit du 6 janvier, alors qu'il demandait le soutien de l'OTSC, le président Tokaïev a allègrement affirmé que les citoyens kazakhs avaient été attaqués par des terroristes. Des experts pro-gouvernementaux ont fait de même : prétendument, sans les troupes de l'OTSC, Almaty se serait transformé en califat islamique avec des exécutions de masse et des viols de femmes. Par contre, personne n'a tenté de répondre à la question de savoir pourquoi le Kazakhstan, dont les forces armées comptent plus de 70 000 hommes, n'a pas été en mesure de repousser les 20 000 agresseurs évoqués par le président.

Ni les experts, ni le président, ni les forces de sécurité n'ont expliqué ce qui permet de qualifier les émeutiers de « terroristes ». De la littérature religieuse a été trouvée dans les affaires personnelles de certains détenus. Jusqu'à présent, c'était le seul attribut présenté comme preuve. Cependant, personne n'a précisé pourquoi

cette littérature a été qualifiée d'extrémiste.

L'emploi délibérément vague de ce terme permet une interprétation dangereuse : des manifestants pacifiques, des journalistes et des militants des droits humains pourraient entrer dans la catégorie des « terroristes ». Après le discours de Tokaïev, sur les médias sociaux, nombre d'entre eux ont exprimé leur inquiétude que l'opération « anti-terroriste » vise leur répression.

Dans l'après-midi du 6 janvier, les militants ont commencé à affluer vers le bâtiment de l'akimat pour nettoyer les environs tandis que d'autres se joignaient à eux en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Tokaïev, retire les troupes (OTSC), nous sommes des gens pacifiques », et « Nous sommes des habitants d'Almaty, nous ne sommes pas des terroristes ». Quelques heures plus tard, au moins un de ces manifestants a été abattu.

Identifier les coupables

À partir du 7 janvier, le président et ses subordonnés ont commencé à proposer une différenciation plus détaillée des participants aux événements. Outre les manifestants pacifiques, les partisans de mouvements religieux radicaux, les bandes criminelles et les pillards ont été montrés du doigt.

Officiellement, des accusations d'émeutes armées ont été portées contre des mouvements religieux radicaux et des criminels. Les téléspectateurs des chaînes publiques ont pu voir des vidéos dans lesquelles les détenus disaient qu'ils étaient étrangers et qu'ils étaient venus au Kazakhstan pour organiser des émeutes afin d'obtenir de l'argent.

L'un de ces détenus, Vikram Ruzakhunov, un citoyen kirghize et musicien de jazz, a déclaré dans la vidéo qu'il aurait été payé un peu plus de 200 dollars pour participer aux pogroms. Mais une fois libéré, il a expliqué qu'il avait fait ce témoignage pour obtenir l'expulsion vers son pays. Sans les efforts de la société civile et du ministère kirghize de l'Intérieur, il aurait été condamné à une peine de prison. Trente-huit autres ressortissants kirghizes ont été détenus pour vérification, mais ont été rapidement relâchés.

D'autres experts ont émis l'hypothèse qu'il ne s'agissait pas d'une attaque terroriste mais d'un affrontement entre deux clans politiques. Selon certains articles de presse, qui doivent être vérifiés, Samat Abish, premier vice-président du Comité de sécurité nationale (KNB), et l'homme

d'affaires Kairat Satybaldy seraient à l'origine des troubles. Tous deux sont des neveux de Nazarbayev.

Mais le 6 janvier, c'est le chef du KNB, Karim Massimov, suspecté de haute trahison, qui a été arrêté... et non Abish ou Satybaldy. Plusieurs adjoints de Massimov ont également été démis de leurs fonctions. Le 10 janvier, plusieurs hauts fonctionnaires du KNB et des agents de la police locale ont été retrouvés morts à leur domicile et sur leur lieu de travail.

Dès le 11 janvier, le président Kassym-Jomart Tokaïev a accusé le KNB d'avoir ignoré la menace terroriste. Les forces de l'ordre auraient constaté que certains responsables régionaux de l'agence ont volontairement cédé leurs bureaux aux assaillants. Au moins un superviseur de la police de la ville de Taraz était également suspecté, selon des journalistes. Selon des informations non encore confirmées, il se serait suicidé, s'attendant à être accusé de trahison.

Le peuple oublié

Du 6 au 10 janvier, les échanges de tirs se sont poursuivis à Almaty entre les forces de sécurité et les groupes armés non identifiés, que l'État qualifie de force terroriste organisée. Au début, ces affrontements avaient lieu dans 5 ou 6 quartiers de la ville, puis à la périphérie. L'internet ne fonctionnait pas dans la ville. Il y avait des problèmes de nourriture et de services publics. Les distributeurs automatiques de billets ont été débranchés ou détruits. Les habitants étaient terrifiés par le manque d'informations et les tirs incessants.

La plupart des gens sont restés à la maison. Mais certains ont osé se joindre aux volontaires pour ramasser les ordures et restaurer les infrastructures de la ville. D'autres, principalement dans les villages proches d'Almaty, ont mis en place des patrouilles d'habitants pour empêcher les pillages par des inconnus qui avaient pénétré dans leurs rues.

Les personnes qui devaient se déplacer d'un endroit à l'autre de la ville étaient en danger permanent. Des groupes armés (dont la composition n'a toujours pas été établie) les ont également attaqués. Par exemple, le fils d'Eldar Tuimebaïev, le recteur de l'université nationale du Kazakhstan, a été tué. Par ailleurs deux enfants sont morts des suites de blessures par balle.

Selon les informations officielles, 227 personnes sont mortes au cours des affrontements, dont 19 membres des forces de l'ordre. Plus de 4 500 personnes



ont été blessées, selon le bureau du procureur.

Au matin du 11 janvier, près de 10 000 personnes avaient été arrêtées. Mais comme le ministère de l'Intérieur ne précise pas toujours si les personnes étaient en possession d'armes ou d'objets pouvant servir d'arme au moment de leur arrestation, on ignore combien de ces personnes ont été détenues sans raison valable. Le 17 janvier, il a été signalé que 8 354 affaires administratives faisaient l'objet d'une enquête et que 819 enquêtes pénales étaient en cours. Parmi celles-ci, 45 concernaient des actes de terrorisme, 36 des troubles de masse et 15 des meurtres.

Avec le rétablissement de l'internet le 10 janvier, les arrestations de militant·es et de journalistes sont apparues au grand jour. La majorité d'entre eux ont été relâchés ou placés en détention administrative pendant plusieurs jours. Au moins quatre journalistes de la région d'Aktobe ont été convoqués pour être interrogés. Les militants des droits humains n'excluent pas qu'il y ait d'autres détentions et interrogatoires.

Malgré les nombreuses victimes civiles, le gouvernement a accordé la plus grande attention à la mort de 19 agents des forces de l'ordre. Le président a prononcé des éloges funèbres à la mémoire de ces courageux policiers, et leurs familles se sont vu promettre des appartements gratuits et une aide financière. Les gens ordinaires, quant à eux, reçoivent des condoléances pro-forma.

Les promesses du président visant à prévenir les futures manifestations sont tout aussi creuses. Tokaïev a promis de réviser la politique sociale, de créer un fonds public « pour le peuple du Kazakhstan » et de renforcer le système

d'application de la loi. Il semble que les élites aient été invitées à payer certains frais à la population privée de ses droits. En retour, la population est censée obéir aux autorités en échange d'un salaire plus élevé.

L'ordre politique établi par Nazarbaïev semble avoir été épargné jusqu'à présent. Les demandes du peuple et ses valeurs ont toujours semblé insignifiantes par rapport aux intérêts des élites. En demandant des troupes à l'OTSC, Tokaïev avait l'intention de protéger son pouvoir. Il a déclaré : « *le pouvoir ne tombera pas* », tandis que du côté de Nazarbaïev, on a ajouté qu'il « *est monolithique* ».

Malgré la destruction d'un monument à Nazarbaïev à Taldykorgan et les panneaux des rues portant son nom, abimés, Tokaïev continue de défendre l'ancien président. Les initiatives impopulaires ne viennent pas de lui mais de tiers – une astuce favorite de Nazarbaïev. Les parlementaires sont loin de mettre un terme à cette démonstration rituelle de loyauté. Et tout en parlant de la nécessité d'abandonner le culte du chef, les experts pro-gouvernementaux continuent de louer sa main forte.

Les spécialistes prédisent que si les bonnes leçons ne sont pas tirées, la prochaine fois le coût de la non-satisfaction des besoins de la société kazakhe pourrait être trop élevé pour le pays. Si nous choisissons de faire confiance à un personnage – Tokaïev qui répète beaucoup des actions de Nazarbaïev – plutôt que nous engager politiquement, nous serions tout à fait capables de commettre une autre erreur. ■



Le déni

ne nous sauvera pas

Dans son introduction, *L'illusion de l'oasis*, Mona Chollet parle d'images, de la possibilité de l'amour, des personnes que nous fréquentons tous les jours, « Nous nous résignons à ces contraintes et à la superficialité, à la solitude qu'elles impliquent », d'autre(s) personne(s) qui nous émerveille(nt), « Un cadeau nous tombe au creux des mains : une complicité enivrante, une intimité immédiate et follement bienveillante avec quelqu'un qui peut nous être totalement inconnu », une sorte de big-bang amoureux.

L'autrice souligne « la parenté étroite entre la pulsion amoureuse et la pulsion narrative ». À noter que l'une et l'autre sont toujours inscrites socialement, dit autrement ce sont des constructions sociales et des effets de celles-ci. Pour parler d'amour comme d'une sphère particulière ou une oasis, il y a comme des obstacles, « Qu'il s'agisse de situations d'oppression révoltantes ou d'incompréhension certes pas tragiques, mais terriblement frustrantes, tout un arc de situations diverses, observées dans la société, dans mon entourage ou dans ma propre vie, font grandir en moi l'envie de prendre à bras-le-corps le sujet de l'amour hétérosexuel ». Il n'est pas possible d'aborder ce sujet sans passer de la « pilule bleue » de la « bienheureuse ignorance » à la « pilule rouge » de la lucidité. Toucher à « l'édifice de représentations et de

croyances », a bien quelque chose de paniquant...

L'autrice aborde le mouvement #MeToo, une « fascinante manifestation d'intelligence collective », l'ampleur des violences sexuelles, les situations réelles dans les huis clos amoureux, la force des « scripts de genre », son sentiment de gâchis, l'amour et la colère, la vulnérabilité et les désirs, la socialisation des femmes, les relations de domination sociale, l'hétérosexualité, les contradictions

que la radicalité ne supprime pas, la frilosité et le manque d'imagination, le courage de se pencher lucidement sur le poison...

Mona Chollet n'y cache ni les difficultés, ni les contradictions, ni les aspirations émancipatrices.

En prologue, l'autrice convoque quelques histoires amoureuses littéraires, les « passions maudites », les cartes du tendre souvent dessinées au masculin, les « délices de l'amplitude temporelle », les compagnes muettes, la fusion, « Deux êtres qui s'aiment n'en font qu'un : lequel ? », le manque de solitude et/ou de lieu à soi, l'astreinte écrasante des femmes au travail domestique... « Alors, autant s'y donner autant de marges de manœuvre qu'on le peut, en commençant par éviter de se laisser imposer des schémas tout faits sur la bonne manière de le vivre, ou de laisser des conceptions mortifères saboter nos désirs – nobles et légitimes – d'épanouissement et partage ».

Je choisis subjectivement de mettre en avant certains points développés.

L'autrice analyse, entre autres, l'infériorité des femmes dans l'idéal romantique, les modèles de désirabilité, l'impératif du sourire, les constructions des corps, l'infériorité professionnelle et économique, les critères esthétiques sexués, les conditions de la séduction, « la séduction masculine se définit par le surplus ; la déduction féminine par la carence », l'érotisation de l'inégalité, les femmes comme fantasmes masculins, les clichés racistes (« Le rapport aux femmes né de la colonisation et de l'esclavage perdue aujourd'hui

avec une vitalité impressionnante »), la fétichisation amoureuse et sexuelle, les « poupées » et celles qui ne parlent pas, les êtres tronquées...

Mona Chollet parle des hommes, « des vrais », de l'apprentissage de la violence conjugale, « Les seuls responsables des violences sont ceux qui les commettent et la culture qui les y autorise – culture que nous allons tenter d'étudier ici », l'impossible dissociation de la violence physique et de l'emprise psychique, les huis clos, la construction du manque de confiance en soi et le sentiment d'illegitimité féminine, la révérence envers les sentiments des hommes.

Je souligne les pages sur Bernard Cantat et le traitement médiatique du meurtre de Marie Trintignant : « Tandis que la femme disparaît, l'homme occupe tout l'espace. A l'effacement actif de la victime correspond une inflation de l'ego de l'agresseur, qui s'exprime par une logorrhée auto-apitoyée ». La primauté donnée aux émotions de tous les hommes. Les droits exorbitants de « l'artiste tourmenté ».

L'autrice aborde l'impossibilité de défendre « ses intérêts propres », les entourages qui redoublent les violences, la construction du discrédit des victimes, la misogynie diffuse, le conditionnement « à rêver d'amour », le cliché de l'amour-à-mort, la culture masculiniste présentée comme La culture, les gardiennes du temple, les apports du féminisme en termes de lucidité, la socialisation féminine et la socialisation virile, la construction sociale de « préoccupations typiquement féminines » (beauté, mode, souci de l'apparence, addiction aux regards masculins, etc.), l'hétéro-normativité et le conditionnement à l'amour : « Imaginer à quoi ressemblerait notre paysage amoureux si les femmes restaient inflexibles sur le respect de leurs besoins, et si elles avaient toujours les moyens matériels de la faire, est une des fantasmagories les plus satisfaisantes que je puisse nourrir ». L'investissement amoureux et la dépendance : « l'intensité plus grande avec laquelle les femmes investissent l'amour représente la trace de la dépendance totale qui a longtemps été la leur ». La confrontation à sa propre dépendance, l'apprentissage de l'autonomie, « remettre de l'ordre en soi », l'injonction aux activités sexuelles, les relations aux autres femmes...

Je souligne le chapitre « hommes-forteresse et femmes contrefaites », le conditionnement de genre, les auto-amputations, le compagnon

fermé sur le plan émotionnel, les renoncements, la prison psychologique, le bénéfice d'une prise de distance, la considération de soi-même, l'espace nécessaire à l'expression de la volonté de l'autre...

« La grande dépossession. Devenir des sujets érotiques ». L'autrice discute du « refus obstiné de certains hommes d'accepter les femmes comme des êtres doués d'une personnalité propre », du point de vue des hommes présenté comme celui de la société et de ce que cela suscite chez les femmes (en termes de « décentrage permanent par rapport à elles-mêmes »), du regard et du fait d'être regardée (« Les hommes regardent les femmes ; les femmes s'observent en train d'être regardées »), de la conscience permanente d'être vue, des mises en scène de soi, du mouvement #MeToo, d'esthétique et de contraintes. « Nous pourrions tenter d'inventer une esthétique qui repose sur l'identification plutôt que sur l'objectification ; qui célèbre le bien-être des femmes, plutôt que l'entrave et la standardisation de leurs corps (c'est audacieux, je sais) », du sexe « hétérosexuel » en réalité le « sexe par/pour les hommes ». Des possibles émancipations des érotismes.

Je trouve plus que discutables les paragraphes sur les fantasmes. Dans une société dominée par la culture du viol, la pornographie, la construction et la structuration des fantasmes personnels (mais non singuliers) est sociale. Si ces fantasmes interviennent dans la recherche de plaisir, cela ne peut que conforter l'érotisation de la domination et de la violence.

La force des processus de socialisation, les contraintes créées et intériorisées, les standards qui sont des normes (soi-disant neutres) et la masculinité édifiée sur la domination des femmes. Chacun·e est renvoyé·e à son individualité dans le déni des rapports sociaux et des effets puissants des socialisations. Seuls les combats collectifs féministes, s'appuyant sur le désir d'égalité et de liberté, peuvent desserrer les contraintes, élargir les contradictions, bousculer les reproductions, créer les conditions de l'autonomie, remettre en cause le genre (et non le « troubler ») et ses arbitraires. « Il faut être deux pour danser le tango ».

Didier Epsztajn

* Mona Chollet, *Réinventer l'amour. Comment le patriarcat sabote les relations hétérosexuelles*, Zones, Paris 2021, 258 pages, 19,00€

« Nous sommes dans une situation pire que durant la guerre froide »

Entretien d'Ervin Hladnik Milharčič avec Ilya Boudraitskis*

Ilya Boudraitskis, historien et auteur vivant à Moscou, est un des critiques de gauche les plus crédibles et les plus courageux du régime de Vladimir Poutine. C'est aussi un écrivain original qui ne suit pas les doctrines à la mode.

En janvier de cette année, les éditions Verso ont publié son livre *Dissidents among dissidents* (1), qui porte sur l'évolution des courants politiques les plus menacés en Russie. Il analyse la gauche russe après la chute de l'Union soviétique, lorsque étaient actifs en Russie des groupes politiques allant des anarcho-socialistes aux trotskistes, critiques tant du libéralisme de Eltsine que des mouvements politiques nostalgiques de l'URSS et, plus tard, du régime de Vladimir Poutine.

L'écrivain politique bulgare Ivan Kristeva, l'un des analystes les plus pertinents de l'Europe de l'Est, l'a qualifié d'analyste « non-conformiste, incisif, tranchant et polémique » qui dénonce les clichés libéraux et illibéraux sur Poutine et son régime. Boudraitskis vit à Moscou et enseigne les sciences politiques et l'histoire de l'art dans deux universités. En 2014, alors que la Crimée était occupée, il a publié avec Arseniy Jilayev le livre *Poème pédagogique, Archives du futur musée d'histoire* (2), basé sur une exposition réunissant les beaux-arts, l'histoire et la littérature dans une interprétation du monde contemporain, qu'ils avaient organisée à Moscou en 2012-2013.

Alors que les premières cargaisons de matériel militaire envoyées par les États-Unis et l'Union européenne arrivaient à Kiev, il nous a présenté quelques réflexions sur les tensions politiques qui semblent annoncer une confrontation militaire entre l'Occident et la Russie aux frontières de l'Union européenne.

Ervin Hladnik Milharčič : Alors que vous êtes à Moscou et moi à Ljubljana, som-



mes-nous en train de parler à travers une future ligne de front ? On parle de la guerre. En Europe, la politique encourage vivement les Russes à faire quelque chose, employant pour cela tous les canaux médiatiques. Et de votre côté, cela rassemble à quoi ?

Ilya Boudraitskis : Pensez-vous à la façon dont les gens ordinaires perçoivent la situation ou bien quel imaginaire le régime crée-t-il ?

Ervin Hladnik Milharčič : Pour commencer, comment les médias russes présentent les tensions à la frontière russo-ukrainienne ?

Ilya Boudraitskis : Les médias officiels russes, notamment toutes les chaînes de télévision, sont contrôlés par le Kremlin. D'autres sont presque inexistantes. À propos de l'Ukraine, ces médias d'État emploient un langage de guerre depuis 2014. Au cours des derniers mois, il n'y a pas eu de modifications de cette manière d'en parler. C'est toujours le même vocabulaire.

Ervin Hladnik Milharčič : Qu'entendez-vous par le langage de la guerre ?

Ilya Boudraitskis : Des débats sans fin sur le profond clivage entre notre pays et l'Occident, avec lequel nous sommes en conflit historique. L'emploi d'une rhétorique militaire extrêmement agressive. Nous

entendons parler de nos bombes, chars, avions et autres armes. Nous entendons dire que nous pouvons détruire les États-Unis d'Amérique en deux ou trois minutes, ou que nous pouvons facilement gagner à nouveau une guerre mondiale. C'est devenu le langage courant des médias officiels.

Ervin Hladnik Milharčič : Quel effet cela a-t-il sur l'opinion publique ?

Ilya Boudraitskis : Fabuleux. Chez nous, pour aider les enfants à s'endormir, nous leur racontons l'histoire d'un garçon qui criait « au loup ». Vous connaissez cette histoire, n'est-ce pas ? Le garçon courait dans tout le village en criant « loup, loup, loup » pour attirer l'attention sur lui. Il a réussi. Tout le village s'est mobilisé à plusieurs reprises. Quand finalement le loup est venu dans le village, plus personne n'a fait attention à lui. Au moins depuis 2014, les médias officiels parlent sans cesse et sur un ton très fantaisiste d'un inévitable conflit avec l'Ukraine, qui ne s'est jamais concrétisé. Maintenant, ils veulent sonner l'alarme. Ces dernières semaines, les médias officiels ont tenté de faire savoir que la situation était devenue très grave. Que cette confrontation militaire est réelle. Cependant, le public ne perçoit pas cette annonce comme quelque chose de différent. La réaction courante à ces messages est de dire : « Nous savons que nous sommes en conflit avec l'Ukraine, nous savons que nous sommes en conflit avec les États-Unis, vous nous le

* Ervin Hladnik Milharčič est journaliste en Slovénie. Nous avons traduit son entretien avec Ilya Boudraitskis, publié le 29 janvier 2022 dans le quotidien slovène *Dnevnik* : <https://www.dnevnik.si/1042982129/objektiv-nova/intervjuji/ilija-budrajckis-zgodovinar-in-politicni-analitik-smo-na-slabsem-kot-v-hladni-vojni> (Traduit du slovène par JM).

1. Ilya Boudraitskis, *Dissidents among Dissidents – Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Dissidents parmi les dissidents – Idéologie, politique et la gauche dans la Russie post-soviétique), Verso Books 2022.

2. Жилъев А., Будрайтскис И., *Педагогическа поэма. Архиве будущего музея истории*, V-A-C PRESS 2014, ISBN978-5-9904389-5-8

Russie / Ukraine

répétez tout le temps, c'est donc la normalité ».

Ervin Hladnik Milharčič : *Aucune émotion particulière ?*

Ilya Boudraitskis : C'est plus compliqué que cela. D'une part, les gens y voient la poursuite de la stratégie habituelle consistant à pointer du doigt les bizarreries des élites au pouvoir. Le langage du conflit leur est si familier qu'ils ne sont plus émus. Mais en même temps, on craint de plus en plus la possibilité d'une véritable escalade. La peur de la guerre fait lentement son chemin.

Ervin Hladnik Milharčič : *Ce malaise est-il également perceptible dans les médias officiels ?*

Ilya Boudraitskis : Non, selon eux nous avons déjà remporté la victoire. Mais les gens sont de plus en plus inquiets. Ce n'est pas seulement mon sentiment. La peur de la guerre a toujours été la deuxième plus grande crainte après celle concernant sa santé personnelle et les soucis qui l'accompagnent du fait du fonctionnement des institutions publiques et de leur prise en charge des individus. De récents sondages d'opinion montrent cependant qu'au moins 60 % de la population craint la possibilité d'un conflit armé, et que cette crainte est plus forte que les préoccupations sanitaires liées à la pandémie. Ces deux éléments sont présents simultanément dans la conscience collective. Les gens sont tellement habitués aux discours militaristes qu'ils ne les prennent pas trop au sérieux, mais, d'un autre côté, il y a une inquiétude croissante. Pour ma part, je pense que la peur découle des événements dont nous avons été témoins l'année dernière. Une peur liée à la répression croissante de l'État, à la violence grandissante qui l'accompagne et au climat d'anxiété qu'elle génère. Je dirais que cette question est au cœur de la réflexion politique des masses sur notre situation. Mais vous devez garder à l'esprit que dans notre société il n'y a pas de réactions politiques sérieuses, pas de manifestations, pas de protestations. Il n'y a plus de manifestations massives de mécontentement, plus d'occupations de rues ou de places. Plus rien.

Ervin Hladnik Milharčič : *Comment Poutine a-t-il réussi cela ?*

Ilya Boudraitskis : Grâce à une année de coups directs portés aux noyaux de l'opposition. Le régime politique est de plus en plus répressif. Après l'arrestation d'Alexeï Navalny, chef du parti d'opposition Russie

du futur, et la dispersion des manifestations qui l'ont suivie, l'opinion publique a été réduite au silence. L'ensemble de l'opposition se trouve maintenant dans une situation très déprimante. L'année dernière, nous avons été la cible d'une répression totale. Toutes les structures d'Alexeï Navalny ont été déclarées organisations extrémistes et ses collaborateurs sont considérés comme des extrémistes. Toute personne ayant exprimé son soutien à Navalny pouvait être arrêtée. La plus ancienne organisation de défense des droits civils, Memorial, reconnue en 1989, a été dissoute par un arrêt de la Cour suprême parce qu'elle relèverait de la loi sur les agents étrangers. Symboliquement, c'était très destructeur : la plus ancienne organisation de défense des droits humains devient soudainement illégale. Ils ont aussi pris pour cible tous les médias indépendants avec une extrême agressivité. La loi sur les agents étrangers peut être utilisée contre tout le monde. Il n'y a plus un seul média indépendant en Russie qui ne puisse être accusé d'être une agence étrangère. L'accusation est un avertissement. Cela signifie qu'ils peuvent être liquidés à tout moment, tout comme l'a été Memorial. Une grande partie de la répression est liée à ce qui se passe actuellement à la frontière avec l'Ukraine. Ils voulaient s'assurer qu'il n'y aurait pas de mauvaises surprises, d'opposition, de réactions ou de résistance sur le front intérieur.

Ervin Hladnik Milharčič : *Les gens ordinaires ne sont au courant que de la version officielle ?*

Ilya Boudraitskis : Plus ou moins oui. Les gens sont ainsi psychologiquement préparés à la guerre. Vous pouvez suivre la télévision d'État et croire la propagande. Ce n'est pas difficile. En revanche, survivre en cas de conflit, c'est une tout autre affaire. Dans ce domaine, la situation est déjà fort différente, car nous vivons dans un pays très pauvre, qui a vu la qualité de vie se dégrader ces dernières années, donnant l'impression d'un pays en déclin dans tous les domaines. C'est seulement dans le cas où la situation – déjà mauvaise – se détériorerait très rapidement, et quand les gens ne verraient aucune issue, que nous pourrions nous attendre à un changement et à des exigences plus pressantes d'une politique différente. Cependant, jusqu'à présent, rien de tel n'est en vue.

De plus, la situation n'est vraiment pas claire. Le discours officiel entretient systématiquement une telle ambiguïté. D'une part, ils utilisent un langage militariste

agressif et sans compromis. D'autre part, ils parlent aussi du désir de paix, de pourparlers entre la Russie, les États-Unis et les pays européens. Ils attribuent cette tension à l'hystérie anti-russe des médias occidentaux et à la politique qui la sous-tend. Ils disent que la Russie n'a pas prévu d'attaquer, qu'elle ne prévoit aucune invasion armée, que l'armée ne fait que des manœuvres normales sur le territoire souverain russe et qu'en Occident ils créent la panique à cause de leurs propres problèmes. De nombreuses personnes se demandent ce qui se passe réellement. Faut-il vraiment se préparer à la guerre, ou s'agit-il d'une énième tempête de propagande sans lendemain ? Ce dilemme nous est familier. S'agit-il seulement de vagues successives de désinformation, ou le danger d'une confrontation militaire est-il vraiment proche ?

Ervin Hladnik Milharčič : *Les États-Unis et certains pays européens envoient en effet des équipements militaires à l'Ukraine. Cela a-t-il été porté à votre attention ?*

Ilya Boudraitskis : Oui, c'est clair. La peur de la guerre a deux visages. Les gens ont naturellement peur des conflits militaires. Si l'Occident apporte un réel soutien militaire à l'Ukraine, il pourrait y avoir une guerre majeure. D'autre part, il existe une forte crainte de sanctions économiques supplémentaires, qui pourraient miner l'économie déjà mise à mal. Il se peut que l'Occident considère réellement l'Ukraine comme un pays où il peut enfin affronter la Russie sur tous les fronts, et qu'elle devienne un champ de bataille. Mais il est difficile de lancer en Russie un débat un peu plus sérieux sur cette question. Les médias officiels sont contrôlés et il n'y a aucune possibilité de s'engager dans une analyse sérieuse de la situation et une confrontation des opinions. Ils s'occupent de propagande, l'information est secondaire. Il reste encore quelques médias libéraux d'opposition. Ils sont encore là, mais sont chaque jour moins nombreux et subissent constamment une pression terrible de l'État. Il existe encore un certain sentiment de révolte au sein de la population. Mais le régime n'arrête pas d'envoyer deux signaux contradictoires.

Le message officiel c'est que, contrairement à l'Occident, la Russie souhaite des pourparlers et ne prévoit pas de guerre, mais qu'elle est prête à tout. Dans ce tableau c'est l'Ukraine – alimentée par l'Occident – qui est l'agresseur. Malgré toute la rhétorique belliqueuse, les médias officiels transmettent le message du

Kremlin selon lequel cette bataille sera menée par des pourparlers et que la guerre sera évitée.

Ervin Hladnik Milharčič : *Comment justifient-ils un tel message ?*

Ilya Boudraitskis : On se souvient de l'expérience de 2014, lorsque l'armée russe a occupé la Crimée et que la réaction de l'Occident a été principalement rhétorique. La Crimée a été annexée à la Russie, il y a eu des protestations et des remous, des sanctions ont été imposées, mais il n'est venu à l'idée de personne d'essayer de restituer Sébastopol et Yalta à l'Ukraine par la guerre. Le Kremlin peut pointer du doigt la mer Noire et dire qu'il y a établi son autorité sans être sérieusement gêné par qui que ce soit.

Les médias libéraux essaient de raconter une histoire différente, mais ils sont désorientés. L'opposition politique est également confuse. Personne ne sait quel est le contenu secret des discussions entre la Russie et l'Occident. La plupart des citoyens ont l'impression que les relations entre la Russie et l'Occident ont été complètement rompues. La rupture, cependant, ne s'est pas produite l'année dernière, mais bien plus tôt. Ceux qui vivent dans les grandes villes et voyagent dans d'autres pays savent que les relations sont mauvaises depuis longtemps. La situation est claire. L'ambassade des États-Unis à Moscou n'a plus délivré de visas aux citoyens russes depuis trois ans. Si vous voulez aller en Amérique, vous devez d'abord vous rendre ailleurs, comme à Zagreb ou à Ljubljana, et y demander un visa. Cela a commencé à l'époque de Donald Trump et se poursuit sous le mandat de Joseph Biden.

Ervin Hladnik Milharčič : *Mais s'il y a une guerre, pour quoi se battra-t-on ? En 2014, les Ukrainiens ont cédé la Crimée sans combattre. L'armée ukrainienne n'a même pas tiré un coup de feu en l'air. L'objectif du conflit est-il clair pour vous ?*

Ilya Boudraitskis : C'est la question principale, n'est-ce pas ? Pour quoi nous battons-nous ? Il n'y a pas de dilemme pour les autorités russes. Au cours de l'année dernière, il est devenu évident que l'accord de Minsk ne fonctionne pas. À Donetsk, la situation est dans l'impasse. L'idée que les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk puissent être utilisées pour contrôler le gouvernement ukrainien s'est effondrée. Poutine pensait trouver dans le Donbass un pilier sur lequel construire une politique concernant l'Ukraine. L'accord



La guerre en Ukraine a commencé en 2014. Le 17/02/2022 un obus séparatiste a touché une maternelle à Stanitsa Louganska, près de la ligne du front avec la « république populaire de Lougansk »

était censé empêcher au moins la coopération de l'Ukraine avec l'OTAN, mais il a échoué. Entre-temps, des élections ont eu lieu en Ukraine et il est rapidement apparu à Poutine qu'il serait impossible de parvenir à un accord avec le nouveau président, Volodymyr Zelensky. Lorsqu'il a été élu en mai 2019, il y avait un certain espoir au Kremlin de pouvoir trouver un accord avec lui sur la normalisation des relations. Mais il s'est ensuite révélé être, à bien des égards, un nationaliste encore plus dur que son prédécesseur, Petro Porochenko. Poutine devait trouver un moyen de sortir de l'impasse de l'accord de Minsk, qui était sans lendemain. Il a décidé de déplacer le centre de gravité du Donbass vers toute l'Ukraine. Il a commencé à se demander quelle place avait été réservée à l'Ukraine dans les plans de l'OTAN. L'Ukraine serait-elle au moins un pays neutre, ou un allié militaire ouvert ? Il a voulu détourner l'attention de la situation gelée dans le Donbass et commencer à parler des relations interétatiques et mondiales.

Ervin Hladnik Milharčič : *Comment l'a-t-il fait ?*

Ilya Boudraitskis : Tout simplement. Il a commencé à déplacer des troupes vers la frontière. L'idée était de forcer l'Occident à réagir. Poutine a ainsi posé une question très simple à l'Occident : dans quelle mesure envisagez-vous sérieusement de soutenir militairement l'Ukraine en cas de conflit militaire ? Ou encore plus simplement : entrez-vous en guerre si j'envahis le pays ? Il voulait voir ce qui se passe aux frontières de l'Union européenne en cas d'intervention militaire. Il a posé la question de la manière qu'il préfère. Poutine aime défier son adversaire. Il se tient devant lui, le regarde dans les yeux. « *Eh bien, que vas-tu faire ? Tu vas frapper, ou tu ne fais que parler ?* » Qui reculera le premier ? Il l'a fait en Crimée en 2014, puis dans le Donbass. Il ne s'agissait pas vraiment de

préparer une invasion, il voulait forcer les négociations. Mais la réponse de l'Occident en janvier dernier a été surprenante pour Poutine. Il voit l'Occident comme un territoire où vivent les vauriens qui continuent à prêcher les droits humains et ne sont pas préparés à un véritable conflit. Ils sont toujours les premiers à battre en retraite avant d'être défiés. Mais ces dernières semaines, le ton a changé en Occident, d'abord aux États-Unis, puis au Royaume-Uni, et ensuite chez beaucoup d'autres. Poutine doit maintenant prendre note du fait que l'Occident a accepté son défi et a commencé lui-même à le défier. Tout d'abord, la diplomatie a commencé à dire que Poutine était déjà l'agresseur et qu'il avait franchi les frontières. Poutine ne faisait que déplacer des chars le long de la frontière et l'Occident a eu l'impression qu'il avait déjà occupé l'Ukraine. La politique, la diplomatie et les médias ont semé la panique en Occident en affirmant que la Russie était sur le point de lancer une offensive majeure en Ukraine. Maintenant, ils envoient des armes à l'Ukraine et parlent d'intervenir eux-mêmes. Poutine ne s'attendait pas à cela.

Ervin Hladnik Milharčič : *Voulez-vous dire que Poutine a vu tout ce manège de chars comme un outil de négociation ?*

Ilya Boudraitskis : C'est ce que je pense. Lorsque la Russie prépare une invasion, elle a habituellement des objectifs militaires clairs en face d'elle. Quels pourraient être les objectifs militaires d'une attaque frontale contre l'Ukraine ? Tout ce que vous entendez, ce sont des réponses politiques. D'une part, la volonté de changer le gouvernement en place à Kiev. D'autre part, il y a la volonté de créer une atmosphère propice pour une guerre hybride c'est-à-dire la volonté de diviser l'alliance occidentale, de scinder l'Ukraine en deux et de prendre le contrôle politique d'une partie. Supposons que des courants politiques favorables pourraient émerger d'une intervention militaire. Mais comment réaliser la partie militaire de l'opération ? Occuper Kiev ? Pour gagner quoi ? Un succès militaire apporterait plus de problèmes que ceux auxquels la Russie doit déjà faire face. Le résultat ne pourrait être que la confusion la plus totale. Même l'occupation d'une grande partie de l'Ukraine ne procurerait à la Russie aucune garantie de sécurité face à l'Occident. Il y aurait une résistance, un grand nombre de troupes serait nécessaire, et on pourrait mettre aux oubliettes toute stabilité. Les sentiments

Russie / Ukraine

nationalistes des Ukrainiens seraient renforcés et la Russie perdrait le pays pour de bon.

Aujourd'hui, le pouvoir russe surestime également la popularité de la Russie en Ukraine. Il rêve d'avoir une majorité de la population parlant russe et n'ayant aucun problème à accepter la Russie comme leur patrie. C'est une pure affabulation.

Pour ma part, je n'ai pas vu de plan militaire clair pour l'invasion, ni de préparatifs majeurs du pays pour la guerre. Le seul effet pratique de la guerre serait de déstabiliser la situation en Russie.

Ervin Hladnik Milharčić : *Mais peut-être Poutine pense que la Russie est menacée ?*

Ilya Boudraitskis : Oui. Je pense qu'il y a beaucoup d'anxiété au niveau du pouvoir. Ils sont convaincus que les États-Unis et leurs alliés européens souhaitent également un changement de régime en Russie. Ils ont le sentiment que la Russie est entourée de pays hostiles. Et Poutine a déclaré publiquement à de nombreuses reprises qu'il ne reconnaissait pas les frontières créées après 1989. Selon lui, les frontières sont le résultat d'une erreur historique, qu'il considère comme une tragédie. Depuis 1991, la Russie a perdu des territoires qui, selon Poutine, lui appartiennent historiquement. L'Ukraine est l'un de ces territoires.

Ervin Hladnik Milharčić : *Qu'est-ce qui rend l'Ukraine si importante ? Pourquoi pas le Tadjikistan ou l'Ouzbékistan ou les États baltes ? Il ne parle jamais de la Pologne. Pourquoi l'Ukraine ? Est-ce pour des raisons stratégiques et économiques ou pour d'autres raisons ?*

Ilya Boudraitskis : Les raisons stratégiques et économiques sont sans aucun doute importantes pour lui. Après la Russie, l'Ukraine avait la plus grande population de toutes les républiques soviétiques et était son centre économique le plus important. Elle reste le plus grand pays post-soviétique après la Russie. L'Ukraine est également le chaînon entre la Russie et l'Europe occidentale, le pays clé pour le contrôle de la mer Noire. Le gaz et le pétrole russes transitent vers l'Ouest par l'Ukraine. Il y a de nombreuses raisons objectives pour lesquelles c'est important.

Mais il y a encore un autre aspect. Le problème c'est l'idée que l'Ukraine ne peut être un État indépendant qu'en étant un État anti-russe. L'Ukraine est le pays qui ressemble le plus à la Russie sur le plan culturel : langue, religion, nourriture, coutumes. Il n'y a pas de différences majeures.

Mais elle ne peut exister en tant qu'État indépendant qu'en étant un adversaire de la Russie. Ce n'est pas moi qui le dis. C'est ce que Poutine a écrit cet été dans un document-programme de 20 pages sur l'histoire de l'Ukraine, depuis l'époque de la domination asiatique jusqu'au XX^e siècle. Il l'a publié sur le site web du gouvernement. « *Les Russes et les Ukrainiens forment un seul peuple* », écrit-il. L'idée principale de l'article est que l'Ukraine n'est pas seulement une partie spécifique de la Russie, mais aussi un élément organique de celle-ci. Donc, le projet d'une Ukraine indépendante correspond toujours à un plan des puissances occidentales, qui se sont servies du pays comme d'une arme contre la Russie. La doctrine de Poutine dit que ce n'est pas différent aujourd'hui, que l'Occident veut faire de l'Ukraine un État anti-russe. Poutine estime par ailleurs qu'une Ukraine indépendante n'a aucune valeur positive, mais qu'il s'agit d'un projet négatif visant à saper la Russie. Il ne s'agit pas d'une spéculation de ma part, c'est écrit dans cet article publié par Poutine en juillet de cette année. Pour lui, le débat sur une éventuelle subjectivité de l'Ukraine est inutile. C'est pourquoi la Russie négocie avec les États-Unis, l'Allemagne et l'Union européenne, mais pas directement avec l'Ukraine.

Ervin Hladnik Milharčić : *Peut-on en conclure que pour Poutine, l'Ukraine n'est pas un sujet de politique internationale ?*

Ilya Boudraitskis : Il est inutile de tirer des conclusions. Poutine a écrit ceci comme sa contribution à la compréhension du pays. Il négocie sans la présence de l'Ukraine. Pour Poutine, il s'agit d'une présentation appropriée de la réalité. L'Ukraine n'est pas un sujet dans cette histoire, la Russie et l'Occident le sont. Les États-Unis sont le centre de gravité de l'Occident. Telle est la vision du monde de Poutine.

Ervin Hladnik Milharčić : *La controverse pourrait-elle dégénérer en une confrontation militaire entre la Russie et l'OTAN ?*

Ilya Boudraitskis : Soyons réalistes. On ne peut pas comparer l'OTAN et la Russie. L'OTAN est une alliance de trente pays, la Russie n'a aucun allié à l'Ouest. La Russie est seule dans cette histoire et elle n'a aucune chance de remporter la victoire dans une confrontation frontale directe. Dans son analyse, Poutine a conclu que l'OTAN est fragmentée et ne sera pas en mesure de formuler une stratégie commune face à lui. Avant tout, que l'OTAN ne pourra pas prendre la décision de défendre

militairement l'Ukraine contre une invasion. Qu'il peut donc lancer un défi. Il ne s'attendait pas à ce que les États-Unis après leur démonstration d'impuissance en Afghanistan soient capables de rétablir aussi rapidement leur monopole de décision sur leurs alliés. Il ne pensait pas qu'ils pourraient retrouver un rôle de premier plan dans les affaires européennes et reconstituer l'OTAN comme une alliance militaire fonctionnelle, seulement un an après Trump. Poutine a vu dans la défaite en Afghanistan un signe de la faiblesse de l'OTAN et un nouveau front uni semblait peu probable. Mais en quelques semaines, la situation s'est retournée et l'OTAN semble beaucoup plus unie qu'auparavant. Si cette situation perdure, l'OTAN ne peut en tirer que des avantages. Ces jours-ci, la Suède et la Finlande, pays neutres, ont relancé le débat sur la possibilité d'adhérer à l'OTAN. La Finlande sera désormais plus préoccupante pour Poutine que l'Ukraine. La neutralité de la Finlande a été une victoire pour l'Union soviétique après la Seconde Guerre mondiale. Il se pourrait bien que le résultat de la tentative de repousser l'OTAN des frontières de la Russie soit l'entrée de la Finlande dans l'OTAN.

Ervin Hladnik Milharčić : *Donc, à votre avis, Poutine perd du terrain ?*

Ilya Boudraitskis : Oui, mais il y a aussi quelque chose à gagner. Ils vont maintenant chercher une solution où les deux parties pourront crier victoire. Je pense qu'un agenda – qui n'est pas partagé avec le public – est élaboré au cours des négociations que nous pouvons suivre. Les négociations ont commencé avec l'annonce de l'ultimatum russe. C'est une façon très étrange d'entamer des négociations. Ils ont présenté une liste de demandes, mais le représentant russe a déclaré avant le début des négociations que cette liste n'était pas un menu dans lequel l'Occident pouvait commander ce qu'il voulait. Ce n'est pas une démarche très diplomatique. D'habitude, on n'annonce pas son objectif avant les négociations. Un ultimatum, c'est ce qu'on impose aux vaincus. Il était donc clair que les demandes russes seraient rejetées. Cependant, les négociations sont toujours en cours et les troupes russes sont à la frontière. Ce contexte est dangereux. Je pense malgré tout qu'ils cherchent un accord. Peut-être une assurance que l'Ukraine ne rejoindra pas l'OTAN dans les années à venir. Rien de signé, aucune garantie écrite, juste un accord informel.

Ervin Hladnik Milharčić : *Poutine a-t-il*

raison quand il dit que l'Occident veut pousser la Russie hors d'Ukraine et la rendre encore plus faible ? Ou est-ce juste de la paranoïa ?

Ilya Boudraitskis : C'est une grande question, vous savez. Si par faible Russie vous entendez un pays qui ne peut pas jouer le même rôle que l'Union soviétique dans un ordre mondial dirigé par les États-Unis, Poutine a raison. Si vous voulez dire que la Russie ne sera pas autorisée à faire partie de l'ordre mondial selon ses propres conditions en tant que puissance souveraine, je pense que c'est également vrai. Le problème de Poutine est qu'il ne comprend pas la politique autrement que comme une compétition entre des puissances mondiales. Pour lui, l'opposition politique à son pouvoir est aussi un moyen pour l'Occident de faire paraître la Russie faible dans les relations internationales. Pour lui, défendre les droits humains signifie la même chose. Une Russie faible. C'est pourquoi il interdit les mouvements de défense des droits. Le fait que les élections présidentielles en Ukraine aient été remportées par un candidat qui n'était pas soutenu par Poutine constitue également une défaite pour la Russie. Je ne pense pas que quiconque pourra le faire changer d'avis.

Ervin Hladnik Milharčič : *Est-ce que nous retournons à la guerre froide ? Tout progrès réalisé par un des camps est-il un échec de l'autre ?*

Ilya Boudraitskis : Nous sommes dans une situation pire que durant la guerre froide. Par rapport à la guerre froide, il y a une importante différence parmi les élites du monde. La guerre froide et la politique de détente ont été influencées par ce que Max Weber avait appelé l'éthique de la responsabilité. Les deux camps pensaient de la même façon au cours de la guerre froide : « Nous sommes cyniques et n'épargnons aucun coup de poing en politique. Mais notre cynisme a un but précis. Nous voulons empêcher la guerre nucléaire à tout prix. » C'était la logique de politiciens tels que Leonid Brejnev ou Richard Nixon. Tous deux ont été insensibles et cyniques jusqu'au bout dans leurs politiques, mais ce qu'ils voulaient vraiment, c'était empêcher le décollage des missiles à tête nucléaire. Toute la construction de la guerre froide a été bâtie sur la prévention de la destruction du monde par les armes nucléaires. Les élites en Russie, aux États-Unis et probablement en Europe ne fonctionnent plus selon les principes de cette éthique de la responsabilité.

La deuxième différence est tout aussi

importante. Contrairement à l'Union soviétique pendant la guerre froide, la Russie moderne n'a aucun projet avec lequel elle pourrait s'adresser au monde. Elle ne peut prétendre offrir aucune alternative idéologique, politique, sociale ou économique à l'ordre américain. Il n'existe aucun modèle politique, social ou économique russe qui puisse être opposé à la démocratie libérale américaine. Poutine n'a même pas été capable d'exporter la manière russe de faire de la politique en Ukraine. C'est pourquoi il a fait main basse sur la Crimée en 2014. Dans l'histoire récente, la position de la Russie de Poutine est faible. Beaucoup plus faible que la position de l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Ervin Hladnik Milharčič : *La Russie n'a pas d'amis à l'Ouest. L'opposition en a-t-elle ?*

Ilya Boudraitskis : Les libéraux russes sont dans l'opposition. L'Occident les apprécie. Beaucoup sont déjà à l'étranger. Des centaines de personnalités de l'opposition libérale ont récemment quitté le pays pour des raisons politiques. Les libéraux ont de nombreux amis en Occident, et sont bien accueillis par l'Union européenne et l'administration des États-Unis. Dans ce cas, il n'y a aucun problème. Si l'on se place du point de vue de la gauche, la situation est complètement différente. La gauche européenne a perdu tout intérêt pour l'internationalisme. Ils voient le monde comme un conflit entre l'impérialisme américain et ceux qui s'y opposent. La position anti-impérialiste est dominante parmi de nombreuses forces de gauche en Europe. Parmi eux, de façon assez surprenante, on trouve de la sympathie pour Poutine, parce qu'il résiste à la domination politique des États-Unis. Il me semble qu'à la lumière du conflit en Ukraine, il est urgent de renouveler l'approche internationaliste de la gauche européenne en matière de politique internationale. Ce serait très pratique pour nous.

Ervin Hladnik Milharčič : *Notre dernière conversation remonte à la fin du printemps dernier, lorsque la défenseuse de l'environnement Anastasia Ponkina, âgée de 20 ans, était emprisonnée en Sibérie. À cette époque, une nouvelle génération semblait émerger en Russie, apportant un imaginaire différent à la politique. Puis elle a disparu. Que s'est-il passé ?*

Ilya Boudraitskis : Elle n'a pas disparu. Cette génération est toujours là. Mais toutes les structures politiques par lesquelles elle pouvait exprimer ses idées ont été presque entièrement détruites. Nous sommes maintenant dans une situation similai-

re à celle des Kazakhs.

Ervin Hladnik Milharčič : *La situation n'est pas aussi grave, n'est-ce pas ?*

Ilya Boudraitskis : Non ? Je connais très bien le Kazakhstan. J'y suis allé plusieurs fois récemment. Les événements de ce dernier mois ont été très complexes. Ils ont été présentés de manière trop simpliste. Il y a eu une véritable révolte populaire au Kazakhstan. Certes, il y a eu beaucoup de provocateurs et de personnes venues piller les magasins, mais au cœur des événements, il y a eu une révolte de masse des gens les plus ordinaires. Les travailleurs, les pauvres, les gens de tous horizons ont résisté. Une révolte populaire classique. Elle a eu lieu dans un pays dirigé pendant des décennies par un régime totalement répressif. Bien plus répressif que celui de Poutine. Noursoultan Nazarbaïev a accédé à la présidence du pays en 1990 après avoir occupé le poste de secrétaire général du parti communiste. Il a gouverné jusqu'au 5 janvier de cette année, date à laquelle il a démissionné de son poste de chef du Conseil de sécurité du pays. Immédiatement après avoir pris le pouvoir, il a dissous tous les partis et organisations d'opposition. Tout d'abord, il a interdit le Parti communiste et tous les syndicats indépendants. Il a démantelé tous les groupes libéraux organisés et a effectivement interdit toute activité politique indépendante. Il a interdit toute forme d'organisation, toute activité. En janvier de cette année, il y a eu une révolte qui n'avait aucune représentation politique. Parce qu'elle ne pouvait pas en avoir. Il n'y avait pas d'organisation et pas de leaders. Il n'y avait pas de symboles clairs, de militants politiques, de partis ou de mouvements visibles avec des programmes et des dirigeants. Tout a été détruit il y a longtemps. Bannis, brisés, dirigeants oubliés ou exilés. Il ne reste que des gens en colère dans la rue. Si la Russie continue sur sa lancée, nous nous retrouverons dans une situation similaire.

Ervin Hladnik Milharčič : *Depuis Moscou, voit-on que les pays d'Europe de l'Est suivent la même voie et que les autorités, de la Pologne à la Hongrie en passant par la Slovaquie, ont découvert la tentation de transformer la démocratie en régimes autoritaires ?*

Ilya Boudraitskis : On voit beaucoup de choses. Je pense que nous comprenons ce qui vous arrive. À bien des égards, nous partageons une expérience commune, n'est-ce pas ? ■

L'heure est à la solidarité internationale contre la guerre

Par
Sotsyalnyï Roukh*

Le Kremlin a mobilisé l'armée russe à la frontière ukrainienne et menace d'une nouvelle intervention si les États-Unis, l'OTAN et l'Ukraine ne se plient pas à leurs exigences. Nous, militants socialistes ukrainiens, lançons un appel à la gauche internationale pour qu'elle condamne les politiques impérialistes du Kremlin et fasse preuve de solidarité envers les celles et ceux qui ont souffert d'une guerre qui dure depuis près de huit ans et qui risquent d'en subir une nouvelle.

La renaissance de l'impérialisme russe

Après l'effondrement de l'URSS, le monde ne comptait plus qu'une seule superpuissance : les États-Unis. Mais rien ne dure éternellement et leur hégémonie s'estompée. Les interventions étatsuniennes en Afghanistan et en Irak ont entraîné pour les populations de ces pays des guerres qui ont perduré et qui se sont soldées par la défaite des États-Unis. Malheureusement, le déclin de l'impérialisme américain ne s'est pas accompagné de la montée d'un ordre mondial plus démocratique, mais de la montée d'autres impérialismes, de mouvements fondamentalistes et nationalistes. Pour cette raison, la gauche internationaliste, qui n'a l'habitude de combattre que l'impérialisme occidental, devrait repenser sa stratégie.

L'impérialisme russe a dégénéré au cours des dernières décennies et tente aujourd'hui d'amener les États-Unis à

redéfinir les sphères d'influence dans le monde. Les faits montrent que l'engagement de Poutine en faveur de la sphère d'influence de la Russie n'est pas bon pour nos nations. En ce moment, les troupes russes sont déployées au Kazakhstan dans le but d'étrangler la rébellion populaire. Ces actions ont confirmé la nature réactionnaire de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui a été créée non pas pour défendre les pays contre une agression extérieure, mais pour accroître l'influence du Kremlin et protéger les régimes anti-populaires des révolutions. Les troupes russes au Kazakhstan protègent également de facto les intérêts des capitalistes américains et britanniques, qui possèdent une part importante de l'industrie pétrolière et gazière au Kazakhstan.

La Russie a joué un rôle similaire dans les protestations Biélorusses. Le Kremlin y a dépêché ses propagandistes pour remplacer les salariés des médias en grève et a annoncé la formation d'une réserve de forces de sécurité à déployer en Biélorussie. Tout comme l'empire russe était le gendarme de l'Europe au XIX^e siècle, le régime de Poutine est désormais le garant de l'absence de changement social et politique dans l'espace post-soviétique – chaque mouvement social sur le territoire est contraint de réfléchir à comment ne pas ne pas devenir des subordonnés du Kremlin.

Nous rendons hommage et exprimons notre solidarité aux militants de gauche russes qui s'opposent à la politique impérialiste du Kremlin et luttent pour un changement démocratique et social dans leur pays. Seule une révolution en Russie et le renversement du régime de Poutine peuvent apporter une paix stable et garantir la sécurité à l'espace post-soviétique.

La situation dans le Donbass

Le Kremlin a accusé les autorités ukrainiennes de préparer une offensive militaire dans le Donbass, mais cela est faux. La politique du président Zelensky montre qu'après avoir tenté sans succès

d'instaurer la paix après son arrivée au pouvoir, il a abandonné ses plans pour changer les choses dans le Donbass. Nous condamnons la politique néolibérale et nationaliste des autorités ukrainiennes, mais elle ne justifie pas l'agression impérialiste. La Russie accuse constamment l'Ukraine de ne pas avoir respecté la partie politique des accords de Minsk, continue elle-même les violations du volet sécurité de l'accord. Le dernier exemple est le refus de la Russie de prolonger le mandat de l'OSCE pour la mission de surveillance de la frontière russo-ukrainienne, bien que cela soit prévu au paragraphe 4 du Protocole de Minsk. Du côté des républiques autoproclamées contrôlées par le Kremlin, les restrictions à la liberté de mouvement des représentants de la mission de l'OSCE vers la ligne de désengagement ont été systématiquement plus nombreuses. Cependant, malgré les obstacles, l'OSCE a documenté ces dernières années deux fois plus de violations des conditions de retrait des équipements militaires importants des lignes de front par la « république populaire de Donetsk » et la « république populaire de Lougansk » elles-mêmes. Mais le point principal est la clause 10 de Minsk-2, qui n'a jamais été appliquée : « Retrait de toutes les formations militaires étrangères, de tous les équipements militaires et de tous les mercenaires du territoire de l'Ukraine, sous la supervision de l'OSCE. Dissolution de tous les groupes illégaux ».

Contrairement aux mythes populaires de certains partis de gauche occidentaux, le régime de la « république populaire de Donetsk » et de la « république populaire de Lougansk » n'est pas le résultat de la volonté populaire. Les dirigeants de ces « républiques » sont intégrés dans les rangs de l'élite dirigeante de la Russie et sont devenus les porte-paroles des oligarques moscovites les plus agressifs du Kremlin. Dans les « républiques » elles-mêmes, toute activité politique d'opposition, même la plus loyale aux autorités russes, est réprimée.

En ce moment, les territoires de ces « républiques » sont en train de se désindustrialiser rapidement. Les infrastructures s'effondrent, les réseaux de transport public sont démantelés dans les villes. Même pour les entreprises dont les produits sont exportés par le biais de la Fédération de Russie, d'énormes arriérés de salaires sont devenus la norme. Les manifestations ouvrières se sont terminées par l'expulsion des militants et l'introduction dans des dispositifs militarisés.

* Sotsyalnyï Roukh (Mouvement social) est une nouvelle organisation politique des travailleurs en Ukraine, qui regroupe des syndicalistes, des militant·es issus de diverses anciennes organisations de gauche (Organisation des marxistes, organisation socialiste « Opposition de gauche », syndicat étudiant « Action directe », Alternative sociale, etc.) et d'autres, dont c'est la première expérience de militantisme politique. Nous reprenons ce texte du site internet de ce parti : <https://rev.org.ua/chas-dlya-mizhnarodnoi-antivoyennoi-solidarnosti/> (Traduit de l'ukrainien par JM).

En outre, le Donbass est déjà devenu une zone de catastrophe écologique. De nombreuses mines ferment sans mesures de conservation appropriées, ce qui a entraîné la contamination de l'eau potable. Selon les estimations des Nations unies, le Donbass, qui est la partie la plus peuplée de l'Ukraine, est le territoire le plus sacrifié au monde.

Que faire ?

Le Kremlin nie désormais la participation de l'Ukraine et la possibilité de pourparlers directs entre la Russie et l'Ukraine et veut tout négocier avec les États-Unis. Toutefois, les décisions relatives à la résolution du conflit doivent tenir compte de l'avis des personnes dont la vie sera affectée par le conflit et la manière dont il sera résolu. L'Ukraine ne doit pas devenir une monnaie d'échange dans les relations entre les deux puissances impérialistes.

Nous voulons une Ukraine pacifique et neutre, mais pour cela le Kremlin doit cesser sa politique impérialiste agressive, et l'Ukraine doit recevoir des garanties de sécurité plus sérieuses que le mémorandum de Budapest, qui a été piétiné à la hâte par la Fédération de Russie en 2014.

Si nous ne nous faisons aucune illusion sur les politiques des gouvernements occidentaux, qui servent le grand capital et leurs propres objectifs, nous pensons que les intérêts des travailleurs ukrainiens ne pourront être pris en compte que sous la pression des mouvements progressistes et des communautés de ces pays.

Avant tout, il faut mettre fin immédiatement aux combats dans le Donbass et aux éventuelles provocations sur la ligne de séparation, qui pourraient servir de prétexte à une nouvelle intervention. La première étape devrait donc être le déploiement d'un contingent de maintien de la paix des Nations unies dans le Donbass. Nous sommes conscients des problèmes que posent les missions de maintien de la paix existantes et nous nous souvenons que, dans certains cas, les « *casques bleus* » n'ont pas empêché les violences de masse. Mais dans les circonstances ukrainiennes actuelles, c'est une étape forcée nécessaire.

Le règlement politique à long terme du conflit pourra se faire après que les questions de sécurité seront réglées. La cessation des hostilités devrait réduire le conflit aigu, et il sera ensuite plus facile de discuter des compromis possibles. Il est également nécessaire de préparer les conditions d'une future réintégration.

Les prochaines étapes devraient être les suivantes :

- Retrait des troupes russes du Donbass. L'un des meilleurs moyens de faire pression sur les dirigeants russes serait de saisir les biens et les actifs des oligarques et des hauts fonctionnaires russes à Londres et ailleurs.
- Mise en place d'un programme international pour réhabiliter la région touchée par la guerre et aider ses habitants (notamment en confisquant les biens pillés par les oligarques russes et ukrainiens).
- Réexamen de la politique sociale et économique proposée à l'Ukraine par l'Occident : au lieu des réformes néolibérales du FMI, la dette extérieure de l'Ukraine est effacée.
- Une politique humanitaire plus inclusive et progressiste en Ukraine, mettant fin à

l'impunité de l'ultra-droite ukrainienne et abolissant les lois de « *décommunisation* ».

- Assurer la garantie des droits humains pour ceux qui ont vécu en « *république populaire de Donetsk* » et « *république populaire de Lougansk* », en adoptant une loi d'amnistie pour ceux qui n'ont pas commis de crimes de guerre.

La guerre dans le Donbass a coûté la vie à des milliers de personnes et en a contraint des millions d'autres à quitter leur foyer. La menace d'une intensification de la guerre pèse sur l'Ukraine comme une épée de Damoclès et sape fortement les possibilités de politique progressiste. L'avenir du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale. ■

Pour la paix et la désescalade

Déclaration du Mouvement socialiste russe*

L'escalade actuelle sans précédent autour de l'Ukraine est le point culminant d'une « *nouvelle guerre froide* » qui se développe entre la Russie et « *l'Occident collectif* » (représenté par les États-Unis, l'OTAN et les dirigeants de l'UE) depuis 2014. L'objectif – que la Russie de Poutine a invariablement déclaré dans cette confrontation – est de créer une nouvelle architecture mondiale dans laquelle il n'y aura pas un seul souverain (les États-Unis), mais de nombreux souverains, chacun se voyant attribuer certaines « *sphères d'intérêt* ». Cette logique, qui ne reconnaissait la qualité de « *souverains* » qu'aux acteurs mondiaux, reposait sur le déni de toute autonomie pour les petits pays – tels que les républiques de l'espace post-soviétique ou de l'Europe de l'Est, y compris l'Ukraine. La méthode utilisée par la Russie en tant que partie faible (par rapport à l'OTAN) dans cette lutte a consisté en une escalade constante des risques : on supposait que l'Occident était divisé de l'intérieur et que l'OTAN, malgré sa puissance militaire combinée, n'était pas prête à prendre des mesures décisives. Mais la principale victime des actions de la Russie n'a pas été les pays de l'OTAN, mais une Ukraine encore plus faible. Le résultat de la politique agressive de la Russie a été plus d'un million de réfugiés ukrainiens, des milliers de morts et la violation de l'intégrité et de la sécurité de l'État ukrainien. L'annexion de la Crimée et le contrôle russe informel d'une partie du Donbass, qui ont permis l'adoption des accords de Minsk ainsi que l'absence de sanctions sérieuses contre les élites russes, ont démontré le succès relatif de cette ligne de la politique étrangère russe.

Cependant, la pression exprimée par une présence militaire russe croissante à la frontière ukrainienne s'est heurtée à la position prévisible de l'OTAN et des États-Unis. La Russie a soit surestimé les divisions au sein de l'OTAN, en particu-

lier entre l'Allemagne et les États-Unis, soit formulé des exigences radicales sans espoir de les faire respecter afin de forcer l'OTAN à faire des compromis sur des questions « mineures ». Tout cela a provoqué une série de négociations tendues avec des revirements mutuels. La Russie de Poutine a découvert que les États-Unis sont capables d'utiliser leurs propres armes sans crainte, faisant monter la température de l'hystérie militaire en utilisant activement les fakes, la désinformation et un style de diplomatie agressif. Derrière l'épais nuage de mensonges et de propagande diffusé par les deux parties, ce qui importe le plus, c'est que l'irresponsabilité et les prétentions impériales des élites de pays disposant d'un énorme potentiel d'armes de destruction massive mettent en danger des millions de vies de leurs propres citoyens et d'autres citoyens, le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination, ainsi que l'existence future de l'Ukraine et d'autres pays de la région susceptibles d'être impliqués dans le conflit.

Dans ces conditions, une position anti-guerre devient nécessaire au niveau international pour toutes les forces de gauche et progressistes. Les gauches russe, ukrainienne, américaine et ouest-européenne doivent exiger de leurs gouvernements une désescalade immédiate, y compris le retrait des troupes russes, le soutien à un cessez-le-feu dans le Donbass et le début de négociations sérieuses qui excluraient la possibilité même d'un affrontement militaire et qui se concentreraient sur une réduction symétrique des armements. Cela ne peut être réalisé que par la solidarité entre la gauche et les forces progressistes et, surtout, en engageant les millions de personnes qui sont des victimes potentiels des conflits impérialistes dans la lutte pour la paix, la démocratie et la justice. ■

30 janvier 2022

* Le Mouvement socialiste russe (RSD) est une organisation de la gauche radicale au sein de laquelle militent les membres de la IV^e Internationale en Russie.

Contre l'escalade militaire de l'OTAN et de la Russie en Europe de l'Est

Par le Bureau exécutif de la IV^e Internationale*

Nous devons nous mobiliser contre les menaces militaires (et nucléaires) qui se profilent à l'horizon, dans un contexte d'instabilité politique, de désordre économique et de conflit inter-impérialiste, en défense des droits de la population ukrainienne.

Une situation grave et dangereuse à dimension géopolitique mondiale

Depuis environ un mois, nous assistons à une escalade militaire autour de l'Ukraine, qui constitue une menace sérieuse pour l'Europe et le monde et qui nous ramène aux crises les plus graves au plus fort de la guerre froide, comme la guerre de Corée (1950-53), la crise des missiles de Cuba en 1962 ou le déploiement des euro-missiles (et des SS20 soviétiques) au début des années 1980, lorsque Ronald Reagan a envisagé la possibilité de recourir à des armements nucléaires tactiques sur la scène européenne.

Le danger de la spirale verbale et militaire en cours et le risque de basculer dans un conflit armé, qu'il soit de faible intensité ou de grande portée, localisé ou généralisé, conventionnel ou incluant également une forme de menace nucléaire, sont plus importants que lors des épisodes déjà mentionnés. Si le peuple ukrainien est le premier concerné, les menaces concernent tous les acteurs impliqués dans les engrenages verbaux et belliqueux de la crise actuelle en particulier l'ensemble des peuples européens.

Nous sommes donc confrontés à un double défi :

❶ Répondre aux craintes exprimées en Ukraine face au déploiement des troupes russes à ses frontières, visant soi-disant à

interdire l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN ;

❷ Prendre la mesure des dangers réels produits par l'escalade des déclarations et comportements belliqueux dont les enjeux dépassent la question ukrainienne.

Notre position globale concernant l'OTAN est double : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la IV^e Internationale s'est opposée à l'OTAN dès sa création et, a fortiori, cette alliance militaire aurait dû être dissoute en 1991 en même temps que le Pacte de Varsovie ; nous condamnons tout autant les discours et comportements hégémonistes impériaux de la Russie ; ce sont eux qui ont poussé depuis quelques années une part croissante de la population ukrainienne à se tourner vers l'OTAN. Le retrait des forces étrangères (atlantistes et russes) et la neutralité militaire de l'Ukraine sont la seule protection de son indépendance. Mais il revient au peuple ukrainien – et non aux chantages et négociations entre grandes puissances – de décider de ses appartenances.

Les principaux facteurs qui contribuent à la dangerosité d'une situation géopolitique instable sont :

❶ Des enjeux énergétiques majeurs (notamment associés aux problèmes de la transition vers les énergies renouvelables) avec un pouvoir russe en mesure d'exploiter les situations (et dépendances) différentes de l'UE et des États-Unis sur ce plan – dans un contexte d'énorme volatilité économique et de risque très réel d'un nouveau krach financier.

❷ Une accumulation de conflits armés dans l'ex-Union soviétique, de l'Ukraine depuis 2014 à la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en passant par la Tchétchénie et un long processus de reconstruction de la puissance militaire russe, avec la volonté de rattraper les revers et humiliations subis depuis la fin de la guerre froide – et une consolidation relative de l'emprise russe vers la Biélorussie et le Kazakhstan encourageant les postures de grande puissance de Poutine.

❸ Et, plus particulièrement, la crise du système politique et l'instabilité interne des États-Unis – un an à peine après l'assaut de style coup d'État au Capitole promu en toute impunité par un Trump qui se voit revenir très vite à la Maison Blanche –, de l'Union européenne et, surtout, de la Russie elle-même, après deux années de pandémie et de révoltes généralisées contre l'autoritarisme, la corruption et la répression.

❹ L'enlèvement du « *Format Normandie* » (France, Allemagne, Russie, Ukraine) de gestion du conflit en Ukraine depuis l'occupation russe de Crimée en 2014.

Poutine et Biden doivent tous deux présenter une image forte et agressive, tant pour regagner leur crédibilité et leur légitimité au niveau national que pour discipliner ce qu'ils considèrent être leurs zones d'influence respectives : Poutine pour se remettre de la plus grande vague de protestations anti-autoritaires depuis la Perestroïka que connaît la Russie depuis plusieurs mois et des révoltes contre la corruption, les inégalités et le paternalisme post-stalinien dans ce qu'il croit être sa zone d'influence (Biélorussie, Kazakhstan, etc.) et Biden, qui est à la veille des élections de mi-mandat au Congrès, après un retrait humiliant d'Afghanistan et lésé par une gestion interne décevante qui lui vaut un niveau d'impopularité comparable à celui récolté par Trump dans les derniers mois de sa présidence.

La position de Poutine à l'intérieur de la Russie dépend aussi directement de ses perspectives en matière de politique étrangère. Son quatrième mandat présidentiel se termine en 2024, après quoi il devra conserver le pouvoir (avec sa popularité déclinante) ou le transmettre à son « *successeur* ». Ce processus de « *transmission du pouvoir* » dans une situation de dégradation complète de toutes les institutions politiques ne dépend que de la propre décision de Poutine et de sa capacité à rallier les élites bureaucratiques et financières autour de lui face aux menaces internes et externes.

* Cette déclaration a été adoptée par le Bureau exécutif de la IV^e Internationale le 30 janvier 2022, avec une abstention et un vote contre.



Plus de 13 000 morts depuis 2014, un pays séparé, mais il faut passer la ligne de front pour travailler et se nourrir...

Première menace de guerre nucléaire depuis 60 ans

L'arrogance de leurs déclarations respectives est proportionnelle à leur faiblesse politique : « *J'espère que Poutine est conscient qu'il n'est pas loin d'une guerre nucléaire* ». « *Poutine veut tester l'Occident et il en paiera un prix qui lui fera regretter ce qu'il a fait* », a déclaré Biden lors d'une conférence de presse le 20 janvier. Mais les déclarations belliqueuses de ce type, même si elles relèvent de gesticulations et d'un jeu de poker menteur, ne sont jamais anodines et sans risques d'engrenages non maîtrisés.

Le facteur déterminant derrière la concentration massive de ses troupes aux frontières nord et est de l'Ukraine est la crainte de la Russie d'une hypothétique entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, qui permettrait le déploiement d'armes nucléaires hostiles à proximité de son pays.

30 ans après la fin de l'URSS et la dissolution du Pacte de Varsovie : entre l'élargissement de l'OTAN et la reconstruction de l'impérialisme russe

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev a décidé de démanteler le Pacte de Varsovie il y a 30 ans, les dirigeants de l'OTAN devaient dissoudre l'Alliance atlantique et se sont engagés à ce que la future Allemagne réunifiée soit un pays neutre, comme l'Autriche l'a été depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comme nous le savons, non seulement l'Allemagne réunifiée a rejoint l'OTAN, mais l'Alliance s'est depuis étendue vers l'est, intégrant la plupart des pays qui, pendant 45 ans, étaient intégrés au bloc soviétique : en 1999, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. En 2004, la Bulgarie, l'Estonie, la

Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie ont fait de même. L'Albanie et la Croatie ont suivi en 2009, et en 2020, c'était le tour de la Macédoine du Nord.

Le maintien et l'extension de l'OTAN, loin de pacifier les relations du continent, les tendent, et ne peuvent qu'encourager une logique expansionniste grand-russe au détriment des pays situés entre l'UE et l'Union eurasiennne dominée par Moscou.

La mobilisation militaire de la Russie le long de la frontière ukrainienne explique pourquoi Biden a annoncé qu'il était prêt à négocier que les armes stratégiques ne soient pas déployées en Ukraine et que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ne soit pas à l'ordre du jour. Cependant, nous ne pouvons pas oublier que, selon les propres rapports du FBI, depuis le renversement du gouvernement Yanoukovytch en Ukraine, l'annexion de la Crimée par la Russie et le début dans le Donbass, l'Ukraine est devenue un terrain d'entraînement pour le mouvement fasciste international, qui a recruté des combattants anti-russes à intégrer dans les milices ukrainiennes de la même manière que le fondamentalisme islamique a utilisé la guerre en Afghanistan d'abord (avec la formation d'Al-Qaïda à l'époque par la CIA et les renseignements militaires pakistanais), puis la guerre en Bosnie et, plus récemment, en Irak et en Syrie (à l'origine du terrorisme de Daesh). Mais les soi-disant « *républiques populaires* » du Donbass recrutent également des ultranationalistes slaves et des forces fascistes.

Logiquement, malgré l'escalade russe et la mobilisation des troupes de l'OTAN et des armements américains stationnés dans les républiques baltes, il existe heureusement une marge de négociation, mais il sera difficile de parvenir à une solu-

tion souple alors que les deux parties ont rendu la situation très tendue et partent de positions de faiblesse politique et d'instabilité institutionnelle interne.

Des folies militaires aux folies économiques : à propos des menaces de « *sanctions* » par Biden

Malgré l'agressivité de Biden et de l'OTAN, les puissances européennes sont divisées sur la conduite à tenir. Alors que certains pays comme la France et l'Allemagne sont très réticents à s'engager dans la dissuasion militaire, l'attitude servile du gouvernement espagnol « *progres-siste* » est particulièrement pathétique. Logiquement, l'Allemagne est un pays clé dans ce scénario, car sa vulnérabilité économique et sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie sont énormes. Biden brandit la menace de sanctions inédites, telles que l'exclusion de la Russie du système mondial de paiement SWIFT ou la fermeture du gazoduc Nord Stream 2, ce à quoi Poutine répond que cela signifierait la « *rupture totale des relations* » avec les États-Unis. Si la Russie, qui augmente délibérément le prix de ses exportations de gaz vers l'Europe en tant que mesure de pression géopolitique depuis des mois, devait décider soit d'augmenter encore le prix, soit de couper directement les approvisionnements, nous parlons d'une réduction drastique de l'activité industrielle et de l'approvisionnement en électricité et en chauffage d'une grande partie de l'Europe centrale, avec l'impact socio-économique qui en résulterait, qui serait sans aucun doute dramatique. D'autre part, si la Russie devait être exclue du système SWIFT, les 56 milliards de dollars d'actifs financiers occidentaux et les 310 milliards d'euros placés dans des entreprises russes seraient très probablement gravement compromis par un ciblage immédiat de la réponse russe (en fait, même certains responsables occidentaux déclarent que ce n'est pas réaliste). Il ne fait aucun doute qu'une guerre énergétique, financière et commerciale de ce calibre serait mortelle pour une économie mondiale traînant deux ans de pandémie et tous les effets déstabilisants accumulés pendant quarante ans d'onde longue récessive, de financiarisation et de déréglementation néolibérale et, last but not least, elle favoriserait un nouveau rapprochement géoéconomique et géopolitique entre la Russie et la Chine, le plus grand cauchemar imaginable pour les stratèges de Washington.

Ukraine

Incertitudes de la situation

Les autorités américaines et britanniques ordonnent à leurs citoyens de quitter l'Ukraine, invoquant le risque d'une invasion russe du pays. Ces actions contribuent à créer une psychose de guerre et à rendre la situation encore plus tendue. Toutefois, l'Allemagne a opposé son veto à la livraison d'armes de l'ancienne RDA (Allemagne de l'Est) à l'Ukraine, livraison souhaitée par certaines républiques baltes. Les vols militaires britanniques transportant des armes vers l'Ukraine évitent ces jours-ci de survoler le territoire allemand. Paradoxalement, les rares commentaires sensés sur la situation actuelle n'émanent pas de politiciens ou de journalistes, mais de certains militaires : « *Les médias mettent de l'huile sur le feu d'un conflit, j'ai l'impression que personne ne se rend compte de ce que signifie réellement une guerre* », déclare le général Harald Kujat, ancien inspecteur général de la Bundeswehr. « *Il n'est pas possible que nous ne parlions que de la guerre au lieu de savoir comment l'empêcher* ».

La situation politique russe et les intentions de Poutine

La Russie, avec un budget militaire équivalent à 3 % des dépenses militaires mondiales (n'oublions pas que nous parlons de la deuxième armée conventionnelle du monde, de forces terrestres équivalentes à celles des États-Unis et d'un arsenal nucléaire presque équivalent à celui des États-Unis), joue un jeu de déstabilisation très dangereux dans un contexte de division stratégique et de crise interne à l'OTAN, qui pourrait provoquer une réaction très agressive de cette alliance militaire. La politique étrangère de la Russie est indubitablement réactionnaire, contrairement aux affirmations des campistes de gauche nostalgiques de la guerre froide qui confondent les politiques néotsaristes,

oligarchiques et nationalistes de Poutine – qui ont contribué à écraser des rébellions authentiques et les révolutions populaires en Syrie, en Biélorussie et au Kazakhstan, et à museler, réprimer et intimider l'opposition démocratique et les forces populaires dans la Fédération de Russie... – avec les politiques révolutionnaires, prolétariennes et internationalistes de Lénine. Aujourd'hui, la société russe souffre d'une pauvreté et d'une inégalité massives (encore plus élevées qu'aux États-Unis). En fait, la « *nouvelle architecture du monde* » prônée par la Russie est l'impérialisme à l'ancienne du début du XX^e siècle, où le monde est divisé en « *sphères d'intérêts* » des grandes puissances et où les petits pays se voient refuser tout droit de contrôler leur propre destin. Dans cette perspective, la principale revendication de la Russie à l'égard des États-Unis est qu'ils ont construit un monde « *unique et souverain* » (selon la célèbre expression de Poutine) et ne sont pas disposés à le partager avec le reste des acteurs mondiaux.

Cependant, pour la plupart des médias occidentaux, Poutine et le « *redoutable* » Lavrov sont les seuls méchants du film. Mais la vérité est que, pour reprendre les termes d'un homme aussi peu suspect de radicalisme bolchevique qu'Oskar Lafontaine, « *il existe de nombreuses bandes de meurtriers dans le monde, mais si l'on compte les morts qu'elles causent, la bande criminelle de Washington est la pire* ». Ce dont le peuple russe a besoin, c'est d'une détente, d'une chance de développer une opposition démocratique et populaire capable de fracturer la fragile alliance entre la bureaucratie post-staliniennne et l'oligarchie mafieuse qui constitue la base du régime autoritaire incarné par Poutine, de désamorcer l'hystérie nationaliste qui lie ce bloc réactionnaire et de relancer les revendications des jeunes, des femmes et du monde du travail dans une clé internationaliste.

Que pouvons-nous attendre ?

Il est tout à fait hors de question que la Russie « *envahisse l'Ukraine* » et occupe tout le pays. Dans les rues de Budapest, on peut encore voir aujourd'hui des traces de l'occupation soviétique de 1956. Ce qui s'est passé alors en Hongrie serait un jeu d'enfant comparé à ce qui se passerait aujourd'hui en Ukraine.

Il est beaucoup plus probable que Poutine installe des missiles nucléaires « *tactiques* » en Biélorussie, à Kaliningrad et dans d'autres territoires voisins. On ne peut pas non plus exclure la possibilité d'une annexion du Donbass. La hausse actuelle des prix du pétrole et du gaz, et l'espoir qu'elle se poursuive, pourrait permettre au Kremlin de couvrir les coûts économiques de ces opérations. Et, bien que moins probable et beaucoup plus risquée – et certainement beaucoup plus sanglante – une opération militaire russe visant à s'emparer de la zone située au sud du Donbass (Marioupol) afin d'organiser une ceinture de sécurité en direction du sud-ouest et de relier deux zones à la péninsule de Crimée, n'est pas non plus à exclure.

Les tâches des forces révolutionnaires, pacifistes et démocratiques en Europe et dans le monde

Les développements actuels sont graves et extrêmement dangereux pour la paix en Europe. Comme nous le savons, dans les situations de tension maximale, aucun acteur n'a le contrôle absolu des événements et tout accident peut déclencher des situations incontrôlables. Une mobilisation internationale est nécessaire de toute urgence pour jeter les bases d'une offensive mondiale antimilitariste et antinucléaire. Les tensions dans la zone Asie-Pacifique sont également liées à l'escalade en cours en Ukraine et les tentatives impérialistes en période de crise économique, sociale et institutionnelle des grandes puissances sont particulièrement dangereuses. Pour toutes ces raisons, nous appelons les organisations politiques, sociales, associatives, nationales, régionales et internationales à rechercher de grands rendez-vous de mobilisation internationale pour renouer avec l'élan internationaliste et solidaire de la gauche.

Organisons la mobilisation pour la désescalade, la paix, la dissolution des blocs et l'autodétermination des peuples ! ■



Les enfants sont les premières victimes (photo UNICEF)

Notre camarade Petr Uhl (1941-2021)

Par Catherine Samary et
Hubert Krivine*

C'est avec émotion que nous avons appris la mort de Petr Uhl à 80 ans le 1^{er} décembre, après une longue maladie. Comme les militants marxistes polonais Jacek Kuron et Karol Modzelewski au milieu des années 1960, Petr Uhl en Tchécoslovaquie avait incarné à nos yeux, au cœur du Printemps de Prague en 1968, l'expression vivante d'une critique radicale du règne du parti unique au nom des idéaux socialistes qu'il prétendait incarner.

Francophone, c'est à Paris que Petr a découvert les idées de la IV^e Internationale au cours de plusieurs voyages et rencontres où il avait pris contact avec Alain Krivine. Il avait fait sa connaissance à Moscou, au Festival international de la jeunesse, en 1957 où Alain Krivine était délégué de la jeunesse communiste de France. Petr Uhl découvrit donc à Paris les activités de la gauche « *krivinienne* » dans l'Union des Étudiants communistes, puis celles de la IV^e Internationale. Il partageait avec elle de profondes convictions anti-impérialistes internationalistes et notamment l'espoir de nouveaux soulèvements dans les pays d'Europe de l'Est visant à réduire l'écart entre leur réalité bureaucratique et les buts socialistes.

Il fut un prisonnier politique de l'ancien régime, passant près de dix ans de sa vie en prison dans des conditions souvent dures, la première fois (dans le contexte de 1968) pour « *complot trotskiste* ». Petr Uhl ne cachait pas ses sympathies, mais il n'a pas été membre de la IV^e Internationale – ce dont notre déléguée à son procès, en octobre 1979, devait témoigner (1). Il lui était en fait reproché d'avoir osé regrouper quelques dizaines de jeunes dans le contexte de l'émergence des « *mouvements par en bas* » qu'il évoque, stimulés par le « *Printemps de Prague* », puis d'être actif avec d'autres dans la Charte 77 et autres associations de défense des droits. Sans être lui-même membre du PCT, il était proche du père d'Anna Šabatová (son épouse), Jaroslav

Šabata, un des animateurs de l'aile autogestionnaire du Parti communiste tchécoslovaque : ce courant soutint, à la fois contre l'aile conservatrice (Novotny) du régime et contre les réformateurs technocrates, les conseils ouvriers dans les entreprises qui se développèrent pendant l'intervention soviétique, jusqu'en 1969.

Petr Uhl était alors en prison. Et c'est là qu'il a côtoyé pendant plusieurs années l'écrivain Vaclav Havel qui devint son ami. C'est avec lui (et bien d'autres intellectuel·es) qu'il a formé en 1977 la Charte 77, puis le VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies). Petr Uhl n'était pas (contrairement à beaucoup d'autres membres, comme Havel) un « *dissident* » anti-communiste. Par contre, il considérait comme essentielles les batailles démocratiques pour un socialisme digne de ce nom. Il s'est donc engagé dans la mise en place d'organismes et fronts pour le respect des droits, rassemblant des personnes d'horizons idéologiques divers que rapprochaient les luttes « *contre* » (la répression ou la censure) mais sans réel programme commun « *pour* » et définissant une autre société.

Un tout autre contexte s'ouvrit en 1989, lorsque, dans la foulée de la chute du Mur de Berlin, la « *révolution de velours* » de 1989 mit fin au règne du Parti communiste de Tchécoslovaquie et porta au pouvoir Vaclav Havel. Petr Uhl décida alors de s'inscrire, un temps, dans le pluralisme politique émergent en devenant député du Forum civique – renonçant, de ce point de vue, à un combat pour le socialisme. Mais il garda jusqu'à la fin de sa vie un attachement à l'internationalisme et une opposition résolue à l'OTAN, percevant la construction de l'Union européenne (UE) comme un contrepoids positif aux États-Unis. Insatisfait de la vie politique des partis (tout en se rapprochant des Verts), il se concentra sur deux facettes de ses activités : celle de journaliste (au *Právo*) et celle de défenseur des Droits humains.

Il se mobilisa notamment et concrètement pour les droits des Roms, affichant



publiquement son refus de la citoyenneté Tchèque – après la division de la fédération qu'il déplorait, lorsque le régime tchèque fit bâtir un mur pour empêcher les Roms de Slovaquie d'entrer dans le nouveau pays indépendant. Mais il occupa aussi plusieurs fonctions officielles dans la défense des droits : de 1991 à 2001, il a en effet été expert auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies et, de 1998 à 2001, commissaire aux droits de l'homme du gouvernement tchèque, président le Conseil gouvernemental pour les nationalités, le Conseil des droits de l'homme et la Commission interministérielle pour les affaires de la communauté rom.

De multiples façons, sa femme et ses enfants ont partagé cet engagement pour des droits universels : Anna Šabatová fut comme lui membre de la Charte 1977 et assumait même la fonction de porte-parole. Elle devint médiatrice de la République de 2014 à 2020. Et Petr était particulièrement fier de l'exploit de sa fille, Saša Uhlová, « *infiltrée* » dans les entreprises de son pays pour en révéler les conditions inhumaines de travail, dans un reportage qui fut très popularisé – jusque dans *le Monde* du 8 décembre 2017 dans un article intitulé « *Saša Uhlová porte-voix des oubliés du miracle économique tchèque* ». Petr Uhl fut jusqu'à la fin de sa vie un défenseur courageux de tous les « *oubliés* ». Il est donc resté à cet égard pleinement notre camarade.

Nos pensées émues et solidaires vont à sa femme et ses enfants. ■

Paris, 2 décembre 2021

* Catherine Samary et Hubert Krivine sont militants et dirigeants historiques de la IV^e Internationale et de sa « *commission Est* ».

1. Pour ce procès d'octobre 1979 contre Vaclav Havel, Petr Uhl et quatre autres membres de la Charte 77, une délégation unitaire fut envoyée associant Patrice Chéreau (Association des artistes) Jean-Pierre Faye (Comité International contre la répression), Pr. Jean Dieudonné (comité de mathématiciens) et, pour Petr Uhl, Catherine Samary (Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste). Cf. les comptes rendus dans *Rouge* d'octobre 1979.

De l'organisation de la société

Résultat

du processus révolutionnaire transitoire

Par
Petr Uhl*

Nous disions dans l'introduction de ce travail que tous les individus compris dans leur unicité doivent disposer de droits égaux, de droits qui leur garantissent une évolution libre. Nous rappelons que l'égalité et la liberté personnelle ne peuvent être conservées que par des relations sociales données, ainsi que la négation révolutionnaire de la société actuelle est la condition pour entreprendre ce processus créatif. Dans la première partie, nous nous sommes efforcés de brosser un tableau critique de la société tchécoslovaque et nous avons évalué, de manière plus ou moins spéculative, les possibilités d'action des travailleurs lors de la prise du pouvoir et la décomposition du centralisme bureaucratique. Dans cette seconde partie, nous voulons tenter de décrire l'organisation de la société qui doit être, à notre avis, le but des efforts des travailleurs et le résultat du processus révolutionnaire transitoire.

1. Démocratie directe et démocratie indirecte dans le parlementarisme et l'autogestion

L'organisation démocratique de la société est aussi ancienne que l'humanité elle-même. Au fur et à mesure de la différenciation de la société en classes et en couches sociales, le pouvoir économique et sa forme concentrée, le pouvoir politique, sont passés entre les mains de classes et couches gouvernantes. Celles-ci fondent alors des États, pour maintenir la différenciation en classes et protéger les résultats de l'évolution de la civilisation.

L'histoire de ces États – et l'histoire écrite commence souvent au moment de leur naissance – est une lutte et une alternance entre deux formes fondamentales d'organisation sociale : la démocratie et la dictature (oligarchique ou autocratique). Au cours de l'histoire de la société de classes, la démocratie n'a jamais eu de caractère entièrement populaire, elle n'a été qu'une démocratie au service de la classe dominante et, éventuellement, de ses alliés. Le peuple (les classes opprimées) n'a connu dans les meilleurs des cas que le droit de participer formellement aux décisions politiques les moins importantes. En attirant l'attention sur ce caractère limité de la démocratie, nous ne voulons pas dire que nous renonçons aux efforts tendant vers elle. Au contraire. Le pouvoir totalitaire (la dictature bureaucratique) doit être remplacé par une forme démocratique de gouvernement. En même temps nous sommes conscients que la démocratie totale, c'est-à-dire la garantie que chaque individu bénéficie des mêmes droits face aux décisions concernant sa vie et son travail, ne peut être réalisée qu'avec l'élimination successive des classes et de la division du travail. Ce qui ne nous empêche pas de réaffirmer l'idée que la négation révolutionnaire du système capitaliste instaurera la démocratie ouvrière. Cette démocratie maintiendra pendant un certain temps un rapport répressif à l'égard de la bourgeoisie vaincue. Mais ce système répressif (dont l'élément fondamental doit être un mécanisme d'autodestruction du système répressif) peut et doit être absolument différent, non seulement du système stalinien et de ses rééditions en Chine, à Cuba, etc. mais aussi du système léniniste-bolchévique des années 1917-1923. C'est la raison pour laquelle nous persistons à utiliser le terme de dictature du prolétariat pour caractériser la période de démocratie ouvrière qui suit la défaite politique de la bourgeoisie et son expropriation économique. Nous rappelons que la société tchécoslovaque a connu cette période avec une déviation stalinienne, c'est-à-dire sans la démocratie pour les travailleurs et sans la

dictature du prolétariat. Elle a connu et connaît toujours la voie déformée de la dictature bureaucratique. Comme dans ce sens les pays du bloc soviétique sont du point de vue historique à un niveau supérieur d'évolution sociale, nous concluons que la démocratie est, justement, dans nos pays, la perspective. Elle ne sera pas hypothéquée par une lutte de classes socialement coûteuse. La situation permettant l'instauration de la démocratie ouvrière est meilleure dans les pays du bloc soviétique. La démocratie n'y est bloquée que par la carapace ferme, mais fragile, de la dictature bureaucratique. Quand elle l'aura brisée, notre société n'aura à résoudre ni le problème de la propriété privée des moyens de production, ni celui de nombreuses couches petites bourgeoises, ni même le problème de la répression des classes vaincues. Hormis un petit groupe de hauts cadres bureaucratiques, il n'y aura personne contre qui appliquer la dictature. Par conséquent nous pensons que les sociétés du bloc soviétique n'auront plus à passer par la dictature du prolétariat.

En nous fondant sur les expériences historiques engrangées jusqu'à présent par l'humanité nous constatons, outre la nature de classe de la démocratie déjà évoquée, l'existence de deux types de démocratie : le parlementarisme et l'autogestion, l'un étant la meilleure application de la démocratie élective, l'autre celle de la démocratie directe.

La règle originelle de la démocratie directe – la participation de tous aux décisions, comme par exemple celle des hommes libres en Grèce ancienne – a petit à petit été transformée à travers la création de corps représentatifs. Ceux-ci ont commencé à prendre les décisions à la place de leurs électeurs, et finalement la démocratie indirecte représentative s'est substituée à la démocratie directe. Les corps constitués (conseil des anciens, sénat, parlement etc.) étaient souvent privés du pouvoir exécutif et gardaient pour eux le pouvoir législatif, apparemment plus important. De plus ils sont devenus manipulables par les princi-

* Ce chapitre du livre de Petr Uhl *Program společenské samosprávy* (Programme d'autogestion sociale), édité d'abord en traduction française sous le titre *Le socialisme emprisonné* (Stock & la Brèche, Paris 1981), a été publié en avant-première dans *Quatrième Internationale* n° 3 (39^e année, 3^e série) de janvier-février-mars 1981. Ce texte a été écrit en 1971-1979 (avec la participation de Jaroslav Suk), donc avant l'arrestation de Petr Uhl en 1979.

paux groupes de la classe dominante. Dans d'autres cas, le parlement exprima, sous forme de démocratie directe, les intérêts de classe de la noblesse ou d'une de ses fractions, comme ce fut le cas par exemple en Pologne ou en Angleterre. Avec les démocraties bourgeoises apparaît un système parlementaire perfectionné qui donne aux travailleurs l'illusion de participer aux décisions en votant tous les 4 ou 5 ans et en choisissant ainsi les politiciens bourgeois qui auront le droit de décider à leur place. Les défenseurs de la démocratie indirecte – il y en a beaucoup dans notre pays – font généralement valoir l'impossibilité technique de l'instauration d'une démocratie directe. Les plus francs expriment également leur méfiance vis-à-vis des travailleurs. Sur ce point, disons tout de suite que l'expérience historique nous enseigne qu'évidemment l'autogestion généralisée ne s'instaure pas du jour au lendemain. Mais elle montre aussi les ressources insoupçonnées que peuvent libérer des groupes sociaux dégagés de leur oppression politique et économique. Elle nous indique qu'au cours d'un processus révolutionnaire le nombre de personnes qui s'impliquent croît sans cesse. Aux arguments techniques contre la démocratie directe nous opposons les immenses possibilités offertes par la technique moderne, les télécommunications et les ordinateurs. Elles permettent d'exprimer les opinions de la population sur une question donnée dans un temps record. Naturellement il n'est ni possible ni utile que chaque particulier s'exprime sur tous les problèmes d'un territoire donné, ou même – dans le cas d'une autogestion mondiale généralisée – concernant le monde entier. Notre principe est qu'une question déterminée doit être résolue par les travailleurs ou les citoyens directement concernés. Nous traitons plus loin des compétences de chaque unité autogestionnaire.

Pour notre part nous n'envisageons pas l'instauration immédiate de la démocratie directe au début du processus révolutionnaire. Ce serait techniquement impossible et socialement trop coûteux. De même nous n'excluons pas le maintien de forme de démocratie indirecte représentative. Mais quelle que soit la part de chacune de ces formes de démocratie, nous devons agir de manière énergique afin que la place de la démocratie directe s'étende sans cesse au détriment de la démocratie représentative. Cela est décisif pour les nouvelles générations et pour l'abolition des classes sociales et de la division du travail.

Notre opposition au parlementarisme comme forme de démocratie indirecte

représentative, n'est pas motivée seulement par notre intérêt pour la démocratie directe. Le parlementarisme exprime également la division de la société en classes et suscite des illusions sur la participation à la gestion des affaires publiques. En réalité il dépossède les électeurs de leur pouvoir. Les décisions positives des parlements résultent toujours d'une pression « *d'en bas* ». Dans le meilleur des cas, ils s'opposent verbalement aux catastrophes nationales, s'ils ne sont pas dispersés avant. Ces oppositions ont tout au plus une valeur morale. Dans les faits, ce sont quand même des parlements qui ont donné leur accord pour des mesures qui ont entraîné la chute de la démocratie bourgeoise et l'avènement du fascisme ou de la dictature bourgeoise (Allemagne en 1933, Prague en 1938, Vichy en 1940). Le principe bourgeois de la séparation entre le législatif et l'exécutif est la source de l'impossibilité d'un réel contrôle du pouvoir législatif sur l'exécutif. Ce dernier est assuré par une armée régulière et la police, il exerce, en retour, une influence sur le parlement. Il peut même, comme nous l'avons vu au Chili en 1973, remettre en cause les principes de la démocratie parlementaire. En plus, cette forme de démocratie se fonde, traditionnellement, sur l'éligibilité territoriale alors que les principales questions – celles de la sphère de production – sont résolues par les cercles restreints du pouvoir économique.

Quand nous parlons de parlementarisme, nous évoquons le système de démocratie indirecte qui règne actuellement dans les pays bourgeois-libéraux. Nous ne songeons pas un instant au système prétendument représentatif que connaissent notre pays et les autres États du bloc soviétique. Quoi qu'en dise la Constitution, il n'a rien à voir avec la démocratie représentative. Les simulacres de scrutin ne sont que des accords forcés avec la politique du centre bureaucratique. Les diverses instances « *représentatives* » se limitent à des instruments dociles du pouvoir totalitaire. Elles ne servent qu'à donner l'apparence d'une certaine démocratie appelée, pour l'occasion, « *démocratie socialiste* » et qui prétend exprimer la volonté unanime du peuple. Cela est également valable pour les « *soviets* » réorganisés à la fin des années vingt et tels qu'ils subsistent encore aujourd'hui.

Quand des groupes sociaux opprimés veulent changer leurs conditions d'existence, ils cherchent à se réapproprier les structures et les mécanismes politiques



qu'ils ont connus dans le passé, et dont certains aspects leur semblent plus acceptables que les conditions sociales existantes. Mais ils donnent un contenu nouveau à ces formes traditionnelles. Le processus du renouveau dans la Tchécoslovaquie des années 1968-69 l'a bien montré. Guidée par son désir d'abolir la pseudo-démocratie parlementaire qui règne dans notre pays, la population s'est tournée vers les expériences démocratiques bourgeoises qui avaient existé en Tchécoslovaquie entre les deux guerres. Néanmoins on ne trouvera pas un seul exemple où ce retour vers la démocratie parlementaire était accompagné d'une volonté de rendre le pouvoir économique et politique à la bourgeoisie et de la reconnaître en tant que classe. Il y a donc eu un transfert du contenu, c'est-à-dire un remplacement de la base de classe de la démocratie parlementaire. Elle devenait la démocratie du peuple tout entier. Malgré tout, nous considérons cette forme de démocratie comme inappropriée, voire nuisible, lors du futur processus révolutionnaire. Elle s'appuie fondamentalement sur les principes de la démocratie indirecte, elle exclut par définition les décisions directes de la majorité de la population. Ensuite il s'agit d'un principe de territorialité qui laisse de côté les problèmes concernant le travail et la coordination efficace des producteurs. Enfin ces propositions sont apparues en complément d'une conception du pluralisme politique fondée sur des partis candidats à l'exercice du pouvoir. (Nous traitons du pluralisme dans le chapitre suivant.)

Dans l'esquisse de programme minimum que nous avons présentée dans la première partie de cet ouvrage, nous n'ex-

Alternative en débat

cluons pas l'existence, lors du processus révolutionnaire, du parlementarisme, ou au moins de tendances allant dans ce sens. Mais nous exprimerons toujours notre opposition à ce système et nous espérons convaincre la population de ses désavantages par rapport à l'autogestion. Nous avons atteint un stade de développement des sociétés où la démocratie indirecte est devenue un anachronisme et un frein. Le système autogestionnaire et la démocratie directe peuvent, au contraire, jouer un rôle inverse. Nous sommes arrivés à la conclusion que les éléments de démocratie directe – qui constituent notre principale préoccupation – ne peuvent exister et s'épanouir que dans un système autogestionnaire. Leur développement est exclu avec le parlementarisme. Ce qui ne signifie pas que l'autogestion soit un remède miraculeux ou une potion magique. Un système autogestionnaire sans démocratie directe, qui aurait abandonné les principes fondamentaux du contrôle populaire, du droit de minorité active, qui ne rendrait pas publiques ses délibérations politiques, qui favoriserait l'approfondissement de la stratification sociale, qui serait protégé par une armée régulière et durable, par une police, qui préférerait les prétendus intérêts nationaux, un tel système dégénérera tôt ou tard en une dictature totalitaire ou en une nouvelle société de classes. Il peut même combiner les deux.

L'autogestion a, dans la société de classes, une histoire tout aussi riche que le parlementarisme. Dans l'Antiquité et au Moyen Âge, elle était soit l'expression d'ensembles sociaux ou d'États nouveaux, soit une forme de refus de l'ordre social d'alors et de ses institutions – la Grèce ancienne, les États-ville, le mouvement des Hussites (1), la Réforme. Il y a aussi l'exemple de système autogestionnaire de la jeune Union des États américains (USA) qui rassemblait les colons immigrés contre le roi d'Angleterre, les Indiens et les Français. Cette organisation qui était à l'origine très démocratique (abstraction faite, évidemment, des esclaves), a peu à peu dégénéré sous l'influence du capital américain pour aboutir au système actuel de démocratie représentative. Un des moins démocratiques d'ailleurs : il n'a gardé que quelques vestiges de son passé autogestionnaire, comme par exemple l'élection des juges et des shérifs. Les socialistes du siècle dernier qui réfléchissaient sur les différentes formes possibles d'organisation

sociale, ont affiné le concept d'autogestion. Mais ils restaient sous l'influence de l'expérience américaine. De ce point de vue, la prime revient aux anarchistes. À la même époque, l'intérêt des marxistes était concentré sur les moyens de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, aussi la plupart des études sur l'autogestion intégraient-elles un système de production petit-bourgeois, le retour à la nature, l'atomisation de la société et l'abolition de l'État du jour au lendemain. En bonne position y figuraient également les problèmes de la gestion publique.

Avant de proposer notre programme d'autogestion, il nous semble indispensable d'exposer ici le sens que nous donnons à ce mot. À la différence de nos aïeux du siècle dernier et même d'après, nous n'imaginons pas l'autogestion comme un système d'administration d'une commune ou d'une minorité nationale au sein d'un État plurinational, c'est-à-dire comme un système presque exclusivement représentatif.

Nous la comprenons comme un système de pouvoir institutionnalisé valable pour l'ensemble de la société. Une organisation du pouvoir économique et politique qui combinerait les fonctions législative, exécutive et d'arbitrage. L'autogestion comme système a des liaisons internationales et englobe tous les domaines de l'activité humaine. L'histoire a connu plusieurs tentatives autogestionnaires dans ce sens. Il y eut la tentative héroïque des communards parisiens en 1871. Les soviets de délégués ouvriers, paysans et soldats en Russie (1905 et 1917) étaient aussi des instances autogestionnaires, mais ils comportaient un caractère représentatif prépondérant. Dès le début, sont apparues des tendances à détourner ces soviets au profit du pouvoir bureaucratique. Ces tendances prenaient essentiellement leur source dans les conditions objectives du développement de la révolution, elles cherchaient à abolir les fonctions autogestionnaires des soviets. Elles ont réussi à se concrétiser dans la seconde moitié des années vingt. Malgré cela, le désir de liberté des travailleurs a trouvé son expression dans des actions spontanées contre le pouvoir soviétique, ou plutôt contre ses aspects contre-révolutionnaires : la révolte de Cronstadt, la création de comités d'usines exprimant le pouvoir économique ouvrier, la réanimation des syndicats et leur aspiration au pouvoir, l'Opposition ouvrière dans le Parti bolchevik. Ainsi les tendances autogestionnaires qui avaient déjà des difficultés à s'exprimer sous le pouvoir bolchevique ont été définitivement étranglées par le stalinisme.

Des éléments d'autogestion ont ressurgi en Espagne, pendant la guerre civile, grâce à l'initiative des socialistes et des anarchistes. Mais les staliniens les ont freinés et les fascistes les ont définitivement enterrés. L'autogestion a également vécu, sans le savoir, un triomphe éphémère sous le nom de « *république des conseils* » ou de « *socialisme des conseils* », après la Première Guerre mondiale, en Hongrie et en Bavière. Nous pouvons également suivre la destinée du mouvement autogestionnaire aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale : plus la révolution nationale s'émançait du Kremlin, plus elle contenait d'éléments autogestionnaires mis en pratique spontanément par les travailleurs, contre la volonté des maîtres de Moscou. La Yougoslavie est le seul exemple où ces éléments ont donné naissance à un système d'ensemble. La direction communiste yougoslave s'est appuyée dessus lors de sa rupture avec le Kremlin. Nous avons cependant une position critique envers l'autogestion yougoslave : les éléments de démocratie directe qui se limitaient aux grandes décisions concernant l'entreprise ne se sont pas développés au-delà. Les instances autogestionnaires des différentes branches de production n'existent pas réellement et, ce qui nous semble plus grave, il n'y a pas non plus d'organe autogestionnaire au niveau de l'ensemble de la société. L'autogestion ne s'exerce ni dans le domaine improductif, ni dans celui de la consommation, ni dans la sphère tertiaire. Elle est pour l'essentiel remplacée par un parlementarisme fondé sur une base territoriale : le système des assemblées. Le pouvoir central appartient à la bureaucratie d'État et du Parti tant sur le plan politique qu'économique. Dans la vie économique du pays un rôle majeur est joué par la technocratie, le capital étranger et les liens avec la zone dollar. L'autogestion yougoslave reste éparpillée, et donc faible. Elle ne s'occupe et ne résout qu'une petite partie des problèmes. Le pouvoir de la bureaucratie et de la technocratie renforce cette faiblesse, d'autant que la classe ouvrière yougoslave est peu nombreuse et peu consciente. Ainsi la Yougoslavie est devenue le meilleur exemple pour démontrer l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale en Tchécoslovaquie, sont également apparues des tendances autogestionnaires. Très faibles, elles ne durèrent pas longtemps. Elles prirent la forme de conseils d'entreprise aspirant à la direction de la production. Mais elles servirent surtout de décorum pour la prise bureaucra-

1. Dirigé par Jean Hus (1369-1415) en Bohême. Réformateur religieux, il fut l'un des précurseurs de la Réforme. Brûlé à Constance en juin 1415. (ndt)

que du pouvoir par le PCT. Après février 1948, ces conseils furent dissous. Nous devons également nous inspirer des communes populaires chinoises et de l'expérience algérienne après la victoire de l'indépendance. Ces dernières années, nous avons pu observer l'émergence d'éléments autogestionnaires au Portugal après la chute de la dictature fasciste. Le gouvernement Soares les a ensuite étranglés. Il est intéressant de remarquer l'apparition d'éléments analogues dans deux systèmes aussi différents que le Portugal et la Pologne : sont apparus, entre autres, des comités de locataires d'abord au Portugal puis, deux ans plus tard, en Pologne (tentative de créer un « *comité de défense des locataires* »).

On peut également vérifier la validité de la conclusion théorique selon laquelle l'autogestion s'affirme chaque fois qu'il s'agit d'un mouvement révolutionnaire réel des larges masses, avec l'exemple de l'année 1956. Cette année-là, des conseils ouvriers se sont créés spontanément en Pologne et en Hongrie, on a même vu un conseil pour toute l'agglomération de Budapest. En Pologne, ces conseils furent plus tard transformés en instances du pouvoir bureaucratique tandis qu'ils étaient dissous en Hongrie, au cours de l'année 1957. Les événements qui se sont déroulés en Hongrie au cours de l'année 1956 ont donné naissance à un processus révolutionnaire brusquement interrompu par les chars soviétiques. Cette caractérisation est pour nous fondamentale malgré la présence au sein du mouvement d'une tendance libérale fortement pro-capitaliste. Les exigences des conseils ouvriers polonais et hongrois ressemblaient beaucoup à celles formulées au cours du processus de renouveau chez nous, en 1968. Et ce, même au niveau de la liberté d'expression, d'association, de création artistique et de recherche scientifique.

Nous avons déjà analysé les premiers pas vers la formation d'un système autogestionnaire en Tchécoslovaquie lors des années 1968-1969, dans le sixième chapitre de la première partie de ce travail. Nous concluons sur ce point en signalant l'intérêt grandissant pour l'autogestion dans les cercles de gauche et les grandes organisations ouvrières en Europe occidentale, aux USA, au Japon, au Mexique et ailleurs. L'idée d'autogestion y représente d'une part la négation du système capitaliste et, d'autre part, un système absolument différent du régime bureaucratique soviétique et centralisateur de type soviétique. Les discussions sur l'autogestion, d'abord limi-

tées presque exclusivement aux anarchistes et à des petits groupes, ont dépassé les cercles d'extrême gauche. Elles traversent maintenant de nombreux partis politiques socialistes, les syndicats et des groupements d'inspiration chrétienne. Certains l'ont inscrite dans leur programme. Pour notre part nous voulons verser dans cette discussion les propositions que nous allons maintenant énoncer (2).

II. Les partis et le pluralisme politique

Dans le système parlementaire bourgeois, les partis expriment les intérêts politiques et économiques de différentes classes sociales, des fractions de classes, couches ou corporations, de minorités nationales, d'ensembles ethniques, etc. Les directions des plus forts partis prennent au sein de la coalition, ou plus rarement seuls, l'ensemble des décisions concernant la société, tout en dépendant des cercles les plus influents du capital national et international. Le pouvoir de ces directions est formellement légitimé par le contrôle du parlement dont les membres sont liés par une discipline de parti. Un député est d'abord responsable devant son parti et, ensuite seulement, devant ses électeurs. Le pouvoir réel des partis s'exerce à travers des institutions exécutives : le gouvernement, l'administration et ses organisations locales. La fonction d'arbitrage (la Justice) est également influencée par les directions des partis politiques. Toutes les classes et couches sociales ne disposant pas d'un capital sont privées de possibilités de participation aux décisions concernant l'ensemble de la société, et cela même quand des stalinien (qui se proclament communistes ou quelquefois « *eurocommunistes* ») et les réformistes (qui se proclament socialistes ou sociaux-démocrates) se trouvent dans les parlements et participent aux gouvernements des États bourgeois. Les référendums, organisés de temps en temps dans les pays scandinaves, en Suisse, en France ou en Italie ne s'appliquent qu'aux problèmes mineurs et ont très souvent un caractère frauduleux. Ainsi, le système des référendums, dans la démocratie bourgeoise, dévalue la démocratie directe et la change en simulacre. Dans la démocratie bourgeoise, le système des partis peut également priver les membres des classes qui disposent d'un capital de la participation aux décisions. Ainsi, de nombreuses couches de la petite bourgeoisie, y compris les agriculteurs, une partie prépondérante de la moyenne bourgeoisie et dans certains cas

une partie de la grande bourgeoisie sont souvent exclus des décisions. Une majorité de l'intelligentsia est dans la même situation. Les politiciens de premier plan excellent dans l'art des compromis entre différentes fractions du capital – en particulier entre monopoles internationaux –, et dans les manières de plaire à la population, cet art du possible se caractérise par des accords et des négociations secrètes, des combines et la corruption.

Cette image négative de la forme bourgeoise du pluralisme politique ne peut être masquée par les succès partiels, et de courte durée, des réformistes dans certaines parties du monde (développement du niveau de vie des travailleurs, droits civiques). Ainsi, les progrès économiques et sociaux dans certains pays bourgeois se sont réalisés malgré le parlementarisme, et non grâce à lui. Personne jusqu'à présent n'a prouvé le contraire. Ces conclusions strictes et catégoriques correspondent à l'état de connaissance du processus historique de l'évolution de la société. Nous ne voulons pas pour autant amoindrir les mérites de certains politiciens réformistes ou bourgeois, qui ont sacrifié à la lutte pour le progrès social – vu dans leur optique – toutes leurs forces, leur santé et parfois même leur vie.

Le pluralisme politique de la société capitaliste dépend du système de la démocratie bourgeoise. Quand la démocratie bourgeoise tombe en ruine, quand elle est remplacée par le fascisme ou par une autre forme dictatoriale d'organisation sociale, l'action des partis d'opposition est soit exclue, soit fortement diminuée. Parfois même, les partis sont menacés dans leur existence tout comme les syndicats indépendants et les autres organisations sociales. Il ne faut pas perdre de vue que le monde bourgeois d'aujourd'hui a de plus en plus recours à ces formes totalitaires et qu'en particulier beaucoup d'États créés récemment en Afrique, et la majorité de ceux des pays d'Amérique latine sont des régimes totalitaires de facture militariste et policière. Les tenants du pouvoir ont rejeté publiquement dans ces pays les principes de la démocratie bourgeoise, et naturellement, de toute démocratie. La répression politique, économique et culturelle entraîne des souffrances incalculables pour les habitants de la plus grande partie de notre planète.

2. On peut se reporter, pour toutes ces expériences autogestionnaires à l'anthologie *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion* d'Ernest Mandel, éditions Maspéro 1970.

Alternative en débat

Dans les dictatures de type soviétique et chinois, nous trouvons des conditions analogues à celles des dictatures bourgeoises. Ici, il n'existe ni partis d'opposition ni organisations sociales et syndicales indépendantes. Cependant, contrairement aux dictatures fascistes ou militaires, ces pays vantent les mérites d'une prétendue idéologie marxiste – le pouvoir bureaucratique ne peut s'en séparer pour diverses raisons. Il innove peu et conserve comme une sorte de relique de l'histoire une organisation politique qui n'a pas d'autre but que l'entretien d'illusions sur le caractère démocratique du système. De temps en temps, on organise « l'élection » d'un Front national patriotique ou populaire. Les fronts, les partis non communistes, les syndicats, les assemblées du peuple, les chambres, les soviets, ou les grands conseils ne sont, en général, que des courroies de transmission du pouvoir bureaucratique. L'opposition politique, quand elle n'est pas exclue, est fortement limitée.

Lors du processus de démocratisation sont apparus différents projets en Tchécoslovaquie visant à rétablir le pluralisme politique. Ces efforts étaient la plupart du temps liés à la fondation des partis disparus ou encore au renouveau des pseudo-partis existants. Nous avons déjà fait remarquer que le prochain processus révolutionnaire sera probablement accompagné de tendances semblables. Nous exprimons de la manière la plus nette et la plus énergique notre opposition à l'idée selon laquelle l'organisation sociale future devrait se caractériser par la rivalité entre les différents partis qui contribuent à la conquête du pouvoir, pour finalement exercer celui-ci sous forme de coalition, ou individuellement. Les députés ne seraient plus responsables que devant les directions de leurs partis. Les petits groupes de politiciens décideraient de nouveau à la place de la population. Le pluralisme politique que nous proposons n'a rien de commun avec l'exercice du pouvoir par des partis politiques. Dans le système autogestionnaire, tout groupe d'individus a naturellement le droit de créer une organisation ou même plusieurs. Que ce soit un groupement d'opinion (par exemple des clubs de discussion) ou d'action, d'intérêts, etc. Certaines de ces organisations exprimeront avant tout les intérêts des groupes sociaux donnés (des ouvriers ou même des groupes d'ouvriers formés par exemple selon le caractère du travail ou de la spécialisation, des étudiants, des groupements divers de l'intelligentsia, des agriculteurs, etc.). Les autres seront des syndi-

cats indépendants, des clubs professionnels et de loisirs, ou encore des associations culturelles, religieuses ou nationales ; ils peuvent aussi exprimer les intérêts des différentes catégories d'âge, etc. Le fait de fonder de telles organisations, d'y militer, d'y adhérer et de les quitter librement est un droit naturel et par conséquent on ne peut ni interdire, ni exiger l'enregistrement préalable d'une telle activité, ni l'entraver. Dans le cas où la majorité de la population, dans l'intérêt du progrès social, considérerait comme très nuisible pour la société l'activité d'une quelconque organisation, on aurait recours à des mesures appropriées contre cette organisation : limitation de son activité ou entraves à son fonctionnement. La majorité de la population serait alors obligée de se prononcer directement – c'est-à-dire chacun pour soi – sur une partie prépondérante du territoire où cette organisation exerce son activité. Une telle campagne pourrait être organisée par n'importe qui (par exemple un parti politique, une Église, un groupe d'individus, etc.) et ses modalités techniques, y compris son coût, seraient en principe définies à l'avance.

Pour ces mesures restrictives, nous pensons aux organisations qui, non seulement en paroles (celles-ci ne nuisent à personne) mais par les actes, agiraient contre la base démocratique du système politique, pour la conquête du pouvoir au profit d'un groupe politique donné et en voulant exclure des décisions de larges masses de la population. Nous pensons également aux organisations qui tenteraient de réaliser leurs proclamations racistes, nationalistes ou religieuses. Une intervention du pouvoir contre une organisation antidémocratique sera nécessaire – après la décision de la majorité de la population – au cas, par exemple, où cette organisation aurait commis des actes de violence, ou constituerait son propre corps armé, ou encore si elle tentait de corrompre des individus sur une grande échelle pour atteindre ses buts. L'intervention du pouvoir devrait être à la mesure de ses intentions : confiscation des armes ou des moyens financiers, etc. Nous pensons qu'il n'est pas possible, même dans ces cas, d'interdire l'activité de telles organisations. Il ne sera nécessaire dans l'intérêt de la société que de limiter leurs activités. Il nous semble surtout important, en cas d'intervention du pouvoir contre une organisation, de ne pas poursuivre ses membres comme particulier, tant qu'ils ne se sont pas rendus coupables d'actes violents, aux conséquences nuisibles dûment prouvées. Et

même dans ces cas, on devra leur garantir la liberté de parole, de mouvement, d'association, à l'exclusion de la liberté d'exercer d'une manière organisée l'activité contre laquelle s'est prononcée la majorité de la société.

La vie intérieure des partis politiques dépend uniquement de leurs membres. Ils devront déterminer s'ils se laissent ou non représenter et dominer par leur direction. Nous considérons cela possible tant que sera appliqué le principe de la publicité de toute activité politique, c'est-à-dire tant que l'activité des corps représentatifs transitoires et la vie politique intérieure seront publiques (finances, décisions, documents) y compris l'activité des partis politiques. L'ensemble sera ainsi sous contrôle de l'opinion publique. Il est évident que dans les corps représentatifs (organismes autogestionnaires) peuvent se trouver, à côté de particuliers non-organisés, des membres de partis politiques ou d'autres organisations. Le principe intangible selon lequel les personnes élues dans les instances autogestionnaires seront responsables devant ceux qui les ont élues et non devant leurs partis ou organisations, sera garanti par le système autogestionnaire lui-même : le public contrôlera leurs activités à travers les moyens de communication, les syndicats, les changements et les votations de fonctions, à travers le droit des minorités que nous décrivons plus bas. Ainsi, nous imaginons les partis politiques comme des clubs de discussion, des groupements d'affinité, d'action ou d'opinion, ou encore comme des groupes de pression qui présentent leurs propositions à la population qui décide. Les partis ne seront pas obligés d'abandonner les propositions que la majorité de la population ou des travailleurs refuseraient. Ils pourront les proposer sans cesse à nouveau – même sous des formes modifiées. Ils disposeront sans doute aussi de leurs journaux et de leurs propres revues. Les tirages et leur existence seront déterminés par leurs militants. On peut établir des principes et des règles – par exemple selon le nombre de militants ou leur popularité – pour codifier le temps d'antenne à la radio et à la télévision. Son coût sera supporté par l'ensemble des citoyens. Les représentants des partis auront une voix consultative lors des décisions des corps représentatifs. Naturellement, il sera absolument exclu que la direction des partis politiques ou les partis eux-mêmes puissent disposer d'un corps militaire d'élite, comme aujourd'hui par exemple les milices populaires formées exclusivement de membres

du PCT. Les partis ne pourront pas non plus organiser les enfants comme le fait le PCT qui diffuse ainsi « *une éducation idéologique* » dès l'école maternelle. Enfin, nous ne sommes pas partisans de l'existence de permanents rétribués par les partis politiques. Ils ne devraient pas avoir de fonctionnaires payés.

Dans l'avenir, le développement de l'autogestion sociale et la démocratie directe rend inutiles les partis politiques au sens classique du terme. La lutte d'opinion se déroulera de manière directe, les individus s'organiseront selon les questions concrètes à résoudre et selon leurs idées à ce propos. Ils n'auront plus à s'isoler dans des formes statiques et fixées. Les partis politiques correspondent à la période de la lutte de classes. Cependant, cette opinion ne peut être utilisée pour argumenter contre la pluralité politique, et contre l'existence ou la création des partis politiques. Ces derniers existeront tant qu'il y aura des personnes voulant en organiser.

Nous concluons en disant que le pouvoir politique et économique appartiendra, dès le début de l'évolution autogestionnaire de la société, aux travailleurs eux-mêmes et non aux partis politiques. Les partis n'agiront que comme conseillers et tenants de conceptions politiques différentes. Ils peuvent également jouer un rôle significatif dans le contrôle du pouvoir et dans la lutte contre la bureaucratisation ou toute autre dégénérescence du système autogestionnaire.

III. L'administration autogestionnaire et la démocratie sociale

Nous présentons dans ce chapitre les principes de base de l'autogestion de la société. Nous sommes conscients du fait que la réalité sera bien éloignée de nos hypothèses. C'est la raison pour laquelle nous avons abandonné dans certains cas la description des détails. Nous ne nous sommes concentrés que sur ceux qui précisent les garanties contre les abus de pouvoir. Au cours de notre exposé, nous utiliserons des termes dont certains seront expliqués plus loin. Nous demandons au lecteur de prendre en considération ce chapitre comme un ensemble et dans le cas d'une clarté insuffisante de se reporter aux pages suivantes. Nous l'avons divisé en plusieurs sous-chapitres qui décrivent les fondements du système autogestionnaire. Les autres problèmes importants seront traités dans les chapitres suivants.

a) Principes et mécanismes contre l'abus de pouvoir et la bureaucratisation.

Tant que domine l'aliénation du travail, et elle ne disparaîtra pas immédiatement, nous considérons les relations de travail, c'est-à-dire les conditions et les rapports de production, comme les plus importants. Par conséquent, la démocratie est avant tout une démocratie de la production d'où est issu le système démocratique de prise de décisions dans les domaines de la consommation, de la culture, etc. L'importance de la sphère de production et des rapports de production – notamment au début du processus révolutionnaire – ne diminuera que proportionnellement à la stabilisation du pouvoir des travailleurs dans le système autogestionnaire, à l'accroissement du temps libre, à l'accomplissement des intérêts les plus divers de l'homme et au dépérissement consécutif de la division du travail.

Ainsi, nous croyons que le centre de gravité du pouvoir économique et politique résidera, au cours des premières phases du processus révolutionnaire, dans la production et le travail en général, et qu'en même temps, seront créées les conditions de l'affaiblissement de ce pouvoir au profit des décisions hors du travail.

Comme nous l'avons déjà mentionné, il est techniquement impossible qu'une personne puisse exprimer ses opinions sur l'ensemble des problèmes. Il est nécessaire de traiter chaque question sur un territoire donné. Cela nous amène à défendre le principe selon lequel sur chaque problème doivent toujours s'exprimer ceux qui sont directement concernés. Ce principe général n'est pas très clair, les travailleurs seront obligés de se mettre d'accord sur sa formulation plus précise. Il sera nécessaire de définir la marche à suivre au cas où les travailleurs d'une entreprise, d'une branche industrielle ou d'un secteur de travail ne défendraient qu'un intérêt très sectoriel allant à l'encontre des intérêts de l'ensemble de la société. La majorité des travailleurs, ou de la population, doit dans ce cas avoir le droit d'annuler une telle décision et de la remplacer par une autre. Les modalités de ces interventions devraient être codifiées à l'avance. Bien qu'il soit possible dès aujourd'hui d'envisager des relations institutionnelles qui puissent garantir ces concordances d'intérêts (et cela même à l'échelle internationale) nous sommes d'avis que ces questions devront être résolues par les travailleurs, au cours du processus révolutionnaire, et après une discussion englobant toute la société.

En ce qui nous concerne, nous ferons alors les propositions correspondant à notre conception de l'humain, de la société de producteurs associés. Les individus auront par principe le droit de disposer librement des produits fabriqués et des moyens de production avec lesquels ils travaillent. Ils pourront concevoir les conditions de travail qu'ils jugent profitables, mais qui en même temps ne peuvent pas nuire aux intérêts de la société dans son ensemble. Tout humain de cette planète est copropriétaire de l'ensemble des biens matériels et spirituels, où qu'ils se trouvent. Dans un monde divisé en classes sociales, où les niveaux de développement diffèrent selon les pays, où la division du travail et l'aliénation règnent, ces droits humains bien naturels sont irréalisables. Nous le savons. Nous sommes également conscients du fait que ces droits ne se réaliseront, au cours du processus révolutionnaire, que pas à pas, et avec des difficultés. Il nous est plus facile de formuler nos opinions seulement sur quelques mesures techniques qui, à notre avis, sont nécessaires pour empêcher l'abus de pouvoir. Nous proposons :

- Toutes les délibérations politiques doivent être publiques, accessibles aux travailleurs, aux délégués des partis politiques, à la presse, à la radio, à la télévision, etc. Ainsi, la diplomatie secrète et la politique de cabinet seront abolies. L'ensemble de la vie politique sera sous le contrôle du public. Les travailleurs et les citoyens qui seront élus dans les instances autogestionnaires pourront consacrer à cette activité au moins la moitié de leur temps de travail pendant une période donnée (par exemple 3 mois). Ils seront rémunérés comme s'ils travaillaient normalement. Ils n'auront au titre de leur fonction aucun avantage financier, ni autre avantage matériel. De même on définira des limites de temps à l'exercice de la délégation dans les unités autogestionnaires (par exemple 1 an, ou seulement 3 mois) (3).

3. Le Projet de loi sur les entreprises socialistes de janvier 1969 (jamais adopté) proposait un an de mandat minimum pour les élus du Conseil d'entreprise mais pas de limitation maximum. Il précisait : « *Les membres du Conseil d'entreprise reçoivent, pour l'accomplissement de leur fonction, des honoraires et une rémunération déterminée en relation avec les résultats économiques annuels de l'entreprise.* » (§13). Les statuts du Conseil des travailleurs adoptés par les travailleurs de l'usine W. Pieck (CDK-Prague), le 29 juin 1968, précisaient au contraire : « *Les membres du Conseil sont élus pour trois ans. Chaque année on renouvelle par voie d'élection un tiers des membres du Conseil.* » On peut être élu pour deux périodes consécutives. D'autre part « *Les membres du Conseil ne peuvent recevoir pour l'accomplissement de leurs fonctions, aucune autre rémunération que le remboursement de leur salaire précédent et une aide matérielle pour frais de déplacement et autres.* » Cf. Jean-Pierre Faye, Vladimir-Claude Fisera, *Prague, la Révolution des conseils ouvriers, 1968-1969*, Seghers-Laffont, Paris 1978. (ndt)

Alternative en débat

● Dans le cas de changements fréquents des délégués, il sera nécessaire de leur laisser une période d'apprentissage de 1 à 2 mois. Le remplacement des délégués doit se dérouler de manière continue : chaque fois, on n'en change qu'une partie, par exemple un quart de l'unité autogestionnaire. On doit observer la règle du scrutin à tous les niveaux, à l'exception peut-être des comités de coordination. Les délégués seront, à tout moment, révocables par leurs électeurs. Nous recommandons, dans la première phase du processus révolutionnaire, le principe du scrutin secret, comme exception ou principe général qui fixe un caractère public à toutes les activités. Nous sommes partisans de cette exception au début, compte tenu des tristes expériences que les travailleurs et la population ont eu à connaître (brimades après l'expression de leurs opinions politiques). Plus tard, quand la population constatera elle-même l'absence de fondements à ses craintes, dans l'atmosphère d'une vie politique libre, peut-être abandonnera-t-elle le principe du scrutin secret. Le secret ne doit s'appliquer qu'aux élections de délégués. Les activités de ces délégués au sein des unités autogestionnaires doivent par contre être publiques et contrôlables.

● Un autre principe important est le droit de minorité : au cas où une partie des électeurs (20 %, 10 % voire même 5 %) d'une entreprise, d'une commune, d'une branche d'activité, ou de l'ensemble de la société, se met d'accord pour la révocation d'un délégué donné ou même d'une décision prise dans le domaine de leurs activités, cette résolution doit être exécutoire, sauf si une partie égale de la population se prononce contre et cela dans une période définie à l'avance. C'est ce que nous appelons droit de minorité active. Il sera de moins en moins utilisé à mesure qu'augmentera l'engagement de larges couches de la population dans la vie publique. Ces mesures nullement exhaustives, doivent assurer la rotation la plus large des responsabilités, et cela même au détriment d'un fonctionnement souple et opérationnel du système. Ces responsabilités doivent changer verticalement et non horizontalement comme en Yougoslavie, afin d'assurer la participation du plus grand nombre des citoyens aux fonctions publiques. On peut décider aussi qu'un délégué dans une unité autogestionnaire ne pourra exercer toutes les fonctions électives que seulement pendant une période déterminée et qu'il ne pourra plus le faire, pendant deux ou trois périodes suivantes.

Voilà donc nos propositions. Elles doivent assurer qu'à l'avenir personne ne

puisse devenir bureaucrate et que de nombreuses fonctions bureaucratiques, propres à la démocratie de délégation, soient remplies par un nombre sans cesse croissant d'individus, pour être finalement exercées par tous. Plus tard nous évoquerons les questions de la presse libre, des syndicats, du modèle économique et des accords concernant l'ensemble de la société (éventuellement des lois), conditions nécessaires à l'existence et au fonctionnement de l'autogestion. Mais rappelons dès maintenant que la condition la plus importante pour garantir l'existence du système autogestionnaire est l'armement généralisé des travailleurs, condition liée à l'abolition de l'armée d'État et de la police professionnelle.

b) Les formes de l'administration autogestionnaire : pouvoir législatif, pouvoir exécutif et d'arbitrage

La gestion des affaires de la société prend d'habitude trois formes. La première est législative. Elle détermine les principes de portée générale que chacun doit observer (la Constitution, les lois, les prescriptions et les décrets). Dans ce cadre, on vit, travaille, s'amuse, s'instruit, meurt, etc. Dans les systèmes existants, ces normes sont formulées par les parlements ou par des institutions étatiques, responsables devant ces parlements ou devant les conseils généraux élus, etc. Dans notre système bureaucratique, toutes les décisions importantes sont prises par la « *direction du Parti* », c'est-à-dire par l'élite bureaucratique. Les décisions moins importantes sont prises par la bureaucratie du Parti ou de l'État aux échelons inférieurs. Les deux chambres du parlement (du peuple et des nations), les conseils nationaux et les conseils municipaux ne sont là que pour le décor. Ce sont des machines à voter. D'une manière générale, nous pouvons affirmer que toutes les décisions importantes sont prises – tant dans le système capitaliste que dans le système bureaucratique – avant tout dans l'intérêt de la classe ou de la couche dominante, dans l'intérêt du maintien du système économique ou politique, du maintien de la forme donnée des rapports de production (ou de leur degré d'évolution), du maintien du statu quo. Les travailleurs sont exclus du processus d'élaboration de telles décisions, même si chaque système s'efforce de prouver au monde et à lui-même, le contraire.

La deuxième forme du pouvoir est exécutive. Ses instruments sont les ministères et les institutions qui leur sont subordon-

nées : les administrations, l'appareil répressif (y compris l'armée) et, surtout dans le système bureaucratique, l'appareil du Parti, des syndicats et de l'économie. Le pouvoir exécutif est habituellement relié de façon formelle aux institutions du pouvoir législatif. Dans les systèmes démocratiques bourgeois, ces deux pouvoirs sont séparés.

La troisième forme du pouvoir est le pouvoir d'arbitrage. C'est essentiellement le pouvoir judiciaire. Il arbitre les litiges entre les citoyens et les différends entre l'État et les citoyens. Il agit dans les domaines du droit civique, du droit du travail, parfois aussi économique, de la famille et du droit pénal. Son action est soit arbitrale soit autoritaire. Ensuite il y a la fonction d'arbitrage économique au sein de l'État qui résout les litiges entre les institutions. Le pouvoir d'arbitrage s'applique sur la base des normes (surtout des lois) promulguées par les institutions du pouvoir législatif. L'application des décisions incombe aux institutions du pouvoir exécutif.

Tout ce système de « *division du travail* » entre les pouvoirs exécutif, législatif et d'arbitrage, est absolument étranger à la majorité absolue de la population. Elle n'a aucun moyen de l'influencer. En Tchécoslovaquie, on a assisté, au cours de l'année 1968, à une stricte séparation de ces trois formes d'administration. La démocratie bourgeoise servait d'exemple. À notre avis, l'aliénation du citoyen et ses rapports aux institutions, ne sont pas modifiés par cette séparation des pouvoirs. Elle permet tout au plus un meilleur contrôle de chaque maillon du pouvoir, les possibilités d'abus sont moindres. Ce qui est évidemment un progrès par rapport à la situation actuelle où les trois pouvoirs sont pratiquement concentrés entre les mains de l'appareil du Parti.

Le changement social que nous proposons consiste d'abord en un transfert vers le bas des pouvoirs (législatif, exécutif, d'arbitrage) vers les larges masses de travailleurs et de la population. Par conséquent, nous ne voyons pas de raisons à une stricte séparation de ces trois formes de gestion de la société (ici déjà trois formes d'autogestion). Le but, à savoir la participation de chacun à l'exercice de ces trois pouvoirs, est sûrement encore très éloigné, mais les éléments de cette participation d'une large majorité des citoyens (et surtout des travailleurs) doivent se manifester dès le début du processus révolutionnaire. Ensuite, ils doivent sans cesse s'approfondir. La participation généralisée, fondée sur l'égalité, est un principe même

de la démocratie directe qui remplacera peu à peu la démocratie indirecte. Tant qu'existeront – et elles existeront encore longtemps – des institutions de démocratie indirecte, nous proposons de leur confier les pouvoirs législatif et exécutif et cela aux conditions déjà décrites (publicité des activités, des prises de décisions, etc.). La création d'organes spéciaux ne pourrait contribuer qu'à la bureaucratisation et au manque de souplesse d'un système qui deviendrait peu à peu opérationnel. Il faut avant tout prendre en considération le fait que l'ensemble des normes de vie et de travail seront choisies par les citoyens et les travailleurs concernés. Les organes autogestionnaires représentatifs ne feront que préparer les solutions nécessaires à ce choix. Ils se contenteront de diriger la discussion sur des problèmes donnés. De même le pouvoir exécutif sera exercé par le plus grand nombre de travailleurs associés, entre autres, au sein des corps armés. La démocratisation devrait atteindre aussi le pouvoir d'arbitrage (la justice). Nous aborderons cette question plus loin. Les travailleurs se mettront également d'accord sur la voie à suivre au cas où une personne ou un groupe (par exemple, les travailleurs d'une entreprise, la population d'une commune, etc.) se dresseraient contre la décision de la majorité. Dans certains cas, il faudrait leur reconnaître un droit de veto, dans d'autres, quand la majorité risquera d'être grandement lésée par l'application d'une opinion minoritaire, il faudra déterminer le droit de la majorité d'imposer sa décision à la minorité, y compris les formes de pression qu'il sera possible d'utiliser à cette fin (surtout la pression économique). Les décisions concernant ces principes devraient être codifiées à l'avance par tous les habitants. Ils pourraient les changer au cours des années selon les besoins.

c) Organisation et compétences des unités autogestionnaires

La forme de décision la plus démocratique est la décision directe. Dans la société autogérée, tous les citoyens auront fréquemment la possibilité d'exprimer leurs opinions à l'aide de référendums. Cependant, afin d'assurer le fonctionnement continu et la rapidité des prises de décisions, surtout dans le cas où seule une partie de la population participait à la vie politique active, on créera divers organes représentatifs autogestionnaires.

On comptera parmi ces unités autogestionnaires : les assemblées générales

de travailleurs au niveau de l'entreprise, de la branche, les assemblées générales des résidents d'une commune, ou d'un district donné ; les conseils et leurs instances subalternes. Ces unités agiront dans divers domaines de la vie sociale : le travail, la défense, la culture, la consommation, etc. C'est ce que nous appelons les domaines autogestionnaires. De même, ils seront hiérarchisés (degré d'autogestion).

Tout travailleur d'une entreprise, d'une coopérative ou tout citoyen peut devenir membre du conseil de l'unité autogestionnaire. Dans son activité, il sera limité par les principes définis dans le premier alinéa de ce chapitre. Les élections à ces conseils auront lieu avant la fin de la période fonctionnelle de l'équipe précédente. Les membres de cette dernière pourront ainsi familiariser la nouvelle équipe avec les problèmes. La nouvelle équipe pourra participer aux délibérations de ces conseils avec une voix consultative. On organisera des séances de formation, par exemple sur la théorie de l'organisation, sur l'information, sur les formes de direction, la sociologie industrielle et sa psychologie, etc. (Dans le cas où un membre du conseil serait révoqué, il va de soi qu'il ne pourrait pas céder sa place à un autre membre de son choix). Le contrôle des membres du conseil devrait également être renforcé par le droit de chaque travailleur à poser des questions au sujet du travail des fonctionnaires. Obligatoirement les questions devraient ensuite recevoir une réponse dans un délai précis (par exemple une semaine).

Nous pensons que – tout au moins dans les premières phases du processus révolutionnaire – le domaine du travail, et donc de la production, doit être le pilier du système autogestionnaire. Il s'agit en gros de la chaîne entreprise-branche-ensemble des travailleurs. L'échange et le financement dépendent également de ce domaine et sont contrôlés par ses instances autogestionnaires. Même la défense en fait partie. Nous parlerons par la suite plus en détail de la manière d'assurer hors de la sphère productive les droits des consommateurs, qu'ils soient producteurs ou non. Nous aborderons également la mise en pratique du droit civique familial et du droit pénal, la politique migratoire et culturelle (y compris la question des nationalités), la politique étrangère et la répression des individus et des groupes. Pour le moment, nous cherchons à harmoniser de manière institutionnelle deux domaines où se manifestent des problèmes différents : celui de la production, celui hors de la production.

Même s'il est parfois difficile de tracer une nette séparation entre eux, on peut envisager deux variantes d'organisations de la prise des décisions.

① Les unités autogestionnaires fondées sur le principe territorial correspondant aux unités autogestionnaires du domaine de la production. Ces dernières suivent le schéma d'organisation du travail (en gros : entreprise-branche-ensemble des travailleurs). Les unités territoriales suivent la ligne : commune-district-ensemble de la société. Elles s'occuperont de la solution des problèmes hors du domaine de travail, à l'exception de la défense et d'une partie des problèmes juridiques. Dans la démocratie représentative – dont la structure aurait ainsi survécu – c'est le système des deux chambres qui correspond à ce modèle. La collaboration entre les deux types d'unités autogestionnaires (celles dans la sphère du travail et hors du travail) pourrait être assurée par des commissions mixtes, où des représentants de ces deux types d'unités auraient leur place. Ce serait des commissions de coordination.

② Le système à chambre unique est une autre possibilité. Des commissions de coordination pourraient être constituées, dans ce cadre (4) par un scrutin direct ou indirect. Elles s'occuperaient de la solution des problèmes d'un territoire donné – sous la forme de recommandations –, elles prépareraient des propositions. D'autres commissions (ou même ces dernières) pourraient également coordonner les activités des unités autogestionnaires de travail de ce territoire donné (de la ville, du district, etc.).

Nous présentons ici une proposition qui se situe dans le cadre de la première variante mais qui pourrait s'appliquer partiellement à la seconde ; elle assurerait la priorité à la sphère de production. Dans ce secteur, seuls les travailleurs auront le droit de voter sur les décisions directes. Dans le domaine hors du travail, ce droit sera élargi à tous, travailleurs ou non. Dans les premières phases du processus

4. Dans les élections directes, les membres de la commission de coordination sont élus par l'ensemble des travailleurs ou citoyens d'un établissement, d'une branche, d'une commune ou d'un district donné. Dans les élections indirectes, ce sont les membres des commissions de coordination qui élisent les représentants des travailleurs (soit entre eux, soit parmi les travailleurs qui n'exercent pas d'activité au sein des conseils des travailleurs). Dans la deuxième variante et en cas de scrutin indirect, les citoyens qui ne travaillent pas n'auraient pas droit de vote actif, mais seulement passif (celui d'être élu) et cela seulement au cas où les conseils de travailleurs choisiraient des membres de la commission de coordination parmi les citoyens, sans prendre en considération le fait qu'ils travaillent ou non.

Alternative en débat

révolutionnaire il peut même être juste d'y favoriser les travailleurs. Ainsi, par exemple : sur les problèmes concernant l'ensemble de la société, tout le monde prendra part au vote en tant que citoyen, mais les travailleurs auraient deux voix : une comme citoyen, une autre comme travailleur. Nous proposons cette mesure antidémocratique – qui va de pair avec la conception d'unités militaires des travailleurs (et non de citoyens) – seulement comme une possibilité à prendre en considération dans les premières phases du processus révolutionnaire. Tant que le pouvoir ouvrier sera encore faible, il faudra faire confiance au degré de conscience des travailleurs des grands collectifs et surtout des ouvriers. Au cours de l'évolution ultérieure, nous supposons que se produira une homogénéisation entre l'importance des domaines dans le travail et hors du travail ; et à plus longue échéance, nous croyons à un accroissement continu de l'épanouissement des intérêts de l'humain hors du travail, comme nous l'avons déjà mentionné.

Pour nos propositions de construction des degrés d'autogestion (avec une certaine hiérarchisation des pouvoirs) nous nous appuyons surtout sur le principe selon lequel, à chaque degré, c'est l'ensemble des travailleurs ou des citoyens réunis en assemblée générale qui a la voix primordiale et décisive. On peut utiliser aussi le référendum soit dans l'entreprise soit à l'échelle d'une branche, d'une commune ou de l'ensemble de la société. Il faut déterminer à l'avance à l'intérieur de chaque unité autogestionnaire les compétences respectives de tous ceux qui ont le droit de s'exprimer sur un problème donné et l'instance représentative de cette unité. Les droits des instances représentatives doivent peu à peu céder la place à l'ensemble des travailleurs et citoyens, donc à la démocratie directe. Ce problème est lié à l'existence de la division du travail et aux possibilités de la dépasser peu à peu (au moins dans certaines de ses formes) et au développement des forces productives (abondance). Néanmoins, pendant une période très longue, les instances représentatives devront encore résoudre les questions les plus diverses, préparer des solutions, diriger la discussion et coordonner les problèmes des différents groupes sociaux.

À partir de ces propositions, nous pouvons maintenant juger de la compétence des différents degrés d'autogestion. Premièrement : les instances de base sont formées par les travailleurs de l'entreprise de production ou de l'établissement qui

décident et par leur conseil ; hors du travail ce seront les citoyens de la commune, du quartier ou d'un groupe de villages et leurs conseils. Les élections à ces conseils de base peuvent se dérouler de deux manières : soit un petit groupe de travailleurs ou de citoyens (atelier, ligne de production, petite commune ou une partie de cette commune) élit son représentant sans prendre en considération l'opinion des autres groupes, soit tous les représentants sont élus par tous les électeurs des instances de base. Vraisemblablement, il sera utile de combiner ces deux formes de scrutin et d'y ajouter le droit de veto de la majorité contre le candidat d'une petite partie, ou la possibilité d'une majorité très large (par exemple de 70 %) de révoquer un représentant non directement élu par eux-mêmes, etc.

Deuxièmement : les instances intermédiaires des organisations autogestionnaires comprennent les unités qui rassemblent plusieurs unités de base (à savoir des ensembles de travailleurs et leurs conseils). Ces degrés intermédiaires forment en commun une unité autogestionnaire pour l'ensemble des travailleurs ou des citoyens. Dans le domaine du travail, ces degrés intermédiaires peuvent être formés par des unités économiques de production (un établissement spécialisé ou même une grande entreprise), ou une branche d'activité, par exemple l'industrie alimentaire, l'industrie légère ou l'industrie dans son ensemble. Dans les domaines hors du travail on peut envisager un groupe de communes (une ville), district, région, pays. Nous sommes d'avis que le nombre des degrés intermédiaires doit être le plus limité possible, afin d'éviter une prolifération de la bureaucratie et de garder la clarté dans l'élection des représentants et la compréhension des décisions. Il nous semble utile de supprimer certaines régions et faire des districts plus petits afin d'en créer environ 150 à 200 en Tchécoslovaquie. Ce chiffre serait égal au nombre de représentants de districts dans le conseil de l'ensemble des citoyens. La proposition de rétablir le système des nations (voir la proposition d'une triple fédération) n'est pas pour nous très claire. Nous ne voyons pas pourquoi toute une série de problèmes ne devraient pas être coordonnés par le conseil de l'ensemble de la société, et prendre en considération les pays ou les nationalités. D'un autre côté, nous pensons que des problèmes touchant au domaine de l'éducation en Slovaquie et dans les pays tchèques doivent être traités différemment. Les degrés

intermédiaires de l'organisation autogestionnaire auront soit un caractère de coordination (des représentants seraient alors élus indirectement, par des conseils des unités de base) et formuleront des recommandations aux unités autogestionnaires de base et d'ensemble, soit un caractère d'une pleine compétence (pour laquelle ils devraient obtenir la délégation des ensembles respectifs des travailleurs ou des citoyens).

Troisièmement : le conseil des travailleurs tchécoslovaques (CTT) sera l'instance représentative de l'ensemble des travailleurs. La deuxième chambre – le conseil de l'ensemble des citoyens – peut avoir le même statut également. Les instances de l'ensemble de la société peuvent être classées suivant plusieurs variantes :

- On peut imaginer par exemple que les décisions concernant les questions de la production ne seront prises que par des producteurs (leurs représentants), par le CTT ou par un conseil de producteurs ou par ses parties concernées. Le financement et les échanges seront alors décidés par l'ensemble des travailleurs ou des citoyens. Les décisions concernant les domaines en dehors du travail seront prises par l'ensemble des citoyens. À cette fin pourront être créées trois commissions avec un pouvoir sur l'ensemble de la société, ou seulement deux, ou encore une seule ayant deux ou trois groupes de représentants avec des compétences diverses.

- Les questions culturelles, l'éducation et autres peuvent être placées dans le champ d'activité des conseils plus petits (par exemple même des commissions de coordination). Les artistes, instituteurs, étudiants et travailleurs culturels y enverront leurs représentants soit d'une manière exclusive soit d'une manière proportionnelle définie par rapport à l'ensemble de la population. Ces commissions pourront couvrir le champ d'activité limité par pays ou par nation (tchèque ou slovaque).

- Le conseil de l'ensemble de la société (ou les conseils) disposera de nombreuses commissions consultatives et de nombreux conseillers. Il semble plus utile, par exemple, que les conseils des travailleurs de l'industrie légère, dans l'agriculture, etc., remplissent avec des conseillers spécialisés et à l'aide d'un appareil bureaucratique restreint le rôle joué actuellement par les ministères.

- Naturellement, dans ce système où les pouvoirs exécutif et législatif seront liés (dont le poids principal reposera sur l'en-

semble des travailleurs et sur la population en général), les ministères, les gouvernements et des ambassades à l'étranger n'existeront pas au sens actuel de ces termes, etc. L'administration sera moins coûteuse et elle se simplifiera au fil des progrès techniques. Les conseils respectifs utiliseront les services d'experts-conseillers et ils créeront leurs relations respectives à travers les commissions de coordination. L'activité des experts-conseillers au sein de ces conseils à tous les niveaux sera codifiée selon les principes décrits dans le premier alinéa de ce chapitre. Nous reviendrons sur certains problèmes de l'autogestion dans la production au cours des chapitres suivants.

Il deviendra nécessaire, au fur et à mesure de l'intégration internationale, de créer un système autogestionnaire à cette échelle. On créera ainsi une commission de coordination des pays voisins, et plus tard de l'ensemble de l'Europe. Ces commissions auront deux chambres (économique et hors du travail). Au début, elles n'auront qu'une fonction consultative. Plus tard, tous les degrés intermédiaires s'affaibliront (y compris ceux des conseils nationaux) au profit des décisions prises par la population elle-même (en profitant du progrès des techniques de communication). Les conseils européens, africains, américains, etc., et plus tard le conseil mondial se transformeront en centres de distribution pour la préparation de la discussion de toute l'humanité ; pour la préparation de décisions et pour l'évaluation de leurs résultats. Mais, nous sommes encore très loin de cette situation qui nécessitera une évolution très longue. ■



La Revanche du chien enragé...

Pour la liberté, le communisme et l'autogestion

Par
Pierre Cours-Salies*

Publié par Patrick Silberstein, le titre du livre *La Revanche du chien enragé* (1) est un pied de nez ironique à la formule célèbre d'Andrei Vychinsky (2), le procureur de Staline, exprimant le verdict lors des procès de Moscou, de 1936-1938 : « tuez ces chiens ! ». Ainsi, avec la publication en version intégrale en français du *Staline*, pour lequel Léon Trotsky a travaillé de 1937 à 1940 (3), ce sont deux livres qui ont paru fin 2021 aux éditions Syllepse, visiblement liés (4). De solides raisons motivent cette édition intégrale, et aussi l'écriture de ce livre, qui reprend nombre de débats depuis les années trente.

Un passé qu'on veut ignorer revient en boomerang... Nous le savons, le mort saisit le vif.

Bien des militants et des intellectuels, actifs durant les années 1970-1980, sont d'un grand silence au sujet des buts. Récemment, en disant « À la prochaine... » (5), il s'est trouvé des jeunes scrupuleux pour émettre une objection. Entendons : le « *soviétisme réellement existant* » (depuis le milieu des années 1920 à Eltsine en 1990-91) aurait gommé l'espoir du communisme développé au XIX^e siècle. *No future* ?

Cela paraît étrange, au cœur d'une crise du système-monde, avec une planète en péril, des guerres qui menacent et des aventures fascistes pointant leur museau, ou même au pouvoir... Mais comment s'en tenir à « *socialisme ou barbarie* » ? Les doutes au XXI^e siècle sont précis.

Une révolution signifie que le système capitaliste peut être « dépassé », au sens de Marx : ses termes allemands désignent un processus qui, à la fois, **abolit** et **conserve** (6). Cela se traduit en trois aspects de l'action politique et sociale de masse : détruire ce qui opprime et réduit les possibilités collectives, corriger des règles déjà là, des institutions en partie bénéfiques, et permettre à ce qui est **possible** de s'épanouir.

Une révolution permettant l'émancipation est-elle possible ? Aujourd'hui, l'histoire du « siècle soviétique » (7) nous confronte à cette question. Ce livre traduit le refus d'un « *air du temps* » ; il serait entendu qu'il faudrait se consacrer à des concepts nouveaux pour la phase en cours...

Réfléchissons plutôt à cette expérience des militants révolutionnaires de la pre-

* Pierre Cours-Salies est sociologue, professeur d'université émérite (Paris 8). Depuis 1968 il a été professeur de philosophie et aussi journaliste à *Rouge*. Actuellement militant d'Ensemble ! Il a publié : *La CFDT, un passé porteur d'avenir* (La Brèche, 1988), *La liberté du travail* (Syllepse, 1995), *L'unité syndicale en France* (avec René Mouriaux, Syllepse 1997), *Les mobilisations collectives : Une controverse sociologique* (avec Michel Vakaloulis, PUF, 2003), *Le bas de l'échelle* (avec Stéphane Le Lay, Érès, 2006), *Nouvelles luttes de classes* (avec Jean Lojkine, Michel Vakaloulis, PUF, 2006), *À la prochaine : De Mai 68 aux Gilets jaunes* (Syllepse, 2019).

1. Patrick Silberstein, *La revanche du chien enragé – Réflexions sur le stalinisme à partir de la biographie de Staline par Léon Trotsky*, Syllepse, « Arguments et mouvements », Paris 2021, 10,00 €.

2. Andreï Vychinsky, (1883-1954), membre des mencheviks de 1903 à 1912, avocat, lié à Staline, il adhère au parti bolchevik en 1920. Dès 1928, Vychinsky mène les grands procès en tant que procureur de l'URSS. Il définit les bases juridiques du droit soviétique et devient un des personnages les plus en vue du gouvernement. Il apparaît sur le devant de la scène lors des grands procès de Moscou, qui éliminent en plusieurs fournées, de 1936 à 1938, la quasi-totalité de la vieille garde bolchévique. Célèbre pour sa grossièreté aux procès, il devient un diplomate de Staline. Siège au Conseil de sécurité de l'ONU, un des acteurs de la « guerre froide ».

3. Léon Trotsky a été assassiné en 1940, alors qu'il écrivait son *Staline*, afin de restituer l'histoire de la Révolution russe. Il voulait comprendre comment un personnage aussi médiocre que le *Père des peuples* avait pu prendre tous les pouvoirs et porter autant de tort au communisme et aux communistes.

4. Un heureux hasard fait concorder cette publication avec le texte de Zbigniew Kowalewski, « Marxisme : ouvriers et bureaucrates », *Inprecor* n° 685-686 de mai-juin 2021. Et, pour un autre aspect avec Gilbert Achcar, « La stratégie socialiste et le parti », *Inprecor* n° 689-90 de septembre-octobre 2021.

5. Pierre Cours-Salies, *À la prochaine. De Mai 68 aux Gilets Jaunes*, Syllepse, 2019.

6. Michel Vadée, *Marx penseur du possible*, Klincksieck, 1992 ; Henri Lefebvre, *Sociologie de Marx*, PUF, 1966.

7. Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard, 2003 ; *Russie/URSS/Russie (1917-1991)*, Syllepse-M Éditeur-Page 2, 2017.

Alternative en débat

mière moitié du XX^e siècle. Voulant une révolution réalisée avec et par le plus grand nombre, ils furent broyés. Malgré les mauvaises conditions, était-il inévitable qu'ils/elles perdent ? Quelles analyses critiques en tiraient les hommes et les femmes qui ont fait cette histoire ?

La vengeance du chien enragé est bien là : pour dessiner « *la prochaine* », il faut vérité et lucidité : « *le fantôme du stalinisme* (...) hante, pour ne pas dire obère, les discours sur la rupture avec le capitalisme ». Patrick Silberstein éclaire plusieurs phases, met en évidence des analyses peu connues ou mal perçues.

1917, la guerre civile et ses effets

Un pays au développement capitaliste faible devient le lieu où « *la chaîne de la domination s'est rompue* » ; contre l'évidence du catéchisme téléologique où le capitalisme était une étape menant du féodalisme au socialisme. Une des ruptures apportées par la Révolution de 1917 aura été celle de l'évolutionnisme implicite pour nombre de marxistes avant 1914.

Lénine a longtemps partagé cette thèse avec Karl Kautsky (8) – le *pape du socialisme* à l'époque – et rompt cette dogmatique avec les *Thèses d'avril*. Rappelons son ironie quand les masses mobilisées, après avoir donné la majorité aux mencheviks et à Kerenski, eurent basculé du côté des perspectives portées par les bolcheviks (9) : « *Une révolution complète, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres. Or, ces clas-*

ses, une fois au pouvoir ne peuvent pas ne pas tendre vers une révolution socialiste. [Par conséquent], la prise du pouvoir, qui ne sera d'abord qu'un acte de révolution démocratique, deviendra par la force des choses, contre la volonté (et la conscience parfois) de ses participants, une révolution socialiste ».

Loin des épopées du cinéma d'inspiration stalinienne, Georg Lukacs qui vécut cette révolution en Hongrie, rappelait la nature de cette révolution : « *ce n'est qu'une fois la guerre civile achevée avec succès qu'apparut ouvertement, au cœur de la vie soviétique, la problématique économique consécutive à cette forme non classique de passage* » (10).

Dès janvier 1920, Albert Mathiez, dans un souffle saisissant qui compare « *le bolchévisme et le jacobinisme* » (11), expliquait : les révolutionnaires ont été « *emportés par un courant plus fort qu'eux-mêmes* ».

Cette irruption de l'histoire réelle, brouillant l'échiquier, était comprise par les révolutionnaires comme un élément d'une poussée européenne de masse, pour une démocratie radicale, un écho de celle de 1848. Combien discutaient en pensant aux suites dans d'autres pays, en Europe au moins !

Leur victoire en novembre 1917 s'est toutefois accompagnée d'un fait massif : la guerre civile, souvent minimisée dans les discussions de militant-es. De 1914 à 1923 (12), ce pays subit la guerre. Contre les généraux « *blancs* », défenseurs du système tsariste avec une idéologie qui en aurait fait la première victoire fasciste,

avant Mussolini... Avec les aides des corps expéditionnaires franco-anglais, japonais et quelques autres, elle dura jusqu'à la fin de l'année 1922. Moscou et Saint-Petersbourg avaient vu fondre leur population de 4 millions à elles deux en 1917 à 1 674 000 en 1920... ; beaucoup d'ouvriers avaient quitté la production, du fait de la mobilisation ou des décès, passant de 380 000 à 80 000.

Après ces destructions de moyens humains, il fallait bien continuer (13).

Le tournant obscur et le thermidor russe

Deux dimensions contradictoires sont inséparables. Les bolcheviks discutent des moyens de maintenir un processus de développement du pouvoir des travailleurs : rôle des syndicats, des soviets, du Parti. Citons par exemple le refus d'une responsabilité directe des syndicats dans l'organisation des productions, parce qu'elle les transformerait en gestionnaires d'État et ferait disparaître une forme indispensable de défense collective et de propositions pour influencer la gestion. Les discussions pour sortir du « *communisme de guerre* », sur la question syndicale, sur « *l'Inspection ouvrière et paysanne* » tournent autour de ces questions, présentées par Patrick Silberstein.

Pierre Monatte, en juin 1929, délimite le rôle de l'Opposition dans le Parti bolchevik en 1923 : « *sa revendication de base a été à cette époque, nous ne dirons peut-être pas la liberté, mais, tout au moins, plus de liberté pour le prolétariat* » (14)

Mais Thermidor a lieu : des agents de

8. Karl Kautsky (1854-1938) dirige le Parti socialiste allemand depuis 1881 à 1918. En 1902, dans *Die soziale Revolution* (La révolution socialiste), Kautsky estime que la démocratie rend la révolution superflue et il montre la nécessité d'un passage graduel au socialisme. Rosa Luxemburg, en 1918, replace la discussion sur le plan international et oppose « *l'incapacité du prolétariat allemand à remplir sa mission historique* » à ceux qui, comme Karl Kautsky, mettent en avant le « *manque de maturité de la Russie* ». En se limitant à une « *révolution bourgeoise* », la social-démocratie allemande et « *l'aile opportuniste de la social-démocratie russe* » se plaçaient inévitablement sous la direction du « *libéralisme bourgeois* ».

9. David Mandel, *Les soviets de Petrograd*, Syllepse-M Éditeur-Page 2, 2017.

10. György Lukács (1989), *Socialisme et démocratisation*, Paris, Éditions sociales : « *La lutte engagée pour la prise du pouvoir s'appuyait sur le vœu ardent de*

millions d'hommes pour que cesse immédiatement la guerre et que cet objectif passait par le renversement du régime de Kerenski. Il en est d'ailleurs de même de la prise de la terre par les masses paysannes. Terre qui, comme la paix, leur était refusée par les libéraux bourgeois. Terre qui leur sera disputée au cours de la guerre civile par la contre-révolution bourgeoise-latifundiste » (p. 70).

11. Albert Mathiez, « Le bolchévisme et le jacobinisme », dans Albert Mathiez, *Révolution russe et révolution française* (Paris 2017, Éditions critiques) : « *Les bolchevistes n'ont pas créé les soviets, qui existaient avant leur accession au pouvoir. Les soldats russes n'avaient pas attendu Brest-Litovsk pour faire la paix avec les Allemands. Les moujiks n'ont pas attendu davantage le prikaze du 25 octobre 1917 pour se mettre en possession des terres des moines et des seigneurs. Dans les usines, les ouvriers s'étaient déjà organisés en comités d'exploitation avant que Lénine ait réussi son coup de force* » (p. 53-54).

12. Rappelons un article d'Albert Mathiez : « Ce que nous a coûté la peur du bolchévisme » : « *La nation russe de 180 millions d'hommes (...) nous pardonnerait-elle jamais de l'avoir affamée, et bloquée, d'avoir entretenu chez elle pendant trois ans la plus affreuse des guerres civiles (...) quand, par les milliards prêtés au tsarisme avant la guerre nous l'avions déjà maintenue dans l'esclavage ?* » A. Mathiez, *Révolution russe et révolution française*, op. cit. p. 76.

13. Analysée par Lénine en 1923, la guerre civile est un moment poignant du mouvement ouvrier : « *En fin de compte, les puissances capitalistes ont accompli leur tâche à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime (...), mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant tel qu'il eût justifié les prévisions des socialistes, qui leur eût permis de développer à une cadence extrêmement rapide les forces productives ; de développer toutes les possibilités dont l'ensemble eût formé le socialisme ; de montrer à tous et à chacun nettement, de toute évidence,*

que le socialisme implique des forces immenses et que l'humanité est passée maintenant à un stade de développement nouveau, qui comporte des perspectives extraordinairement brillantes » (Moshe Lewin, *Le dernier combat de Lénine* (1967), rééd. 2015, Lausanne/Paris, Page 2-Syllepse, p. 151).

14. Fondateur de *La Vie ouvrière* en 1909, Pierre Monatte est à l'origine de *La Révolution prolétarienne*. Sous-titrée « *Revue syndicaliste-communiste* » de 1925 à 1930, puis « *Revue syndicaliste révolutionnaire* », elle se réfère à la charte d'Amiens et s'oppose tout à la fois au réformisme et au stalinisme. Participaient à la revue les principaux fondateurs du Parti communiste français, exclus dès 1923 ou démissionnaires, Fernand Loriot, Boris Souvarine, Alfred Rosmer, Victor Delagarde, Maurice Chambelland, Amédée Dunois, Marthe Bigot, etc. Plus tard, on relève les signatures de Daniel Guérin, Simone Weil, Michel Collinet, Victor Serge, Jean Maitron, Maurice Dommanget...

la Révolution se tournent contre le processus auquel ils ont participé ; le processus dure des années, à l'inverse de la France où une partie des ex-jacobins choisissent au 9 Thermidor de tuer Robespierre, Saint-Just et leur groupe. Ce « tournant obscur » ne sera compris qu'avec retard.

Dès 1922, Lénine analyse la nature de l'État : « Nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes ». Et Trotsky, dans *Cours nouveau* (1923), écrit que l'appareil étatique est « la source la plus importante du bureaucratisme » ; il précisera plus tard que « la bureaucratie était virtuellement omnipotente », mais n'en avait pas encore « pris conscience » (15).

Un des derniers combats de Lénine sera d'agir afin que « l'Inspection ouvrière et paysanne » soit « une école pratique pour préparer les ouvriers et les paysans à contrôler l'appareil d'État ». Le décret de sa constitution en faisait un organe de lutte contre la bureaucratie dans les institutions soviétiques. En février 1920, la direction en avait été confiée à... Staline, lequel s'empressa de la transformer « en instrument de promotion, de favoritisme et d'intrigues », écrit Trotsky. Lénine, dans un rapport au Comité central (16), refusait qu'elle devienne une administration de « contrôle » des gestions d'entreprises.

Cette phase se durcit quand, après la défaite de la Révolution allemande en 1923, Lénine constate : « nous sommes seuls ».

Le Parti est doublement transformé : en nombre et expériences partagées ; dans

son rôle politique. Si la « moitié des membres » du parti de Petrograd était « d'origine ouvrière », en réalité « moins d'un sixième travaillait toujours comme ouvriers » ; ces derniers constituaient « moins d'un dixième » des membres du conseil de la ville. En 1923, ce n'était déjà plus « un parti ouvrier mais un parti d'ouvriers devenus fonctionnaires » (V. Serge). En 1930, Kristian Rakovsky écrit, en vue du 16^e congrès : « D'un État prolétarien à déformations bureaucratiques – comme Lénine définissait la forme politique de l'État soviétique – nous sommes en train de passer à un État bureaucratique à survivances prolétariennes communistes » (17).

Dans la durée, il s'agit de la constitution d'une classe particulière et pas d'un Parti (18) : ses effectifs passent de 24 000 membres en janvier 1917 à un million en 1927, et ils atteindront 3 millions en 1933. Multipliés par cent. C'est la manifestation du « droit à la promotion sociale » qui empruntait le « canal le plus important » (19).

Cette classe bureaucratique n'a presque rien du socialisme à construire, avec une volonté d'auto-organisation, des discussions politiques, des choix collectifs, un fédéralisme des divers peuples de l'ex-Empire ; elle n'a sans doute rien non plus d'une bourgeoisie dont les membres devraient spéculer, investir, prendre des risques personnels et financiers. Elle est mobilisée dans le cadre et au service du Parti du chef d'État et de ses collaborateurs. Mais un « parti unique » est traversé de désaccords, de choix, d'arbitrages, de confusions et des « arnaques » rendues d'autant plus incontrôlables qu'elles se

déroulent sans discussion structurée et connue par les membres. Des clans remplacent le pluralisme des partis et des « courants ». Avec les risques liés aux privilèges à l'époque de purges (20).

La défaite de l'Opposition

Patrick Silberstein met en lumière des faits qui posent bien les questions. Dès 1922, dans la discussion au sein du Parti, Evgueni Preobrajensky, qui avait participé comme militaire à la guerre civile, trace un programme qui pourrait mener « de la NEP [Nouvelle politique économique] au socialisme » (21). Selon lui, le communisme de guerre aura duré un an de trop ; il vise une « accumulation socialiste primitive », mais ne parvient pas à convaincre l'Opposition dont il a signé le texte politique. Et, peu après, Staline réalise « la collectivisation intégrale » et « la liquidation des koulaks en tant que classe » (22). Comment cette question majeure dans la Russie de l'époque pouvait-elle être discutée ?

Une difficulté surplombe tout : le rôle du Parti. En 1926, la plateforme de l'Opposition unifiée réaffirme la centralité du parti pour la défense du caractère socialiste de l'URSS ; et selon Trotsky « la dictature du prolétariat exige impérativement qu'il n'existe qu'un seul parti prolétarien uni, comme dirigeant des masses ouvrières et paysannes ».

Analysant cette phase, Victor Serge émet une critique forte : si la fin du communisme de guerre et l'instauration de la NEP, en mars 1921, avaient rendu « au pays la paix intérieure » et lui avaient permis de

15. Victor Serge date de 1920 « le point de départ de l'évolution qui transforme insensiblement une République révolutionnaire en État totalitaire » (Victor Serge, *Portrait de Staline*, Paris 1940, Grasset, p. 61).

16. Moshe Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, op. cit. En 1923, Lénine critique avec vigueur le fonctionnement de l'Inspection ouvrière et paysanne : « Parlons net. Le commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas à l'heure actuelle d'une ombre de prestige. Tout le monde sait qu'il n'est point d'institution plus mal organisée (...), et que dans les conditions actuelles on ne peut rien exiger de ce commissariat ». Elle était devenue « un corps pléthorique et fortement bureaucraté, comprenant quelque 12 000 fonctionnaires, dont peu d'ouvriers » (p. 115). Il faut lire, son texte admirable, *Mieux vaut moins mais mieux*, dans Moshe Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, op. cit. p. 141-154.

17. Kristian Rakovsky, « Déclaration en vue du 16^e congrès du PCUS » (12 avril 1930), *Cahiers Léon Trotsky* n° 6.

18. L'emploi de ce terme appellerait une discussion. Il ne s'agit pas de « classes de papier », ni des critiques de l'idée qu'il existe naturellement deux classes antagonistes dans la société. Dans son article, Zbigniew Kowalewski parle de « classe dominante transitoire » et dit qu'il « est convenu d'appeler "classes" d'autres couches sociales connues dans l'histoire, qui ont dominé au seul moyen d'une coercition extra-économique et qui n'ont pas imposé des modes de production mais seulement des modes d'exploitation ». Toutefois, une expression de Maurice Godelier le résume bien : « l'exploitation de classes se réalise à travers des formes communautaires de propriété et de possession du sol » (Préface à CERM, *Sur les sociétés précapitalistes*, Éd. Sociales, 1978). Les rapports du Pharaon (divin) avec ses fonctionnaires et les prêtres organisant le travail des artisans et des esclaves ne séparaient pas coercition et exploitation ; de même pour l'empereur de Chine. Il s'agit de despotismes asiatiques et certains ont duré des milliers d'années ! Les ouvrières dévouées avaient leurs

droits en URSS... Retenons la notion de « classe transitoire » avec des illustrations : les « purges » de la période des trente ans de Staline ; mais aussi le dérèglement du système dès qu'arrive à ses fins la phase « développementiste », où la bureaucratie montrait qu'elle apporte des résultats. Toutefois, le « modèle », l'idéologie de cet Empire, perdurent dans les conceptions de la place à tenir par une « avant-garde » ou des appareils militants. Et la plupart des prises de position pour l'autogestion s'usent devant ce fait qui a envahi et subsiste dans des positions encore présentes dans le mouvement ouvrier : « la superstition de l'État » écrivait Engels en 1891 dans la deuxième édition de *La guerre civile en France* ; il ajoutait « le moins qu'on puisse dire est que l'État est un mal dont hérite le prolétariat ».

19. Moshe Lewin, *La formation du système soviétique*, Gallimard, Paris 1987. Il pourra en donner beaucoup de précisions, après une période d'ouverture des archives, qu'il avait mise à profit, dans *Le siècle soviétique*, Fayard/Le Monde diplomatique, Paris 2003.

20. Pour prendre un seul exemple, sur les quelque 2 000 délégués au 17^e congrès du Parti communiste de Russie, en 1934, baptisé par certains le « congrès des vainqueurs » en raison des « remarquables » succès dus au plan quinquennal, plus de la moitié furent arrêtés avant 1938 et environ les deux tiers de ceux-ci fusillés.

21. Evgueni Preobrajensky, *La nouvelle économie* (1922), M Éditeur-Page 2, 2021, avant-propos de Michel Husson, préfaces d'Ernest Mandel et de Pierre Naville. Pour éviter que les paysans pauvres soient négligés au profit des riches koulaks, il proposait des moyens pour aider l'agriculture prolétarienne, un matériel pour des collectifs agricoles, usines agricoles dotées de la technique la plus moderne.

22. Henri Lefebvre écrivait : « l'organisation kholkoziennne et l'organisation syndicale, réunies au parti dirigeant, pénétrées par lui, [sont devenues] des institutions étatiques » (Henri Lefebvre, *De l'État*, t. 3, *Le mode de production étatique*, Paris 1977, 10/18, p. 215).

Alternative en débat

« manger très vite à sa faim », l'erreur avait été de ne pas accompagner la libération du régime économique de « *liberté politique* » (23). Il souligne l'apport de la *Révolution trahie* (1935) : tout à la fois, Trotsky s'y attache à « *démontrer la nécessité de la démocratie ouvrière pour le bon fonctionnement de la production* » et formule pour la Russie soviétique « *la revendication de la liberté des partis ouvriers* ».

« *La théorie du "dépérissement de l'État" mourut sans bruit du vivant de Lénine* », constate cependant Victor Serge dans ses *Mémoires*...

Dans son *Staline*, Trotsky note que « *la bureaucratie a cessé d'être une fine couche pour acquérir une stabilité sociale* » et qu'elle est écartelée entre son attirance pour les idées et le mode de vie de la « *nouvelle petite bourgeoisie* » et « *ses racines économiques [qui] plongent majoritairement dans les nouvelles conditions de la propriété* ». Des qualités du « *vieux Parti bolchevique* », le stalinisme a conservé « *les formes, les rituels, la terminologie, les drapeaux (...)* et c'est cette coque extérieure qui induit en erreur ceux qui n'en ont qu'une vision superficielle. L'essence a été radicalement altérée » (24). Il prolonge son analyse présentée en 1936 : « *Qualifier de transitoire ou d'intermédiaire le régime soviétique, écrivait-il, c'est écarter les catégories sociales achevées comme le capitalisme (y compris le "capitalisme d'État") et le socialisme* » (25). Une « *définition aussi vague* », ajoutait-il, ne peut pas satisfaire ceux qui « *voudraient des formules catégoriques ; oui et oui, non et non* ».

Ernest Mandel évoque, « *variante imprévue de l'histoire* », une société où les rapports de production, nés de la révolution, sont « *hybrides* » et où l'État a empêché « *jusqu'ici* » la restauration du capitalisme (26).

Toutefois, un tel héritage est lourd. Et les débats se poursuivirent des années.

Dans les ruines de la guerre de 1914-

1922, les deux premiers congrès de l'Internationale communiste opposent radicalement la dictature du prolétariat à la démocratie parlementaire et ainsi ne reconnaissent pas clairement la souveraineté des organes soviétiques dans l'exercice du pouvoir. Daniel Bensaïd a bien souligné (27) cette inconséquence politique de principe, avec ses effets historiques.

Staline en avait donné le ton le 30 juin 1930, au 16^e congrès du Parti communiste russe : « *Les ouvriers se plaignent à tout moment... Il ne faut pas supporter plus longtemps que nos entreprises se transforment d'organismes productifs en parlements* » (28).

Patrick Silberstein rappelle des controverses des générations 68...

André Gorz appelle soviétisme « *une sorte de grossissement caricatural des traits fondamentaux du capitalisme* », l'accumulation et la croissance sont « *le but principal* ». Le despotisme d'usine s'est « *emparé de la société tout entière* » et « *les rapports sociaux vivants autorégulés* » sont soit réprimés soit « *manipulés à des fins qui leur étaient étrangères* ». Rappelons-le, il rejoint la *Lettre ouverte au parti polonais*, un manifeste révolutionnaire écrit par Jacek Kuron et Karol Modzelewski (29).

Henri Lefebvre de même interrogeait, au sujet de la Yougoslavie (30) : Comment la Ligue des communistes pouvait-elle « *proposer – par en haut – des mesures qui n'ont de sens qu'allant "de bas en haut"* » ?

Une critique de la classe bureaucratique, de ses représentants ou dirigeants, éclaire des événements et une durée de ces institutions.

Comprendre Stalingrad

On peut en effet se demander comment l'URSS du règne de Staline, organisée pour et autour de la bureaucratie, a joué un rôle décisif dans la défaite de

Hitler. Des éléments ordonnés par Patrick Silberstein tracent un cadre d'analyse.

Divers historiens, dont Moshe Lewin (31), ont montré l'immense effort de l'économie planifiée pour réaliser des capacités de production ; de même des récits sur la destruction des cadres de l'armée rouge par Staline en 1937, dont Toukhatchevski. Des généraux formés par celui-ci menèrent la guerre après les défaites devant l'offensive Barbarossa et les succès nazis (32). Ils imposent une tactique de repli tactique hors de Moscou, le déplacement des usines...

Charles Bettelheim et Cornélius Castoriadis le soulignaient après 1945, la bureaucratie se révèle un régime capable « *d'assurer un essor sans précédent des forces productives* » ; et dans le même temps les méthodes qu'elle emploie « *leur impose une limitation* ». De juin 1941 à la fin de 1945, les prolétaires soviétiques, sévèrement encadrés, produiront quelque 90 000 chars – contre 23 500 pour l'Allemagne – et plus de 100 000 véhicules blindés. Quant à l'industrie automobile américaine, elle produira un total de 3,6 millions de véhicules militaires dont quelque mille chars par mois. Des observateurs et des historiens donnent cependant un autre éclairage au redressement à Stalingrad et à la défaite des armées de Hitler. « *Nous avons eu de la chance*, écrit Vassili Grossman, journaliste sur place, *les Allemands se sont rendus plus insupportables à nos moujiks en un an que les communistes en vingt-cinq ans* ». En effet, la violence exterminatrice de la Wehrmacht, de la SS et de la police sera une surprise pour beaucoup : vingt-deux mois d'amitié germano-soviétique (à partir d'août 1939) avaient désarmé le peuple soviétique (33). Ainsi, l'aveuglement génocidaire hitlérien a sauvé « *Staline et son régime exécuté des populations soumises à la pseudo-dictature du prolétariat* », écrit Boris Souvarine (34).

23. Victor Serge, *Portrait de Staline*, Grasset, Paris 1940 ; Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1908-1947*, Robert Laffont, Paris 2001.

24. Léon Trotsky, *Staline*, édition intégrale, Page 2 et Syllepse, 2021 (30 €), p. 811.

25. Léon Trotsky, *La révolution trahie*, 10/18, Paris 1969.

26. Ernest Mandel, « Sur la nature de l'URSS », *Critique communiste* n° 17-18, novembre-décembre 1977.

27. Daniel Bensaïd, « Préface », à Moshe Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Page 2/Syllepse, Lausanne/Paris 2015.

28. Anita Tiraspolsky, « La participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise industrielle soviétique », *Revue de l'Est* n° 2,

vol. 2. (pp. 75-130) : « *Au cours des 16^e, 17^e et 18^e congrès du parti communiste russe on a formulé des résolutions qui toutes visent à augmenter la responsabilité personnelle du directeur. Le 17^e congrès (janvier 1934) dénonce le retard dans l'organisation du travail dû à l'extrême faiblesse de la direction unique, l'absence de responsabilité personnelle et la justification de la gestion sous le couvert de la direction collégiale. (...) C'est un fonctionnaire investi de droits spéciaux. Il garantit une discipline normale de travail et une organisation adéquate de la production en exigeant une soumission des plus absolues à sa volonté de chef* ».

29. Jacek Kuron et Karol Modzelewski, *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*,

François Maspéro, Paris 1969.

30. Henri Lefebvre qualifie de « mode de production étatique » le processus qui conduit l'État à absorber « toutes les activités, habituelles ou révolutionnaires » tout en secrétant une « élite spécifique » (H. Lefebvre, *De l'État*, op. cit. p. 212 et suiv.).
31. Moshe Lewin, russe, fut un militaire et arriva au grade d'officier avant de quitter l'URSS devant l'antisémitisme. Voir « Mon itinéraire », dans Moshe Lewin, *Les sentiers du passé*, Page 2 et Syllepse 2015.
32. L'opération Barbarossa nommée en référence à l'empereur Frédéric Barberousse, est le nom de code désignant l'invasion par le III^e Reich de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, à partir du 22

juin 1941 et durant cinq mois. Le 23 août 1939, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique avaient signé un traité de non-agression et de partage de l'Est de l'Europe. Cependant, le 21 juillet 1940, moins d'un an après, Hitler demande à son état-major de préparer un plan d'invasion de l'Union soviétique. Confiant, il le déclenche le 22 juin 1941, un an exactement après la signature de l'armistice entre la France et le III^e Reich. Les plus importantes et sanglantes batailles terrestres de la Seconde Guerre mondiale se déroulent sur ce front.

33. Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Barbarossa : 1941, la guerre absolue*, Paris 2019, Passés composés/Humensis.
34. B. Souvarine, *Staline*, Paris 1992, Ivrea.

Souignons une initiative, les « *alliés occidentaux* » y furent sensibles. Staline fait le choix du nationalisme grand-russe. À l'automne, s'il a renoncé à dissoudre l'Internationale communiste (35), il crée l'ordre Bogdan Khmelnitski, dirigeant de l'insurrection populaire contre l'État polonais en Ukraine au XVII^e siècle, qui avait au XX^e siècle la réputation d'être « *pro-russe et grand massacreur de Juifs* », reconstitue les célèbres unités de cosaques et rétablit les privilèges du corps des officiers. L'Internationale est remplacée par un hymne célébrant la « *Sainte et Grande Russie* ». Simple choix opportuniste, ou tendance profonde ?

Les prédateurs

Cette soumission aux intérêts de la bureaucratie « *soviétique* » (russe serait plus juste) se traduit dans la façon d'agir dans les « *Pays de l'Est* ». Ils sont conçus par Staline et par l'appareil politique et militaire, au mieux, comme une extension de l'URSS. Cela se poursuit dans les trente ans du règne du Père des peuples. Après des flottements durant la période de Khrouchtchev (1953-1964), suivront trente ans de plus, la nostalgie de l'Empire, sous l'autorité de Brejnev.

En 1945-1950, le véritable pillage réalisé dans les pays voisins (Bulgarie, Pologne...) comme en Allemagne montre une classe et des dirigeants profiteurs, en rien désireux d'une révolution dans ce qui devient « *les pays du glaciaire* ». Les échanges avec la Chine sont du même type de domination. Les poussées démocratiques en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, trouvent la répression d'une puissance dominante accompagnée des discours du **pays du mensonge déconcertant**.

Ainsi, les « *Soviétiques* » avaient choisi, dès la première réunion où se discute la situation tchèque. Gomulka, le dirigeant polonais, s'exprime au nom du Pacte de Varsovie contre le représentant du Printemps de Prague (de 1965 à 1969) : « *Camarade Dubcek, ne soyez pas naïf ; il n'est pas question aujourd'hui de socialisme*

en Europe occidentale ; cela ne nous concerne pas ; ce qui est important pour nous, c'est la frontière qui est la nôtre et que nous devons défendre à tout prix » (36).

Parmi les héritages lourds à surmonter, comment oublier cette expression ironique des années 1960-70, « *le socialisme réellement existant* » ?

Dans la continuité de l'œuvre de Staline, « *le Kremlin* » comme on disait, rejette le programme du Printemps de Prague. Dans un pays fortement industrialisé, l'Académie des sciences publie en 1966 une synthèse de ses travaux, sous l'intitulé *La civilisation au carrefour* (37). L'analyse prend en considération la « *révolution scientifique et technique* ». L'automation devrait permettre d'inverser la tendance à la parcellisation des tâches issue de la révolution industrielle, d'éliminer le travail simple et de transformer le travail complexe.

D'un point de vue social, ces transformations doivent toucher « *les systèmes d'organisation et de commandement, réduire la dichotomie entre dirigeants et dirigés et avoir des conditions de production qui cessent de détruire la nature* » (38).

Quelques années auparavant, l'URSS était déjà confrontée aux possibilités d'une « *évolution scientifique et technique* » et aux nouvelles questions ainsi posées : dès qu'un seuil d'industrialisation et de réussite a été atteint, les questions se compliquent ; cela met en évidence le carcan du **paradigme contemporain au pouvoir**, pour reprendre l'expression d'un militant communiste tchèque, philosophe (39), exclu du Parti après 1968.

Il en est de même sur la scène mondiale : un soutien aux mouvements de libération est strictement encadré par les intérêts de l'URSS et impose la conception d'une administration hiérarchisée obéissante aux chefs et monolithique au nom d'un modèle dit « *léniniste* ». C'est la même année 1965 que Che Guevara s'exprime à la tribune d'Alger : « *Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Ouest* » (40).

On voit comment même des militant-es

lucides voulaient faire réagir les représentants du « *Kremlin* », en les prenant à leurs contradictions formelles. Cependant, après les années cinquante, qui ignorait que le « *soutien* » des soviétiques était toujours conditionné par leurs propres intérêts immédiats, d'ordre matériel ou d'ordre diplomatique ? De plus, et plusieurs chapitres le montrent, « *l'aide* » des soviétiques produit des méthodes qui miment la bureaucratie pour façonner des forces d'émancipation déjà soumises, mimétiques, pour faire passer avant tout « *les règles de l'État* ».

Constatons-le dans l'Algérie de Boumediène, dans les partis nationalistes arabes, du Venezuela à la Corée du Nord, mais aussi de la Chine au Pérou ou dans des États en Afrique, et dans combien d'actuelles « *Républiques* » post-URSS. Tourner la page suppose d'en voir les effets toujours présents, avec leurs différences (41)...

Ce règne de trente ans, continué de trente années de nostalgie de l'Empire connaît deux décennies où, avec l'intervention soviétique en Afghanistan, le déclin se précipite. La bureaucratie s'affirme alors plus nettement nouvelle classe dirigeante et exploiteuse au nom des affaires mondialisées, sans pour autant changer les rapports de propriété sur lesquelles elle s'était bâtie, résume Patrick Silberstein. Il rappelle une hypothèse de Trotsky, dans *la Révolution trahie* et dans son article « *L'URSS dans la guerre* » (42) ; celui-ci envisageait la possibilité théorique que, sur la base des nouvelles formes de propriété existant en URSS, celle-ci ne se transforme en une « *nouvelle société d'exploitation* ». Cette bureaucratie ressemblant à celles des « *despotismes asiatiques* », comme diverses analyses l'avait appelée, a ainsi cherché son intégration dans le capitalisme globalisé.

Deux mots de provocation : des options qui s'opposent...

Au moment où Trotsky rédigeait son *Staline*, Victor Serge écrivait que le socialisme devrait désormais faire une démons-

35. Cette décision est reportée en 1943.

36. Pierre Cours-Salies, *À la prochaine*, chap. 10, « Écrasement du Printemps de Prague avenir du communisme », op.cit.

37. Radovan Richta, *La civilisation au carrefour*, Paris 1969, Anthropos.

38. « *Le socialisme ne saurait triompher si les avantages que présente sa structure sociale, débarrassée de l'antagonisme de classe, ne se manifestaient pas dans une ouverture et une sensibilité particulières à l'égard des nouvelles dimensions du pro-*

grès de la civilisation. (...) Une orientation nouvelle, originale, du développement des forces productives. Des conditions et des objectifs de production cessant de détruire la nature (...). Une orientation nouvelle, originale, du développement des forces productives. (...) Seule une politique judicieuse, appliquée avec esprit de suite, de protection de la nature, (...) pourra enrayer efficacement le processus de dévastation de la nature » (R. Richta, op.cit.).

39. « *Une rupture effective implique donc d'en finir avec la propriété privée capitaliste et la propriété étatique bureaucratique* », Karel Kosik, *La crise des temps modernes*, Paris 2003, éd. La Passion.

40. Discours prononcé au Séminaire économique de solidarité afroasiatique, les 22 et 27 février 1965 à Alger.

41. « *Chaque mouvement ouvrier national a secrété sa bureaucratie dans les conditions particulières de son histoire, et quand une de ces bureaucraties parvient*

au pouvoir... ». Michel Lequenne, « De l'avenir universel de la bureaucratie », *Critique communiste* n° 18-19, « Qu'est-ce que l'URSS ? », novembre-décembre.

42. Léon Trotsky, « L'URSS dans la guerre » (25 septembre 1939), p. 101-124, in *Défense du marxisme : URSS, marxisme, bureaucratie*, EDI, Paris 1972 ; Léon Trotsky, « L'URSS dans la guerre » (25 sept. 1939), dans *Œuvres*, t. 22, sept.-déc. 1939, Saint-Martin-d'Hères, ILT 1986.

Alternative en débat

tration, presque préalable, qu'il serait « nettement supérieur par la condition qu'il apporte à l'homme » (43).

Cela aurait été écrit ces jours-ci que nous ne serions pas étonné-es outre mesure, fait remarquer Patrick Silberstein ! Son livre nous incite à éviter quelques « erreurs d'étiquetage » (Moshe Lewin).

● Le soviétisme bureaucratique n'a rien à voir avec le communisme (44). Parler de « communisme réellement existant » revient à nier que le Thermidor russe a eu lieu. Toutes les batailles politiques rappelées dans ce livre en témoignent.

● De même, bien des utilisations de la notion de « léninisme » emprisonnent dans un passé de bluffs et de défaites. Cette « erreur d'étiquetage » mélange des événements et une sauce qui ferait passer du stalinisme ordinaire pour du léninisme, avec une ou deux épices choisies. Par exemple, la représentation de la « radicalité » est faussée en insistant sur une représentation mythifiée de « l'avant-garde ». Lénine, avec les *Thèses d'avril*, cherche un passage pacifique, appuyé sur les volontés massives des paysans, des soldats, des ouvrier-es, des fonctionnaires du tsar, dans une réalité où les pressions de la bourgeoisie empêchent les modérés, timorés, de décider. Souvenons-nous des réflexions de Lukacs (45).

● Nous sommes averti-es, troisième risque d'erreur d'étiquetage, de nous méfier des rapports de domination construits par les conditions de la lutte. Nous l'avons vu, le « dépassement du capitalisme » passe par les formes radicales de la démocratie et pas en cherchant à susciter « une nouvelle élite », et à la pérenniser. « L'avant-garde » comme rôle à tenir et pas comme place à occuper...

À l'opposé de l'héritage de la contre-révolution, un autre a sa continuité, capable d'une nouvelle phase des luttes pour l'émancipation.

Quand on y songe en effet, peu de nouveau sous le soleil ! Patrick Silberstein

le souligne dans un chapitre 12 au titre ironique et inquiétant, *Le fantôme de Moscou* (46). « La barbarie qui se déploie sur le monde n'est pas une catastrophe naturelle, mais la conséquence de l'appropriation privée de notre planète », résume-t-il. « S'y opposer, c'est mettre en mouvement les aspirations des mouvements sociaux à contrôler, à décider et à construire leurs propres instruments d'émancipation. C'est mettre en mouvement la capacité des mouvements sociaux à développer une autre économie politique. (...) Plus qu'une dorure démocratique sur de vieilles conceptions, l'autogestion est un axe stratégique et programmatique ».

Disaient-ils/elles autre chose, les Rosa Luxemburg, ou Evgueni Préobrajenski et les autres bolcheviks dont Patrick Silberstein rappelle les combats à côté des Lénine et Trotsky ? À relire les œuvres et les débats, dans leurs objectifs, il y a peu de différence. Sauf une, décisive.

Le rejet conscient de « l'héritage stalinien » se traduit par ce que Gramsci aurait désigné du terme de « nouvelle culture ».

« Dans cette nouvelle culture », Patrick Silberstein le résume, « s'expriment les refus de la délégation de pouvoir, de la séparation entre social et politique, de l'autoritarisme, du substitutisme, de la personnalisation, du culte du chef, de la soumission aux institutions étatiques et de l'électoratisme. S'expriment aussi quelques-unes des conditions nécessaires à l'évitement et à l'éradication systématique – dans le cours même des luttes – de toutes les formes de la bureaucratiation : la pratique de l'autodétermination, de l'auto-organisation, de l'autogestion, de la délibération collective, de la recherche du croisement des contestations particulières et de la lutte en commun. »

Nous savons bien que la propriété publique ne peut se proposer sans une démocratie active, directe, combinant les assemblées de base et le pluralisme politique. Nous savons aussi la lourdeur des

discriminations héritées, leurs « évidences naturelles ». Au cœur de la lutte de classe, les principes d'avenir sont déjà en partie portés par les hommes et femmes qui rejettent le système. Il s'agit de transformer les outils du pluralisme politique et en même temps ceux de la démocratie directe, active : une démocratie qui change vite tout ce qui doit et peut l'être, mais qui prend le temps des discussions avec toutes et tous (47).

Cela ne se fait pas en un clic, ni même un tsunami de clics : le pluralisme limite des pouvoirs absolus en imposant le droit de débattre et de voter ; mais il produit des délégations de pouvoirs, de la passivité, qui contribuent à pérenniser des privilèges et des moyens de domination. Des conseils d'autogestion peuvent avoir le même effet, comme le souligne Catherine Samary ; des assemblées de centralisation partielle des informations, des « conventions citoyennes » peuvent contribuer à la démocratie active, englobant les diverses dimensions politiques. N'allons pas imaginer au-delà les réponses qui sont et seront mises en œuvre par tant de personnes, négligées pour le moment comme « des gens de la moyenne »... sans lesquelles on ne peut rien du tout. Certes, cela suppose un projet, une connaissance des possibilités et donc une culture, un projet, un « outil » pour l'émancipation (48). Une activité collective consciente... Sans aucun doute pas le Parti de Staline, mais une organisation tournée vers la mobilisation, les grèves de masse, répondant aux réflexions de Rosa Luxemburg, ou de courants comme les syndicalistes révolutionnaires français, fondateurs du PCF puis en rupture avec sa « bolchévisation », sa bureaucratiation « la fraction qui unifie toutes les autres » (Marx)...

Cela passe par des discussions, une lucidité sur les phases passées ; et ce livre est ainsi un apport important. ■

2 janvier 2022

43. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1908-1947*, op.cit.

44. Lucien Sève, bien qu'il exprime l'idée que « la révolution de 1917 était bien loin du communisme de Marx alors prématuré historiquement », rejoint ici Patrick Silberstein quand il critique « l'imposture du léninisme de Staline » (p. 391) et quand il rejette une thèse de Roger Martelli : « contrairement à ce que voulaient croire ses adversaires communistes, le stalinisme était un communisme et même, hélas, la forme dominante du communisme, pendant quelques décennies » (op.cit. p. 198). Roger Martelli, *Que reste-t-il de l'Octobre russe ?*, éd. Le Croquant, 2017. Lucien Sève, *Penser*

avec Marx aujourd'hui, T. 4, « Le communisme » ?, La Dispute 2019, chap. 2, p. 335 et suivantes. Voir aussi Lucien Sève, *Octobre 1917*, éd. Sociales, 2017.

45. Voir note 7.

46. Une blague soviétique s'impose : « Panique au comité central : Lénine a disparu de son mausolée ! Alerte générale, arrestations. Au bout d'une semaine, le Kremlin reçoit un télégramme signé de Lénine : "Je suis retourné en Suisse, tout est à refaire" ». Soulignons aussi, pour les lecteurs curieux de l'activité théorique décisive des dignitaires français du stalinisme national, une reprise salubre dans le chapitre 11 (op. cit., *La revanche du chien enragé*,

p. 169 et suivantes).

47. Pour qui souhaite reprendre pied avec un classique, tout ceci inclut la relecture patiente de Marx : « Critique du programme de Gotha ».

48. Catherine Samary en souligne la portée critique en 1988 : « la notion d'autogestion peut recouvrir l'objectif de classes ou de castes régnautes de maintenir leur pouvoir sous de nouvelles formes », en octroyant une « autogestion atomisée ». Pourtant, écrit-elle, « la révolution yougoslave avait permis que d'autres droits et critères soient dominants contre le capital ». Ceux-ci s'appuyaient « sur une propriété sociale dont la gestion réelle a évolué et oscillé entre éta-

tisme bureaucratique et autogestion », tant en ce qui concerne les entreprises que les droits des peuples. Mais, faute d'un « mode de décision démocratique », les conflits et les contradictions étaient « interprétés par le parti dominant ». Catherine Samary, « 1948-2018 : contre vents et marées. Hier comme aujourd'hui : l'actualité d'un socialisme autogestionnaire » (<https://autogestion.asso.fr/1948-2018-contre-vents-marrees-hier-aujourd'hui-lactualite-dun-socialisme-autogestionnaire/>) Rappelons-le, la question du parti unique comme synonyme de la dictature du prolétariat a été au cœur de la critique que faisait Michel Pablo de la Yougoslavie titiste.

Nouveau mouvement féministe jeune et radical, à l'avant-garde des résistances populaires !

Par
Sonia Mitralias*

Ce qui s'est passé ces deux dernières années en Grèce mérite attention : jamais auparavant dans l'histoire du pays, la question des droits des femmes n'a fait autant de bruit dans la presse, été le sujet de débats publics passionnés et occupé le devant de la scène politique !

Tout a commencé quand le gouvernement Mitsotakis a tenté de s'aligner sur les forces néolibérales les plus réactionnaires et obscurantistes de la planète, en lançant une attaque frontale contre les droits fondamentaux des femmes.

Heureusement, c'était sans compter avec le renouveau du mouvement féministe, qui a relevé le défi ! Et voilà comment cela s'est passé !

L'affaire de « l'enfant à naître »

Encouragé par la victoire du parti Nouvelle Démocratie aux élections législatives de 2019, le Saint-Synode de l'Église orthodoxe grecque a inventé, le premier dimanche après Noël, une journée dédiée à « l'enfant à naître » ! Selon ses dires, sa décision aurait été prise dans le but de protéger la vie de l'enfant avant la naissance et... de résoudre le problème démographique de la nation grecque !

36 années après la légalisation de l'avortement en Grèce – grâce à une loi très progressiste, obtenue en 1986 après une lutte assidue de près de 10 ans du mouvement féministe – l'Église orthodoxe grecque donnait ainsi le signal d'une attaque frontale contre ce droit si durement acquis.

Quelques jours avant le nouvel an 2020 et la journée dédiée à « l'enfant à naître », la première page d'une revue sportive (!) provoqua un tsunami d'indignation dans les médias sociaux ! En effet, sur sa couverture, figurait une grande main, tenant un tout petit fœtus dans sa paume et en dessous il était écrit en lettres grasses et majuscules « *laissez-moi vivre* ».

Malgré les réactions des médias



Manifestation à Athènes contre la garde parentale conjointe obligatoire

sociaux, le ministre du Développement Adonis Georgiadis (raciste notoire et ancien néofasciste) s'empressa de féliciter la revue, affirmant qu'en Grèce le fait d'avoir deux fois plus d'avortements (300 000 par an, selon ses dires exagérés) que de naissances, causerait au pays un manque de près d'un million d'enfants, et poserait problème à la survie de la Nation.

Quelques jours plus tard, des affiches géantes faisaient leur apparition dans le métro d'Athènes avec le même message et le même fœtus qui pleurniche : « *Laissez-moi vivre* » ! Et la paternité de cette campagne anti-avortement était revendiquée par une longue liste d'associations chrétiennes orthodoxes fondamentalistes...

Mais l'Église orthodoxe rétrograde et obscurantiste n'agissait pas seule ; elle bénéficiait du soutien de nombreux ministres et de hauts fonctionnaires du gouvernement. Après un nouveau tollé de l'opinion publique, le ministère des Transports ordonna rapidement le retrait des affiches. Mais ces attaques contre le droit pour l'avortement n'étaient que le prélude de ce qui allait suivre !

Influencé par des régimes comme celui d'Orban en Hongrie, le gouvernement Mitsotakis fit un premier pas pour se donner un profil nataliste et décida de rebaptiser le « *Secrétariat général pour l'égalité entre les sexes* » – une institution née elle aussi du mouvement féministe de la

deuxième vague – en « *Secrétariat général de la politique démographique et familiale et de l'égalité des sexes* ».

Le retour de la loi du père

Mais d'autres attaques allaient suivre ! Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie annonça clairement la couleur en adoptant en mai 2021 une loi relative à l'Autorité parentale conjointe, qui réformait des articles clés du Code civil en matière de droit familial.

C'était vraiment un moment crucial pour les femmes et les enfants, victimes de violence domestique. Ce projet de loi vit le jour après avoir été revendiqué depuis longtemps par le très masculiniste et agressif lobby des pères néolibéraux, violents et vulgaires. Celui-ci s'allia avec le gouvernement de la ND sur la base de leurs intérêts communs et autour d'un discours familialiste.

Ainsi le gouvernement révisa ce qui constituait la quintessence du droit de la famille très progressiste encore aujourd'hui, obtenu en 1975. Car cette loi était une vraie révolution anti-patriarcale parce qu'elle remplaçait le droit du père-général

* Sonia Mitralias est dessinatrice et caricaturiste. Activiste féministe, initiatrice du Mouvement de libération des femmes en Grèce en 1975. Elle a été membre de la Commission pour la Vérité sur la dette grecque.

Grèce – Femmes

(la puissance paternelle) par l'autorité parentale.

Désormais, après la dissolution du mariage, contrairement à la loi de 1983, la nouvelle loi impose la garde parentale conjointe obligatoire, c'est-à-dire que l'enfant est forcé de passer un tiers de son temps avec le parent avec lequel, d'habitude, il ne vit pas, même s'il ne le désire pas. Même quand le père est violent, les désirs de l'enfant ne sont pas pris en compte. Pourquoi cela ? Mais, parce que pour retirer la communication à un parent violent, il faut un jugement définitif. Cela peut durer des années ou ne jamais avoir lieu, parce qu'aller aux tribunaux en Grèce est difficile, cela coûte de l'argent, beaucoup de stress et les femmes des familles monoparentales sont fragilisées, vulnérables, pauvres et démunies, étant dans une situation de détresse incroyable, accentuée encore par les politiques d'austérité imposées au nom de la dette et de la pandémie. Tout cela signifie donc de fait qu'un père violent peut harceler, violenter et disposer de l'enfant à sa guise, mais aussi utiliser la loi pour faire du chantage, inculper, peut-être même criminaliser les mères qui veulent simplement protéger leurs enfants et qui pour cela risquent leur sécurité et leur vie !

Le projet de loi a été sévèrement critiqué par les juristes grecs à la fois pour sa faiblesse juridique, la violation des droits humains et de la convention d'Istanbul qu'elle impliquait. Il était aussi également rejeté par toutes les organisations de femmes et le mouvement féministe lequel devait affronter une campagne de haine menée par le lobby des pères déchaînés et misogynes, soutenu par presque tous les grands médias du pays.

Lorsque la loi a été votée par la majorité – contre la plupart des partis d'opposition du Parlement grec – les fanatiques du lobby des pères ont fait la fête sur les réseaux sociaux et n'ont pas manqué de lancer des menaces physiques contre les juges et les procureurs du pays pour les contraindre à appliquer la loi en faveur des pères. Par exemple, le groupe « *Égalité des droits parentaux* » a écrit : « *Nous orientons l'artillerie lourde contre la magistrature, nous chargeons, nous amorçons et nous attendons ! Que ceux de nos membres qui publient ce qui se passe dans notre groupe, informent le Syndicat des juges et des procureurs qu'ils sont désormais dans notre viseur* ».

En somme ces groupes masculinistes deviennent très dangereux : leur antiféminisme, leur culture de la virilité, la recons-



truction d'une masculinité hégémonique constituent des passerelles idéologiques vers la droite la plus extrême et tôt ou tard ils passeront de plus en plus à l'action violente, pas seulement dans leur couple mais aussi dans la société.

L'irruption du #MeToo grec et le réveil des consciences

Le tableau est sombre, mais voilà qu'à la mi-janvier 2021, en pleine pandémie, plus de trois ans après l'apparition du mouvement #Metoo aux États-Unis, le #MeToo grec a fait une irruption fracassante sur la scène sociale et politique du pays.

Le #MeToo grec fut déclenché par les révélations de Sofia Bekatorou, 43 ans, double médaillée (or et bronze) olympique de voile, qui déclara publiquement avoir été violée à l'âge de 21 ans par un haut responsable de la Fédération grecque de voile. S'adressant à toutes les femmes qui ont subi des agressions sexuelles, elle a lancé le message : « *Brisez le silence, parlez !* »

Cette année aussi, l'éclosion du #MeToo grec a contribué à faire mûrir la conscience féministe face à la forme la plus atroce des violences de genre, le féminicide. C'est en novembre 2018, avec le meurtre à Rhodes de Eleni Topaloudi, une étudiante de 21 ans, violée, torturée par deux jeunes hommes, jetée dans la mer alors qu'elle était encore vivante, que le terme « *féminicide* » dans le langage de tous les jours.

Cette année 2021 – surtout cet été – a vu aussi, dans tout le pays, d'Athènes à Thessalonique, de la Crète aux Cyclades, les meurtres de femmes par leurs compagnons se succéder en chaîne. Cependant, cette fois, la différence avec le passé même récent était évidente : les médias en parlaient plutôt abondamment, les langues

se déliaient, les partis politiques sortaient de leur silence habituel, et surtout les femmes descendaient dans les rues, féministes en tête, pour crier leur colère et appeler à la solidarité !

Le renouveau du mouvement féministe...

Voilà encore un exemple du renouveau du féminisme : en juin, un spot publicitaire demandait aux femmes... de procréer, s'adressant en particulier à celles ayant « pris de l'âge » et qui seraient trop préoccupées par leur carrière, négligeant ainsi leur fertilité. Il s'agissait d'une publicité pour la « 1^{re} Conférence panhellénique sur la fertilité » qui était soutenue par l'église, des entreprises de procréation assistée, par le « *Secrétaire général de la politique démographique et familiale et de l'égalité des sexes* », la radio-télévision publique (ERT) et par... la Présidente de la République hellénique elle-même. Mais, après un nouveau tollé général, la Présidente Katerina Sakellaropoulou était contrainte de retirer son soutien à la Conférence et la quasi-totalité des participants officiels faisant de même... la conférence était annulée. C'était le fiasco total !

Finalement, le gouvernement Mitsotakis a pu faire voter – de justesse – son projet de loi sur l'autorité parentale conjointe, mais même les médias pro-gouvernementaux ont admis qu'il s'agissait d'une victoire à la Pyrrhus ! En effet, la résistance des féministes a semé le trouble même à l'intérieur du conseil des ministres et a provoqué des dissensions dans le groupe parlementaire de Nouvelle Démocratie ! C'était la première fois depuis sa formation, en 2019, que le gouvernement de droite traversait une crise et, de l'aveu commun, le responsable de cette nouveauté absolue était... le mouvement féministe !

La conclusion n'est pas difficile : l'année 2021 a vu la naissance en Grèce d'un renouveau du mouvement féministe, jeune, radical mais aussi unitaire, qui occupe déjà les avant-postes des luttes populaires contre la Sainte Alliance de la réaction néolibérale et de l'obscurantisme nationaliste et orthodoxe. L'événement est de taille, presque historique, dans une société grecque conservatrice et débousolée, qui est toujours à la recherche d'une gauche digne de ce nom.

La suite des événements promet d'être passionnante... ■

« Rencontre » de mouvements sociaux et politiques, « Confrontation » avec nos propres lacunes

Par Antonis Faras
et Tassos Anastasiadis*

Dans les circonstances qui sont celles de la défaite et du recul de classe, notamment depuis 2015 et après le retour de la droite néolibérale dure et de l'extrême droite au gouvernement, un secteur de la gauche radicale grecque refuse de reculer et fait un effort concret pour procéder à sa reconstruction ! Le congrès unificateur (1) était prévu pour le premier week-end de janvier (et reporté de quelques semaines à cause de la pandémie) sur la base d'un radicalisme de terrain, qui refuse principalement de se laisser enfermer dans des auto-proclamations et des certitudes, considérant comme cruciale une recomposition organisationnelle mais aussi programmatique de la gauche du XXI^e siècle – en Grèce comme à l'international. Bien que de nombreuses questions programmatiques, stratégiques et tactiques nécessitent une discussion plus approfondie, nous essayons ici de donner une image actuelle de l'expérience grecque en cours.

* * *

Nous vivons dans une période de transition qui, parfois, semble faire du sur-place en termes de vie quotidienne. Le monde du XX^e siècle, avec des frontières politiques, sociales et idéologiques définies, a été comme abandonné derrière nous et nous sommes entrés dans le XXI^e siècle avec l'omnipotence du marché, la domination occidentale et le capitalisme trônant sur le piédestal de la « fin de l'histoire ». Mais ce statu quo a été ébranlé par les dynamiques de la crise, la réémergence de la lutte des classes, et même les révolutions sociales. Avec le mouvement altermondialiste, les mouvements qui ont éclaté après la crise structurelle capitaliste de 2008, jusqu'à la réalité pandémique du Covid, de vieux fantômes familiers sont revenus hanter l'Europe, Wall Street occupée, le monde arabe !



Le capitalisme a connu plus de crises et de conflits que ne le prévoient ses théoriciens. À tel point que la question « *qu'est-ce qui vient après le capitalisme ?* » concerne désormais l'ensemble du spectre politique – et pas seulement les espaces considérés comme marginaux et radicaux. Les États choisissent de se protéger par la contre-insurrection, en intensifiant la concurrence intra-classe entre les pauvres, en liant de plus en plus leur pouvoir à la protection de la richesse de quelques-uns. La droite se tourne vers les positions fascistes et racistes des ennemis intérieurs ou tente de projeter un nouveau récit d'intégration. Dans de nombreux cas, elle assume le rôle parasitaire de la social-démocratie : elle intègre certaines revendications des mouvements, mais de manière partielle et seulement dans le cadre d'un libéralisme qui ne remet pas en question les conditions politiques et productives. Le déplacement du spectre politique est tel que les positions historiques traditionnelles de la social-démocratie sont présentées comme du radicalisme – voire comme une politique socialiste (comme exemples typiques, les réactions de l'Alt-Right américaine et celles de Trump à Biden). Il est maintenant clair que la défense du conte affirmant que « *tout va bien à quelques exceptions près* » de la bourgeoisie s'est effondrée sur les marches du Capitole américain.

Le discours des mouvements du monde entier, souvent minoritaires, semble bien comprendre les sources de l'inégalité, bien identifier l'exploitation capitaliste comme la cause profonde des multiples crises, et bien prévoir que les expressions

* **Antonis Faras** est un militant de *Synantisi* (Rencontre), membre de la coordination de la nouvelle organisation. **Tassos Anastasiadis** participe à la constitution de la nouvelle organisation et est un militant de Tendance Programmatique IV^e Internationale (TPT) au sein de la section grecque de la IV^e Internationale.

1. En 2018, il y a eu une coalition initiale, se regroupant principalement autour des jeunes de Syriza qui avaient déjà quitté le parti en 2015 (ONRA) et d'autres groupes, dont la plupart sont issus de scissions de Syriza. Dans l'entre-temps, un grand nombre de jeunes militants ont pu devenir actifs et actives politiquement après 2015, sans avoir eu à subir l'expérience des scissions. Cette coalition avait gardé le nom de « *Rencontre pour une gauche anticapitaliste et internationaliste* » (*Synantisi*), décrivant bien l'objectif du processus. Mais parallèlement à cette initiative, les mêmes préoccupations étaient également portées par des secteurs issus d'Antarsya, regroupement de la gauche anticapitaliste alors dans sa douzième année, mais qui s'était retrouvé piégé dans le repli de ses organisations membres. Une scission de la jeunesse NAR (l'organisation la plus importante d'Antarsya) s'était regroupée sous le nom de « *Confrontation* » (*Anametrisi*), avec des préoccupations similaires concernant le besoin de recomposition, le radicalisme pratique et la recherche programmatique. L'unification actuelle a pour corps principal ces deux entités, *Synantisi* et *Anametrisi*, mais des groupements plus petits en font également partie. C'est le cas d'une scission d'Aran – une organisation qui a appartenu à Antarsya et plus tard à LAE (Front Uni) –, de TPT (tendance de la section grecque de la IV^e Internationale) et de militant-es indépendant-es.

Grèce

de l'anticapitalisme prévaudront dans un avenir proche. Un tel avenir, cependant, ne viendra pas de lui-même. Nous pensons que pour que les mouvements soient en mesure de se confronter aux pouvoirs en place, une intervention radicale, sociale, avec les caractéristiques d'un mouvement de gauche, est nécessaire.

Dans ce contexte global, quelle est la situation de cette gauche aujourd'hui en Grèce après l'effondrement du « *gouvernement de gauche* » représenté par Syriza et les effets dévastateurs qu'il a eus ? Avec d'importantes conséquences sociopolitiques, le gouvernement de Syriza a poursuivi et étendu les politiques néolibérales, infligeant de nouveaux reculs aux travailleurs, aux étudiants et aux jeunes, et a été nettement battu lors des élections de 2019, ce qui a entraîné le retour d'un parti Nouvelle Démocratie désormais dominant et revanchard – alors qu'au cours des années précédentes, il avait été lourdement affecté par la mise en œuvre des mémorandums.

Le gouvernement de droite de la Grèce, sous couvert de la pandémie, a adopté des dizaines de mesures au profit des riches et au détriment des travailleurs, tout en élargissant massivement les pouvoirs de la police, préparant par précaution l'État à la possibilité d'un nouveau cycle de révoltes. La tâche de défense sociale et du maintien des droits des travailleurs devient évidente, mais la lutte organisée fluctue : nous avons des luttes que l'on peut considérer comme marginales au départ, qui se développent en mouvements centraux (telle la lutte pour soutenir le prisonnier politique Dimitris Koufoudinas) et des questions majeures (tel le récent projet de loi réactionnaire sur le travail) qui passent sur fond de très faible résistance.

Ce paradoxe nous ramène à la réalité de la spontanéité dans le développement de la lutte de classe, qui découle des aspects multidimensionnels de la vie quotidienne, des alternatives collectives (ou de leur absence) et de leur capacité à se connecter aux mouvements et aux initiatives sociales. La gauche révolutionnaire est nettement plus faible qu'au début de la dernière décennie, lorsque de puissantes dynamiques sociales ont éclaté dans la lutte contre l'austérité, contre le FMI et les attaques néolibérales visant la grande majorité. Nos lacunes collectives sont devenues évidentes avec l'intégration complète de Syriza en 2015 et l'apparition du dogme « *tina* » (« *il n'y a pas d'alternative* »). La gauche révolutionnaire s'est retrouvée dans une situation de crise inter-

ne importante qui a conduit à des divisions, voire à des groupes auto-isolés, qui ont projeté la révolution comme leur principale « *tactique* » et « *stratégie* », sans parvenir à formuler les moyens ou les rythmes de ces ruptures sociales. Nous avons fait et faisons partie de cette gauche, nous partageons ses erreurs et ses faiblesses, avec bien des angoisses et des questions.

Mais au-delà des questions, nous voulons avoir des réponses. Nous pensons que la gauche du XXI^e siècle ne doit pas être coupée de son passé historique, mais qu'elle doit développer une théorie critique de ce passé, pour le reconstruire de manière à ce qu'il ait un sens dans le présent et surtout dans les moments critiques et les moments de danger. Dans un contexte où le capitalisme produit une fatigue profonde de la société, nous voyons deux tendances :

- Soit la société se tourne vers l'extrême droite, qui rabâche sans cesse ses vieilles recettes : la recherche d'ennemis internes, l'action para-étatique, l'autoritarisme, la guerre et la rhétorique nationaliste. Dans un tel climat réactionnaire, xénophobe et raciste, la gauche révolutionnaire est souvent marginalisée et enregistrée comme une force antipopulaire, même sur les sujets qu'elle souhaite mettre en avant.

- Soit la gauche comprend le mouvement actuel et les désirs du plus grand nombre : les mouvements qui se sont développés au cours des dix dernières années portent en leur cœur des caractéristiques de démocratie directe, qui étaient marginalisées dans les traditions du siècle dernier. Il existe un désir concret et global par les mouvements de rejeter les modèles bureaucratiques, au profit de la démocratie directe, pour de « *nouvelles formes de vie collective* », pour l'établissement d'un nouveau modèle d'intervention politique résultant d'une méfiance écrasante envers la représentation politique, pour l'identification et la priorisation des besoins radicaux liés aux droits sociaux et politiques, aux questions liées au combat antiraciste et antisexiste. Ces positions sont de caractère très général, car les diverses expériences intéressantes, les résistances créatives et les pratiques se développent de manière éphémère et sporadique : elles fonctionnent comme des berceaux et des laboratoires éphémères.

Pour fonctionner selon ces lignes directrices, nous devons revenir aux mots oubliés de Lénine : « *La victoire ne viendra qu'à ceux qui ont foi en l'humain, à ceux qui sont immergés dans la source vivifiante de la créativité sociale* ». Nous ne voulons pas

diriger, nous ne voulons pas nous percevoir comme une avant-garde organisée : nous voulons apprendre, être attentifs aux colères et aux revendications, contribuer à la rencontre et à l'autonomisation des mouvements et des structures de travailleurs. Nous voulons affronter nos défauts et développer une nouvelle configuration qui soit en lien avec la méfiance sociale afin de la transformer en créativité sociale. Kostis Palamas, un célèbre poète grec, a écrit : « *Écoutez. Je suis le destructeur, car je suis aussi le bâtisseur* » et donc nous avons besoin de détruire et de construire.

Une condition inévitable pour une reconstruction de la gauche est de rendre compte des défaites accumulées. Cette tâche ne peut être omise. Nous devons trouver les moyens de transférer et d'échanger les expériences fragmentaires de ces dernières années, ainsi que les idées critiques qui les ont accompagnées. La reconstruction doit se faire par le bas, en assumant aujourd'hui une triple tâche.

- ① La **tâche internationale** a trait à la perspective de diffusion de la créativité sociale, à la synthèse des revendications individuelles ou des mouvements nationaux pour les élargir à une dimension victorieuse.

La gauche internationaliste que nous voulons construire doit être, pour toutes les raisons que nous avons dites, solidaire des persécutés et des privés de droits du monde entier, des peuples, des mouvements et de la planète. Mais la solidarité ne suffit pas : nous avons aussi besoin d'entraide, de coordination, de convergence, d'organisation transnationale, tout comme notre ennemi est organisé de manière transnationale. Nous avons donc besoin d'une gauche qui comprenne le monde au-delà des œillères nationales que nous impose le capitalisme et qui soit organisée en conséquence. Nous avons besoin d'une **gauche qui soit internationale**.

Internationale par avance, sur le plan éthique et programmatique, mais aussi sur le plan organisationnel. Et plus précisément, nous voulons apprendre des expériences du reste de la gauche, qui ne se limite pas à notre pays, des réflexions, des leçons, des processus qui peuvent nous aider à nous enrichir, de nos pays voisins et des plus lointains. Et pas seulement pour apprendre, pas seulement pour se soutenir mutuellement, mais aussi pour organiser ensemble notre existence commune, nos luttes communes, notre avenir commun.

- ② La **tâche politique** consiste à lutter à la fois pour les questions du plus grand nom-

bre (pour le travail, les acquis sociaux, etc.), mais aussi pour des questions qui peuvent sembler minoritaires ou identitaires, mais qui sont nécessaires à la libération de la créativité sociale, à l'intégration de ceux qui sont invisibles dans la lutte politique.

Savoir que les réformes peuvent être utiles et nécessaires mais qu'elles ne sont pas la voie vers le socialisme et le renversement du capitalisme. Mettre notre espoir dans un processus vigoureux de réforme, aussi authentique et actif soit-il, signifierait ignorer le fait que les réformes sociales ne changent pas la nature de la société existante. Un siècle de réformes social-démocrates en Occident montre sans équivoque que les réformes ne suffisent pas à « vaincre » le capitalisme : ses atrocités reviennent et reviendront !

Même si les réformes semblent être la seule voie possible à l'heure actuelle, cela n'en fait pas des outils appropriés si, comme le disent les zapatistes, la tâche est de créer un monde nouveau. Si elles sont mises en œuvre d'une certaine manière, elles peuvent contribuer de manière inestimable au progrès dans cette direction, mais ce n'est pas en soi le chemin qui nous y mènera. À la barbarie du monde actuel, les limites plus étroites de la réforme et de la transformation marginale ne peuvent répondre : cette situation exige des transformations profondes.

④ La **tâche organisationnelle** consiste à échapper à l'état de mélancolie de la gauche, à l'idée de « ce qui aurait pu être » des époques, mouvements et modèles organisationnels antérieurs. Construire à partir de ce que nous avons, de ce dont nous avons besoin. Nous avons constaté qu'un nouvel effort cohérent pour reconstruire le mouvement et la gauche radicale peut trouver un terrain fertile, en particulier chez les jeunes. Les mouvements sociaux sont vivants et de nouvelles mobilisations apparaissent toujours. Les nouvelles générations se rapprochent de la gauche et les idées ressemblant au communisme (par exemple une sorte de « *millennial socialism* ») se développent en nombre significatif.

Dans cette direction, nous allons créer une nouvelle organisation de gauche révolutionnaire en janvier avec un congrès ouvert, collectif et significatif. Une nouvelle organisation qui renforce non seulement ses effectifs et les fronts/mouvements qu'elle a rencontrés mais aussi la capacité de reconstruire les traditions et les idées. Cette initiative a été entreprise par deux organisations principales, appelées

Synantisi (traduction approximative : Rencontre) et *Anametrissi* (traduction approximative : Confrontation), dont les membres sont des personnes qui ont participé à Syriza, la majorité radicale de la Jeunesse de Syriza qui a rompu avec le parti en 2015, des personnes qui ont joué un rôle actif dans Antarsya (la Coalition anticapitaliste) et d'autres organisations d'extrême gauche, des personnes qui ont rejoint la lutte politique après 2015 et des membres de la IV^e Internationale.

Les idées et les valeurs qui prévalent dans la société capitaliste se diffusent aussi dans la gauche. C'est pourquoi la configuration de la gauche dont nous avons besoin est celle de la lutte incessante pour une nouvelle pratique de la politique de gauche radicale. Avec une volonté honnête et permanente de rencontrer les autres courants, organisations et militants de la gauche radicale, nous cherchons à contribuer à une nouvelle culture de la gauche éloignée des conceptions erronées du passé. Nous voulons assumer les

tâches qui nous reviennent et partager les responsabilités avec les autres forces de la gauche avec comme critère celui du bien commun du mouvement. Nous voulons contribuer aux tentatives communes de la gauche pour passer à la contre-attaque en construisant et en faisant vivre des liens sociaux sur le lieu de travail et dans les quartiers, et en développant une communication stratégique qui utilisera les médias numériques pour briser l'exclusion de la sphère publique des critiques et des voix dangereuses pour l'ordre existant.

Dans cette direction, nous nous adressons aux militants et aux mouvements du monde entier : continuez à parler de la Grèce et continuez à parler d'une alternative radicale en Grèce !

Comme le Chili nous l'a montré avec l'insurrection et la lutte récente de son peuple, nous n'allons pas revenir à la normalité parce que justement, le problème en cause, c'était la normalité ! ■

Athènes, le 24 décembre 2021

Notes de lectures

Briser l'infamant carcan de la présomption de consentement qui pèse sur les victimes

« Dans ce livre, j'emploie le mot *victime* pour désigner la personne qui a dénoncé les faits, qu'elle ait, ou non, été reconnue par la justice, et agresseurs, violeurs, mis en cause pour désigner l'infracteur nommé par la victime, qu'il ait, ou non, été condamné par la justice ».

« Qu'ont en commun une enfant de onze ans, une femme de ménage travaillant dans un grand hôtel new-yorkais, une jeune femme ayant participé à une fête populaire dans une ville espagnole, et deux femmes ayant sollicité de l'aide, l'une pour obtenir un logement, l'autre pour effacer une condamnation sur un casier judiciaire ? Elles ont toutes dénoncé des violences sexuelles ». En introduction, Catherine Le Magueresse revient sur des « affaires » où les interactions sexuelles n'étaient pas contestées mais où les hommes arguent d'avoir cru au consentement des femmes, « le consentement est quasi systématiquement invoqué par les agresseurs pour effacer les violences sexuelles et les métamorphoser en simples relations sexuelles ». Le consentement ainsi utilisé devient un piège pour celles qui osent dénoncer les agresseurs.

L'autrice souligne que la question du consentement sexuel ne devrait pas se poser, « celui-ci est inexistant du côté de la victime et sans objet du côté de l'agresseur ». Le code pénal ne définissant pas la notion, « le consentement de la victime est donc apprécié à l'aune du comportement de l'agresseur ». C'est à partir de la seule expression

des hommes que la légalité ou l'illégalité se construit. Les moyens judiciaires et le droit pénal pour lutter contre les violences sexuelles sont profondément imprégnés des préjugés sexistes.

L'autrice propose un rappel historique de la « prise en compte juridique et judiciaire du consentement sexuel dans les situations de violences sexuelles ». Elle discute, entre autres, du poids de la notion de « résistance », de la soi-disant disponibilité sexuelle des femmes, de la faible valeur de la parole des unes, des variations des codes pénaux sur le viol, de l'impunité masculine judiciairement construite, de l'incompétence du tribunal correctionnel pour juger des crimes de viol depuis 1975 et du renvoi en cour d'assises, de la caractérisation du viol comme crime et d'une certaine permanence du droit pénal, des débats autour du viol conjugal ou du consentement des personnes mineures, du vocabulaire axé sur le refus d'une sujette et non sur l'action de l'initiateur.

« Tout contact sexuel touche de facto à l'intimité, il est un franchissement des frontières physiques, et il paraîtrait donc cohérent d'exiger que l'initiateur ou l'initiatrice de ce contact s'assure de la volonté de l'autre de participer, d'autant que lorsqu'ils ne sont pas désirés, lorsqu'ils ne relèvent pas d'une relation de réciprocité, mais de l'utilisation de l'autre, ces contacts sexuels ont des effets dévastateurs sur les personnes qui les subissent ». L'autrice ouvre le débat sur la reconceptualisation des violences sexuelles, la rupture avec la déresponsabilisation des agresseurs, les normes sociales et les victimes blâmées pour leur (non)comportement. « Le projet de ce livre est de contribuer à cette réflexion et de proposer des modifications du droit ».

Dans le premier chapitre, Catherine Le Magueresse analyse « *L'indifférence des agresseurs au consentement des femmes* », l'inversion des responsabilités, l'absence d'interrogations sur les agissements ou le pouvoir des agresseurs, les manifestations de refus des femmes, « *des moyens déterminés par des contraintes spécifiques à chacune et en fonction de la réception de leur refus par les agresseurs* », le coût des stratégies de « *vigilance* » ou d'évitement. « *Parce que des femmes osent résister, contester les droits que s'arrogent des hommes agresseurs, elles sont rappelées à l'ordre patriarcal par la violence, quelle qu'en soit la forme* ». L'autrice discute du « *céder* » ou « *se laisser faire* » (en rappelant que « *céder n'est pas consentir* » – Nicole-Claude Mathieu), de la sidération (« *l'impression d'assister, en spectatrice, à la scène dans laquelle elle est directement impliquée* »), des manifestations de refus délibérément ignorées par des hommes, de la culture du viol et du « *droit d'imposer des propos sexistes, droit d'imposer leurs désirs, droit de contrôler les femmes, droit de s'approprier leurs corps* ».

Dans le second chapitre, l'autrice analyse *Un droit pénal construit sur une présomption de consentement de chacun·e à l'activité sexuelle*, la présomption de consentement jusqu'à preuve du contraire, l'intégration par la justice d'un consentement « *forcé* » ou « *extorqué* », la soumission obtenue par coercition, la fiction légale et culturelle « *qui dispense celui qui initie un contact sexuel* » de s'assurer du consentement effectif de l'autre, les représentations collectives de ce que serait la violence, les situations de dépendance et les contraintes : « *La notion de contrainte est celle qui permet le mieux d'apprécier les rapports de hiérarchie ou de domination, au cœur des violences sexuelles* ». « *Ces tribunaux n'hésitent pas à poser la norme de ce qui acceptable ou non, au mépris de ce que les plaignantes dénoncent* ». Et aussi, les visions masculinistes de la « *séduction* », la volonté d'agresser, les femmes « *objets de "violence, contrainte, menace ou surprise" et non sujets pensants, à même de décider et de choisir, dont la volonté bafouée devrait pourtant constituer le cœur de l'infraction* ».

Elle souligne les derniers paragraphes de ce chapitre :

● « *En ne posant pas clairement qu'en toutes circonstances l'accord librement exprimé ou manifesté est un préalable nécessaire à l'activité sexuelle, en ne sanctionnant que les*



cas dans lesquels il y a manifestation abus, la justice organisa de facto le droit des hommes à disposer du corps des femmes ».

● « *Compte tenu de cet état du droit pénal, plusieurs propositions ont été avancées afin que la loi garantisse effectivement le droit à l'intégrité physique des personnes. La place donnée au consentement à une activité sexuelle marque une ligne de départage entre ces propositions, selon que l'objectif est de se passer d'une analyse du consentement ou, au contraire, de proposer une définition pénale du consentement sexuel* ».

Historiquement, les femmes étaient supposées consentir, les hommes se passaient d'un consentement clairement formulé. Dans un troisième chapitre, Catherine Le Magueresse discute des « *pièges du consentement* », des travaux de Carole Pateman (*Le Contrat sexuel*, 1988) et de Nicole-Claude Mathieu (*L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, 2013). Des travaux importants que l'autrice examine en détail.

Elle cite Carole Pateman, « *une relation sexuelle égalitaire ne peut être fondée sur le consentement* » des femmes exclues de la citoyenneté et de l'égalité et paradoxalement perpétuellement consentantes : « *Le consentement doit toujours être donné à quelque chose ; dans la relation entre les sexes, ce sont toujours les femmes qui sont tenues de consentir aux hommes* ». Elle revient sur le « *céder n'est pas consentir* » de Nicole-Claude Mathieu : « *Le mot consentement appliquée aux dominé·es annule quasiment toute responsabilité de la part de l'agresseur* ». Comme l'écrit Muriel Fabre-Magnan, citée par l'autrice, « *sans liberté de dire "non", le "oui" n'est que le signe du renoncement et de la résignation* ».

Catherine Le Magueresse aborde aussi l'« *effet ardoise magique* » du consentement dans la justification de

la prostitution ou de la gestation pour autrui (GPA). Il convient de confronter la question du consentement à celle « *de la liberté et du pouvoir des femmes de se définir, d'exprimer leurs désirs et de les voir pris en compte* », les approches basées sur le consentement ne peuvent que renforcer les asymétries entre les hommes et les femmes. L'autrice discute d'autres approches, modèle centré sur les circonstances coercitives (violences, menace, surprise, contrainte), modèle qui redéfinit le viol comme une discrimination liée au sexe, modèle qui se fonde sur la négociation ou sur la liberté de négocier. Elle souligne les limites de ces propositions pour explorer une autre voie.

Pour une autre définition du consentement sexuel. Catherine Le Magueresse discute d'une définition qui serve « *un objectif de garantie de liberté sexuelle* » compris comme la possibilité de choisir d'avoir ou non une activité sexuelle, de l'interrompre à n'importe quel moment, d'en définir les modalités. « *Contribution à la réflexion sur le rôle et la part du droit pénal dans la lutte contre les violences sexuelles, ce chapitre se focalise sur le sujet du consentement. Il me paraît nécessaire de définir légalement cette notion et les critères d'un consentement valable afin de servir les perspectives d'émancipation des femmes* ». L'autrice précise que « *les développements qui suivent, fruits de travaux de recherche et mon expérience professionnelle, ne sont en rien définitifs. Ils comportent des propositions, soulèvent des questions, sont un appel à une réflexion commune. Ils visent en outre davantage à poser des lignes directrices qu'à présenter des solutions prêtes à l'emploi* ».

En regard de ses engagements internationaux et européens, l'État français est en infraction, la demande de l'ONU est d'en finir avec la présomption de consentement, l'absence de consentement comme élément constitutif de la définition du viol. En regard des différentes législations, l'autrice souligne, entre autres, la nécessité « *de recueillir l'accord explicite et librement communiqué de l'autre en préalable à une activité sexuelle, et tout au long de celle-ci* », la notion de « *viol par négligence* » (sanction des situations dans lesquelles l'absence de consentement est établie, mais l'intention de violer absente), le consentement positif, l'objet du consentement, les résistances politico-juridiques aux changements légaux, les stéréotypes maintenus de la « *bonne victime* ».

Le chapitre cinq est consacré aux mineur·es, aux exemples de Vanessa Springora ou de Julie. L'autrice aborde le présumé consentement des mineur·es à toute activité sexuelle, le délit d'atteinte sexuelle, « *une échappatoire taillée sur mesure pour les pédocriminels* », les disqualifications de viol en délit jugé par un tribunal correctionnel. Elle propose de « *poser un interdit légal à toute forme de sexualité entre adulte et mineur·e* » – jamais un enfant ne peut donner un consentement éclairé à des relations sexuelles avec un adulte. Certain·es proposent de poser une présomption de contrainte pour les personnes majeures commettant un acte sexuel sur mineur·e (sous un âge déterminé, le seuil de 13 ans souvent avancé reste totalement inadéquat) ; d'autres que la minorité soit un élément constitutif de l'infraction de viol ou d'agression sexuelle (ce qui est différent de « *circonstances aggravantes* »). L'autrice répond aux objections soulevées sur ces propositions et précise « *Il s'agit d'exclure des débats judiciaires tout questionnement relatif au consentement en posant un interdit légal explicite, et d'imposer à l'adulte de s'assurer de l'âge de la jeune personne pour, à défaut d'informations fiables sur celui-ci, s'abstenir d'avoir des contacts sexuels avec elle* ».

En conclusion, Catherine Le Magueresse revient sur la loi pénale et ses fonctions, l'interdit qui autorise de nombreuses formes de violences sexuelles, les nouvelles dispositions pénales à repenser, le carcan de la présomption de consentement, la présomption d'innocence, la charge de la preuve, la culture du viol, l'impact de la pornographie, les expressions mensongères qui recouvrent des « *sérvices sexuels* », un droit expurgé des pré-supposés sexistes, les politiques publiques en matière de prévention.

Un livre important qui devrait permettre d'irriguer les débats loin des pré-supposés et des clichés qui garantissent le statu quo en faveur des agresseurs. Comme l'écrit Eliane Viennot, citée par l'autrice : « *Déconstruire cette culture est indispensable pour rompre les amarres avec le monde où l'on considèrerait les femmes comme une sous-espèce de l'humanité, une espèce au service des hommes* ».

Didier Epsztajn

* Catherine Le Magueresse, *Les pièges du consentement, Pour une redéfinition pénale du consentement sexuel*, Éditions iXe, Donnemarie-Dontilly 2021, 16,00 €

Révolutions et papier-monnaie

Par
Serge Aberdam*

Nous avons été plusieurs à nous impliquer (1) dans la traduction et la publication, au début de 2021, d'un livre russe daté de 1919 : *Le papier-monnaie dans la Révolution française*, de Sémion Anissimovitch Fal'kner (2). Il s'agit d'une étude d'histoire économique rédigée entre 1916 et 1919 et basée sur une remarquable variété de sources françaises. Ce travail russe sur l'histoire révolutionnaire française avait évidemment, comme c'était alors courant, vocation à être traduit en français. Il ne l'a jamais été et n'a en fait connu qu'une traduction très partielle en allemand, en 1924. Le livre de Fal'kner n'a jamais été réédité et l'auteur, victime des purges, a été exécuté en 1938. C'est donc un livre qui est longtemps resté difficile d'accès, même dans sa langue d'origine : les circonstances de sa parution, guerre mondiale, révolution et guerre civile, ont abouti à une édition de très mauvaise qualité, avec de nombreuses erreurs, de longues notes rajoutées dans un grand désordre et la perte d'une bonne partie des titres intermédiaires. La version russe de 1919 est donc techniquement d'accès difficile.

Un livre qui fait le pont entre deux révolutions

Pourquoi ce livre est-il pourtant important ? Parce que sa rédaction coïncide, à chaud, avec un phénomène que connaissent plusieurs des pays « vaincus » à la fin de la Première Guerre mondiale : le passage de l'inflation du temps de guerre à l'**hyperinflation**, un phénomène alors très mal connu. Or l'histoire du papier-monnaie de la Révolution française qu'étudie Fal'kner est à ce moment quasiment la seule référence utilisable sur le sujet. Il a compris, dès avant 1916, donc au début de la guerre, qu'il se passait quelque chose de très nouveau avec l'abandon par les États européens d'une règle qu'ils avaient adoptée de façon systématique depuis plus



d'un siècle. C'est en effet à la fin de la Révolution française et des guerres napoléoniennes qu'avait été généralisée la libre convertibilité en or des monnaies, avec ce qu'on appelle en France le franc-or, ou franc-germinal ou franc-Napoléon. Cette convertibilité, maintenue pendant un siècle, avait bien sûr connu des réalités pratiques assez différentes selon les pays. Fal'kner, peut-être plus tôt et mieux que d'autres chercheurs, est pourtant fasciné par la simultanéité avec laquelle tous les États européens abandonnent en quelques mois la vieille règle de la convertibilité de leur monnaie en or et commencent à émettre du papier-monnaie pour financer la guerre. Quelque chose de fondamental a changé et, tout en réfléchissant à ce qui se passe sous ses yeux en Russie, Fal'kner se lance donc dans une étude historique sur le premier exemple de généralisation de l'emploi du papier-monnaie en Europe, celui de la Révolution française, avec passages successifs à l'inflation puis

à l'hyperinflation. Il choisit d'étudier l'exemple français qui est « court », d'une durée de moins de dix ans, dans un pays centralisé, et qui se termine nettement par un effondrement du système. Il renonce donc à une autre étude à laquelle il songeait probablement, sur le rôle du papier-monnaie dans la formation des États-Unis qui, de révolution en guerre civile, s'est étalée sur une beaucoup plus longue durée, dans un espace qui s'est prodigieusement étendu.

Fal'kner choisit donc son terrain de recherche « à chaud », pour faire face aux

* Serge Aberdam est historien, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IV^e Internationale.

1. Mais Serge Aberdam est le seul responsable de la présente présentation.

2. Sémion Anissimovitch Fal'kner, *Le papier-monnaie dans la Révolution française, une analyse en termes d'économie d'émission*, Moscou 1919 ; édition de Serge Aberdam, Laure Desprès et Alexis Berelowitch, traduction d'Alexis Berelowitch, Paris, Classiques Garnier, 2021.

Histoire

problèmes de son temps. Il accumule les données et prépare en fait le terrain à ce qui deviendra rapidement une première modélisation mathématique de l'inflation et de l'hyperinflation. Jusque-là, les travaux sur l'assignat, y compris ceux des marxistes, avaient toujours gardé une petite composante anecdotique et moralisante, autour de sa faillite finale, un peu conçue comme une escroquerie. Fal'kner, au contraire, évacue toute approche moralisante d'un phénomène qu'il veut considérer d'abord au plan économique.

Le rôle du pouvoir politique dans l'émission monétaire est évident pour la population. La langue populaire russe adopte des sobriquets pour chacun des types de monnaie qui se succèdent, marquant la continuité des politiques monétaires : les roubles-papier du Tsar sont baptisés *romanovski*, ceux des premiers gouvernements parlementaires de la Douma des *doumski*, ceux du gouvernement provisoire de Kerenski des *kerenki*, auxquels succèdent les *sovznaki*, littéralement « signes soviétiques ». Au long de la guerre civile, l'espace russe se fracture entre des embryons d'États rivaux qui émettent tous leurs monnaies de papier et prohibent sous peine de mort l'usage des monnaies de leurs adversaires, monnaies que les populations sont pourtant forcées d'accepter pour survivre.

Observateur privilégié de ce nouveau désordre, Fal'kner semble au départ n'appartenir à aucun des partis russes qui se réclament du marxisme, même s'il paraît plus proche des mencheviks. Il est avant tout un produit de l'école historique allemande, un spécialiste de l'histoire de la pensée économique. Ce sont les circonstances qui l'amènent à approfondir la question de l'émission monétaire, qu'il conçoit comme une politique étatique banale, déjà pratiquée dans le passé, et qui n'est ni exceptionnelle ni incompréhensible. Fal'kner se rallie très tôt au gouvernement soviétique. Il le fait sous le parrainage de sa sœur ainée Marie, une ancienne socialiste-révolutionnaire devenue membre du Parti bolchevique en 1918 (3). Fal'kner, lui, réfléchissant « à cheval » sur deux révolutions et spécialiste reconnu de la monnaie, est d'emblée très investi dans les institutions économiques soviétiques. Il

3. Elle survivra comme membre correspondant de l'Académie des sciences jusqu'en... 1968 !

4. C'est pourquoi nous avons apporté en notes quelques compléments et nuances indispensables – mais il s'agit le plus souvent de questions que Fal'kner se posait sans avoir encore les moyens d'y répondre.



20 roubles ou 20 *kerenki*

sera un des experts mobilisés au service de la Nouvelle politique économique (NEP) entre 1921 et 1927. Ensuite, de 1929 à 1938, il est d'abord censuré puis licencié, arrêté, déporté et finalement assassiné.

Plus d'un siècle a passé depuis la publication du livre de Fal'kner. Les théories économétriques ont largement changé et l'information des chercheurs de notre époque est évidemment bien plus complète que la sienne (4). Nous avons cependant traduit et édité intégralement son livre parce qu'il témoigne d'un moment important de l'histoire de la pensée économique, celui où le passage imprévu de l'inflation à l'hyperinflation stimule la réflexion des économistes.

Le papier-monnaie dans la Révolution française

La politique monétaire a joué un rôle majeur dans la Révolution française, avec l'émission massive et novatrice de plu-

sieurs sortes de papier-monnaie, les ancêtres de nos billets de banque. Les plus connus sont les assignats, dont on trouve encore facilement des exemplaires de nos jours. La monarchie française souffrait à la veille de 1789 d'un endettement structurel qu'elle ne savait plus gérer. Les **Ordres privilégiés**, le clergé et la noblesse, étaient pratiquement dispensés de payer l'impôt. C'est pour établir un système

d'impôt universel que la monarchie finit par convoquer des états-généraux... mais la crise révolutionnaire qui en résulte diminue d'abord fortement la rentrée des anciens impôts. Or un État en crise cherche souvent à remplacer les impôts qui ne rentrent pas par l'émission de plus de monnaie, afin de pouvoir payer ses créanciers. C'est fondamentalement ce qui se passe au départ.

Créer une monnaie de papier n'allait pourtant pas de soi en 1789. Une première expérience d'émission de billets de papier avait eu lieu dans les années 1716-1720, organisée par le financier John Law et suivie d'une faillite retentissante. De ce fait, même ceux des économistes qui estiment nécessaire en 1789 de moderniser la circulation monétaire hésitent à recommander ouvertement de remplacer les espèces « sonnantes et trébuchantes » par du papier.

Il faut pourtant trouver une solution pour diminuer le poids écrasant de la dette



Un « signe de règlement » de 250 roubles de la République fédérale soviétique socialiste de Russie de 1919

et remédier à l'absence de rentrées fiscales. En 1790, l'Assemblée constituante décide donc de nationaliser les biens fonciers accumulés par le clergé et le roi, afin de les vendre pour récupérer des ressources. Ce seront les Biens nationaux. Mais recenser, évaluer et mettre en vente ces biens ne peut se faire rapidement. Or, les besoins d'argent sont pressants. Il faut donc trouver une façon d'**anticiper** les futures ventes.

Il est alors décidé d'émettre des bons, gagés ou « *assignés* » non sur de l'or mais sur les futures ventes de Biens nationaux : ces billets d'« *assignats* » pourront donc être émis très en avance et donnés en paiement aux créanciers de l'État. Officiellement, il ne s'agit pas encore d'une monnaie et ces assignats rapportent des intérêts, mais ils sont déjà acceptés pour le paiement des impôts. Bien reçues par les créanciers de l'État, les émissions d'assignats se multiplient donc. Mais les billets alors émis sont de très forte valeur, 500 ou 1000 livres, soit autant de journées de travail qualifié. Cela les empêche de circuler aisément dans la société et de répondre aux besoins quotidiens de monnaie.

Or, au même moment, les débuts de la Révolution ont déjà des conséquences socio-économiques : dans les régions, on commence à ne plus payer les dîmes ecclésiastiques ou les impôts et une grande partie des rentes seigneuriales sont contestées. Ces retenues à la base modifient la vie quotidienne en augmentant ce qui est disponible pour l'autoconsommation paysanne ou pour la mise en marché locale. Les échanges augmentent donc à ce niveau local, et avec eux le besoin de liquidités. Ce besoin mène à ce que, fin 1790 et début 1791, des entrepreneurs et des municipalités commencent à émettre en masse des menues monnaies locales.

Ces billets locaux sont appelés des « *billets de confiance* ». Ils sont toujours présentés comme « *garantis* » par des dépôts de grosses coupures d'assignats dans les caisses des émetteurs, ce qui est plus ou moins vrai. Mais ces billets bénéficient de la confiance des habitants et rendent d'énormes services au quotidien. Ils se diffusent de proche en proche et, quand la guerre viendra, les jeunes partis aux armées sauront faire accepter leurs billets de confiance par les commerçants, au besoin de force. Ces billets circuleront longtemps, même quand l'État tentera de les interdire pour conserver son monopole sur l'émission monétaire. D'où les décisions prises d'émettre des assignats de faibles valeurs, destinés à remplacer les

billets de confiance mais difficiles à réaliser en pratique vu les quantités nécessaires et leur dévaluation constante.

En peu de temps, les gros assignats et les petits billets de confiance sont ainsi devenus **un nouveau système monétaire**, à côté et en concurrence avec les anciennes monnaies métalliques, et avec une dynamique propre qui naît des besoins nouveaux.

S'intéressant avant tout aux émissions étatiques d'assignats, Fal'kner fait deux « *percées* » théoriques qui lui permettent ensuite de coller étroitement à son sujet.

❶ Il constate que la stabilité des parités monétaires et la convertibilité en or, typiques du XIX^e siècle, ont plutôt été des exceptions que des règles. C'est l'instabilité qui est historiquement la règle, avec une abondance de cas de manipulations des monnaies par les États, et ce depuis longtemps. L'émission monétaire publique est donc loin de n'être qu'une convention qui protégerait les conditions techniques des échanges.

❷ Émettre plus de monnaie sans contrainte de garantie est au final un moyen facile de prélever des ressources sur la société. Lorsque l'État est faible, lorsque l'impôt rentre mal, avoir recours à l'émission de monnaies de papier permet un prélèvement massif, moins coûteux et plus facile à organiser que la perception administrative des impôts directs ou indirects.

Reste, et Fal'kner le constate en Russie comme en France, que l'émission massive de papier en temps de crise entraîne des conséquences dramatiques pour la population, et le besoin aigu de contrôler ces conséquences.

Un basculement

Dans le cas de la France, c'est la guerre avec les monarchies européennes, déclenchée dès le début de 1792, qui entraîne des besoins budgétaires nouveaux ; la fabrication des assignats suit donc. Pas d'armée sans financement, pas de financement sans assignat : il faut, à tout prix, assurer le paiement des soldes des militaires et celui des fournitures de guerre de toutes sortes, des vaisseaux aux fusils et du fourrage aux sacs de blé, si on veut nourrir les villes et les armées. L'émission permet ce financement mais cette augmentation de la masse monétaire en circulation va rapidement bien au-delà de celle de la production nationale, ou des marchandises en circulation. La confiance très inégale en la solidité de l'assignat et surtout l'augmentation de sa masse entraî-

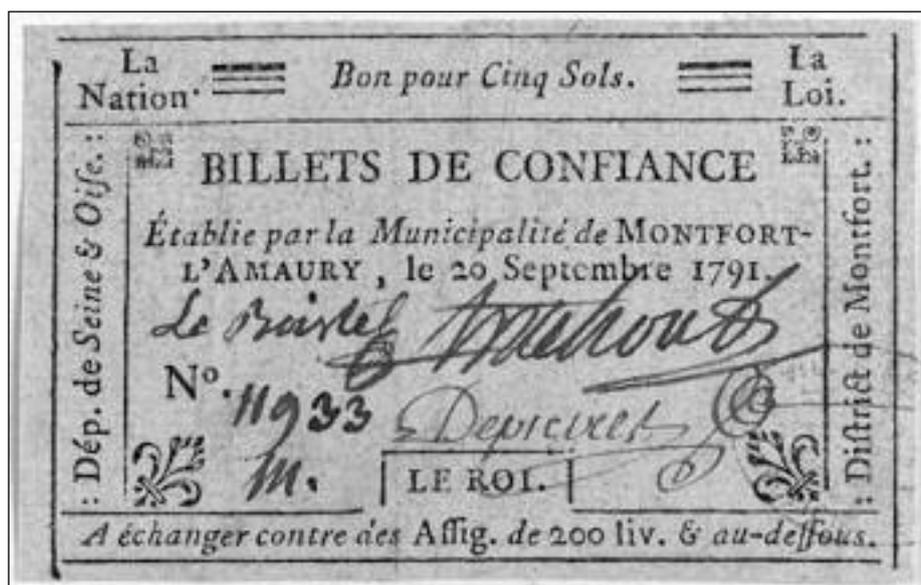
nent une diminution de la valeur de chaque unité monétaire, c'est-à-dire de l'inflation.

Les prix réels sont tirés à la hausse par les marchés publics d'armement et de fournitures mais cette déformation du système des prix n'est pas homogène : Fal'kner explique bien pourquoi ce sont les prix des produits de première nécessité, les céréales panifiables, qui augmentent le plus, et de beaucoup, car les ouvriers agricoles et les artisans doivent manger tous les jours, sans pouvoir refuser les paiements en monnaie de papier, même dépréciée. L'inflation contribue donc à fractionner et polariser la société.

Alors que les agriculteurs à leur aise répercutent les hausses sur leurs prix de vente, voire les anticipent, les consommateurs de base, urbains ou ruraux, cherchent à se préserver des conséquences de l'inflation en exigeant des autorités la fixation de **prix maximum**. Ces mouvements de protestation surgissent un peu partout et, au besoin, les émeutiers fixent eux-mêmes les **prix des subsistances**. Sous la pression des populations, et à une échelle de masse, les autorités locales doivent accepter la fixation d'un **maximum** des prix de première nécessité mais aussi des formes de rationnement égalitaire qui protègent les familles contre les effets de la spéculation et du marché noir.

À l'apogée de ces mobilisations populaires, ces orientations nouvelles sont imposées aux autorités et deviennent des politiques publiques, d'abord gérées localement puis complétées au plan national par la création, fin 1793, d'une **commission des subsistances**, chargée de fixer les modalités non plus des seules subsistances mais de l'ensemble des prix. Cette politique révolutionnaire est fondée sur la réquisition des céréales dans les campagnes, des réquisitions qui sont réglées en assignats. Cela amplifie la circulation du papier pendant que la monnaie de métal devient un bien rare qu'on thésaurise. Pour protéger la valeur d'échange de l'assignat, la Convention décrète de lourdes peines contre les citoyens qui stipulent des prix différents en assignats et en monnaie métallique.

Protégé par cette parité obligatoire, l'assignat tend ainsi à devenir la seule monnaie qui circule au quotidien. Un secteur entier de l'économie, celui qui nourrit tant bien que mal les villes et les armées, est désormais contrôlé par la puissance publique, dans toute la diversité de ses organes nationaux, régionaux et municipaux : gouvernement révolutionnaire, représentants en mission, commission



(centrale) des subsistances et comités de surveillance des communes. La concurrence de ce système avec le commerce privé et le marché noir devient une réalité omniprésente.

Évidemment, en étudiant ce mécanisme de radicalisation permanente, Fal'kner envisage aussi ce qu'il vit : le communisme de guerre, ses réquisitions armées et les violences sociales qui accompagnent le recours forcé aux *sovznaki*, le papier-monnaie émis par le pouvoir bolchevique, et la coexistence avec les autres marchés plus ou moins noirs. Il observe que, dans la situation de guerre civile et de famine, ceux qui sont chargés du contrôle des approvisionnements sont des cibles essentielles de la corruption.

Des logiques antagoniques

En France, et dans l'esprit des douze membres du Comité de salut public qui gouvernent le pays au nom de l'Assemblée nationale (la Convention), le maximum des prix, le rationnement, la centralisation des subsistances, les réquisitions forcées sont conçues comme des mesures conjoncturelles. Ce sont les instruments d'**une terreur économique momentanée, indispensable pour vaincre, mais pas une orientation de fond**. Il n'est pas question pour la Convention que l'État assure durablement le ravitaillement quotidien ou socialise l'économie au-delà des circonstances de la guerre. Dès les premières victoires militaires remportées dans l'automne 1793, un tournant significatif a été pris avec l'adoption d'un **maximum des salaires**, à côté de celui des prix.

Évidemment, tout le monde n'est pas d'accord et le maximum des salaires, même décrété, ne s'applique que très diffi-

cilement, alors que celui des prix est défendu par les salariés et les artisans. C'est en particulier le cas dans les établissements où se fabriquent les armes, les canons, les vaisseaux, la poudre, les uniformes... Mais le gouvernement révolutionnaire maintient son projet de limiter les salaires, alors que c'est la poursuite de ses émissions monétaires qui continue de faire pression sur les prix. Il est de toute façon très difficile – dans les conditions techniques existantes – d'adapter les prix fixés par les décrets du maximum général aux variations de l'inflation. Cette rigidité du système de contrôle français frappe Fal'kner qui, en 1919, réfléchit déjà en termes de « *pilotage* » du système des prix.

Avec la menace d'un maximum des salaires, le crédit politique du gouvernement révolutionnaire décline alors fortement chez les sans-culottes. Avec la grande victoire de Fleurus, le 26 juin 1794, il apparaît clairement que les mesures de mobilisation populaire et militaire ont porté leurs premiers fruits. La paix serait-elle donc à portée de main ? Un mois plus tard, le 26 juillet (9 thermidor an II), la Convention renverse son Comité de salut public. Appelés à défendre militairement le Comité, les sans-culottes parisiens ne le soutiennent plus vraiment : plusieurs de ses membres, Robespierre en tête, passent à leur tour à la guillotine.

Jusqu'à ce moment, la valeur des assignats avait baissé assez régulièrement, en conséquence de l'augmentation de leurs émissions, et avait parfois remonté en fonction des circonstances militaires et politiques. Après le renversement de majorité de juillet 1794, la Convention élit un second gouvernement révolutionnaire qui croit pouvoir régler la crise des subsistances en revenant directement à la liberté

des prix et en supprimant en particulier la parité théorique de valeur entre la monnaie métallique et le papier. Il renonce donc à ce qu'on appelle le « *cours forcé* », le taux de change fixe, au pair, entre les deux monnaies. En conséquence, tous les mécanismes de contrainte et de contrôle des monnaies sont abandonnés.

Rapidement, les détenteurs de la monnaie de métal commencent à la remettre en circulation, faisant ainsi concurrence à l'assignat dont la valeur diminue cette fois très fortement. Cela pousse les gestionnaires des finances à augmenter encore les émissions, pour conserver la capacité d'intervention économique de l'État (son « *pouvoir d'achat* »). Et ainsi de suite. L'inflation, qui était longtemps restée forte mais limitée se transforme en un phénomène nouveau : l'hyperinflation. Les salaires réglés en assignats perdent toute signification ; après un hiver de famine, les sans-culottes tentent de reprendre l'initiative au printemps 1795. Ils sont cette fois écrasés militairement. Le papier-monnaie révolutionnaire connaît alors une dépréciation totale et spectaculaire : il est chassé de la circulation.

À court de liquidités, les Assemblées du Directoire tentent bien en 1796 de créer des **mandats territoriaux**, nouveau papier-monnaie pareillement basé sur la vente des Biens nationaux et destiné à assurer la trésorerie de l'État. Mais ces mandats parcourent en quelques mois l'itinéraire que l'assignat a parcouru en six ans, et leur valeur est réduite à néant. Le rationnement égalitaire dans les villes est remplacé par des mesures d'**assistance** aux plus misérables ; c'est le retour de la **charité** d'Ancien régime comme mode de gestion de la crise alimentaire.

Le bilan

Pendant plusieurs années, le recours au papier-monnaie a objectivement permis de financer la défense militaire de la Révolution, de payer les dettes héritées de l'Ancien régime ou du moins de rendre possible leur rééchelonnement. Il a en particulier rendu possible :

- ① Un refinancement de l'État par la vente en assignats des Biens nationaux ;
- ② Une baisse considérable des dettes de l'État par leur **consolidation**, codifiée en août 1793 par la création du *Grand livre* de la dette publique.
- ③ Une reprise, forcément très progressive, du versement des impôts puisque, même très dépréciés, l'assignat puis les mandats, ont continué tout au long de l'époque d'être



Un « signe de règlement » de 10 000 roubles de la République fédérale soviétique socialiste de Russie de 1919 qui témoigne de l'inflation galopante...

re accepté au pair pour le paiement des impôts. Cela a permis tant bien que mal de payer les fournisseurs et les créanciers et de financer le fonctionnement de l'État, jusqu'à ce que le pillage militaire des pays envahis lui permette de se financer autrement à dater de la fin 1795.

Enfin, l'expansion presque illimitée de la masse monétaire disponible a facilité des procédures complexes de désendettement des particuliers sur les marchés privés, et une renégociation conséquente des contrats agraires fondamentaux. On a donc assisté à des transferts de dettes et de revenus sur une échelle inédite.

Durement secouée, « l'opinion publique », c'est-à-dire les rentiers issus de l'Ancien régime, se rallieront les premiers et durablement à Bonaparte, organisateur du coup d'État de décembre 1799, avec son « franc-germinal », le franc-or, et à la perspective d'une monnaie éternellement gagée sur l'or. Cette stabilité du franc-or durera plus d'un siècle, jusqu'à la guerre de 1914.

Mais une autre mémoire de la Révolution existe parmi ceux qui ont bénéficié des mesures de ravitaillement égali-

taire, de la pression de la mobilisation populaire et de la démocratie sociale. Mémoire dominée, elle ressurgit régulièrement au XIX^e siècle chaque fois que les prix s'envolent au-delà des salaires.

Fal'kner, parce qu'il envisage simultanément deux révolutions, est en mesure en 1919 de donner une histoire exceptionnellement pertinente du « cas français ». Il

réfléchit aux fonctions objectives de l'économie d'émission, à ses contradictions et donc à la façon d'en maîtriser les redoutables conséquences pour les plus démunis par la garantie d'un rationnement alimentaire. Il se confronte enfin à la façon de sortir du système des réquisitions armées dans les campagnes dont les mesures de contrainte mettent ceux qui les appliquent en position d'être eux-mêmes corrompus. On comprend que l'ampleur de ses réflexions sur les deux expériences lui a beaucoup servi pour approcher, en économiste, la crise finale du « communisme de guerre » russe et la nouvelle politique économique (NEP) qui le remplace avec succès en 1921-1928.

Au final, par manque de sources, nous ne pouvons pas vraiment savoir ce que Fal'kner a pu penser de la politique de collectivisation forcée du début des années 1930. Progressivement écarté du monde de la recherche, il deviendra une des innombrables victimes de la Grande terreur et y trouvera la mort. ■

Quelques références utiles :

- Rebecca L. Spang, *Stuff and Money in the time of the French Revolution*, Harvard University Press, 2015.
- Gérard Béaur, Philippe Minard, Alexandra Laclau, *Atlas de la Révolution française*, volume 10, « Économie », éd. de l'EHESS, 1997.
- Seymour Edwyn Harris, *The Assignats*, Harvard University Press, 1930.
- Pierre Caron, *La commission des subsistances de l'an II*, deux volumes, 1924-1925.
- Jean Adher, *Le comité des subsistances de Toulouse (12 août 1793 – 3 mars 1795), correspondance et délibérations*, Toulouse, Privat, 1912

librairie

La Brèche



La librairie militante !

27 rue Taine 75012 Paris

tél : 01 49 28 52 44

contact@la-breche.com

lundi au samedi 12h-20h

Afrique Allemagne Amérique
Latine Anarchie Antilles Art
théâtre poésie photos Asie
Bandes dessinées Beaux livres
Benjamin Walter Bensaïd Daniel
Colonisation et esclavage
Commune de 1871 Cuba - Che
Guevara DVD-C Deuxième guerre
mondiale Ecologie Economie
Education pédagogie En lengua
española Enfants Espagne Europe
de l'Est Europe de l'Ouest Ex-URSS
Fascisme / Antifascisme Front
populaire Féminisme / féminismes
Gauche radicale Gramsci Antonio
Histoire du mouvement ouvrier
Homo- sexualités Immigration
et/ou postcolonialisme Italie
Justice/injustice/prison Lénine
Mai 68 Mandel Ernest Marx
et Engels Marxisme classique
Marxisme contemporain Médias
Naville Pierre Nouveau Parti
Anticapitaliste Pays arabes
Philosophie Polars Politique
Proche et Moyen Orient
Quatrième Internationale
Question juive Question nationale
Romans et littérature
Rosa Luxemburg Révolution
française Révolution russe
Internationale Santé et sciences
Sociologie du travail Syndicalisme
Tiers monde Trotsky/trotskyisme
USA Victor Serge,

la-breche.com